

Rafael Uzcátegui

Venezuela : révolution ou spectacle ?



SPARTACUS

Édition originale en espagnol : Rafael Uzcátegui, *Venezuela, la revolución como espectáculo. Una crítica anarquista al gobierno bolivariano*. Publiée par La Malatesta Editorial, Madrid ; Los libros de Anarres, Buenos Aires ; *El Libertario* — Organización Nelson Garrido — Tierra de Fuego, Caracas, 2010.

L'édition française est tirée de la traduction en anglais de Chaz Bufe, *Venezuela : Revolution as Spectacle*, See Sharp Press, Tucson, Arizona, États-Unis d'Amérique, janvier 2011, distribuée aux États-Unis et au Canada par Independent Publishers Group. Tous droits réservés. Reproduction à but non lucratif libre sur autorisation. © Chaz Bufe, 2010. Traduction française de Jean Michel Kay © Les Amis de Spartacus 2011

Photos : Marche nationale contre l'exploitation du charbon dans la Sierra de Perijá
© Rafael Uzcátegui — Monument aux victimes de l'impunité à Santa Rosa,
© Lexys Rendón

Couverture : Jean-Luc Hinsinger. Carte : © les contributeurs d'OpenStreetMap CC-BY-SA

Depuis le début du XIX^e siècle, le drapeau du Venezuela comportait sept étoiles représentant les sept provinces qui s'étaient déclarées pour l'indépendance en 1811. En mars 2006, à l'initiative du président Hugo Chávez, l'assemblée nationale modifia les emblèmes de la République, en ajoutant notamment une huitième étoile au drapeau, comme l'avait fait Simón Bolívar en 1817.

Rafael Uzcátegui

**Venezuela :
révolution ou spectacle ?**

Une critique anarchiste
du gouvernement bolivarien

SPARTACUS

*À ceux qui ne sont plus, mais dont l'exemple lumineux et l'esprit
restent vivants en nous et parmi nous :
Emilio, Antonio, Yolanda, Simón, Daniel. Merci pour votre inspiration.*

Sommaire

Note des traducteurs	7
Très bref aperçu du Venezuela	9
Carte du Venezuela avec l'essentiel des lieux cités	11
Graphe : exportations de pétrole en dollars constants par habitant 1970-2009.....	15
Préface d'Octavio Alberola	17
Introduction	23

I^{re} partie

LA VIE QUOTIDIENNE AU VENEZUELA BOLIVARIEN

1 ^{er} chapitre Le regard des intellectuels de gauche étrangers	28
2 ^e chapitre Pourquoi tant de violence	38
<i>Une pandémie d'homicides – Déchiffrer les causes de la violence – Les tentacules de la violence – Ils portent des insignes – La police vénézuélienne est comme les autres : elle tue – Corruption et impunité – L'impunité du ministre.</i>	
3 ^e chapitre La situation des travailleurs	59
<i>Les conditions de vie – Un syndicalisme piloté d'en haut – Des syndicats parallèles, un parti unique – Assassiné pour un poste de travail – Rompre le consensus syndical factice – La flexibilité de la main-d'œuvre mondialisée et bolivarienne – Vetelca, l'histoire d'une maquiladora vénézuélienne.</i>	
4 ^e chapitre Les programmes sociaux	84
<i>Les politiques sociales de la démocratie élitiste – Les politiques sociales bolivariennes : les missions – Les missions éducatives : Robinson et Ribas – Missions pour l'habitat – Mission nutrition – Mission Barrio Adentro : la santé dans les quartiers – Hôpitaux publics : un témoignage du terrain.</i>	

II^e partie
L'EXCRÉMENT DU DIABLE

- 5^e chapitre Un pays transformé par le pétrole** 107
« Semer le pétrole » – L'histoire du modèle nationaliste bolivarien – Une brève histoire de PDVSA – Les entreprises mixtes : un modèle pour la mondialisation – De la nationalisation du pétrole aux entreprises mixtes – La diplomatie de Chevron à l'époque bolivarienne – Les projets gaziers – L'intégration au marché mondial et l'IIRSA – L'exploitation du charbon dans l'État de Zulia – Des armes de la guérilla à l'arme de la critique.
- 6^e chapitre Un contexte, la mondialisation** 153
Socialisme pétrolier – Gustavo Cisneros, « fasciste » puis « bolivarien » – Le mythe de la multipolarité – Debord, les mots et les faits – Le capitalisme, un cadavre en parfaite santé.

III^e partie
LA POLITIQUE BOLIVARIENNE

- 7^e chapitre Le populisme** 176
Gouvernements sociaux-démocrates et gouvernements populistes – Le populisme comme exercice du pouvoir – Le populisme au Venezuela – Le populisme bolivarien, continuateur du vieux populisme – Le militarisme, composante de la culture vénézuélienne – Le populisme militariste bolivarien.
- 8^e chapitre Les mouvements sociaux comme acteurs du changement** 192
L'autonomie dans les mouvements sociaux – Les mouvements sociaux et les partis de gauche avant 1998 – Le Caracazo – Les revendications de la base après le Caracazo – Les partis de gauche arrivent à la tête des collectivités locales ; l'effondrement des partis traditionnels – Les années 1990 : turbulences et tensions.
- 9^e chapitre Le processus politique bolivarien** 210
Neutraliser le pouvoir des multitudes – Les cercles boliviariens, laboratoires de l'intégration à l'État – Les conseils communaux, ou les charmes discrets de la révolution du tiers-monde – Les conseils communaux, un mouvement social dépendant – Les coopératives boliviariennes – Les usines conquises – Médias : d'« alternatifs » à paragonnementaux.
- Conclusion Le triomphe du spectacle et le chantier qui s'ouvre** . 241
Entre deux jeux – Les obstacles à l'autonomie – La domination du spectacle – La crise de la gauche – Les tâches des anarchistes au Venezuela
- Postface (2010)** 257

Note des traducteurs

Traduisant ce livre en anglais, Chaz Bufe s'est heurté à une difficulté particulière : à l'appui de son argumentation, Rafael Uzcátegui a tenu à juste titre à citer largement des documents officiels, des discours, des communiqués de mouvements politiques, des rapports. La grande majorité de ces textes ont en commun un langage souvent abstrait, des tournures passives, parfois des passages qui en masquent le sens plus qu'ils ne l'éclairent. Il a donc choisi de privilégier la restitution de leur signification par rapport à une traduction plus littérale. C'est particulièrement vrai pour les extraits de déclarations et d'entretiens, et notamment pour les émissions radiotélévisées du président Chávez, au cours desquelles celui-ci dialogue avec les auditeurs dans le langage le plus familier, et y annonce des décisions importantes de la manière la plus informelle. Comme c'est le cas pour toute conversation ordinaire, leur retranscription intégrale aurait donné l'impression de propos décousus, répétitifs, à la syntaxe imparfaite. Chaz Bufe a donc tenu à n'en conserver que les passages significatifs. Que le lecteur soit assuré que dans tous les cas le sens des textes originaux est intégralement respecté. S'il le souhaite, il pourra retourner à leurs sources qui sont systématiquement indiquées.

Deux partis pris supplémentaires pour la traduction française : les textes cités contiennent à profusion le mot « communauté », comme c'est également très souvent le cas aux États-Unis. Ce terme veut laisser penser que ceux qu'il désigne partagent les mêmes intérêts, les mêmes points de vue ; on utilise « communauté » à tout propos, pour parler de la population d'un quartier, des auditeurs d'une même radio, de gens souffrant d'une même maladie et de ceux qui s'occupent d'eux de près ou de loin, ou des utilisateurs d'une même marque. En France, ce terme conserve une signification plus précise, avec ce qu'il contient de volonté de différenciation, voire d'opposition par rapport au reste de la population. Il n'a donc été conservé que dans deux cas : dans la traduction de noms d'organismes, et pour les communautés indiennes, qui s'attachent à conserver leur mode de vie distinct. Indiennes, donc, plutôt qu'indigènes comme le voudrait la traduction exacte, compte tenu de la connotation que ce terme conserve en France.

Autres choix propres à la traduction française : pour alléger les notes, les liens vers les textes cités publiés sur le Web n'ont été indiqués qu'exceptionnellement ; si ces textes sont toujours disponibles en ligne, le lecteur les retrouvera en tapant le titre dans un moteur de recherche. Sauf indication contraire, tous les documents en espagnol cités ont été publiés au Venezuela. Enfin, quand des sommes sont indiquées en dollars, il s'agit de dollars des États-Unis.

Très bref aperçu du Venezuela

Le Venezuela n'est pas un petit pays : il couvre environ 920 000 km², de l'Atlantique à l'Est jusqu'aux deux extrémités les plus septentrionales de la cordillère des Andes à l'Ouest. Entre ces deux extrémités, la cordillère de Merida et la Sierra de Perijá, se trouve le lac de Maracaibo, le plus grand d'Amérique du Sud, qui a la particularité de s'ouvrir sur la mer des Antilles ; c'est aussi actuellement le principal centre d'exploitation du pétrole au Venezuela. Le sud du pays est constitué par la plus grande partie du plateau des Guyanes – aussi appelé bouclier guyanais –, traversé par les frontières avec le Guyana, le Brésil et la Colombie. Région aux paysages extraordinaires, largement recouverte par la forêt vierge tropicale, riche d'une flore et d'une faune dont l'inventaire n'est certainement pas achevé, le Venezuela y a créé plusieurs grands parcs nationaux. C'est une région très peu peuplée. Au nord de ce plateau, le haut bassin de l'Orénoque, constitué de centaines de cours d'eau forme une vaste savane où alternent inondations et sécheresse et livrée principalement à l'élevage extensif. Mais l'essentiel de la population vénézuélienne, qui a cru très rapidement depuis 70 ans, passant d'environ 4 millions d'habitants en 1945 à quelque 28 millions aujourd'hui, est urbaine et réside dans les agglomérations du nord du pays, dans une large frange côtière.

Les premiers explorateurs arrivèrent au Venezuela au début du XVI^e siècle, à la suite du troisième voyage de Christophe Colomb. À la recherche de l'Eldorado, ils trouvèrent d'abord des gisements de perles, qu'ils forcèrent les Indiens à exploiter pour leur compte. Mais c'est la culture et l'exportation du cacao qui furent au XVII^e siècle à l'origine de la fortune d'une petite couche de grands propriétaires et de commerçants, bénéficiaire du travail d'esclaves noirs d'origine africaine, dont plusieurs centaines de milliers furent ainsi amenés au Venezuela. Au cacao, principalement cultivé dans la région de Caracas, s'ajoutèrent au XVIII^e siècle d'autres cultures d'exportation comme le coton, l'indigo et surtout le café.

Comme dans d'autres colonies, les grands producteurs et les grands commerçants se plaignaient des restrictions au commerce et des taxes imposées par l'Espagne, et le régime en avait été considérablement assoupli à la fin du XVIII^e siècle. Certaines couches de la population étaient sensibles, pas nécessairement pour les mêmes raisons, aux projets indépendantistes et

républicains, et des tentatives de soulèvement avaient eu lieu, notamment en 1797 et en 1806. Mais ce sont les tribulations de la monarchie espagnole qui ouvrirent la voie aux indépendantistes : en 1808, le roi d'Espagne Ferdinand VII est fait prisonnier par Napoléon et il est contraint d'abdiquer en faveur de Joseph Bonaparte, provoquant la révolte en Espagne. Dans les colonies, les couches dominantes ne sont pas prêtes à se soumettre au régime des Bonaparte, et les partisans de l'indépendance profiteront de cette vacance du pouvoir. Au Venezuela, la république est proclamée le 19 avril 1810 ; toutes les provinces du pays ne s'y rallient cependant pas, et elle sera proclamée encore à deux reprises avant qu'au terme d'une guerre de plus de dix ans les Espagnols soient définitivement vaincus. Pour les dirigeants du mouvement comme Simon Bolívar, Francisco de Paula Santander ou Antonio José de Sucre, l'objectif est de libérer l'ensemble de l'Amérique du Sud et de constituer une Grande Colombie regroupant le Venezuela, Panama, la Colombie et l'Équateur, et qui appartiendrait à une fédération plus large encore. Mais au Venezuela, la subordination au gouvernement de Bogota suscite des oppositions et avant même la mort de Bolívar en 1830, le Venezuela a affirmé son indépendance.

Jusqu'à la fin du siècle, sa présidence changera de mains à 23 reprises, dont 9 fois par renversement de son titulaire. L'instabilité n'est cependant pas constante : d'une part, la constitution interdit les mandats présidentiels consécutifs, et 14 dirigeants se les sont partagés pendant cette période. D'autre part, certains hommes ont exercé le pouvoir pendant des périodes assez longues, parfois derrière la scène : d'abord, José Antonio Páez, héros de la guerre d'indépendance, dans les années 1830 et 1840 ; plus tard, dans les années 1870 et 1880, Antonio Guzmán Blanco, fils d'Antonio Leocadio Guzmán, fondateur du parti libéral et adversaire des grands propriétaires conservateurs dont José Antonio Páez était le défenseur. Dans les deux cas, si cette stabilité permet une certaine consolidation des structures de l'État, le pouvoir présidentiel dérive vers l'autoritarisme et s'accompagne d'un enrichissement personnel sans frein. Cette république au suffrage censitaire extrêmement restrictif reste dominée par l'affrontement de caudillos, d'« hommes forts » capables de disposer de ressources importantes et de lever des milices, qui seront à l'origine de nombreux soulèvements. La taille et le faible peuplement du pays incitent les provinces à revendiquer plus d'autonomie par rapport au pouvoir central : centralistes et conservateurs

TRÈS BREF APERÇU DU VENEZUELA



d'une part, et libéraux et fédéralistes d'autre part, s'affrontent au cours de la guerre fédérale qui ravage une partie du pays de 1859 à 1867. Le Venezuela devient constitutionnellement un État fédéral, composé aujourd'hui de 23 États et d'un district où se trouve sa capitale, Caracas.

Vers la fin du siècle, la dégradation de la situation économique, qu'accompagne un endettement considérable envers les banques étrangères, et la difficulté que rencontre le gouvernement central à unifier le pays vont ouvrir une période de régimes de plus en plus autoritaires, celle des généraux andins. Restées à l'écart des affrontements qui déchirent le reste du pays, demeurant prospères grâce au café, les provinces andines se considèrent comme délaissées par le pouvoir central. Cipriano Castro, l'un de leurs dirigeants, va alors s'emparer de celui-ci ; se heurtant aux mêmes difficultés que ses prédécesseurs, il sera renversé en 1908 par son vice-président, Juan Vicente Gómez, qui exercera le pouvoir de façon de plus en plus dictatoriale jusqu'à sa mort en 1935. Mais sa politique centralisatrice et répressive, qui se concrétise rapidement par la modernisation des forces armées qui deviennent véritablement nationales, va venir à bout des caudillos. Les soulèvements, l'opposition en général, seront durement réprimés ; en 1928, il fera inscrire dans la constitution l'interdiction de toute activité anarchiste ou communiste. Favorisant les investisseurs étrangers, il permet l'essor de l'exploitation pétrolière pour l'exportation : à la fin des années 1920, le Venezuela est devenu le deuxième producteur mondial de pétrole (derrière les États-Unis), le premier exportateur. En revanche, les exportations de productions agricoles, durement concurrencées, notamment par celles des pays voisins, déclinent.

On peut noter que malgré l'importance prise par les militaires dans la direction du pays, et la place qui y est faite à l'armée, le Venezuela, qui revendique pourtant une vaste région attribuée en 1899 à ce qui était alors la Guyane britannique, n'a jamais mené de guerre étrangère.

La mort de Juan Vicente Gómez ouvre une période de modernisation et de démocratisation prudente de la part de ses successeurs immédiats, tous deux des généraux, Eleazar López Contreras, puis, surtout, Isaías Medina Angarita. Partis politiques, syndicats et organes de presse fleurissent ; en 1945, l'article de la constitution interdisant les activités anarchistes ou communistes est abrogé.

Isaías Medina Angarita engagea d'importants travaux d'infrastructure et d'équipements publics ; il fit voter une loi de sécurité sociale, adopter un

salaires minimum, réglementer le travail agricole, moderniser le code civil. Il étendit le suffrage, qui resta loin d'être universel : il fallait en effet, pour être électeur, savoir lire et écrire, et les femmes ne votaient qu'aux élections municipales. Comme c'est généralement le cas dans les périodes de modernisation, il se trouva pris entre deux feux : celui des conservateurs, qui lui reprochaient son excès de libéralisme, et celui des couches les plus dynamiques de la société qui lui reprochaient de ne pas leur accorder une place plus importante dans l'État. Le 18 octobre 1945, il fut renversé par l'alliance de jeunes officiers et du parti Action démocratique (AD), fondé en 1941 et qui faisait campagne contre le pouvoir des grands propriétaires terriens et contre la lenteur du gouvernement à concrétiser ses promesses de réforme.

Pendant ce qui fut nommé le triennat, le gouvernement issu de ce coup d'État poursuivit le programme de modernisation de l'économie de son prédécesseur, le développement de l'éducation et du système de santé ; il porte à 50 % la part des bénéfices tirés de l'exploitation du pétrole revenant à l'État ; en 1947, il introduit le suffrage universel à partir de 18 ans. AD s'installe dans les rouages de l'État, et domine également les syndicats, encourageant les actions revendicatives, en particulier celles des paysans contre les grands propriétaires fonciers. En décembre 1947, Rómulo Gallegos, son candidat à la présidence de la république, est élu avec plus de 74 % des voix. Mais la politique d'AD, l'agitation sociale, dressent contre lui les couches conservatrices. Les officiers qui, en 1945, ont pris le pouvoir avec AD, ressentent ce qu'ils perçoivent comme sa volonté de le monopoliser : en novembre 1948, Rómulo Gallegos est renversé, AD est dissoute en décembre, la répression s'abat sur les syndicats en janvier 1949.

Pensant recueillir l'appui de la population, la junte militaire qui gouverne alors le pays organise des élections législatives en novembre 1952, auxquelles AD, dont les dirigeants sont en exil, ne participe pas. À la surprise des membres de la Junte, le parti qu'ils ont créé pour ces élections est battu par l'Union républicaine démocratique (URD), qui a reçu le soutien des militants d'AD. Marcos Pérez Jiménez, un officier qui avait participé aux coups d'État de 1945 et de 1948 et qui était alors ministre de la Défense, accuse l'URD d'être une façade d'AD et du parti communiste et contraint ses dirigeants à l'exil. Le pays revient sous la coupe d'un « homme fort », qui se réclame de la lutte contre le communisme.

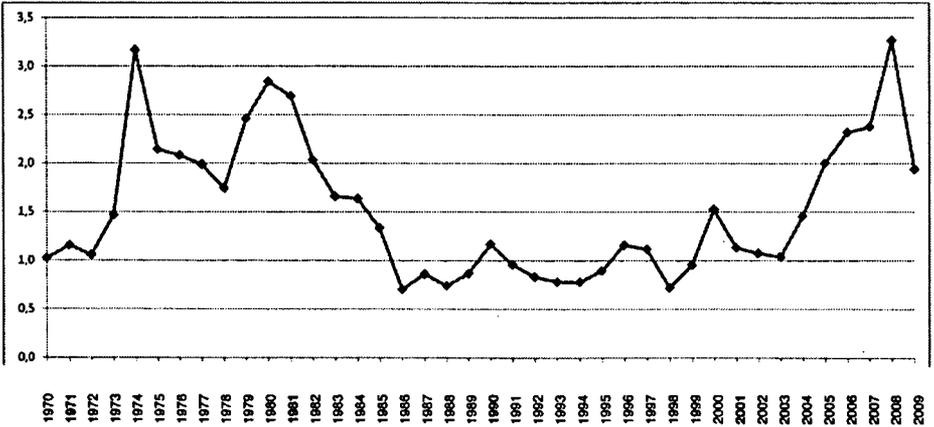
Le mécontentement suscité y compris au sein de l'armée par l'exercice d'un pouvoir de plus en plus personnel alla croissant jusqu'à provoquer à la fin de 1957 une tentative avortée de soulèvement militaire et, en janvier 1958, une grève générale insurrectionnelle à Caracas. Marcos Pérez Jiménez ne chercha pas à contenir ou à réprimer ce mouvement et s'enfuit à l'étranger. La junte militaire qui lui succéda s'engagea à organiser des élections avant la fin de l'année, et les dirigeants des partis politiques interdits revinrent de l'exil. En octobre 1958, à Punto Fijo, AD, l'URD et le Comité d'organisation politique indépendante (COPEI, une organisation d'inspiration sociale-chrétienne devenue parti politique en 1948) convinrent de mettre en place un système politique dans lequel nul ne chercherait à monopoliser le pouvoir, et nul ne chercherait à renverser par la force un gouvernement élu ; les forces armées, quant à elles, jouiraient d'une large autonomie mais s'abstiendraient d'intervenir dans la vie politique. En décembre 1958, Rómulo Betancourt, dirigeant historique d'AD, est élu président de la république. Le pays n'en resta pas moins secoué par des rébellions militaires, et des mouvements de guérilla révolutionnaire, créés notamment par le parti communiste vénézuélien (PCV) et par le Movimiento de la Izquierda Revolucionaria (MIR, mouvement de la gauche révolutionnaire), une dissidence d'AD, apparaissent au début des années 1960. Mais ces mouvements n'atteindront jamais une grande ampleur, et les gouvernements successifs passeront de la répression à la conciliation : à la fin des années 1960, le PCV et le MIR ont renoncé à la lutte armée et sont revenus aux formes traditionnelles de l'activité politique.

Dans les années 1970, le Venezuela bénéficie de la forte hausse du prix du pétrole ; ses gouvernements successifs en engrangent les profits, notamment après la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1975. Depuis 1945, des industries légères avaient été créées, réduisant la dépendance du pays envers les importations. L'État a aussi entrepris de valoriser d'autres matières premières que le pétrole, et des industries lourdes – l'acier, à partir des mines de fer, dans les années 1950, et l'aluminium, à partir de la bauxite, dans les années 1960 et 1970 – sont créées dans l'est du pays, au confluent de l'Orénoque et du Caroni, et avec elles une importante concentration ouvrière. Alors que les pays du sud du continent – Argentine, Brésil, Chili, Uruguay – vivent sous la terreur d'État, les gouvernements vénézuéliens achètent la paix sociale en subventionnant les produits de base et en

développant les services publics, notamment ceux de l'éducation et de la santé. Mais le déclin conjugué de la production pétrolière et du prix du pétrole à partir de la fin des années 1970 rend cette politique intenable (voir graphique ci-dessous). Dans les années 1980, l'endettement extérieur, en particulier celui de l'État, s'accroît fortement, et avec lui le poids des intérêts et des remboursements ; l'inflation s'accélère. Des politiques d'austérité se mettent en place ; les mesures prises en 1989 par le président Carlos Andrés Pérez, membre d'AD et qui avait déjà présidé le Venezuela entre 1974 et 1979, des années fastes, déclenchent des émeutes réprimées de façon sanglante, des événements connus sous le nom de Caracazo. Ces politiques antipopulaires, associées à la corruption endémique des couches dirigeantes, font perdre dans les années 1990 toute légitimité aux partis du pacte de Punto Fijo. La voie est libre pour que de nouvelles forces politiques accèdent au gouvernement.

Venezuela : estimation des revenus des exportations de pétrole par habitant de 1970 à 2009
 En dollar des États-Unis de 2009 - En gras, les années de recensement général de la population

Milliers de dollars



Sources : BCV, BEA, Enerdata, INE, Populstat/Jan Lahmeyer.

Préface

Après la chute du Mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique prit fin la bipolarité politique et idéologique qui avait maintenu le monde divisé en deux blocs s'affrontant pour l'hégémonie mondiale, à travers les convulsions politiques, sociales et même militaires de ce qui est connu dans l'Histoire comme « la guerre froide ».

Dès lors, dans ce monde unipolaire nouveau surgi des ruines du totalitarisme socialiste, dit socialisme réel, seuls les États-Unis conservèrent le rang de grande puissance et le leadership idéologique. Un monde unipolaire, non seulement du point de vue géopolitique mais aussi idéologique, puisque le capitalisme, comme système économique, et la démocratie représentative, comme paradigme du contrat social, parurent triompher dans le monde.

C'était donc normal qu'un événement historique aussi important et inattendu marque profondément les consciences et soit perçu comme un constat d'échec du « socialisme ». Les défenseurs du système capitaliste se permirent donc de se déclarer vainqueurs dans la compétition idéologique entre les deux systèmes, à un point tel que certains de ses principaux idéologues annoncèrent péremptoirement la fin de l'histoire humaine.

Mais l'Histoire n'arriva pas à son terme, et ce monde unipolaire ne put empêcher ni l'émergence de nouvelles puissances (Chine, Inde, etc.) sur le terrain de la compétition économique mondiale ni le déclenchement d'une « guerre commerciale » sans pitié. S'il reste idéologiquement unipolaire, ce nouveau monde est désormais l'objet d'une lutte pour l'hégémonie entre plusieurs pôles.

En tout état de cause, il est impossible de nier que le modèle dominant reste le capitalisme. Même dans les pays dont les États se proclament encore « socialistes » ou « communistes », le capitalisme apparaît pour leurs peuples comme l'unique système capable de produire à la fois le développement et la prospérité ; cette adhésion idéologique ne paraît être remise en cause ni par les « crises » périodiques d'un système qui maintient des millions de travailleurs dans le chômage ou dans la précarité, et des millions d'habitants dans la misère, ni par les conséquences néfastes que peut avoir l'affrontement commercial mondial sur le milieu naturel et la survie de l'espèce humaine.

En effet, vingt ans après la disparition du Bloc soviétique, cette adhésion idéologique au capitalisme continue à être forte et intériorisée par les masses, au point d'être encore majoritaire parmi les travailleurs du monde entier. Et cela malgré les difficultés économiques que nous traversons actuellement et les conduites scandaleusement ostentatoires des riches anciens et nouveaux... Au nombre de ces derniers, on compte les puissants d'hier devenus les puissants d'aujourd'hui dans l'ancien bloc « socialiste » ou « communiste », ces membres de la nomenklatura qui se sont convertis – sans aucun problème de conscience – en mafias capitalistes pour s'approprier des biens qu'ils disaient être propriété commune.

On ne doit donc pas être surpris qu'en Amérique latine la gauche marxiste se soit aussi accommodée de la victoire du système capitaliste (le « libre marché ») et qu'elle ait accepté un nouveau « compromis historique » pour participer à sa gestion, qu'elle ait renoncé à la lutte de classes et à la révolution par les armes pour pouvoir accéder au pouvoir politique exclusivement à travers le suffrage universel, comme expression de la volonté populaire. C'est pourquoi, au cours de ces vingt années qui ont suivi la fin de « la guerre froide », presque tous les régimes dictatoriaux qui s'étaient imposés par les armes sur le continent ont disparu, qu'ils aient justifié leur dictature par la nécessité d'en finir avec le danger « communiste » ou par celle de liquider les monstrueuses différences économiques et sociales existant depuis l'époque coloniale.

Aujourd'hui, l'Amérique latine est une zone de libre marché où, Cuba mis à part, la démocratie électorale est devenue la norme de la gouvernance politique malgré le « socialisme du XXI^e siècle » prôné par certains des gouvernements latino-américains. En effet, sauf les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui continuent le combat commencé depuis quarante cinq ans pour conquérir le pouvoir par les armes, toutes les forces politiques latino-américaines n'ont d'autre objectif que celui de gagner les élections et n'hésitent même pas, pour y arriver et garder le pouvoir, à s'allier avec d'anciens ennemis...

Dans un tel contexte, où ce qui compte est de se perpétuer au pouvoir, tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur, cherchent à accroître la symbiose entre le secteur privé et l'État, aussi bien pour consolider le partenariat entre l'entreprise privée et la gestion publique que pour accroître la

dépendance des citoyens, et en premier lieu des travailleurs, envers la structure économique. C'est le cas même dans le Cuba des Castro, ce vestige anachronique de « la guerre froide » qui prétend encore maintenir le primat de l'État et du « socialisme » comme à l'époque de l'affrontement bipolaire.

Comment être surpris d'entendre de nouveau, depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez et d'autres dirigeants populistes latino-américains qui se prétendent proches des castristes, ce discours fallacieux sur la bipolarité idéologique de la lutte politique ? Non seulement la gauche comme la droite font tout leur possible pour nous persuader qu'il n'y a pas d'autre alternative, mais on veut nous faire croire à une opposition inconciliable entre le « nouveau socialisme », le « socialisme du XXI^e siècle » et l'impérialisme (l'impérialisme américain, évidemment).

Or, cette coïncidence objective, qui réduit l'histoire passée et présente à une alternative aussi réductrice, est compréhensible du point de vue de tous ceux qui gouvernent ou veulent gouverner puisqu'aussi bien la droite que la gauche ont besoin, pour se légitimer et justifier le « combat » politique institutionnel, de faire croire à cette opposition idéologique. Mais, ce qui est surprenant, c'est qu'y croient aussi tous ceux pour qui, quel que soit le résultat de ce combat pour le pouvoir, rien ne changera, puisqu'ils continueront à être exploités et dominés – car le « socialisme du XXI^e siècle » est aussi un capitalisme d'État, tel que l'a été le « socialisme réel ».

C'est vrai que pour beaucoup de gauchistes, le besoin de certitudes et de guides leur fait chercher un refuge dans tout discours qui promet le changement, même s'il est démagogique et illusoire. Particulièrement quand on a une mentalité moutonnaire et qu'on vit sans voir ni ce qui se passe aujourd'hui, par exemple en Chine, ni ce que l'histoire récente a mis en évidence (en Union soviétique et dans les autres pays du « socialisme réel ») de manière si éclairante. Faut-il donc être surpris de la résurgence de « nouveaux » rêves collectifs d'un paradis qui se traduisent dans un délire révolutionnaire fondé sur une eschatologie socialiste et catholique au Venezuela, ou même ethnique, en Bolivie ? Et cela alors que tous ces gouvernants charismatiques partagent une même obsession malade du pouvoir et une même préoccupation principale, celle de s'y éterniser.

Peut-on s'étonner qu'à l'épreuve de l'exercice du pouvoir, le populisme

de gauche ait montré une fois de plus son incapacité à tenir ses promesses émancipatrices, révélant à chaque instant les véritables intentions personnelles et autoritaires de ses dirigeants, qui sans cesse modifient les lois, distribuent les postes et exercent l'autorité à leur convenance ?

Surgi de l'échec des politiques néolibérales appliquées même par les partis sociaux-démocrates, et de l'essor du mouvement altermondialiste des années 90, ce nouveau populisme avait promis d'être la politique alternative à celle du pouvoir oligarchique, afin de reconstruire l'État social et de faire disparaître les tares du chômage, de la précarité et de la misère que le néolibéralisme avait créées ou aggravées, et, à plus longue échéance, d'amener au « socialisme », un socialisme qui serait compatible avec la « démocratie représentative » et le « marché »...

Certes, cette alternative redonna le goût pour la lutte politique à beaucoup de jeunes et aussi à quelques vieux qui avaient commencé à se méfier des jeux électoraux et des compromis institutionnels. Vieux et jeunes qui refusaient un monde atroce et infâme sans arriver à concevoir un « autre monde possible » ; mais qui maintenant le croyaient à la portée de la main à travers cette nouvelle radicalité politique... Malheureusement, à l'heure de vérité, comme les anarchistes l'avaient prédit, cette politique alternative, qui se prétendait et se prétend encore anticapitaliste, non seulement ne rompit pas avec le capitalisme mais s'adapta sans aucun scrupule à l'ordre établi. Ainsi, en se soumettant aux impératifs du marché, elle oublia ou fut incapable de tenir ses promesses d'améliorations matérielles et même celles concernant le droit au travail : ou bien à cause de la corruption bureaucratique, ou bien à cause de son incapacité à gérer l'économie. Et ceci en poursuivant, voire en amplifiant les politiques de croissance productiviste antérieures, celles que ses porte-parole avaient qualifiées de dévastatrices et dénoncées parce qu'elles étaient soumises aux multinationales capitalistes.

Les tenants de cette politique alternative, bien qu'ayant exercé le pouvoir de manière presque totalitaire, sans opposition réellement digne de ce nom, ont été incapables non seulement de créer une nouvelle et authentique représentation politique des exploités et des opprimés, mais également de gouverner en faveur de ceux qui en ont le plus besoin, ou encore de mettre un frein à la dévastation de la planète. Pire encore : ils se sont faits les

complices de ceux qui provoquent la destruction du milieu naturel, social et culturel des communautés indiennes qui ont su préserver leurs terres et leurs formes de vie traditionnelles.

Tel est le bilan catastrophique de ce populisme prétendu « socialiste et nationaliste », dont le « socialisme » se réduit au capitalisme d'État et dont le nationalisme est parfois xénophobe. Un populisme qui a emboîté le pas à la démesure du système capitaliste, privé ou d'État, en prétendant quantifier ce qui n'est pas quantifiable, le bonheur des êtres humains, et en oubliant de mesurer ce qu'il tient pour incommensurable, la vie de notre planète. Un populisme qui prétend lutter contre le capitalisme et l'impérialisme ; mais qui a contribué et contribue décisivement à démobiliser les authentiques alternatives anticapitalistes et anti-impérialistes dans l'horizon historique contemporain.

C'est le bilan que ce livre – je le crois – met objectivement en évidence ; car, s'il s'agit bien d'une critique anarchiste du gouvernement bolivarien, c'est d'abord le fruit d'un long et méticuleux travail de recherche, fait de références de première main et accompagné d'un riche ensemble de notes qui permet au lecteur, s'il le souhaite, de compléter son information et de vérifier les données fournies et les faits décrits.

L'histoire du chavisme est retracée depuis son origine et elle est analysée dans toute sa complexité. Mais, surtout, elle est inscrite dans l'histoire du Venezuela, replacée dans le contexte politique et économique très spécifique d'un pays dont l'activité principale est l'exportation du pétrole et des ressources énergétiques. Le livre rappelle cette histoire et ses conséquences pour le peuple vénézuélien, et même pour d'autres peuples du continent. C'est, comme le dit l'auteur, un mélange « *d'histoire, d'analyse politique et de journalisme, à travers les témoignages des protagonistes concernés par chacune des situations* ». Impossible donc de rendre compte dans cette préface de la richesse informative et contextuelle de cette étude. Je reste pleinement convaincu que cette richesse sera reconnue par le lecteur et qu'elle provoquera en lui une salutaire prise de conscience sur un processus qui est en train de montrer amplement ses funestes conséquences pour le peuple vénézuélien et le mouvement émancipateur dans le monde.

De plus, je crois que la lecture de ce livre peut aussi être d'une grande

aide pour tous ceux qui, face à l'épuisement du modèle néolibéral, n'ont cru à aucun moment que la démocratie populiste pouvait être l'expression, même synthétisée, de la démocratie participative dans un monde où, certainement, le capitalisme s'est imposé et conditionne toute l'économie mondiale, au point que pratiquement aucun recoin de ce monde n'échappe à cette influence et à ce conditionnement. Même parmi ceux qui reconnaissent le triomphe idéologique du capitalisme sur le terrain de l'économie, nombreux sont encore ceux qui ont intérêt à maintenir la croyance dans la possibilité d'une action politique indépendante... De là, l'insistance de ces « populismes de gauche » à répéter la litanie de l'épuisement du modèle néolibéral et de la faiblesse actuelle de l'hégémonie des États-Unis ; car non seulement ils veulent continuer à faire croire qu'ils proposent une alternative viable, mais ils veulent aussi justifier leurs prétentions à s'inscrire dans une « nouvelle perspective historique marxiste ».

Il me paraît donc qu'au moment où le capitalisme montre le plus impudemment ses sombres et terribles entrailles et qu'il est obligé de dévoiler ses limites, que la lecture de ce livre est opportune ; car il démontre la fragilité des « facteurs subjectifs » dans les approches purement idéologiques pour construire les projets alternatifs au capitalisme, ces projets qui dans la pratique se sont montrés être, tout au long de l'Histoire, de nouveaux et grands retours en arrière. C'est pour tout cela que le « populisme de gauche » doit être dénoncé et combattu au même titre que celui de droite. Et plus encore en ce moment où surgissent, dans son propre champ, des voix critiques dénonçant cette nouvelle tromperie qu'est le « socialisme du XXI^e siècle » pour le peuple et la jeunesse de ces pays.

Octavio Alberola
Perpignan, décembre 2010.

INTRODUCTION

On a beaucoup écrit, et encore plus débattu, sur le processus social et politique qui se déroule au Venezuela depuis 1999 et qu'on appelle ordinairement « révolution bolivarienne ». Deux interprétations grossières de ce processus se font concurrence sur la scène mondiale : d'un côté, on affirme que le gouvernement de Caracas a engagé une série de transformations radicales qui déboucheront sur le « socialisme du XXI^e siècle », une trajectoire qui s'oppose aux politiques et aux valeurs de l'impérialisme capitaliste ; de l'autre, au contraire, on assure que le président Chávez est un dictateur qui instaure par la force le communisme au Venezuela.

Toutes deux, comme nous essaierons de le démontrer, sont fausses.

Au milieu de cette polarisation, certains s'efforcent de reformer des mouvements sociaux horizontaux des opprimés, de faire renaître la solidarité qui s'exprimait dans les vieux slogans de justice sociale, de liberté et d'égalité. Depuis 1999, ces voix de la dissidence ont été étouffées, ridiculisées, criminalisées, tandis qu'était mis en scène l'affrontement de deux bourgeoisies pour la mainmise sur la richesse pétrolière. Ce livre veut faire entendre ces voix, critiques autant du gouvernement Chávez que des partis politiques d'opposition ; il tâchera de présenter la situation du Venezuela dans toute sa complexité.

Beaucoup de ceux qui essaient d'interpréter le phénomène « bolivarien » commettent l'erreur de ne s'occuper que de ce qu'on en dit, oubliant – parfois consciemment – de le replacer dans l'histoire sociale et politique du Venezuela. Nous pensons qu'il est impossible de saisir la signification de la présidence de Chávez sans prendre en compte, par exemple, comment l'économie pétrolière a façonné les comportements, ou encore le rôle prépondérant des forces armées et du culte de l'homme fort, du *caudillo*, dans cette histoire. Un examen, même sommaire, de l'histoire du pays tout au long du XX^e siècle montrerait qu'Hugo Chávez est bien plus une manifestation logique du processus de développement de la Nation durant ces 100 dernières années qu'une rupture radicale avec celui-ci.

Ce livre ne prétend pas être objectif. Il s'agit de l'exposé d'un point de vue anarchiste, le point de vue de la vieille utopie socialiste, celui de la

construction d'une société fondée sur l'égalité et la solidarité humaines, sans coercition ni autoritarisme, autant dire sans État ni capitalisme. Mais il n'est pas dans son propos de faire un exposé des théories anarchistes : le lecteur pourra se reporter à la vaste littérature existante.

Ceci dit, ce livre s'appuie sur une importante documentation provenant avant tout des organes gouvernementaux et des milieux proches du régime. Les sources journalistiques proviennent en grande partie du quotidien à diffusion nationale *Últimas Noticias* (les Dernières nouvelles) qui, bien qu'appartenant à une famille vénézuélienne liée originellement à l'oligarchie, est dans les faits le porte-parole du régime, pour deux raisons : il est dirigé par un journaliste connu de longue date pour ses positions de gauche, et qui a maintes fois exprimé par écrit son soutien inconditionnel au président Chávez ; et il est le bénéficiaire quasi exclusif de la publicité gouvernementale passée dans la presse.

En outre, nous faisons entendre la voix de ces militants qui se sont engagés avec enthousiasme dans le mouvement bolivarien pendant ses premières années et qui en sont devenus les critiques.

Ce livre se divise en trois parties. La première est consacrée aux conditions de vie quotidiennes de la population, aux effets des politiques sociales du chavisme, aux ressemblances et aux différences de celles-ci par rapport aux politiques antérieures. Elle aborde aussi la situation des syndicats et les conflits sociaux. La deuxième décrit les effets sur la société de la principale ressource du pays, l'exportation du pétrole et d'autres sources d'énergie, et l'impact des politiques du gouvernement bolivarien dans ce domaine. La troisième partie examine plus précisément les mouvements sociaux locaux, leur capacité de mobilisation et d'autonomie. Ils sont mis en perspective à l'aide de deux concepts clés : le populisme et le militarisme. Chaque chapitre, utilisant des témoignages de participants aux événements évoqués, a recours à l'histoire, à la théorie, à l'analyse politique et à celle du rôle de la presse.

Au fur et à mesure que nous recensons les paradoxes permanents, les fantasmes, les feux d'artifices grandioses qui façonnent l'histoire et la société vénézuéliennes, il nous a semblé de plus en plus nécessaire de les placer dans un contexte plus large. La réalité n'a pas été, comme trop souvent, corsetée pour s'ajuster à une théorie préétablie. Mais on est amené quasi naturellement à la voir sous un angle particulier, celui de la notion de

« spectacle », élaborée par Guy Debord il y a plus de quarante ans et qui a trouvé avec le gouvernement bolivarien une matérialisation certaine et une validation de ses postulats. Il nous semble en effet que la prétendue « révolution bolivarienne » est un spectacle destiné à une audience mondiale, mais un spectacle qui n'amène aucune amélioration concrète de la vie quotidienne de la population.

Il nous faut aussi dissiper un malentendu. Est-il inconcevable qu'un anarchiste soit partisan de la construction par le gouvernement d'écoles, de logements, d'hôpitaux pour les couches les plus pauvres de la population ? La réponse est non.

Dans *Anarchisme*, publié en 1891, Errico Malatesta rappelle quel est le rôle d'un gouvernement :

« Admettons même que, dans un pays quelque peu civilisé, il n'ait jamais, ou presque jamais, pu exister de gouvernement qui ne se soit attribué des rôles utiles ou indispensables à la vie sociale, en plus de son rôle d'oppresseur et de spoliateur. Loin d'infirmer ce qui suit, cela le confirme et l'aggrave : c'est un fait que le gouvernement est, par nature, oppressif et spoliateur ; et de par son origine et sa situation, il est fatalement porté à défendre et à renforcer la classe dominante. De fait, le gouvernement se donne la peine de protéger, plus ou moins, la vie des citoyens contre les attaques directes et brutales. Il reconnaît et légalise un certain nombre de droits et devoirs primordiaux, ainsi que d'us et coutumes sans lesquels il est impossible de vivre en société. Il organise et dirige certains services publics, comme la poste, le réseau routier, la santé publique, la distribution de l'eau, l'assainissement des terres, la protection des forêts, etc. Il ouvre des orphelinats et des hôpitaux et souvent il aime jouer au protecteur et au bienfaiteur des pauvres et des faibles – ce n'est qu'apparence, bien sûr. Mais il suffit d'observer comment et dans quel but il remplit ces rôles pour y trouver la preuve expérimentale, pratique, que tout ce que fait le gouvernement est toujours inspiré par l'esprit de domination et qu'il le fait pour défendre, agrandir et perpétuer ses propres privilèges et ceux de la classe dont il est le représentant et le défenseur. Un gouvernement ne saurait tenir longtemps s'il ne masque pas sa nature propre derrière le prétexte de l'intérêt commun ; il ne peut faire respecter la vie des privilégiés s'il ne se donne pas l'air de vouloir respecter celle de tous ; il ne peut pas faire accepter les privilèges d'un petit nombre s'il ne feint pas d'être le gardien du droit de tous. »¹

1. In Daniel Colson, *l'Anarchisme de Malatesta*, Atelier de création libertaire, 2010.

VENEZUELA : RÉVOLUTION OU SPECTACLE ?

L'anarchisme n'est pas un idéal opposé au bon sens, il n'a pas à nier certains aspects de la réalité, il n'est pas réducteur : il n'a pas à simplifier la réalité pour la faire correspondre à ses conceptions.

Ce livre doit beaucoup aux expériences et aux débats partagés avec différents acteurs des événements des dix dernières années ; certains sont cités dans le texte. En ce sens, une bonne partie de l'argumentation n'est pas propre à l'auteur. Je dois aussi remercier tous ceux qui l'ont rendu possible, et en particulier ceux qui ont pris la peine de lire le manuscrit au fur et à mesure de son écriture. Je voudrais aussi remercier les compagnonnes et les compagnons du journal *El libertario* (le principal journal anarchiste vénézuélien), qui ont pris part à tant de campagnes et d'actions revendicatives au cours des dix dernières années, et les organisations de défense des droits de l'homme du Venezuela, dont la conviction, l'engagement et la persévérance ont été pour moi exemplaires et formateurs à bien des égards ; enfin, ma compagne et confidente, Lexys Rendón, qui s'est chargée du nécessaire mais pénible travail de vérification des sources et de mise au bon format des citations.

À toutes et à tous, amour et anarchie.

Rafael Uzcátegui,
Caracas, septembre 2009

PREMIÈRE PARTIE

**LA VIE QUOTIDIENNE
AU VENEZUELA BOLIVARIEN**

Chapitre I

Le regard des intellectuels de gauche étrangers

« La première intention de la domination spectaculaire était de faire disparaître la connaissance historique en général ; et d'abord presque toutes les informations et tous les commentaires raisonnables sur le plus récent passé. Une si flagrante évidence n'a pas besoin d'être expliquée. Le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient et, tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu. Le plus important est le plus caché. »²

La vision qu'a Noam Chomsky de la situation du Venezuela est largement partagée par beaucoup d'intellectuels de gauche, d'organisations politiques progressistes et de mouvement sociaux altermondialistes. Ce n'est pas un hasard. L'écrivain et universitaire états-unien, dont les découvertes sur la linguistique sont un apport considérable à la science d'aujourd'hui, est devenu l'un des critiques les plus pénétrants de la politique extérieure nord-américaine. Ses textes sur les manœuvres impérialistes concoctées à Washington et leur mise en œuvre dans le reste du monde servent d'ancrage à des dizaines de publications révolutionnaires et à des centaines de sites web. Le processus qui se déroule au Venezuela depuis 1999 a lui aussi été décrit et commenté par le professeur de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Néanmoins, différentes données et informations citées par l'auteur de *La fabrique du consentement* ne sont pas correctes, ce qui a entaché les conclusions qu'il en a tirées. D'ailleurs, nombre de ses affirmations concernant la nature anticapitaliste de l'actuel gouvernement vénézuélien sont contredites par des organisations révolutionnaires et anticapitalistes vénézuéliennes allant du marxisme-léninisme traditionnel au guévarisme ou au trotskysme et à l'anarchisme. Quelle est la particularité du processus à

2. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Gérard Lebovici, 1988, VI.

l'œuvre dans un pays sud-américain qui a pu amener un intellectuel de la catégorie de Noam Chomsky à un tel contresens, alimentant à son tour la confusion sur ce qui se passe dans ce pays ?

Dans différents écrits et entretiens, Chomsky a peu à peu construit une image du Venezuela pour le lecteur de gauche du monde « développé ». En voici les aspects principaux, synthèse de six de ses déclarations sur ce thème disponibles en espagnol³ : le Venezuela fait partie de ce qu'on appelle l'arrière-cour du pays le plus puissant, le plus riche et le plus influent du monde : les États-Unis d'Amérique ; depuis les années 1920, en raison de la découverte du pétrole sur son territoire, il appartient à la sphère d'influence directe du gouvernement nord-américain, en application de la stratégie déployée dans les autres pays du continent riches également en matières premières, ce qui en retour a été aussi à la source d'une bonne part de la richesse états-unienne. Le Venezuela est le seul pays latino-américain membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et a, de loin, les plus grandes réserves pétrolière hors du Moyen-Orient. C'est pour cette raison que le Venezuela est une source importante de pétrole pour les États-Unis depuis le milieu du XX^e siècle. Le pétrole vénézuélien a enrichi l'élite locale et, via les transnationales, coule vers l'Occident où il contribue au développement industriel. Au Venezuela l'économie pétrolière a donné naissance à une couche de super-millionnaires tandis qu'un bon quart des moins de quinze ans souffre de la faim.

Sur cette description très générale du pays donnée par notre intellectuel, il y a peu à objecter. C'est quand Chomsky tente, détails à l'appui, d'analyser la situation actuelle que les difficultés surgissent. Résumons son opinion : avec l'élection démocratique de différents gouvernements de

3. Elles ont été recueillies par les médias suivants : Democracy Now, *From Bolivia to Baghdad* ; Agencia Bolivariana de Noticias (aujourd'hui Agencia Venezolana de Noticias), *Noam Chomsky : Venezuela desafío con éxito a EEUU* ; communiqué du consulat du Venezuela à Boston, *Noam Chomsky en el MIT : Venezuela es ejemplo de verdadera solidaridad y el mundo entero lo esta viendo* ; Miguel Vera, *Noam Chomsky analiza políticas de Venezuela y EEUU* ; La Jornada, *El petróleo de Venezuela y las chimeneas de Massachusetts* ; Simone Bruno, *En América Latina se agrieta el sistema de dominación de Estados Unidos*. Diagonal, Massachusetts, 2006, p. 4-5 ; Samaeër Dossani, *Guerra, imperio y neoliberalismo. Noam Chomsky establece las conexiones. Contacto con la Nueva PDVSA*, n° 16, 2007.

gauche, le continent a commencé à prendre son indépendance à des degrés divers, ce que Washington ne peut pas tolérer. Pour la première fois de son histoire, le continent est en voie d'intégration. Par le passé, l'Amérique latine a disposé d'énormes ressources, mais a aussi connu des inégalités extrêmes, l'oppression, la violence et très peu d'interactions entre ses peuples ; ceci est en train de changer. Et de tous les gouvernements du continent, c'est celui d'Hugo Chávez qui a porté les coups les plus sévères à la domination états-unienne. Pour la première fois, le pays se sert des ressources énergétiques pour son développement. C'est maintenant seulement, dans ce pays riche mais profondément divisé, qu'un service public de santé est rendu accessible à la majorité des pauvres ; depuis que Chávez est devenu président, on constate un progrès lent, mais réel, des services médicaux et sociaux qui faisaient cruellement défaut aux pauvres. Le Venezuela est en train de briser le modèle imposé par les États-Unis, rompant avec le « consensus de Washington » et utilisant ses ressources naturelles au profit des habitants du pays. Signe de cette transformation et de cette démocratisation en cours d'expérimentation : un certain niveau de contrôle ouvrier a été introduit dans l'industrie pétrolière, principale source de revenus du pays.

Rappelons que l'exposé qui précède est une synthèse de six entretiens, traduits en espagnol, dans lesquels l'universitaire du MIT place le Venezuela à l'avant-garde du processus de ce qu'on peut appeler la contestation contre le système de domination des États-Unis. Et si l'on trouve le propos assez flou, c'est simplement parce qu'il ne va pas plus loin que ces généralités. En effet, si le Venezuela n'est ni une dictature, ni une réplique du communisme cubain – comme le propagent les opposants conservateurs du président Chávez –, rien de concret ne permet d'affirmer que le pays est en cours de transformation révolutionnaire, quelle que soit la signification qu'on donne à cette formule. Bien que Chomsky ait reconnu, timidement, que ce qu'on nomme le processus bolivarien contient des tendances autoritaires, il n'a pas hésité à se faire le chantre de ce qu'il appelle « les grands objectifs de la révolution bolivarienne », et est ainsi devenu un allié tactique du gouvernement vénézuélien, comme le montrent d'ailleurs les coûteux encarts publicitaires officiels avec le portrait du linguiste publiés dans les journaux vénézuéliens, sa participation à diverses manifestations officielles vénézuéliennes aux États-Unis ou la diffusion permanente de ses discours et entre-

tiens par différents ministères et institutions officielles vénézuéliens. Cependant, malgré l'intérêt bien réel que Chomsky porte au processus politique vénézuélien, ses opinions s'appuient uniquement sur des sources de seconde main, sur ce qui est publié par les médias de son pays ou sur les informations que lui procure la bureaucratie gouvernementale vénézuélienne. Chomsky n'a passé que deux jours au Venezuela, en août 2009.

Contrairement à Chomsky, qui n'a pas de connaissance directe de la situation au Venezuela, des militants qui s'intéressent au processus bolivarien sont venus y étudier la construction du socialisme du XXI^e siècle. Certains d'entre eux ont suivi les circuits des tour-opérateurs officiels et ont parcouru en visite guidée quelques enclaves sociales du gouvernement. Ces circuits passent par diverses attractions mises en avant par le gouvernement : des jeunes pousses paysannes, des « noyaux de développement endogène » et des quartiers ou des villages (indiens) où le touriste peut goûter « la saveur de la révolution vénézuélienne ». D'autres visiteurs, plus nombreux, recherchent une vision plus authentique de la situation, et tentent d'apprécier la vie quotidienne réelle de la population. Et pour ceux qui, parmi eux, venaient chercher le sens de la révolution, il y a plus que de la déception.

Tel fut le cas de Gabriel Muzio, un documentariste, italien d'origine, membre de la société de production audiovisuelle militante Gattaciovà Films, qui réalise principalement des films sur les mobilisations populaires en Amérique latine. Muzio est l'un de ces personnages hauts en couleur qui peuplent l'univers des mouvements sociaux anticapitalistes européens. Diplômé d'économie en Angleterre, il travailla durant quelques années comme banquier entre Paris et Londres où, du ventre de la bête même, il fut témoin de ce qu'il appelle « *la plus grande vague d'innovation financière du monde capitaliste depuis le XVI^e siècle* »⁴ : la naissance d'une spéculation capitaliste opérant sans frontières, base de la mondialisation économique actuelle. Se trouver ainsi au centre de l'arène de la spéculation boursière et de la cotation des valeurs, c'était la garantie d'un avenir pour le moins aisé et sans souci. Muzio avait un autre projet, celui d'économiser suffisamment pour revenir à la passion de sa jeunesse : parcourir les pays d'Amérique latine et

4. Entretien avec Gabriel Muzio, Caracas, mars 2005.

apporter un soutien concret, théorique et pratique, aux mouvements populaires. En Colombie, il commença à associer les thèmes de la diversité biologique et de la diversité culturelle, deux éléments qu'il pensait cruciaux pour assurer la survie de l'humanité menacée par les dégradations du capitalisme. Après huit ans passés à parcourir le continent, les interactions de thèmes comme ceux de la forêt amazonienne, des communautés indiennes, de la biodiversité et des mouvements de résistance politique et sociale lui parurent de plus en plus fortes, et il participa au Forum social de Porto Alegre en janvier 2005. C'est justement durant ce séjour au Brésil que naquit son intérêt pour le Venezuela.

J'ai rencontré Gabriel Muzio par une chaude soirée de mars 2005, au milieu d'une polémique déclenchée par la sortie de son deuxième documentaire sur le Venezuela, *Nuestro petróleo y otros cuentos* (Notre pétrole et d'autres histoires, Gattacicova Films, 2004). Quelque part au cœur du quartier populaire de Sarría, à Caracas, Gabriel nous expliqua comment il avait été d'abord fasciné, puis déçu, par les potentialités révolutionnaires du « processus bolivarien ». De Colombie, Muzio avait suivi avec attention les événements au Venezuela, le Caracazo – soulèvement populaire – de février 1989, puis les deux tentatives de putsch de 1992, dont la première avait été dirigée par Hugo Chávez. Au début de 2002, du Brésil, il sentit se préparer le coup d'État avorté qui eut lieu en avril. En juin, il passa cinq jours au Venezuela : « *J'ai rencontré beaucoup de gens, et j'étais convaincu que quelque chose de nouveau était en train d'émerger.* » De retour dans son pays, il tenta, sans grand succès, de convaincre la gauche italienne de s'intéresser au Venezuela.

Puis, à la suite d'une rencontre avec Max Pugh, un vidéaste militant qui lui avait montré combien il était rapide de réaliser des documentaires avec la technologie numérique, il l'adopta, car, dit-il, « *il n'y avait pas d'autre moyen de convaincre les gens que ce qui se passait au Venezuela n'était pas ce qu'en disaient les grands moyens d'information.* ». C'est ainsi qu'il réalisa en seulement cinq semaines, montage compris, *Venezuela : otro modo es posible*, (Un autre monde est possible au Venezuela, Gattacicova Films, 2002). À cette époque, le président Chávez bénéficiait d'un soutien intense des mouvements sociaux, et beaucoup d'organisations populaires participaient à des tentatives de mise en place de nouvelles formes sociales. Pour Muzio, il fallait les soutenir : « *Notre*

film devint dans une certaine mesure une sorte de porte-drapeau. Il fut traduit en cinq langues et diffusé dans de nombreux pays. En Europe, et surtout aux États-Unis, il aida à la formation de groupes de soutien à la révolution bolivarienne. » Malgré le temps considérable consacré à la diffusion de ce film, Muzio et son équipe réalisèrent deux nouveaux documentaires sur les conflits en Amérique latine : *Bolivia no se vende* (La Bolivie n'est pas à vendre, Gattacicova Films, 2003), et *Como Bush ganó las elecciones en Ecuador* (Comment Bush a gagné les élections en Équateur, Gattacicova Films, 2003).

Mais c'est le Venezuela qui avait conquis Muzio. Pendant le tournage de ces autres documentaires, il retourna au Venezuela pour en suivre l'évolution et rencontrer les groupes et mouvements sociaux avec lesquels il était en contact. De plus, comme producteur de *Venezuela : otro modo es posible*, il était accueilli à bras ouverts par les institutions gouvernementales. Son film, avec ceux de Bartley et O'Brien, *Chávez : The Film* (Irlande, 2003) et d'Angel Palacios, *Puente Llaguno : Claves de una masacre* (Puente Llaguno : clés pour un massacre, Venezuela, 2002), faisait partie de la trilogie qu'on présentait inévitablement dans les forums et les réunions organisés par l'État et par les groupes qui le soutenaient, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Venezuela.

Muzio commence alors à ressentir un certain malaise ; voici comment, en 2005, il raconte l'itinéraire qui lui a fait découvrir les contradictions du mouvement de Chávez : « À cette époque, surtout en 2004, j'ai vu des choses que je n'ai pas aimées du tout. On s'éloignait des mouvements autonomes, de l'idée de pouvoir populaire ; on allait vers une situation dans laquelle la bureaucratie, et en particulier les partis politiques, octroyaient des faveurs, se défaisant de ce qu'il y avait pu y avoir de partage du pouvoir [avec le peuple]. C'était un retournement complet de ce qui s'était produit en 2002, où il semblait que tout ce qui se produisait allait du bas vers le haut. Mais non. On en est revenu à une situation de haut en bas, dans laquelle les partis politiques et le Président choisissent les candidats, où les partis politiques décident qui détiendra le pouvoir local, qui l'exercera, où seront affectées les ressources économiques, etc. Quand c'est PDVSA⁵ – la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne – qui distribue les fonds pour les investissements sociaux, elle le fait comme si c'était une forme de charité. Tout va de haut en bas. »

5. Pétroles de Venezuela, Sociedad Anónima. (Ndt)

Il n'a pas suffi à Muzio de visiter le Venezuela pendant cinq ou trente-cinq jours pour se faire une idée de ce qui s'y passait. Il ne s'est pas non plus contenté de présenter une photo prise à un moment donné comme si elle représentait la situation permanente du pays, ce qui aurait pu lui valoir les applaudissements de la gauche internationale. Cet économiste et ce militant de la vidéo a voulu suivre sur le terrain, et non du bureau d'une université américaine, ce qu'il avait filmé en 2002. Et quand il lui apparut que les choses prenaient un autre cours que celui qui se dessinait dans son premier film, Muzio décida que l'heure était venue d'en faire un second pour rendre compte au public de ce qu'il voyait : *« Les gens, dans les pays éloignés, s'étaient mis à voir le Venezuela à travers notre film de 2002, s'en tenant à ce qui n'était qu'un instantané d'une dynamique, d'un mouvement. Avec le passage du temps, il fallait que je corrige ça... Les gens ne faisaient pas l'effort de rechercher ce qui se passait. Ils regardaient le Venezuela sans esprit critique, sans émettre de doutes ou se poser de questions. Soutien ! Soutien ! Soutien ! On aurait dit que les gens ont toujours besoin de croire à quelque chose. »*

Ce deuxième film se concentra sur le thème auquel ce livre consacre sa deuxième partie : le pétrole. Muzio s'explique :

« On dit : "PDVSA est au peuple". Dans le même temps, elle passe des accords avec des compagnies pétrolières internationales sans consulter le peuple. En Bolivie, à la fin de 2003, il y eut une révolte populaire contre la livraison de gaz naturel aux États-Unis grâce à un gazoduc qui aurait traversé le Chili. Le président bolivien fut remplacé mais, ici, au Venezuela, à la même époque, PDVSA concéda à Chevron-Texaco la plate-forme Deltana, qui possède plus de gaz naturel que toute la Bolivie, et personne n'en dit rien. »

Mais il n'y avait pas que ces raisons politiques.

« Quand j'ai fait mon premier voyage dans la région pétrolière, dans l'État de Zulia, sur la rive est du lac Maracaibo, j'ai été sidéré par ce que j'y ai vu : la misère, la résignation des gens, les problèmes de santé publique, la dégradation de l'environnement. C'était incroyable. Et je me suis dit : "La grande majorité des Vénézuéliens ignorent tout ça." J'ai voulu donner un coup de projecteur sur les coûts du pétrole, parce que les gens n'entendent parler que des avantages qu'on en tire. Si les gens continuent à croire que le modèle vénézuélien, le modèle de l'extraction des ressources, doit être celui qui règne actuellement, je ne vois aucun espoir de changement. »

L'équipe de Gattacicova changea de point de vue : si le premier film avait eu pour intention d'alerter le monde sur ce qui se passait au Venezuela, le second avait pour but de faire connaître un point de vue hétérodoxe sur la révolution bolivarienne. *Notre pétrole et autres histoires* est un documentaire de 90 minutes. Il retrace brièvement l'histoire de l'industrie énergétique vénézuélienne et s'appuie sur celle-ci pour aborder les politiques du président Chávez vis-à-vis des entreprises du secteur, y compris un sujet devenu tabou pour les fonctionnaires de l'État, le coût environnemental de l'extraction des ressources énergétiques, mettant l'accent, comme le dit Muzio, « sur la vie quotidienne des collectivités qui vivent et meurent du pétrole ». Les images sont éloquentes, mettant en vis-à-vis des clips de discours du président Chávez et de ses ministres et des clips tournés à la conclusion des négociations entre le gouvernement vénézuélien et des compagnies multinationales telles que Chevron, Repsol YPF et British Petroleum – des négociations au cours desquelles les parties reconduisirent des relations commerciales anciennes et étroites. Comme Noam Chomsky l'a si bien dit dans un autre contexte, « il est nécessaire d'ignorer un grand nombre de faits » pour asseoir une propagande qui présente un Venezuela qui se dresse contre la domination des États-Unis⁶.

Fureur des dirigeants gouvernementaux : Francisco Sesto, alors ministre de la Culture, qualifia le documentaire de « *journalisme vendu, une manipulation de la réalité* ». En outre, comme certains organismes officiels avaient contribué au financement du film, il demanda que ceux-ci fassent retirer leur logo du générique et que les chaînes de télévision publiques ne le diffusent pas. Il accusa aussi Muzio « de ne pas avoir été suffisamment professionnel, dans ce sens qu'il n'a pas respecté les règles du jeu, qu'il n'a pas été honnête sur ses intentions »⁷. Dans d'autres déclarations, des responsables du gouvernement laissèrent entendre que les producteurs avaient été soudoyés, que le film était le véhicule de noirs projets de partis politiques opposés au gouvernement ou, purement et simplement, que les producteurs étaient des « contre-révolutionnaires ». Un représentant du gouvernement affirma que les problèmes vénézuéliens ne regardaient pas les étrangers. Néstor Francia,

6. Sameer Dossani, *op. cit.*

7. Claudia Furiati, *El cuento de Nuestro petroleo...*, Aporrea, décembre 2005.

un ancien intellectuel de gauche devenu le porte-parole de PDVSA, qualifia le film d'« acte de piraterie » et assura ses auditeurs que les marxistes révolutionnaires comme lui « menaient le combat contre les déviations de l'ultra-gauche »⁸.

Il est nécessaire de revenir sur les déclarations du ministre de la Culture de l'époque, car elles constituent un bon exemple du style du débat politique dans le processus bolivarien. Souvenons-nous que l'équipe de tournage de Gabriel Muzio avait obtenu l'accord officiel du gouvernement bolivarien, grâce à *Venezuela : otro modo es posible* et à ses autres documentaires. Le Conseil national de la culture (CONAC), qui dépend du ministère de la Culture, disposait d'un budget d'aide aux productions audiovisuelles et avait proposé sa contribution pour tout projet que voudrait réaliser la société italienne. Ce film de Muzio avait été approuvé par un organisme gouvernemental, qui l'avait financé pour moitié. Nous avons demandé à Muzio si, comme l'allègue Sestio, il y avait eu un manque de transparence de sa part : « *Je ne sais pas exactement ce à quoi ils s'attendaient, étant donné que j'ai décrit dans la proposition remise à CONAC pratiquement tout ce qui s'est retrouvé dans le film. La seule différence, pour autant qu'on puisse la qualifier de telle, c'est que je voulais présenter au peuple d'autres solutions que de dépendre du pétrole. Je pensais alors qu'on trouverait ces solutions dans la pêche à petite échelle et l'agriculture durable. Mais en tournant le film, nous nous sommes rendu compte que ces solutions devraient faire l'objet d'un autre film ; sinon, ce serait trop complexe, trop ambitieux. C'est pour ça que nous nous sommes focalisés sur la question du pétrole.* »

L'un des articles de foi du processus bolivarien est qu'il y a deux attitudes, et deux attitudes seulement en ce qui concerne le gouvernement. Celle de la gauche est favorable à la construction du prétendu socialisme du XXI^e siècle, dont l'épicentre est à Caracas. L'autre, qui est critique et investigatrice, est nécessairement de droite et suscitée par les partis d'opposition. Comme on le montrera dans ce livre, cette dichotomie est fautive. Mais il est important d'insister à ce sujet sur l'hostilité, l'ostracisme que rencontrent

8. Nestor Francia, *En torno a Nuestro petróleo y otros cuentos*, Aporrea, décembre 2005.

ceux qui émettent n'importe quelle critique, qu'ils appartiennent à l'aile gauche du mouvement chaviste lui-même ou à des groupes plus à gauche qui cherchent à construire un mouvement révolutionnaire, anticapitaliste, au Venezuela. Toute critique est considérée comme venant de l'opposition de droite. Ce fut le cas de *Nuestro petróleo*. Les partisans de Chávez n'en discutèrent qu'à peine le contenu. Par contre, Gattacivoca Films et Gabriel Muzio furent l'objet d'une campagne de diffamation fondée essentiellement sur des attaques personnelles. Contrairement à l'accord initial, le film ne fut diffusé par aucune chaîne publique ; banni comme politiquement incorrect, il fut rejeté par les partisans de Chávez à travers le monde. Ce qui est arrivé à Muzio n'est pas un cas isolé ; mais c'est un exemple important d'une approche critique de la révolution bolivarienne, vue sous l'angle de la vie quotidienne de la population du Venezuela, et non à travers le prisme des ministères et du « tourisme révolutionnaire ».

Chapitre II

Pourquoi tant de violence ?

« Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. »

Raoul Vaneigem, Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations, 1967.

Tous les courants de gauche, des sociaux-démocrates aux anarchistes, ont traditionnellement soutenu que les instincts antisociaux qui conduisent les êtres humains à commettre des actes de violence contre les autres sont la conséquence naturelle de l'aliénation du travail et de l'injustice inséparables du capitalisme. Parmi les anarchistes, Pierre Kropotkine, dans une conférence donnée en 1877, intitulée *Les prisons et leur influence morale sur les prisonniers*, a posé les bases de la réflexion anti-autoritaire sur le délit et sa punition : *« Si les causes physiques ont une influence si grande sur nos actions, si notre physiologie est si souvent à l'origine des actes antisociaux que nous commettons, combien l'influence des causes sociales l'emporte... Chaque année, des milliers d'enfants grandissent au milieu de la pourriture morale et matérielle de nos grandes villes, au milieu d'une population démoralisée par la précarité de son existence... Ces enfants n'ont pas de vrai foyer. Leur foyer, c'est aujourd'hui un taudis, demain la rue. Ils grandissent sans que leurs jeunes énergies trouvent un exutoire décent. Quand on voit la jeunesse des grandes villes grandir dans ces conditions, on ne peut que s'étonner qu'aussi peu d'entre eux deviennent des voleurs et des assassins. Et que voit à l'autre bout de l'échelle l'enfant qui grandit dans la rue ? Un luxe stupide et insensé, des magasins à la mode, des publications qui font étalage de richesses, le culte de l'argent qui entretient la soif de richesses, la volonté de vivre aux dépens des autres. Voici le mot d'ordre : "Deviens riche. Détruis tout ce qui te fait obstacle, et fais-le par tous les moyens sauf ceux qui te mèneraient en prison." Le travail manuel est si méprisé que nos classes dirigeantes préfèrent*

s'adonner à la gymnastique que de manier la pelle ou la scie... La société elle-même produit chaque jour ces gens incapables de mener une vie de travail honnête et habitués par des désirs antisociaux. Elle les glorifie quand leurs délits sont couronnés par le succès financier. Elle les envoie en prison quand ils n'ont pas "réussi"... Nous n'aurons plus besoin de prisons, de bourreaux ou de juges quand la révolution sociale aura fondamentalement changé les relations entre le capital et le travail, quand il n'y aura plus d'oisifs, quand chacun pourra travailler selon ses goûts pour le bien commun, quand chaque enfant apprendra à travailler de ses mains tandis que son esprit et son âme se développeront normalement. L'homme est le produit de l'environnement dans lequel il grandit et il passe sa vie. Si dès l'enfance il prend l'habitude du travail, celles d'être considéré comme membre de la société entière, de comprendre qu'il ne peut pas nuire à autrui sans en définitive en ressentir lui-même les effets, alors on verra peu de cas de violations des lois morales. »

S'il était absolument certain que, depuis 1999, Hugo Chávez avait entrepris une vaste transformation du Venezuela, avec pour principal objectif d'améliorer les conditions de vie des 70 % de la population qui vivent sous le seuil de pauvreté, comment pourrait-on comprendre qu'il y ait encore autant de vols et de meurtres dans le pays ? Pour la gauche, la réponse logique est qu'il devrait y en avoir moins. Plus prudemment, on pourrait répondre que leur nombre n'a pas augmenté depuis 1999. Mais les sources gouvernementales elles-mêmes nous montrent que c'est totalement faux.

Une pandémie d'homicides

En 1999, lorsque le gouvernement entreprit de rénover la bureaucratie, le taux d'homicide au Venezuela était du même ordre que celui de pays comme le Mexique et le Brésil. Aujourd'hui, dans ces pays, ce taux n'a pas augmenté, voire a légèrement baissé, alors qu'il a triplé au Venezuela⁹. Selon les données fournies par le gouvernement, le Venezuela est le pays le plus violent d'Amérique du Sud : le taux d'homicide a été de l'ordre de 47 pour 100 000 habitants en 2007, en hausse par rapport aux deux années précédentes, à comparer à environ 25 pour 100 000 au Brésil, 38 pour 100 000 en

9. Roberto Briceño-León et Olga Ávila Fuenmayor, *Violencia en Venezuela. Informe del Observatorio Venezolano de Violencia*, Laboratorio de Ciencias Sociales, Caracas, 2007.

Colombie et 10 pour 100 000 au Pérou. Selon l'Observatoire vénézuélien de la violence, il aurait atteint 54 pour 100 000 en 2008¹⁰. Les taux de 2007 pour les grandes villes de la région ne contredisent pas cette hiérarchie, Caracas arrivant en tête : y ont été commis 130 homicides pour 100 000 habitants, contre 62,9 à Rio de Janeiro, 23 à Bogota, 9,9 à Buenos Aires, 2,4 à Lima et 2,2 à Santiago du Chili¹¹.

Tous les sondages montrent que les Vénézuéliens mettent la sécurité des personnes dans le pays au premier rang de leurs préoccupations. Il serait étonnant qu'il n'en soit pas ainsi. Le nombre d'homicides est en progression constante depuis 1989, année où il y en eut 2 513 dans tout le pays. Ce nombre était de 5 968 en 1999, l'année où le président Chávez arriva au pouvoir, et il a continué à augmenter dans les dix années qui ont suivi : 8 022 en 2000 ; 7 961 en 2001 ; 9 617 en 2002 ; 11 342 en 2003 ; 9 719 en 2004 ; 9 964 en 2005 ; 12 257 en 2006 et 13 156 en 2007¹². Devant cette catastrophe sociale, l'attitude des autorités bolivariennes a été de la nier, voire de prétendre que le taux d'homicide était en baisse grâce à leur action. Ramón Rodríguez Chacín, qui était alors ministre du Pouvoir populaire pour l'Intérieur et la Justice, en donna un exemple le 16 avril 2008, en déclarant avec fierté que le taux des homicides avait baissé de 8 % à Caracas¹³. Il n'indiqua cependant pas que le nombre total d'homicides dans le pays n'avait pas baissé, ni qu'en fait leur taux était en augmentation. À la fin de 2008, il était supérieur de 10,9 % à celui de 2007, et en 2009 le nombre des homicides dépassait 16 000¹⁴.

Au Venezuela, ce sont les gens les plus pauvres qui sont les principales victimes de la violence, en particulier ceux qui vivent dans les bidonvilles. Selon le Cuerpo de Investigaciones Científicas, Penales y Criminalísticas, un groupe d'étude de la criminalité dont les travaux sont diffusés par le

10. À titre de comparaison, le nombre d'homicides en France est de l'ordre de 1 000 par an, soit un taux de 1,7 pour 100 000 habitants. (Ndt)

11. Ana María Sanjuán, *La revolución bolivariana en riesgo, la democratización social en cuestión*. *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 14, n° 3, septembre-décembre 2008.

12. *Ibid.*

13. *Venezolana de Televisión*, juillet 2008, *Índice de homicidios bajó 8 % durante primer trimestre en 2008*.

14. María Sanjuán, *op. cit.*

Centre pour la paix de l'Université centrale de Caracas, la principale université publique du pays, la plupart des meurtres commis à Caracas le sont dans les quartiers les plus pauvres. À Chaco, un quartier aisé, le taux d'homicide a été en 2007 de 21 pour 100 000 habitants ; dans les quartiers les plus pauvres, il était plusieurs fois plus élevé : de 101 pour 100 000 à Coche ; 113 dans le quartier du 23 de Enero, 90 à San Juan, 84 à Petare et 75 à El Valle¹⁵. Au Venezuela, dans la tranche d'âge de 15 à 35 ans, l'homicide est la première cause de décès des hommes, loin devant les maladies cardiaques et le cancer¹⁶.

Cette augmentation du taux d'homicide n'est pas une exception ; la fréquence des autres types de délinquance a également augmenté. En 2008, par exemple, le nombre de vols a augmenté de 8 %, tandis que le nombre d'enlèvements doublait, un phénomène particulièrement inquiétant. En 1998, les délits étaient en grande majorité commis contre les biens : 69,3 %, contre 18,3 % pour les attaques contre les personnes. En 2007, la proportion des attaques contre les personnes atteignait 29,8 %, et celle des atteintes aux biens était de 54,3 %.

La dislocation, la perte du sens social, qui à l'évidence caractérisent la société vénézuélienne après plus de dix ans d'une prétendue révolution bolivarienne, exigent analyse. En effet, ou bien les intellectuels de gauche, y compris les anarchistes, qui depuis bien plus d'un siècle défendent leurs théories sur les causes de la délinquance, se sont trompés, ou alors ce sont ceux qui prétendent que le gouvernement Chávez a révolutionné la vie quotidienne pour la grande majorité des Vénézuéliens qui se trompent.

15. *Ibid.*

16. Briceno-León et Ávila Fuenmayor, *op. cit.*

Déchiffrer les causes de la violence

Malgré la gravité de la situation, ni le gouvernement et ses partisans ni les intellectuels qui soutiennent le processus bolivarien n'ont essayé de comprendre ni même d'ouvrir un véritable débat sur les causes de cette augmentation continue de la criminalité. On a peine à croire que le régime et ses partisans, confrontés au nombre des meurtres et à la souffrance des familles qui ont perdu un être cher, puissent invoquer des arguments comme celui-ci : « *Une bonne partie des crimes commis au Venezuela, particulièrement au cours des trois dernières années, sont les fruits d'une stratégie politique élaborée par les États-Unis, la bourgeoisie et l'oligarchie colombienne et mise en œuvre dans les rues du Venezuela par des paramilitaires colombiens et par des mercenaires embauchés dans le but de fomenter la terreur, d'affaiblir systématiquement Chávez et le processus révolutionnaire du peuple, et de donner dans les médias nationaux et internationaux une image négative de Chávez et du Venezuela révolutionnaire.* »¹⁷

On retrouve ce refus de reconnaître la réalité dans les différents médias publics et parapublics (par médias parapublics, on désigne tous les moyens de propagande financés par l'État mais camouflés sous les étiquettes « alternatifs » et « communautaires ».) Si on tape *inseguridad* (insécurité au sens de crainte pour son intégrité physique) sur le site Web de la radio d'État YKVE, on obtient 362 résultats, un peu moins que les 387 résultats pour « Che Guevara », et évidemment bien moins que les 5 467 résultats pour « Hugo Chávez ».

C'est le Laboratoire des sciences sociales, un groupe universitaire travaillant avec l'Université centrale de Caracas, qui a cherché le plus méthodiquement à expliquer cet accroissement de la violence au Venezuela ; le modèle qu'il utilise, qui s'applique à toute l'Amérique latine, est fondé sur trois séries de facteurs :

La première série est celle des facteurs structurels, qui comprennent des phénomènes sociaux de longue durée et de première importance ; au

17. PROVEA, *Informe anual octubre 2007- septiembre 2008 sobre la situación de los derechos humanos en Venezuela*, Caracas, 2008.

nombre de six, ces facteurs sont considérés comme à l'origine de la violence : 1. l'augmentation des inégalités en milieu urbain ; 2. un niveau d'éducation insuffisant ; 3. le chômage ; 4. des aspirations plus fortes ; 5. des changements dans le noyau familial ; 6. l'affaiblissement de la religion catholique comme moyen de contrôle social.

Les facteurs de la deuxième série sont dus à des phénomènes sociaux spécifiques, moins profondément ancrés, qui contribuent à l'augmentation de la criminalité en incitant aux comportements antisociaux, en particulier : 1. la ségrégation urbaine ; 2. le surpeuplement urbain ; 3. le trafic de drogue ; 4. une culture patriarcale et machiste.

Les facteurs de la troisième série, enfin, sont microsociaux ou individuels ; ils rendent le recours à la violence plus fréquent et en aggravent les conséquences : 1. la possession d'armes à feu par la population : on estime qu'en Amérique latine, les civils détiennent de 45 à 89 millions d'armes à feu ; 2. la consommation excessive d'alcool, celui-ci jouant un rôle désinhibant, soustrayant l'individu à la norme de comportement ; 3. l'incapacité d'exprimer ses sentiments et ses émotions ; ceux qui ne peuvent exprimer leur colère par la parole – une situation très répandue dans une Amérique latine très machiste – l'expriment par des actes, sans chercher à surmonter leurs émotions et leurs désirs¹⁸.

La peur et la violence ont visiblement transformé le mode de vie des Vénézuéliens. Ils délaissent par exemple les espaces publics au profit d'espaces privés, accentuant la tendance, mondiale, à faire des centres commerciaux les nouvelles « places publiques ». En offrant l'illusion de la sécurité, ces centres sont progressivement devenus les lieux de loisir préférés des habitants du pays de la révolution bolivarienne. Selon Arnold Moreno, le président de la Chambre vénézuélienne des centres commerciaux, deux millions de Vénézuéliens les fréquentent chaque jour. Il y aurait un centre commercial pour 50 000 habitants et, selon Moreno, l'objectif serait qu'il y en ait un pour 6 000 habitants¹⁹. Environ 85 % de la population urbaine

18. Briceño-León et Ávila Fuenmayor, *op. cit.*

19. Agencia Bolivariana de Noticias, *El Nuevo País criticó incremento de « malls » Basta que Chávez lo diga para estar en contra*, décembre 2008.

fréquente ces centres – quelque 526 millions de visites par an – et ils y dépensent entre 4 et 6 milliards de dollars par an²⁰.

Dans son rapport sur « la violence interpersonnelle et la perception par les citoyens de la sécurité des personnes au Venezuela », l'Observatoire vénézuélien de la violence note qu'en 2008, 62,4 % des personnes qu'il a interrogées ont dit avoir réduit leurs sorties pour les loisirs par crainte de la violence ; 63,3 % d'entre elles ont réduit les plages horaires dans lesquelles elles ont fait leurs achats²¹. Une autre étude réalisée en 2006 par Voz Comunitaria (la voix de la communauté), indique que 42 % des enfants de Caracas ne jouent jamais dans les rues, et 63 % des adultes considèrent qu'il n'est pas bon pour les enfants d'être en ville, principalement à cause du risque de violence²².

Les tentacules de la violence

Peur et violence conjuguées sont l'une des principales sources de violation des droits de l'homme dans le pays. Tous les jours, les médias relatent des vols dans les écoles, des vols qui privent celles-ci de matériels et de mobiliers qui s'y sont fait attendre pendant des années. Selon une étude réalisée par le centre Gumilla, 73 % des élèves interrogés ont été témoins d'actes de violence à l'école²³. Pour réduire la peur et la violence, les écoles publiques ont pris des mesures comme d'interdire aux élèves d'utiliser des sacs faits en matériaux non transparents²⁴.

Les hôpitaux publics sont confrontés aux mêmes difficultés. Les professionnels de santé refusent de travailler dans les centres médicaux en partie par peur de la violence. Des attaques ou des échanges de coups de feu entre membres des gangs ont entraîné la réduction des heures d'ouverture des services d'urgence et ont obligé les hôpitaux à embaucher des gardes. En

20. *Las plazas contemporáneas*, n° 248, *Producto*, juillet 2004.

21. Roberto Briceño-León et Olga Ávila Fuenmayor, *Por temor perdemos la ciudad. Inseguridad y Violencia en Venezuela. Informe*, Editorial Alfa, 2009.

22. Pedro García Otero, *Inseguridad priva a los niños de disfrutar de las plazas*, *El Universal*, 17 juillet 2006, p.2 à 4.

23. Jesús Machado et José Gregorio Guerra, *Violencia en la escuela*, juin 2009.

24. Luis Gutiérrez, *Plantales fijan condiciones respecto al uso de morrales*, *El Tiempo*, février 2006.

2009, les médecins et les autres travailleurs hospitaliers ont eu recours à des arrêts de travail et à d'autres actions pour obtenir une amélioration de la sécurité au travail²⁵. À Caracas, de fin 2008 au milieu de 2009, trois délinquants présumés ont été achevés à l'hôpital par des membres de gangs, tandis que neuf victimes potentielles ont été sauvées par des commandos armés. En 2008, au moins sept homicides ont eu lieu dans des centres médicaux des villes de l'intérieur du pays²⁶.

Cette violence qui traverse la société vénézuélienne est particulièrement en évidence dans les prisons. Fin 2008, elles abritaient 23 457 détenus. Les trente pénitenciers du pays sont surpeuplés. Par exemple, la population de celui de Falcón représente 332 % de sa capacité ; celle du centre pénitentiaire d'Occidente 144 % ; celle du centre de Valencia 121 % ; et celle de la prison nationale de Maracaibo 119 %²⁷. En 2008, il y eut 422 assassinats dans les prisons vénézuéliennes, et 854 cas de coups et blessures. Le taux d'homicide y a donc été de 1 799, un taux 33 fois supérieur à celui pour l'ensemble du pays cette année-là (54 pour 100 000). Bien que le nombre de prisonniers ait fortement augmenté en 2009, le nombre d'homicides est redescendu à 366. L'Observatoire vénézuélien des prisons, une organisation non gouvernementale, a calculé qu'en deux ans mourait ainsi l'équivalent de la population entière d'une de ces prisons, ce qui lui fait dire que les prisons du Venezuela sont les plus violentes d'Amérique du Sud. Par comparaison, en effet, on a compté de 2000 à 2007 494 assassinats dans les prisons de Colombie, où vivent 70 000 détenus, contre 2 852 dans les prisons vénézuéliennes, qui en comptaient en moyenne quatre fois moins²⁸.

25. Par exemple, YVKE Mundial, *Hospital de Lidice ya funciona normalmente y es resguardado por 25 efectivos policiales*, mai 2009.

26. Federación Médica Venezolana, *Resumen Domingo 9/11/2008*.

27. PROVEA, *op. cit.*

28. Observatorio Venezolano de Prisiones, *Informe 2008. Situación del Sistema Penitenciario Venezolano*, juillet 2009.

Simón, une vie perdue sans raison

Si la mort est toujours absurde, que dire quand on quitte la vie victime d'un vol ? C'est dans de telles circonstances insensées qu'au Venezuela nous perdons les meilleurs d'entre nous. Simón Sáez Mérida (1928-2005) en faisait partie. Professeur à l'école de sociologie de l'Université centrale du Venezuela, il était bien connu comme historiographe rigoureux, comme passionné de débats, et comme un grand agitateur. Je l'ai vu au milieu des années 1990, lors d'une assemblée des professeurs réunie pour décider d'une grève afin d'obtenir une augmentation du budget de l'université et le règlement de salaires en retard. Le millier de personnes ainsi réunies n'envisageait qu'une grève ordinaire, pendant laquelle chacun resterait chez soi. Simón, par son intervention énergique, bouscula ce consensus en proposant une forme de grève pré-insurrectionnelle, avec des piquets de propagande dans toute la ville. Il se fit un grand silence dans l'amphithéâtre. Puis la proposition de Simón fut qualifiée d'« aventuriste » et fut repoussée. La grève se termina trois mois plus tard ; les enseignants reprirent le travail et l'université continua à connaître les mêmes difficultés.

Simón naquit en 1928 à Maturín, où il acquit la faconde et le sens de l'humour qui sont typiques des Vénézuéliens de l'Est. En 1949, il adhéra à Action démocratique (AD), qui avait été déclarée illégale l'année précédente à la suite d'un coup d'État qui avait mis fin à la présidence de Rómulo Gallegos (1884-1969), qui en était membre. Alors que les dirigeants les plus connus d'AD étaient en exil, Simón organisa la résistance armée à l'intérieur du pays, ce qui lui valut d'être emprisonné en 1954 et contraint à l'exil en 1956. Il revint clandestinement au Venezuela l'année suivante et, en 1958, il prit part à l'insurrection qui renversa le dictateur Marco Pérez Jiménez.

Nombreux furent ceux qui lui reprochèrent par la suite d'avoir respecté sans discussion la discipline du parti et d'avoir remis l'organisation entre les mains de dirigeants comme Rómulo Betancourt (1908-1981), qui étaient revenus après un exil confortable. Mais Simón quitta AD en 1960 pour fonder le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, Mouvement de la gauche révolutionnaire). Il fut alors élu à l'Assemblée nationale, pendant qu'il organisait l'insurrection armée contre le gouvernement Betancourt. En mai 1962, il prit part à l'insurrection civile et militaire appelée El

Carupanazo (à Carúpano, dans l'État de Sucre), qui donna lieu à l'arrestation de 400 militants et à la mise hors la loi du MIR et du parti communiste vénézuélien, qui n'en continuèrent pas moins la résistance armée. Arrêté en 1964, Simón passa cinq ans en prison avant d'être exilé en Europe en 1969. Cette année-là, le gouvernement adopta son programme de « pacification démocratique », ce qui lui permit de revenir au Venezuela.

Dans les décennies qui suivirent, il se consacra à l'enseignement, au syndicalisme et à l'édition de revues de gauche telles que *Reventón* (L'explosion), *Al Margen* (À la marge), et *F27*. In 1998, il vit avec sympathie la candidature d'Hugo Chávez, et il vota pour lui. Mais, constatant l'écart entre les discours du président Chávez et les politiques mises en œuvre par son gouvernement, il se mit à le critiquer ; en 2000, adoptant un point de vue révolutionnaire sans ambiguïté, il l'accusa de poursuivre les politiques passées, de mettre en œuvre le programme néolibéral de l'ancien président Rafael Caldera, accentuant la subordination du pays à la mondialisation économique²⁹. Cette attitude courageuse, cet attachement aux principes pendant une période où tous ses amis de la gauche participaient au gouvernement bolivarien le condamnèrent à l'ostracisme politique. C'est alors qu'il noua des relations amicales avec les militants qui publient *El Libertario*, le journal anarchiste de Caracas, qui organisèrent le 24 février 2005 une présentation de son dernier livre, *Domingo Alberto Rangel Parlamentario* (Domingo Alberto Rangel, parlementaire) au Centre d'études sociales libertaires. Ce fut sa dernière apparition en public.

Cet homme qui avait combattu la dictature dans la clandestinité, les armes à la main ; qui avait participé au soulèvement de Carúpano, et avait survécu au bombardement aérien que la ville avait alors subi ; qui avait organisé la guérilla au Venezuela et y avait pris part ; qui avait passé cinq ans à la prison militaire de San Carlos ; qui avait été exilé à deux reprises ; qui, en 1997, à 69 ans, avait pris la tête de la mobilisation contre la suppression du système de sécurité sociale et des services sociaux ; qui, malgré les années, brûlait encore du désir de vivre intensément pour changer le

29. Ramón Hernández, *Simón Sáez Mérida : El Gobierno de Chávez es la continuación de la Agenda Venezuela*, *El Nacional*, 12 novembre 2000.

monde, et dont la conversation donnait envie de se battre malgré le pessimisme et l'incertitude ambiants, cet homme est mort en 2005 à la suite d'une tentative de vol.

Les malfrats ont pris l'habitude de lancer des objets sur les automobiles pour les obliger à s'arrêter et à faire descendre leurs passagers de façon à pouvoir dépouiller ceux-ci. Le 23 avril, alors qu'il roulait sur la route de Valle à Coche, à Caracas, le pare-brise du pickup de Simón fut traversé par une pièce d'acier. La mâchoire brisée, le visage enfoncé, Simón reçut des soins intensifs pendant 37 jours.

Son meurtrier ne fut jamais arrêté. Et le nombre de conducteurs et de passagers tués ou blessés lors de telles tentatives de vol continue à augmenter en ces temps de révolution bolivarienne.

Ils portent des insignes

Cette tendance à la décomposition sociale est aggravée par les violations des droits de l'homme que commettent policiers et militaires. Il n'y a là rien de nouveau : de tels actes ont été nombreux dans les 40 ans qui ont précédé l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez. Mais on aurait pensé que la réorganisation de la bureaucratie, la mise en place d'une forme de gouvernement qui se proclamait humanitaire et respectueuse des droits de l'homme allaient réduire les mauvais traitements. Au terme d'un « processus constitutionnel » étourdissant de quatre mois, une nouvelle Constitution fut adoptée le 20 décembre 1999. Les militants saluèrent les progrès importants qu'elle introduisait dans le domaine des droits de l'homme. Mais malgré la publicité faite par le gouvernement à ce qu'il a appelé « la meilleure constitution du monde »³⁰, les droits sacrés inscrits dans ce document sont vite devenus lettre morte.

La garantie de la sécurité individuelle est l'un des droits proclamés dans la Constitution de la république bolivarienne du Venezuela. L'article 46 de sa version finale stipule qu'« aucune personne ne peut être soumise à des peines, tortures ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Pourtant,

30. Émission *Aló Presidente* n°158, août 2003.

rien qu'en septembre 2000, selon les organisations de défense des droits de l'homme, on a dénombré 527 actes de ce genre : 21 cas de torture, 333 actes de cruauté, 72 cas de coups et blessures, 71 de menaces et de harcèlement et 30 cas de détention illégale de la part des autorités. Dans la majorité des cas, les victimes en ont été des jeunes gens pauvres. La moitié environ de ces actes ont été commis par les forces de police régionales ; 11 % ont été dus à des polices municipales ; 22 cas ont été imputables à la División de Inteligencia y Seguridad Policial, (DISIP, la direction du renseignement intérieur), 9 à l'armée et 6 aux services de police judiciaire³¹. Dans un rapport publié en 2007, la Red de Apoyo por la Justicia y la Paz (Réseau d'assistance pour la justice et la paix), une organisation de défense des droits de l'homme, a tiré le bilan de 143 cas de torture dont elle avait eu connaissance de 2003 à 2007 – 113 hommes et 30 femmes. Le Réseau en concluait que la cible de ces violences commises par les policiers était composée en premier lieu d'hommes jeunes, et d'un statut social peu élevé : les étudiants, avec 18 % des victimes, formaient la première catégorie touchée, suivis par les ouvriers (15 %), des actifs de diverses professions (10 %), des commerçants (7 %), à égalité d'ailleurs avec les femmes au foyer. Selon cette analyse, la torture avait été employée dans la grande majorité des cas par les services d'enquête judiciaire pour obtenir des informations : venait en effet en tête le Cuerpo de Investigaciones Científicas, Penales y Criminalísticas (CIPC, la police judiciaire) pour 23 % des cas, suivi par la police du district de Caracas et la Garde nationale (15 % des cas chacune), et l'armée pour 10 % des cas.

Les méthodes employées par les forces vénézuéliennes incluaient les coups de poing et de pied, les insultes, les menaces de mort contre les personnes arrêtées ou leurs proches, l'usage des menottes, l'asphyxie à l'aide de sacs en plastique, les armes plaquées contre la tête ou le corps, et l'immobilisation dans des positions pénibles³². À juin 2009, le Réseau en était à 237 cas recensés.

31. PROVEA, *Informe Anual octubre 1999 septiembre 2000 sobre la situación de los Derechos Humanos en Venezuela*, Caracas, 2000.

32. Red de Apoyo por la Justicia y la Paz, *Informe sobre la práctica de la tortura en Venezuela 2003-2007*, mai 2008.

La police vénézuélienne est comme les autres : elle tue

La constitution de 1999, par son article 43, affirme que « *le droit à la vie est inviolable. Aucune loi ne pourra établir la peine de mort, ni aucune autorité l'appliquer* ». Dans un rapport publié en septembre 2000, le Programa Venezolano de Educación de Derechos Humanos (PROVEA, programme vénézuélien de formation aux droits de l'homme), une organisation similaire à la Red de Apoyo, relevait 104 cas de violation de ce droit fondamental au cours des douze mois écoulés. Près de la moitié des victimes, soit 47, avaient été exécutées ; 22 étaient mortes en détention ; 15 à la suite d'un abus de pouvoir ; cinq à la suite de tortures ou de mauvais traitements ; six d'un usage excessif de la force et trois d'un usage injustifié de celle-ci. Par ordre décroissant, les auteurs de ces actes avaient été la police nationale, les polices municipales, celle de Caracas, les services de police judiciaire, la Garde nationale, les forces armées et la DISIP³³.

Le nombre de victimes n'a cessé de croître au cours des années suivantes. Dans son rapport annuel de septembre 2008, PROVEA en dénombre 247 en douze mois. Le plus grand nombre en est dû à des exécutions (85 % des cas) ; viennent ensuite les morts par négligence (6 %), celles dues à l'usage excessif de la force par les forces de sécurité (4 %) et celles dues à son usage injustifié (3 %). Les forces de police régionales sont responsables de 46 % de ces décès, suivies par la police nationale, le CICPC, l'armée et la Garde nationale³⁴. Ces chiffres sont corroborés par le gouvernement. En mai 2009, Luisa Ortega Díaz, la ministre de la Justice, révélait qu'entre janvier 2008 et mars 2009 755 cas d'homicide pouvaient être attribués à la police. Dans cette période, 10 103 enquêtes concernant la police avaient été ouvertes pour coups et blessures, abus de pouvoir, violation de domicile, détention illégale, torture et pour des cas de « disparition ». Elles avaient débouché sur 22 arrestations de policiers, tandis que 2 655 affaires avaient été classées sans suite³⁵. En juin 2009, le ministre du

33. PROVEA, rapport de 2000, *op. cit.*

34. PROVEA, *Informe Anual octubre 2007 septiembre 2008 sobre la situación de los Derechos Humanos en Venezuela*, 2008.

35. *Últimas Noticias, Más de 10 mil violaciones a DDHH [droits de l'homme] procesa la Fiscalía*, 23 mai 2009, p.28.

Pouvoir populaire pour l'Intérieur et la Justice, Tareck El Aissami, déclarait que les policiers étaient impliqués dans environ 20 % des délits ou des meurtres³⁶ et, le 13 juillet, son vice-ministre pour la Sécurité des citoyens, le général Juan Francisco Romero Figueroa, annonçait que 1 800 des 9 000 membres de la police du district de Caracas faisaient l'objet d'enquêtes³⁷.

Corruption et impunité

La corruption croissante de la police et son impunité sont des facteurs qui contribuent à la peur et à la violence qui sévissent au Venezuela. La police et les militaires sont impliqués dans des enlèvements, dans le racket des commerçants et des salariés, dans le trafic de drogue, dans la contrebande d'essence entre la Colombie et le Venezuela ; ils se font également payer par les gangs pour la protection de leur territoire. Quand un fonctionnaire de police fait l'objet d'une enquête pour de telles activités, il arrive qu'il soit révoqué, pour être ensuite réembauché par une autre force de police, dans un autre État. Pablo Fernández, le coordinateur de la Red de Apoyo, appelle cette pratique « le recyclage de la police » : « *Un groupe de policiers a été révoqué à Polianzoategui ; ils ont été embauchés par la police de Puerto La Cruz, et il semble qu'ils aient été par la suite impliqués dans de graves violations des droits de l'homme.* »³⁸

La corruption ne se limite pas au bas de l'échelle ; au contraire, elle est particulièrement grave chez les hauts fonctionnaires qui coordonnent les différents services de police. Ceux-ci, malgré les accusations répétées portées contre eux, non seulement bénéficient de l'impunité, mais continuent leur ascension dans la hiérarchie. Le gouverneur de L'État de Lara en est un exemple flagrant. Cet État est le cinquième du Venezuela par la taille de son économie ; sa capitale, Barquisimeto, compte environ un million d'habitants. Luis Reyes Reyes, un lieutenant-colonel de l'armée de l'air, qui avait pour lui d'avoir participé avec Hugo Chávez à une tentative de coup

36. El Aissami : 20 % de los delitos son cometidos por funcionarios policiales, *El Universal*, 2 juin 2009.

37. Gustavo Rodríguez, *La PM tiene bajo investigación a 1800 policia por delitos*, in *El Universal*, 13 juillet 2009.

38. Eligio Rojas, « Pablo Fernández recomienda enlistar a funcionarios hampones », in *Últimas Noticias*, 1^{er} octobre 2008, p. 34.

d'État en 1992, en a été le gouverneur de 2000 à 2008³⁹. Au bout de quatre ans, des gens qui disposaient pourtant de peu de ressources se sont regroupés pour dénoncer les violations des droits de l'homme dans cet État. Ils formèrent en 2004 un Comité de Víctimas contra la Impunidad (CVCI, comité des victimes contre l'impunité) qui dénonça la responsabilité de Reyes Reyes dans ces agissements. En 2009, ils firent ce bilan : « *Il a suffi de huit ans pour que l'État de Lara se place au premier rang pour les délits liés au trafic de drogue, et sa police rivalise avec celles d'Anzoátegui, du district de Caracas et du Zulia pour le nombre d'exécutions extrajudiciaires.* »⁴⁰ Dans une autre déclaration, le Comité affirma sa volonté de « *dénoncer l'impunité totale qui prévaut dans l'État de Lara pour les crimes évidents et multiples commis par la police. Jusqu'à l'année passée (2007), la Justice de l'État a identifié 273 cas suspectés d'être des exécutions extrajudiciaires ; cette année, il y en a eu 30 de plus.* »⁴¹ D'après les chiffres cités par le CVCI, les FAP, les forces armées de la police du Lara, sous le commandement du gouverneur, seraient responsables de 49 % de l'ensemble des actes criminels commis dans cet État, et en particulier de 69 % des homicides. Leur seraient également imputables 7 % des affaires de trafic de drogue, 7 % des « disparitions », 5 % des cas d'incitation à commettre des crimes, et 3 % des agressions aggravées, des viols et des autres agressions sexuelles. En juin 2008, le CVCI et d'autres groupes formés par la population de Barquisimeto remirent au ministre de la Justice, à Caracas, un document dans lequel étaient détaillés 237 cas d'assassinats extrajudiciaires commis par un groupe qui affirmait appartenir à la police de l'État⁴². En juillet, un journaliste travaillant pour un quotidien favorable au régime tenta, sans succès, d'interviewer Reyes Reyes pour connaître sa version des faits. Son secrétaire pour la Sécurité des citoyens, le général Carlos Enrique Colmenares Camacaro, lui répondit : « *Écrivez ce que vous voulez. Le gouverneur n'a rien à dire, car ce n'est pas son rôle. En outre, tous ceux qui ont été tués étaient des criminels qui sont morts lors d'affrontements. Je ne*

39. Agencia Bolivariana de Noticias, *Luis Reyes Reyes : Discurso de Chávez de 4F anunciaba insurrección de 27N*, février 2007.

40. Comité de Víctimas contra la Impunidad, *El Libertario*, n° 55, janvier 2009.

41. Jorge Chávez, *Manos manchadas de sangre roja roja*, in *Últimas Noticias*, 13 juillet 2008.

42. Jorge Chávez, *ibid.*

comprends pas pourquoi vous voulez interviewer le gouverneur ; cette affaire n'a pas la moindre importance, ni pour lui, ni pour nous, puisque tout s'est passé dans la légalité. »⁴³ Malgré ce triste bilan, Luis Reyes Reyes fut nommé par Hugo Chávez ministre du Pouvoir populaire pour le Secrétariat de la présidence le 10 décembre 2008, puis ministre de la Santé en février 2010. Luis Reyes Reyes n'est pas le seul haut dignitaire du gouvernement bolivarien à être accusé de violations graves des droits de l'homme. Un personnage jusqu'ici obscur, mais qui a occupé par deux fois le poste de ministre des Relations intérieures et de la Justice, a été directement impliqué en 1988 dans des massacres où périrent au moins 34 innocents qu'on fit passer pour des guérilleros colombiens. Connu sous le nom de massacre d'El Amparo, cette tuerie fut dirigée par un capitaine de la marine, Ramón Rodríguez Chacín.

L'impunité du ministre

Le Venezuela et la Colombie partagent 2 216 kilomètres de frontières. Du côté vénézuélien, du nord au sud, trois États la longent : Zulia, riche en gaz, en pétrole et en charbon ; Táchira, qui, il y a un siècle, produisait la majeure partie du café vénézuélien ; et Apure, largement couvert par la savane vénézuélienne, une région d'élevage extensif à la riche biodiversité. C'est dans ces plaines vertes s'étendant à perte de vue que se déroule *Doña Bárbara*, le roman vénézuélien le plus connu, publié par Rómulo Gallegos en 1929. Dans son prologue, il évoque cette région à merveille : « *Un soleil brûlant et une pluie drue, avec l'assourdissant appareil d'un orage des plaines, où le tonnerre, entre le ciel voilé et la savane, ne connaît pas de fin, m'ont accompagné dans le trajet – un chemin quelconque parmi la myriade qu'offre la plaine – comme pour me démontrer d'entrée, à l'échelle d'une journée, comment l'année se divise, moitié savane sèche, avec les mirages d'eaux illusoire qui tourmentent la soif du marcheur, et moitié eaux étendues de colline à colline dans les rivières, de ciel à ciel dans les marais [...]. Le large fleuve, la chaude ambiance des plaines, faite d'air et de cordialité humaine. Un bout de palmeraie là-bas à l'horizon, éventuellement un hennissement de cheval sauvage au loin, répondant peut-être au mugissement d'un*

43. *Ibid.*

taureau plus ou moins échappé et, pourquoi pas aussi, près de nous, le chant mélancolique d'un tinamou. La plaine c'est tout cela : immensité, bravoure et mélancolie [...] Terre large et tendue, toute d'horizons comme l'espoir, toute de chemins comme la volonté. »⁴⁴

L'État d'Apure est organisé en sept municipalités. Paez, la deuxième en importance après celle de la capitale, San Fernando, est bordée par l'Arauca, qui marque la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Les localités les plus importantes de cette municipalité sont Guasualito, Palmarito, El Nula, La Victoria, et El Amparo. Bien que couvrant 8,35 % du territoire national, Apure ne comptait, selon le recensement de 2001, que 377 756 habitants, moins de 2 % de la population totale. À elle seule, la municipalité de Páez constitue 15 % de la frontière entre le Venezuela et la Colombie.

En 1987, au début de cette affaire, un rapport du ministère pour le Secrétariat de la présidence dresse un constat des difficultés auxquelles cette région est confrontée : manque d'électricité et d'infrastructures pouvant favoriser la productivité économique, établissements scolaires insuffisants, absence de planification susceptible de traiter les difficultés culturelles et sociales, logements insuffisants, pauvreté de l'équipement et des services médicaux, prévalence élevée de maladies comme la malaria et la fièvre jaune et malnutrition chronique. Les données disponibles dressaient le tableau d'une municipalité qui manquait cruellement de services de base, souffrait du sous-développement du système éducatif régional et dont la situation sanitaire montrait qu'elle avait été délaissée par les politiques de santé de l'État. Comme on pouvait s'y attendre, 59,5 % des terres y étaient détenues par 6,3 % des producteurs⁴⁵.

En octobre 1987, le président de l'époque, Jaime Lusinchi, signait le décret n° 1810 qui créait une unité spéciale dénommée CEJAP (pour Comando Específico José Antonio Páez) dont la mission était de « garantir l'intégrité de la zone frontière sous sa juridiction et de planifier, d'organiser et de

44. Prologue à l'édition commémorative du vingt-cinquième anniversaire de la parution de *Doña Bárbara*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1954.

45. PROVEA, *Las estrategias de la impunidad. Nueve años de lucha por la justicia en El Amparo*, 1997.

mener les opérations nécessaires pour combattre et éliminer le trafic de drogue, la contrebande et la criminalité ordinaire dans la région frontalière du sud-ouest »⁴⁶. Cette unité était rattachée au président de la République et, en termes opérationnels, au ministère de la Défense. Elle était composée de détachements des quatre branches des forces armées vénézuéliennes (l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air et les gardes-côtes) ainsi que des services de sécurité de l'État : le renseignement militaire (DIM), la sécurité intérieure (DISIP), le service de l'identité et de l'immigration (DIEX), et le service de police judiciaire (CTPJ).

Entre le 16 janvier et le 6 octobre 1988, le CEJAP fit part de six « confrontations » avec des « guérilleros colombiens » dans lesquelles au moins 20 « guérilleros » périrent. Les membres de cette unité faisaient preuve d'une efficacité inhabituelle : non seulement ils n'avaient subi aucune perte, mais ils avaient réduit à néant tous les plans de l'adversaire. Le CEJAP s'appêtait à remporter un succès encore plus important dans une opération nommée Anguila III. Le 29 octobre, montant une embuscade au Caño La Colorada, près d'El Amparo, le CEJAP tua 14 personnes. À peine deux heures plus tard, il expliquait aux médias que ses hommes avaient tué des « guérilleros colombiens » qui projetaient de dynamiter les installations pétrolières de Gaufitas de Apure.

Mais à la différence des opérations antérieures, il y eut deux survivants d'Anguila III. Protégés par la population d'El Amparo, ils fournirent une version très différente des événements, qu'une enquête ultérieure confirma : les autopsies révélèrent en effet que toutes les victimes avaient été abattues de dos, et que la majorité d'entre elles avaient été achevées de balles dans la tête. Pour la mise en scène, les cadavres avaient été vêtus en hâte de tenues de guérilla et des armes – qui n'avaient pas tiré – disposées sur le terrain. Ce qui avait été présenté comme un affrontement militaire prenait les dimensions d'une tuerie.

Bien que les victimes en aient été des civils, ce furent les militaires qui menèrent l'enquête. PROVEA, l'organisation de défense des droits de l'homme, qui fut alors créée pour défendre les survivants et les familles des

46. *Ibid.*

victimes, constata que « dans l'affaire du massacre d'El Amparo, les membres des tribunaux, des conseils de guerre et des cours martiales qui l'ont jugée avaient clairement pour but de garantir l'impunité [à ses auteurs]. À quelques exceptions près, les procureurs et les juges militaires ont commis un nombre incalculable d'irrégularités au bénéfice de ceux qui ont commis ce massacre »⁴⁷. L'affaire fut portée à l'échelon international et la Cour interaméricaine des droits de l'homme prononça le 18 janvier 1995 un premier jugement à l'encontre du gouvernement vénézuélien, le tenant pour responsable de l'assassinat de 14 innocents. Le gouvernement accepta ce verdict, reconnaissant par là sa culpabilité, et exécuta en partie le jugement de la Cour ; s'il indemnisa les familles des victimes, il ne punit cependant pas les instigateurs et les auteurs de ce crime. Le massacre d'El Amparo, comme la répression militaire des manifestations du 27 février 1989 à Caracas (le Caracazo), devint un symbole des violations des droits de l'homme dans les années 1980. En outre, il mit en évidence cette pratique abominable des « faux positifs » mise en œuvre par le CEJAP, que l'armée colombienne d'Álvaro Uribe a reproduite deux décennies plus tard : assassiner des innocents et les faire passer aux yeux du public pour des guérilleros. Pour expliquer les motivations du CEJAP, on a avancé l'hypothèse qu'il voulait donner l'impression d'une activité accrue de la guérilla. La crainte ainsi suscitée aurait amené les éleveurs et les grands propriétaires de la région à rechercher les services des sociétés de sécurité privées que contrôlaient les hauts dirigeants du CEJAP. Autre hypothèse (mise en avant par PROVEA) : créer les conditions dans lesquelles l'un des porte-parole de cette unité pourrait devenir ministre de la Défense.

Que peut donc nous apprendre sur le processus bolivarien ce crime commis dix ans avant qu'Hugo Chávez arrive au pouvoir ? L'un de ses instigateurs a été par deux fois son ministre des Relations intérieures et de la Justice.

Trois jours avant le massacre d'El Amparo, le 25 octobre 1988, un hélicoptère du CEJAP s'écrasa au cours d'une mission de renseignement. Parmi les blessés se trouvaient le commissaire Henry López Sisco, le responsable national des opérations de la DISIP, et un fonctionnaire subalterne de la marine, le capitaine Ramón Rodríguez Chacín. Cet accident empêcha

47. PROVEA, *Masacre de El Amparo, 20 años de impunidad*, 2009.

López et Chacín d'assister à l'opération Anguila III, qu'exécutèrent 19 membres de l'armée, de la DISIP et du CTPJ. On trouve cependant dans le dossier instruit à l'époque par le juge militaire de Táchira des indications sur la participation de Rodríguez Chacín à la préparation du massacre. On y lit qu'Henry Salinas, un inspecteur de la DIM, avait déclaré devant le tribunal militaire que « *les R2 et R3 [probablement les deuxième et troisième dans la hiérarchie] du CEJAP, le lieutenant-colonel Clavijo Forero et le capitaine de la Marine Ramón Rodríguez Chacín, nous avaient réunis quelques jours après qu'«Hipolito» – le pseudonyme de Celso Rincón Fuentes, un inspecteur de la DISIP – et moi-même ayons parlé, une fois de plus, de préparer cet affrontement* ».

Il paraît probable que sans cet accident d'hélicoptère Chacín aurait participé directement à cette embuscade, comme il l'avait fait dans les cas précédents. On a regroupé sous le nom de Los Amparitos (les petits Amparos) les opérations meurtrières précédemment commises par le CEJAP : à Isla de Charo, le 16 janvier 1988, où périrent 10 personnes ; à Caño Las Gaviotas, le 22 avril 1988, qui fit deux morts ; à Los Totumitos, le 8 juillet 1988, où cinq personnes furent tuées ; et à El Vallado le 6 octobre 1988, qui fit trois victimes. C'est pour ces crimes qu'un tribunal militaire présidé par le général Ubaldo López Barrios émit le 20 juin 1994 des mandats d'arrêt contre onze anciens membres de l'unité spéciale, au nombre desquels le commissaire Henry López Sisco (qui deviendra des années plus tard conseiller pour la sécurité de Manuel Rosales, le gouverneur de l'État de Zulia, un opposant au président Chávez) et le capitaine Ramón Rodríguez Chacín⁴⁸.

En 2002, le régime de Chávez nomma Rodríguez Chacín ministre de l'Intérieur et de la Justice, un poste qu'il occupa quelques mois. En décembre 2007, il fut nommé coordinateur spéciale de l'opération Emmanuel⁴⁹, du nom du fils né en captivité de Clara Rojas, une otage

48. *Rodríguez Chacín : Ministro del Poder Popular par la Impunidad*, in *El Libertario*, n° 54, septembre-octobre 2008.

49. Cette mission humanitaire, organisée par Hugo Chávez avec l'accord du président colombien, ramena au Venezuela Clara Rojas et l'ancien sénateur colombien Consuelo González en janvier 2008. On apprit alors qu'il y avait plusieurs années qu'Emmanuel avait été confié à une famille d'accueil à Bogota.

colombienne des FARC, puis, le 4 janvier 2008, de nouveau ministre de l'Intérieur et de la Justice. Au moment où ce livre est rédigé, il est membre de la commission de coordination du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), le principal parti de la coalition gouvernementale. En juillet 2008, l'auteur alla par deux fois à El Amparo pour y tourner une vidéo sur ces 20 années d'impunité depuis le massacre – 14 heures en bus par la seule ligne qui relie Caracas à Guasualito, puis 30 minutes en taxi jusqu'à El Amparo, une localité où le temps semble s'être arrêté. Rodríguez Chacín était alors en poste. Je me suis entretenu avec les familles des victimes ainsi qu'avec les deux survivants du massacre, et tous se souvenaient de Rodríguez Chacín. La plupart d'entre eux ne cachaient pas leur sympathie pour le gouvernement Chávez, mais ils me demandèrent pourquoi la révolution bolivarienne nommait un assassin au poste de ministre de la Justice. Il faisait 34 degrés, et cette question flottait dans l'air.

Chapitre III

La situation des travailleurs

Autre indicateur des conditions matérielles d'existence au Venezuela bolivarien que la violence et ses causes, et la peur qu'elles suscitent : la situation des travailleurs. Des données quantitatives permettent d'apprécier les progrès et les reculs du monde du travail entre 2000 et 2008.

Selon les chiffres de l'Oficina Central de Estadísticas e Informática, (OCEI, bureau central des statistiques et de l'informatique, devenu INE, institut national des statistiques), le taux de chômage était à la fin du premier trimestre de 2000 de 15,3 % de la population active, soit environ 1,5 million de personnes sans emploi. Huit ans plus tard, selon les chiffres de l'INE, il n'était plus que de 7,2 %, soit 922 503 personnes pour une population active de 12,8 millions. Dans un rapport diffusé en mai 2009, l'INE indiquait que l'État employait 2 244 000 personnes contre 700 000 en 1999, soit une augmentation de 220 % en dix ans⁵⁰.

Depuis les années 1980, une forte proportion des Vénézuéliens travaillent dans le « secteur informel » de l'économie. Ce secteur informel est une conséquence du haut niveau de chômage au Venezuela ; il est constitué d'entreprises individuelles ou de toute petite taille, peu organisées et peu évoluées techniquement. La plupart de ceux qui y travaillent n'ont pas de qualifications et ne bénéficient pas des mesures prévues par les lois vénézuéliennes, en particulier du système de sécurité sociale et des congés. Selon l'OCEI, les travailleurs du secteur informel, qu'ils soient indépendants ou qu'ils travaillent pour quelqu'un d'autre, constituaient 52,6 % de l'ensemble des travailleurs du Venezuela. Huit ans plus tard, la situation s'est améliorée, puisque cette proportion n'est plus que de 43,2 %⁵¹. Il n'en reste pas moins qu'après dix ans de processus bolivarien, avec le revenu national le plus élevé que le pays ait

50. Beatriz Caripa, *Masa laboral del Estado ha crecido 220 %*, in *Últimas Noticias*, 7 juillet 2009, p. 22.

51. Source : INE.

connu depuis trente ans, il y avait encore 5,5 millions de personnes qui travaillaient dans des conditions précaires dans le secteur informel.

En 2000, les organisations vénézuéliennes de défense des droits de l'homme saluèrent la décision du gouvernement d'augmenter le salaire minimum, de l'ordre de 20 % dans le secteur public, pour compenser l'inflation de l'année précédente : « *C'est la première fois dans une décennie caractérisée par la détérioration progressive des salaires réels.* »⁵² Mais cette détérioration reprit les années suivantes.

Le salaire minimum est expressément fixé en relation avec le prix d'un « panier alimentaire » vénézuélien, composé de riz, de haricots noirs, de pommes de terre, de bananes, de lait en poudre, d'œufs, de poulet, de sucre, de farine et d'huile, pour une famille de 5,2 personnes. Mais de 2001 à fin 2009, selon les données de l'INE, le salaire mensuel minimum urbain a été multiplié par 6,7 tandis que le prix du « panier » l'était par 7,6. Autrement dit, le salaire minimum avait perdu 12 % de son pouvoir d'achat « alimentaire » pendant cette période.

Le 1^{er} mai 2009, le gouvernement Chávez porta le salaire minimum à l'équivalent de 409 dollars par mois, et fit valoir dans une campagne de publicité envahissante qu'il était ainsi le plus élevé de la région⁵³. Un site Web lié à l'Unión Socialista de Izquierda (USI, union socialiste de gauche), laclase.info, réfuta les arguments avancés par le gouvernement ; sa démonstration est particulièrement éloquente ; toutes les statistiques qu'il cite proviennent des sources gouvernementales : « *On ne peut se contenter de comparer les salaires en valeur absolue. On ne peut pas non plus comparer les salaires au Venezuela avec les salaires de pays dont l'inflation est plus faible que la nôtre. Dans le cas du salaire minimum au Venezuela, il faut prendre en compte l'inflation pour connaître sa valeur réelle. S'il est vrai que le Venezuela a le salaire minimum le plus élevé d'Amérique latine, il est vrai aussi que le Venezuela a connu le taux d'inflation le plus élevé parmi les pays de la région au cours des trois dernières années, et au cours de plusieurs années de la dernière décennie. Les prix*

52. PROVEA, rapport pour 2000, *op. cit.*

53. Agencia Bolivariana de Noticias, *Salario mínimo venezolano duplica al resto de Latinoamérica*, mars 2009.

ont augmenté de 556,41 % de 1999 à 2008. Mais les prix des produits alimentaires ont augmenté de 922,38 % pendant la même période. Les salaires n'ont pas pu suivre l'inflation. Celle-ci a été à deux chiffres chaque année de 1999 à 2008 ; le taux le plus bas a été de 12 % en 2001, le plus élevé l'année dernière (2008), à 30,9 %... et la hausse des prix de l'alimentation a été cette année-là de 43,7 %... S'il est vrai que les salaires nominaux ont augmenté, les salaires réels, selon l'OIT, n'ont augmenté que de 1 % par an au cours des 12 dernières années. Sur cette base, il est évident que les augmentations du salaire minimum ont été « avalées » par l'inflation élevée que nous avons subie. »⁵⁴

Il est bon de noter que la part de la nourriture dans les dépenses est plus élevée pour les salariés les plus pauvres, et que le prix des produits alimentaires a augmenté bien plus vite que les prix en général. De ce fait, si l'augmentation des salaires réels a été de 1 % par an – une augmentation moyenne, pour les salariés les plus pauvres, il s'est agi d'une baisse réelle.

Au Venezuela, on conteste toujours les méthodes utilisées par le gouvernement pour recenser les chômeurs et calculer le taux de chômage. Cette suspicion rejoint l'attitude traditionnelle des anarchistes à l'égard de ce qu'annonce le gouvernement. Voyons ce qu'en disait Domingo Maza Zavala, économiste et ancien directeur de la Banque centrale du Venezuela : « Selon les indicateurs officiels, le nombre de postes de travail, ou l'emploi – deux approches qui techniquement devraient être séparées – ont progressé au point que le taux de chômage se situe cette année (2008) entre 6 % et 7 %. Mais il est nécessaire de tenir compte de trois facteurs : les emplois « informels », qui concernent environ 45 % de la main-d'œuvre totale ; les emplois du secteur public, qui sont en bonne partie du chômage déguisé ; et les enquêtes indépendantes qui voient dans le chômage une des causes évidentes des déviations sociales... On peut faire des déclarations fondées sur les indicateurs conventionnels, mais ça n'améliorera pas la situation, et ça ne trompera pas les chômeurs. »⁵⁵

54. Laclase.info, *Venezuela ha sido el país con más alta inflación durante los últimos 3 años en América Latina*, mars 2009.

55. Domingo F. Maza Zavala, *Diagnóstico crítico de la economía venezolana en el periodo 1982-2007*, *Nueva Economía*, n° 28, octobre 2008.

Un sondage réalisé en mars 2009 par l'Instituto Venezolano de Análisis de Datos (IVAD, institut vénézuélien d'analyse des données), un institut de sondage dont les résultats ont été souvent bien accueillis par le gouvernement bolivarien, révèle que le chômage vient au deuxième rang des préoccupations des Vénézuéliens, derrière l'insécurité⁵⁶. Si le gouvernement Chávez est vraiment parvenu à faire baisser le chômage, pourquoi la population continue-t-elle à le désigner comme l'un des principaux problèmes du Venezuela ? Ou bien les chiffres du gouvernement sont faux, ou bien l'opinion publique se trompe.

Miguel Angel Santos, économiste et universitaire a voulu attirer l'attention sur les définitions utilisées par l'INE. Le manuel des procédures de l'Institut considère comme inactifs (c'est-à-dire ne recherchant pas du travail) toutes les personnes âgées de plus de 15 ans qui, dans la semaine de l'enquête, ont participé à l'un des programmes sociaux mis en place par le gouvernement. Ce que Santos critique, c'est qu'« *on ne permet pas aux personnes interrogées de dire si, tout en participant à ces programmes, elles continuaient (ou non) à chercher activement un emploi* ». Le nombre de personnes recensées comme étant à la recherche d'un emploi pourrait en être ainsi réduit, et par conséquent le taux de chômage qui en est déduit. L'INE utilise les critères de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour déterminer qui a un emploi et qui n'en a pas ; est considérée comme ayant un emploi toute personne qui, dans la période de référence (généralement une semaine), a effectuée au moins une heure rémunérée⁵⁷. Même en supposant que le gouvernement n'a pas manipulé les chiffres, même si nous acceptons la validité de ses chiffres, l'inflation très élevée et la persistance d'un secteur « informel » aussi important sont la preuve que les résultats obtenus par le gouvernement Chávez ne sont pas à la hauteur des revenus supplémentaires considérables que lui a procurés la très forte hausse du prix du pétrole.

56. *El gobierno tiene 71.2 % de aprobación según Ivad, Últimas Noticias*, 28 mars 2009, p. 12.

57. Miguel Angel Santos, *Programas sociales y tasas de participación laboral*, juillet 2007.

Un syndicalisme piloté d'en haut

Un thème commun revient dans toutes les déclarations des hauts dirigeants du gouvernement Chávez au sujet des syndicats ; pour n'en citer qu'un, voici ce que disait le 30 avril 2009 María Cristina Iglesias, la ministre du Travail : « *La classe ouvrière devrait adhérer aux organisations syndicales boliviariennes, non seulement pour mieux s'assurer de ce qui lui revient, mais aussi pour mener le combat politique pour la construction du socialisme.* »⁵⁸ Elle donna aussi ces chiffres : « *En 1998, il y avait à peine 1 300 syndicats ; il y en a maintenant près de 6 000 enregistrés auprès du ministère, une augmentation surprenante, en dix ans, de 460 %.* » Malheureusement, il n'y a aucun document public donnant le nom et la nature des ces organisations, les entreprises où elles sont implantées ou le nombre de leurs membres. Le gouvernement lui-même ne semble pas en mesure de confirmer les chiffres du ministère du Travail. Quand le quotidien *Últimas Noticias* tenta de vérifier ces chiffres, il fut promené d'un département ministériel à l'autre, sans parvenir à obtenir des informations certaines⁵⁹.

La volonté d'Hugo Chávez de contrôler le mouvement ouvrier d'en haut apparut clairement dès les premiers jours de son gouvernement. En 1999, il entra rapidement en conflit avec la direction de la Confédération vénézuélienne du travail. Malgré les critiques qu'attiraient sur cette organisation de nombreuses irrégularités et anomalies, ainsi que l'absence d'autonomie du mouvement ouvrier, le gouvernement intervint dans les élections syndicales, qui devaient avoir lieu en octobre 1999 mais qui furent retardées de deux ans sur ordre de la Commission nationale électorale. La campagne que mena Aristóbulo Isturiz, le candidat du Front bolivarien des travailleurs (FBT), l'organisation pro-gouvernementale, appliquait la stratégie politique mise en œuvre depuis l'élection de Chávez en 1999 : « *Le gouvernement soutint la campagne d'Isturiz par tous les moyens. Sa propagande cherchait à le faire bénéficier de la popularité du Président. Les ressources de l'État furent*

58. Agencia Bolivariana de Noticias, *Ministra Iglesias instó a los trabajadores a crear sindicatos*, avril 2009.

59. Miriam Blanco, *Sindicatos buscan la unidad*, *Últimas Noticias*, 27 avril 2008, p. 48.

mobilisées, par exemple pour un meeting au Poliedro de Caracas : des milliers de cars y amenèrent les participants de tout le Venezuela, des chanteurs et des groupes célèbres s'y produisirent, comme si on fêtait déjà la victoire attendue. »⁶⁰ Le candidat bolivarien n'en fut pas moins battu par Carlos Ortega, le candidat du Front uni des travailleurs (FUT), une organisation contrôlée par AD. À la suite de cette défaite, le gouvernement fonda une nouvelle centrale syndicale, l'Union nationale des travailleurs (UNT), qui tint son premier congrès le 5 avril 2004. En 2006, les anarchistes vénézuéliens firent le constat qu'elle était plus préoccupée de défendre le gouvernement que des intérêts des travailleurs : « *Ce qu'on peut dire avant tout de l'UNT c'est que son inféodation aux dirigeants gouvernementaux excède même celle de la CTV envers les gouvernements précédents. Ses manifestations sont des démonstrations de soutien à Chávez et à sa politique... Dans les négociations collectives ou les autres conflits, elle fait preuve du plus grand zèle pour aboutir à la conciliation... Pour la fixation du salaire minimum, l'UNT n'a rien fait d'autre que d'en approuver sans réserve les décrets... ; personne ne sait ce que les membres de l'UNT ont à dire au sujet de questions d'actualité comme le gel de la législation sur la sécurité sociale en cours de discussion, ou le report de l'application des mesures déjà approuvées, ou la surexploitation des femmes et des mineurs, la réforme intangible de la loi organique sur le travail ou l'inflation et la perte de pouvoir d'achat des salariés.* »⁶¹ On objectera que les anarchistes ne sauraient dire autre chose, puisqu'ils contestent tous les organismes d'État. Mais d'autres en vinrent à partager leur opinion, comme par exemple Option ouvrière, un courant de gauche qui prit part à la création de l'UNT, qui écrivait en 2008 : « *L'UNT a été créée sous l'égide d'accords au sommet, avec un habillage pour la base. Très peu des membres de sa direction venaient des organisations de travailleurs. Sa fondation fut conclue par 14 coordinateurs nationaux de différents courants. Il fut alors décidé de ne convoquer de congrès qu'un an plus tard et de procéder à des élections à la base. Trois ans plus tard, une session plénière se tint en mai, et le congrès eut lieu en septembre dans une atmosphère si empoisonnée et si conflictuelle qu'il lui fut impossible d'adopter les statuts qui lui étaient soumis. C'était là une conséquence du*

60. *El Nuevo Sindicalismo, La arremetida contra los trabajadores*, 2009.

61. Armando Vergueiro, *UNT : Historieta sindicalera de la Quinta República*, *El Libertario*, n° 47, mai-juin 2006.

manque de légitimité des membres de la direction, qu'ils auraient acquise s'ils avaient été désignés par la base. Au contraire, leur pouvoir était proportionnel à leur prosternation devant le gouvernement. La crise interne de l'UNT ne fait qu'empirer, différents courants se disputant les postes au niveau national... L'UNT est née sous la protection du gouvernement. Les pratiques pro-gouvernementales de la CTV qu'on critiquait sont maintenant reproduites par les dirigeants de l'UNT, qui se soumettent sans conditions au gouvernement. »⁶²

Cette nouvelle centrale syndicale ne rencontrant pas l'adhésion de la masse des travailleurs et se heurtant à la résistance de certains secteurs, le gouvernement Chávez décida en 2007 de la remplacer en favorisant de nouvelles organisations comme le Front socialiste bolivarien des travailleurs (FSTB).

Des syndicats parallèles, un parti unique

Sous prétexte d'affaiblir la CTV, et afin de contrôler le mouvement ouvrier, le gouvernement favorisa la création de syndicats artificiels, « parallèles » – c'est-à-dire en dehors des organisations existantes – dans les principales entreprises du pays. On l'a vu, le gouvernement Chávez a pu ainsi se vanter de la forte augmentation du nombre de syndicats déclarés, et proclamer qu'elle était le résultat de l'effort sans précédent du processus bolivarien pour favoriser l'organisation des travailleurs. Mais cette augmentation du nombre de syndicats ne s'est pas traduite par une augmentation du pouvoir des travailleurs. On en trouve une indication dans le blocage des négociations collectives dans les entreprises publiques : à la fin de 2007, 243 accords d'entreprise y avaient expiré sans renouvellement⁶³.

Les institutions étatiques prennent unilatéralement les décisions concernant les salaires, les conditions de travail et l'évolution du droit du travail, et les porte-parole de l'UNT les ratifient. Le « parallélisme » a contribué à la fragmentation et à la division des travailleurs, ce que décrit Option ouvrière : « *Le parallélisme syndical a servi de joker, d'abord contre la*

62. Opción Obrera, *La UNT, crisis desde su nacimiento*, avril 2008.

63. PROVEA, rapport pour 2007, *op. cit.*

vieille bureaucratie de la CTV, et maintenant pour fragmenter encore plus les syndicats ; même les syndicats pro-gouvernementaux doivent faire face à des courants multiples, dont certains bénéficient du soutien de l'administration du travail tandis que d'autres sont mis à l'écart. Le syndicalisme, de ce fait, est de plus en plus émietté, en partie à cause de la prolifération des syndicats d'entreprise au détriment des fédérations. »⁶⁴

Troisième instrument de contrôle du mouvement ouvrier par le gouvernement, le PSUV. Lors de la création du Parti socialiste unifié du Venezuela, son premier dirigeant annonça que le Parti devait absorber toutes les organisations qui soutenaient le processus bolivarien, y compris les syndicats. Peu de voix s'élevèrent pour défendre l'indépendance du mouvement ouvrier, et aucune contestation de la ligne officielle ne fut admise. Dans un discours, Chávez déclara en mars 2007 : « *Les syndicats n'ont pas à être autonomes... Il faut que ça cesse.* »⁶⁵ Il réaffirma constamment cette volonté par la suite ; en mars 2009, après avoir tourné en dérision les revendications des travailleurs des industries de base (mines de fer et de bauxite, aluminium, sidérurgie) de la région de Ciudad Guayana, dans le sud-est du Venezuela, il menaça d'utiliser la police pour briser les grèves et les manifestations : « *Il y a des syndicalistes qui font de l'agitation auprès des travailleurs ; je vais donner leurs noms ; je vais me jeter dans cette bataille corps et âme.* »⁶⁶ Pour Orlando Chirino, un syndicaliste se réclamant de la révolution, ancien coordinateur national de l'UNT, il s'agissait là d'une « *déclaration de guerre contre la classe ouvrière* »⁶⁷.

Ces quelques éléments ne suffisent peut-être pas pour conclure que le processus bolivarien a contribué à aggraver les perversions d'un mouvement ouvrier vénézuélien « *atomisé, dispersé, désarticulé, affaibli, c'est-à-dire connaissant la crise la plus grave de son histoire* »⁶⁸ ; mais la lutte permanente

64. Opción Obrera, *op. cit.*

65. Juventud de Izquierda Revolucionaria, *Defendamos la independencia de los sindicatos.*

66. YVKE Mundial, *Chávez advirtió que no permitirá la extorsión por parte de algunos sindicalistas*, mars 2009.

67. Laclase.info, *Las palabras del presidente Chávez son una declaración de guerra contra los trabajadores*, mars 2009.

68. Sandy Martínez et Johan Rivas, *Como se encuentra el Movimiento Sindical en Venezuela hoy ?*, Aporrea, mars 2003.

entre les syndicats pour le contrôle des emplois, avec son cortège de morts, en dit long à ce sujet.

Assassiné pour un poste de travail

Avant de devenir président, Hugo Chávez avait dénoncé le trafic de main-d'œuvre auquel se livraient les principales organisations syndicales dans l'industrie pétrolière et celle de la construction, qui témoignait de la perversion des activités des syndicats vénézuéliens et de leur abandon de la lutte pour les droits des travailleurs. À son arrivée au pouvoir en 1999, des discours sur la transformation et la rénovation nécessaires accompagnèrent le renouvellement de la bureaucratie gouvernementale ; certains espèrent une renaissance du mouvement syndical au Venezuela.

Mais depuis 2003, les bonnes intentions se sont évaporées au contact de la réalité. L'aggravation de la violence s'est étendue au monde du travail, avec l'assassinat de syndicalistes et de travailleurs dans le but de contrôler le marché du travail. Depuis 2003, en effet, l'article 53 de la convention collective de la Construction – l'un des deux secteurs où la situation est la pire – prévoit que les syndicats doivent fournir au moins 75 % de la main-d'œuvre.

Des organisations de défense des droits de l'homme comme PROVEA se sont élevées contre cette disposition qui est contraire à l'essence même du syndicalisme, car elle donne aux syndicats des attributions patronales ; elle peut en outre être source de corruption. Par exemple, dans certains cas, les employeurs ont usé de moyens « irréguliers » pour parvenir à des accords avec les syndicats en évitant les conflits ouverts et les grèves ; dans bien des cas, ces arrangements « irréguliers » ont été conclus au détriment des intérêts financiers des travailleurs⁶⁹. La même situation prévaut, à une échelle moindre, dans le secteur pétrolier.

Entre 1997 et 2007, les organisations des droits de l'homme vénézuéliennes ont recensé 52 assassinats de syndicalistes et 87 assassinats de salariés résultant des rivalités pour le contrôle des postes de travail. Ils sont

69. PROVEA, rapport pour 2008, *op. cit.*

en majorité le fait d'hommes de main, et de nombreux indices font penser à une participation ou à une complicité de fonctionnaires de la police. Les régions les plus touchées sont dans l'ordre l'État de Bolívar (42,3 % des assassinats), celui d'Aragua (14,6 %), le district de Caracas (11,4 %), et les États d'Anzoátegui (8,9 %), et de Zulia (8,1 %) ⁷⁰. Selon le Vicariat pour les droits de l'homme de l'archevêché de Caracas, le phénomène se poursuit : de juin 2008 à mai 2009, il a recensé 52 cas d'assassinat de syndicalistes et de travailleurs clairement en relation avec le contrôle des emplois ⁷¹. Chaque matin, dans la construction, des centaines de travailleurs attendent un emploi aux portes des chantiers ou des entreprises. Les différents syndicats, en fonction du nombre de leurs membres ou de leurs liens avec les entreprises, procèdent à leur sélection. En échange, ils reçoivent des commissions substantielles à la fois des entreprises et des travailleurs eux-mêmes. Dans l'État de Bolívar, les principaux syndicats de la construction se proclament « bolivariens » et « révolutionnaires ».

Face à cette situation terrifiante, on est obligé de constater l'impunité dont jouissent les commanditaires : entre 1997 et 2007, sur une cinquantaine d'affaires impliquant des fonctionnaires syndicaux, seuls trois auteurs d'assassinats ont été condamnés à des peines de prison ⁷². En outre, malgré la gravité de la situation, aucune des centrales syndicales – CTV, UNT ou FSBT – ne se donne comme objectif de mettre fin à ces luttes meurtrières pour le contrôle de l'emploi, ni même de rechercher et de faire juger ceux qui sont à l'origine de ces crimes ou qui les commettent.

Rompre le consensus syndical factice

J'ai entendu parler pour la première fois d'Orlando Chirino en 2001, à un anniversaire chez Gonzalo Gómez, un militant trotskyste dont j'avais fait la connaissance l'année précédente au Réseau vénézuélien contre la dette extérieure. Ce réseau réunissait des gens d'origines diverses autour d'une

70. Correspondance d'Alfredo Vásquez du Vicariat pour les droits de l'homme de Caracas, 26 juin 2009.

71. *Ibid.*

72. *Ibid.*

même critique de la mondialisation économique et de la subordination par l'endettement des pays dits du tiers-monde aux organisations financières internationales.

Malgré leur longue histoire parsemée de scissions, les trotskystes vénézuéliens s'étaient regroupés en 1999, après le changement de gouvernement, pour s'insérer dans le mouvement de Chávez. Gonzalo faisait partie d'un groupe qui publiait *La Voix des travailleurs* ; il était aussi connu comme chanteur. Dans la petite pièce de son appartement qui servait de bibliothèque, sous le regard d'un portrait de Trotski, un groupe d'étudiants et de professeurs prédisait ce qui, pour un observateur extérieur comme moi, ressemblait à la prise imminente du palais d'Hiver. Et ils étaient d'accord sur le nom de celui qui, plus que tout autre, mènerait à cette victoire : Orlando Chirino, un ouvrier combatif du textile de l'État d'Aragua. Chirino est né dans l'État de Falcón, une zone côtière riche en pétrole qui jouxte l'État de Zulia. Il s'est engagé dans le combat politique à 17 ans et a participé au MIR, une scission d'AD qui mena des actions de résistance armée de 1960 à 1969. Après la cessation de la lutte armée, le MIR fut miné par ses contradictions et les luttes internes et Orlando rejoignit alors la tendance trotskyste qui choisit pour nom MIR Proletario et qui fusionna avec le Parti socialiste des travailleurs (PST) pour former le PST-La Chispa, *La Chispa* (l'étincelle), étant le nom d'une revue syndicale qu'il publiait. À partir de 1974, Orlando Chirino travailla à la Celanese, une entreprise de textiles synthétiques installée à Valencia, dans l'État de Carabobo ; il y créa la section syndicale et y resta 27 ans. Dans les années 1980, il combattit activement la bureaucratie de la CTV dans les États d'Aragua et de Carabobo, où l'activité industrielle est importante. En 1984, sa candidature fut proposée pour la présidence de la Centrale nationale des travailleurs du textile, et il en fut élu secrétaire général.

Enthousiasmé par le discours progressiste du gouvernement Chávez, Orlando Chirino rejoignit ceux de ses partisans qui aspiraient au renouveau du syndicalisme au Venezuela. Lors de la tentative de coup d'État de 2002, Chirino dénonça cette remise en cause de la constitution et, quelques mois plus tard, il s'opposa à la « grève du pétrole » chez PDVSA (la société nationale des pétroles) en participant à des dizaines d'assemblées de travailleurs et de manifestations.

Tirant les leçons des événements de 2002, il devint l'un des principaux acteurs de la formation d'une nouvelle centrale syndicale destinée à remplacer la CTV. Le 11 août 2003, il devint le coordinateur national du comité exécutif provisoire de l'UNT naissante⁷³. Chirino dirigeait l'une des cinq tendances qui composaient l'UNT, le Courant de classe, unitaire, révolutionnaire et autonome (CCURA)⁷⁴. Deux ans plus tard, le CCURA proposa qu'un congrès de l'UNT soit convoqué pour que sa direction provisoire soit remplacée par une direction élue et pour élaborer un programme revendicatif propre aux travailleurs. Il se trouva alors en conflit avec les fonctionnaires syndicaux nommés par en haut et pour lesquels la campagne pour la réélection d'Hugo Chávez devait l'emporter sur toute autre préoccupation, ce qui signifiait remettre à plus tard l'expression des revendications de tous les mouvements sociaux.

Bien que des critiques du processus bolivarien se fissent déjà entendre, l'UNT adopta une position de soutien « critique » à Chávez au moment des élections. Mais les dissensions entre la bureaucratie de Chávez et Chirino s'amplifièrent en raison de son indépendance d'esprit et de sa volonté de défendre l'autonomie des syndicats. En décembre 2007, il fut démis du poste de secrétaire à l'hygiène et à la sécurité qu'il occupait alors au syndicat Sinutrapetrol ; cette éviction, qui fut perçue comme un acte de vengeance politique, entraîna la protestation de nombreuses organisations à travers le monde⁷⁵. À la même époque, Chirino exigeait du président Chávez qu'il tienne toutes les promesses qu'il avait faites à la classe ouvrière du Venezuela. Plus tard, il allait dénoncer l'inaction du gouvernement devant l'enrichissement soudain d'une nouvelle bourgeoisie, sous la protection du gouvernement bolivarien. En 2007, au moment du référendum constitutionnel, qui aurait entre autres supprimé toute limite au nombre des mandats présidentiels consécutifs, il fit campagne pour l'abstention. Comme les anarchistes du Venezuela avaient adopté la même position, ils eurent ainsi l'occasion de le rencontrer.

73. G. Gómez et G. Richards, *Orlando Chirino en el congreso de la UNT: Queremos una central obrera que defienda el proceso revolucionario*, Aporrea, août 2003.

74. Armando Vergueiro, *op. cit.*

75. Voir diverses déclarations sur Aporrea.

Dans une interview donnée en mars 2009 à *El Libertario*, le bimensuel anarchiste de Caracas, Chirino ne mâcha pas ses mots : « *Ce gouvernement a adopté depuis longtemps une politique anti-ouvrière. Il faut même dire qu'il est anti-syndicats. Le gouvernement cherche à casser les syndicats.* »⁷⁶

Chirino, l'ancien porte-parole de l'UNT, qui lors de sa fondation regroupait plus d'un million de membres⁷⁷, mit en évidence les contradictions entre la prétention du gouvernement de défendre les travailleurs et ses actes : « *Je vais vous indiquer les accords collectifs les plus importants qui ont été violés. D'abord, pour les quelque deux millions et demi de travailleurs du secteur public : ça fait presque cinq ans, depuis décembre 2004, que leur convention n'a pas été revue, et c'est très grave. Le résultat, c'est que 70 % des travailleurs du secteur public sont au salaire minimum, ce qui revient à dire que nous sommes un pays de travailleurs au salaire minimum. Dans l'enseignement, ça fait trois ans que la convention a expiré ; celle des travailleurs de l'électricité, qui sont environ 36 000, a expiré l'an dernier. Et, depuis dix ans, les travailleurs du pétrole ont perdu d'importants avantages.* »⁷⁸

Ce dernier point, celui des conditions de travail dans la principale activité économique du pays, est exemplaire. Un travailleur du secteur a dénoncé huit atteintes à ces conditions par PDVSA sur le site de gauche laclase.info :

1. Manque d'équipements de sécurité tels que combinaisons, casques, gants, uniformes, bottes isolantes, ainsi que des outils nécessaires aux tâches quotidiennes.
2. Détérioration des infrastructures, comme les réservoirs, et mauvais état des instruments de mesure, qui constituent autant d'obstacles à la production
3. Pour 95 % des salariés, les salaires n'ont pas augmenté depuis deux ans, alors que de 2007 à 2009 l'inflation a été de 66,5 %. Pour cette raison,

76. Lexys Rendón, *Entrevista a Orlando Chirino, El Libertario* n° 56, mai-juin 2009.

77. VENPRES : Orlando Chirino, *Sindicatos de la UNT incorporados de lleno a la Campaña de Santa Inés, Aporrea*, juillet 2004.

78. Lexys Rendón, *op. cit.*

beaucoup de salariés ont un deuxième emploi, par exemple comme chauffeur de taxi ou vendeur de produits d'entretien.

4. Élimination du paiement des heures supplémentaires, sans compensation dans le salaire de base.

5. Inégalités et discriminations dans le paiement des salaires

6. L'expression de leurs revendications par les travailleurs est considérée comme un délit.

7. Report des élections syndicales par les patrons et désignation par la direction de « représentants syndicaux » conciliants.

8. Absence de politique sociale, comme des mécanismes clairs permettant aux travailleurs d'accéder aux logements ou au service de santé⁷⁹.

La situation est aussi difficile dans d'autres secteurs de l'économie. Dans le même entretien, Chirino donne des exemples concrets d'actions du gouvernement visant à affaiblir le pouvoir des syndicats : « *Les salariés du métro de Caracas ont renégoциé leur convention, qui avait expiré depuis un an et demi. Ils sont arrivés à un accord avec un représentant de la Procuraduría, l'organisme qui veille aux intérêts de l'État lors de la passation des contrats. Mais ensuite, le Président et son nouveau directeur du Métro ont refusé de reconnaître cet accord, et ils ont eu recours à une méthode comme seuls en utilisent les dictateurs et les gouvernements autoritaires. Ils ont menacé les travailleurs. S'ils insistaient pour faire reconnaître leurs droits en faisant la grève, ils seraient réquisitionnés, puis licenciés... Les services spéciaux, la DISIP et la DIM, et les conseils communaux contrôlés par le gouvernement menacèrent les travailleurs de licenciement. Dans un communiqué de presse, le gouvernement déclara qu'en cas de grève Chávez "militariserait" le métro, car il ne pouvait pas accepter un arrêt du travail. Il prétendait que des syndicalistes étaient parvenus à faire signer au conseil d'administration du métro, sous la pression, un accord insupportable, et qu'il ne l'accepterait pas*⁸⁰. Puis, sans consulter les travailleurs, d'une façon anti-démocratique, les

79. Kamanchec Torin Conde, *8 razones por las cuales los petroleros estamos arrechos*, août 2009.

80. Prensa Web YVKE, *Chávez advirtió que no permitirá la extorsión por parte de algunos sindicalistas*, mars 2009.

responsables syndicaux membres du PSUV signèrent derrière le dos des salariés un nouvel accord qui annulait l'essentiel des avantages obtenus et n'en conservait que 30 % à 40 %. »⁸¹

Le 23 novembre 2007, dans le plus grand théâtre de Caracas, le théâtre Teresa Carreño, le président Chávez ordonna de mettre en œuvre une nouvelle forme d'organisation de la classe ouvrière : les conseils de travailleurs. *« Il est nécessaire que les lieux de travail soient reliés à la communauté, et les conseils des travailleurs du pouvoir populaire peuvent aussi bien exister dans les usines, comme organes internes aux usines, qu'en dehors, dans la communauté ; ce sont les armes de la classe ouvrière dans la bataille sociale, dans la bataille idéologique. »*⁸²

Quiconque aurait entendu ainsi le président Chávez pour la première fois aurait conclu qu'il s'agissait là d'un projet révolutionnaire. Mais après des dizaines de projets de ce type, qui se sont révélés des instruments de contrôle et de manipulation par le pouvoir d'État, beaucoup de gens doutent des bonnes intentions de Chávez. Orlando Chirino en fait partie : *« Si, pour que les travailleurs puissent débattre plus facilement, plus efficacement, pour approfondir la démocratie et la participation, ils décidaient de former des conseils de travailleurs, des conseils socialistes ou autres, nous nous y mettrions avec eux. Mais cette proposition n'a rien à voir avec ça. Cette proposition de conseils de travailleurs est à mon avis un instrument para-politique du gouvernement pour se subordonner les travailleurs et garantir à la nouvelle bourgeoisie ses avantages et la stabilité. En principe, l'objectif de ces conseils de travailleurs est de faire progresser la construction du socialisme, mais, vous voyez, il s'agit de combattre, de démettre, de persécuter de l'intérieur tous ces représentants syndicaux qui ne sont pas d'accord avec eux, qui ont d'autres opinions qu'eux, qui croient à la socialisation, qui croient vraiment à la redistribution des richesses. »*⁸³

Et Chirino fait la comparaison entre l'assujettissement des travailleurs sous le régime bolivarien et les mécanismes de répression du passé : *« Je suis*

81. Lexys Rendón, *op. cit.*

82. Agencia Bolivariana de Noticias, *Chávez instó a crear consejos de trabajadores del poder popular*, aporrea.org.

83. Lexys Rendón, *op. cit.*

responsable syndical depuis 1974. En trente-quatre ans, je n'ai jamais vu un tel niveau de pénalisation de l'action revendicative. Dans les cas extrêmes, on voit des choses qu'on n'avait jamais vues jusqu'à maintenant. Par exemple, quand vous faites de la propagande, comme distribuer des tracts à la porte d'une usine, ou parler dans un mégaphone, ou participer à un meeting, ils utilisent les forces de répression de l'État pour arrêter les responsables, les mettre en prison, puis monter des accusations contre eux. En définitive, il nous est interdit de nous approcher des entreprises où nous faisons notre travail politique, en utilisant nos droits légitimes d'expression et d'organisation. Ce sont des faits très graves... Nous dénonçons aujourd'hui ce qui se passe, comme nous le faisons quand nous avons des gouvernements anti-ouvriers et anti-syndicats. »

Le 27 novembre 2008, trois camarades de Chirino, Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena, qui étaient allés apporter leur soutien aux travailleurs de l'usine laitière Alpina, au cours d'un conflit social, ont été assassinés par des voyous à Cagua, dans l'État d'Aragua. Diverses informations, qui n'ont pas fait l'objet d'une enquête officielle, mettraient en cause la responsabilité des propriétaires de l'entreprise et des organes de sécurité de l'État.

La flexibilité de la main-d'œuvre mondialisée et bolivarienne

La flexibilité des relations entre le capital et le travail est l'une des composantes du processus actuel de mondialisation de l'économie et de la circulation incessante du capital. Pour le militant antimondialiste espagnol Ramón Fernández Durán, « *les conquêtes sociales et ouvrières résultant de plus de cent ans de luttes du mouvement ouvrier et des différents mouvements sociaux sont annulées par la déréglementation du marché du travail et le démantèlement parallèle du filet de sécurité mis en place par l'État* ». ⁸⁴

Pendant la majeure partie du XX^e siècle s'est mise en place une organisation du travail telle que l'avaient envisagée Frederick Taylor et Henry

84. Ramón Fernández Durán, *Capitalismo global, resistencias sociales y estrategias del poder. En globalización capitalista, luchas y resistencias*, Virus Editorial, Barcelone, 2001.

Ford. Taylor, un ingénieur, a décrit et mis en œuvre ce qu'il a appelé l'organisation scientifique du travail, dont l'efficacité repose sur l'analyse des gestes nécessaires à la fabrication et sur l'imposition aux ouvriers d'un mode opératoire optimum. Ford est considéré comme l'inventeur du travail à la chaîne, qui décompose le processus de production en tâches parcellaires et répétitives réalisées à la suite les unes des autres par des ouvriers différents. Ces approches de Ford et de Taylor trouvèrent leur application dans les usines pendant la Première Guerre mondiale, quand la production de guerre et la mobilisation de centaines de milliers d'ouvriers exigèrent une organisation aussi efficace que possible de la production, et en premier lieu de la production d'armements.

L'usine géante, avec son organisation et sa hiérarchie rigides, rassemblant tous ses services et tous ses travailleurs sur un même territoire, domina la production pendant une bonne partie du XX^e siècle, mais commença à perdre ses avantages concurrentiels vers la fin de celui-ci. Les entreprises qui incorporent dans leur processus de production les technologies avancées offertes en particulier par les télécommunications, la microélectronique, la biologie et le génie génétique ont dépassé le modèle de Ford et Taylor ; pour survivre sur des marchés hautement concurrentiels, les entreprises sont obligées de se moderniser, de se reconverter. Il faut qu'elles soient capables d'adapter très rapidement et au moindre coût leur processus de production, le volume de celle-ci, la conception de leurs produits, grâce à des structures et des technologies flexibles, et une main-d'œuvre polyvalente, dont le nombre peut être ajusté aussi souvent que nécessaire. Cette refonte du modèle productif a eu pour conséquences un recul des avantages obtenus par les travailleurs au cours du siècle écoulé et une dégradation de leurs conditions de travail, car ce nouveau modèle a pu être implanté rapidement et relativement facilement en particulier dans les pays aux salaires les plus bas et à la réglementation minimale.

Le Venezuela n'a pas été épargné par cette tendance dans les années 1990. Elle alla jusqu'à la suppression, en 1997, de son système de sécurité sociale et de ses services sociaux. Le gouvernement réduisit également le montant des indemnités de fin de contrat. Les organisations de défense des droits de l'homme comme PROVEA qualifièrent ces mesures de « *recul sans précédent dans l'histoire de ce pays des droits des travailleurs, qui résulte de la*

poursuite de politiques visant à une plus grande flexibilité dans les relations sociales »⁸⁵.

Beaucoup pensèrent en 1998 qu'avec l'élection d'un nouveau gouvernement dont les membres avaient dénoncé la subordination au capital international des politiques de ses prédécesseurs, ces mesures dommageables pour les travailleurs seraient inversées, ou au moins annulées. Dix ans plus tard, quoi que prétende le discours bolivarien, la situation de la masse des travailleurs montre qu'il n'en a rien été. Par rapport à la décennie précédente, la « flexibilité » du travail s'est accrue, particulièrement dans le secteur public. Le gouvernement lui-même a œuvré à la déréglementation, recourant de préférence à des contrats individuels à durée déterminée, sans protection sociale. Il confie la réalisation de programmes publics à des coopératives qui peuvent avoir recours en sous-traitance à des travailleurs indépendants qui ne bénéficient pas des avantages dont bénéficient les salariés. Enfin, on l'a vu, l'État a différé le renouvellement des conventions collectives, livrant ainsi les salariés au bon vouloir des patrons.

Cette analyse n'est pas propre aux anarchistes du Venezuela. En novembre 2008, Topo Obrero (la taupe ouvrière), une tendance syndicale qui défend le gouvernement Chávez, a publié une analyse des différentes formes de flexibilité du travail dans le pays : *« Il est important de constater que ce phénomène – la déréglementation –, si on le considère à travers le système socialiste bolivarien, les Entreprises de production socialiste (EPS), les coopératives, les missions sociales, débouche sur de faux systèmes de sécurité et de protection des travailleurs qui se transforment rapidement en système d'assistance... Dans le Venezuela d'aujourd'hui, les travaux "clandestins" aggravent la situation des Vénézuéliens dans leur ensemble : le commerce illégal, les petits boulots, les petits travaux au noir, la sous-traitance de montage, la contrebande de produits de base, les contrats de sous-traitance qu'on s'arrache même s'ils ne rapportent pas grand-chose, les officines d'embauche au jour le jour, les pièges et les arnaques, etc. Tout ça participe à la dégénérescence progressive à une époque progressivement néocoloniale... tout cela a créé des zones taboues pour les inspecteurs du travail dans tout*

85. PROVEA, rapport pour 2007, *op. cit.*

le pays, dans les ministères, les mairies, les services des gouverneurs, les universités expérimentales et autonomes, les institutions autonomes, les usines et les entreprises publiques et tous leurs satellites, créant une "diversité" de travailleurs aux situations bien différentes, subdivisés en catégories illusoire, classées par ordre alphabétique (diviser pour régner), en général en situation précaire. »⁸⁶

Un article publié sur le site Web pro-gouvernemental Aporrea, affirme que « la vérité, c'est que la bourgeoisie actuelle, au Venezuela, a mis en œuvre un New Deal tropical, fait d'une flexibilité substantielle de la main-d'œuvre, d'emplois précaires, de syndicats maison, le tout accompagné par un discours nationaliste et des simulacres d'affrontement avec les banquiers, les propriétaires fonciers, les multinationales et l'impérialisme, à qui elle a garanti leur part du gâteau de la plus-value résultant de l'exploitation du travail salarié »⁸⁷.

Johan Rivas, un syndicaliste, travaille depuis 1997 au Complejo Hospitalario Dr. José Ignacio Baldó, un ensemble hospitalier des quartiers ouest de Caracas. Rivas, comme beaucoup de jeunes au Venezuela à la fin des années 1980, avait participé au mouvement étudiant et avait manifesté contre les réformes néolibérales du président Carlos Andrés Pérez, en particulier contre la privatisation des universités. In 1998, Rivas faisait partie des jeunes qui soutenaient la candidature d'Hugo Chávez. Il appartient à la génération dont le militantisme politique s'est concrétisé avec l'arrivée au pouvoir du mouvement bolivarien. En 2004, Rivas se mit à défendre les droits des travailleurs du secteur de la santé, et adhéra également au Courant marxiste révolutionnaire. Il s'en sépara plus tard pour participer à la formation du Collectif socialiste révolutionnaire (CSR), qui se reconnaît dans le processus bolivarien tout en critiquant le gouvernement. Rivas, qui a été un partisan convaincu du président Chávez jusqu'en 2007, a décrit dans un entretien avec l'auteur la situation des travailleurs de la santé : « Les divisions, malheureusement, se sont approfondies. Elles se sont accrues aussi chez les travailleurs de la santé ; bien que je n'aie pas les chiffres exacts sous la main, dans cet hôpital plus de 20 ou 30 % des travailleurs ne sont pas des permanents... On ne les appelle plus "remplaçants", comme autrefois, mais "fournisseurs spéciaux",

86. Topo Obrero Caracas, *Flexibilización laboral : una realidad del capitalismo ?*, novembre 2008.

87. Partido Comunista Internacional, *Socialismo de papel*, Aporrea, janvier 2006.

mais ce sont des remplaçants sous un autre nom. Leurs salaires et les conditions de travail se sont améliorés, mais c'est le résultat de nos luttes. D'après nos chiffres, 25 000 personnes travaillent dans le secteur de la santé à Caracas, et plus de la moitié sont des contractuels... C'est le résultat de la politique gouvernementale de l'emploi, une tragédie sociale incroyable. Je peux citer le cas de femmes qui ont été victimes de discriminations parce qu'elles étaient enceintes et qui ont dû interrompre leur contrat. Des salariés de l'infirmerie qui ont travaillé ici trois ou quatre mois ont été payés avec un ou deux mois de retard. Ou alors, ils travaillent un week-end, et on leur paye leur salaire comme la loi le prévoit, mais avec un retard de un ou de deux mois... On fait attendre les gens parfois jusqu'à deux ans pour un contrat, et pendant ce temps-là ils subissent des pressions permanentes pour qu'ils ne participent pas à telle ou telle organisation politique ou qu'ils ne fassent pas telle ou telle chose. Ils ne le disent pas ouvertement, mais ils sont prisonniers de ce chantage désastreux, lamentable : "Si tu ne fais pas ça, tu n'auras pas de travail." C'est un lourd fardeau qui contredit la pratique révolutionnaire, c'est une pratique qui est la même que dans le passé. »

On retrouve la situation décrite par Johan Rivas dans toutes les institutions du régime bolivarien, où toute nouvelle embauche se fait en contrat à durée déterminée, ce qui permet de perpétuer une vieille pratique politique au Venezuela, celle d'obliger les salariés du secteur public à participer aux manifestations politiques. Cette pratique s'est tellement répandue qu'elle ne scandalise plus personne dans le pays. À chaque évènement électoral, ou chaque mobilisation en faveur du gouvernement, les employés des ministères et des institutions gouvernementales et tous ceux qui bénéficient des programmes sociaux doivent signer des listes de présence. Il est également courant qu'on interroge les candidats à des emplois du secteur public sur leurs opinions politiques. Autre forme de contrôle sur le lieu de travail : l'utilisation des listes fournies par la Commission nationale électorale (CNE), qui permet de savoir qui a voté ou non, ou de trouver d'autres indications de l'orientation politique des candidats. La liste Tascón en est l'exemple le plus connu. En 2004, un groupe de Vénézuéliens, faisant usage de l'article 72 de la constitution, demanda à la CNE d'organiser un référendum sur la révocation éventuelle du Président. Il rassembla dans ce but les signatures de 20 % de l'électorat. Luis Tascón, un député de l'Assemblée nationale, publia l'ensemble de ces signatures sur un site Web. Pire, il suffisait d'entrer

le numéro national d'identification de quelqu'un pour savoir s'il avait signé cette pétition. La liste Tascón et d'autres listes du même type sont utilisées comme instruments d'exclusion pour raison politique.

Toutes ces formes de flexibilité introduites au cours des années par la révolution bolivarienne, on les retrouve dans une entreprise mixte, la Vénézuélienne de télécommunications (Vetelca), qui assemble un téléphone mobile popularisé par le président Chávez.

Vetelca, l'histoire d'une maquiladora bolivarienne

Le 10 mai 2009, le président Hugo Chávez, en visite dans le secteur d'El Tigre, dans l'État de Barinas, présenta à la télévision un téléphone mobile fabriqué au Venezuela avec le patronage de son gouvernement. Plusieurs semaines auparavant, le gouvernement lui avait donné le nom d'El Vergatario⁸⁸. Pour cette action de propagande typique, le Président avait choisi le jour de la Fête des mères, un jour traditionnellement férié au Venezuela ; ce produit devait symboliser la marche conquérante de son projet politique. Produit « *avec la technologie la plus avancée* », le Vergatario était équipé entre autres « *d'une caméra vidéo simple, de jeux, d'une horloge, d'une fonction de messages textes, d'une radio* » et allait être proposé à un prix extrêmement bas, environ sept dollars. Compte tenu du goût des Vénézuéliens pour les téléphones mobiles, symboles de réussite dans un pays sous-développé, ainsi que de la large publicité qui lui était faite y compris par le chef suprême bolivarien, on pouvait prédire que le Vergatario allait connaître un énorme succès. Ce 10 mai, le président Chávez affirma d'ailleurs que « *ce téléphone sera non seulement numéro un au Venezuela, mais aussi dans le monde* »⁸⁹. Une fois servi le marché domestique, il serait exporté vers les pays andins, dit-il, les Caraïbes et les pays du Mercosur (Brésil, Chili, etc.). À la question que suscita une telle ambition, « *comment ce produit*

88. Officiellement, le Vetelca C366 ; « vergatario » a le sens de « super puissant », avec une forte connotation sexuelle. (Ndt)

89. Agencia Bolivariana de Noticias, *Venezuela exportará el Vergatario luego de abastecer el mercado interno*, mai 2009.

pourra-t-il connaître un tel succès dans un secteur aussi concurrentiel de l'industrie des télécommunications ?», les anarchistes, toujours rabat-joie, répondirent : « *Grâce à une maquiladora, une usine d'assemblage à bas coût.* » « *À l'ère de la mondialisation, pour vendre des quantités aussi importantes que possible, il faut réduire autant que possible les coûts de main-d'œuvre.* » Et l'expert en la matière, comme le savent bien des sociétés comme Gap, Nike et Adidas, c'est la Chine. Et c'est bien la Chine que l'État bolivarien a choisie comme partenaire pour Vetelca, qui est une entreprise mixte.

L'activité de Vetelca démarra en janvier 2009 dans la zone franche de Paraguaná, dans l'État de Falcón. Son premier objectif était alors de livrer 10 000 unités à Movilnet (l'opérateur public de téléphonie mobile) à temps pour la Fête des mères comme le président Chávez l'avait déjà promis. Les travailleurs de l'usine trouvaient le délai excessivement court et le firent savoir à travers les médias gouvernementaux. Levy Revilla Toyo, l'un des 56 ouvriers qui seront licenciés par Vetelca, a rédigé un rapport détaillé sur les débuts de la société⁹⁰. La société avait commencé à recruter en octobre 2008 par l'intermédiaire du ministère de l'Industrie légère et du Commerce ; à la même époque, le gouvernement en désigna le conseil d'administration, avec à sa tête Carlos Audrines Flores. Les conditions d'emploi, les classifications et le statut des travailleurs étaient nébuleux, ce qui allait rapidement créer des difficultés.

C'est le 1^{er} mai, raconte Revilla Toyo, que la production du Vergatario commença : « *Il fallait travailler jusqu'à tard dans la nuit ; on travaillait sans que la logistique ait été prévue, ce qui perturba certains camarades, à cause du manque de nourriture et de moyens de transport.* » Mais comme les produits furent réalisés en dix jour, les ouvriers furent récompensés par une prime et eurent la satisfaction d'avoir permis au Président de tenir sa promesse.

Conformément à la loi organique de 2005 sur la prévention des risques et les conditions de travail, et malgré la mauvaise volonté de la direction, les salariés de Vetelca élurent en assemblée des délégués à la sécurité. Le 7 juillet 2009, Vetelca licencia huit salariés, dont trois de ces délégués. Ces salariés licenciés firent appel aux autorités, qui vinrent enquêter. Revilla

90. Levy Revilla Toyo, *Situación general de la fábrica de celulares Vetelca*, Aporrea, août 2009.

Toyo rapporte ces propos de la direction : « *Ces travailleurs sont en formation, et leurs rémunérations ne sont pas des salaires, ce sont des aides, et ils n'appartiennent pas à une structure organisée.* » Plus tard, la direction demandera à la Garde nationale de protéger l'usine contre les ouvriers, tandis que les bureaucrates accuseront les salariés licenciés d'être des contre-révolutionnaires. Dans cette période, le nombre de licenciés – à qui on fit signer des lettres de démission en échange de leur dernière paie – s'éleva à 56.

Le 29 juillet, Jesse Chacón, le ministre de la Science et de la Technologie, vint visiter l'usine Vetelca pour rassurer les travailleurs restants. Un communiqué de presse officiel annonça que « *le ministre avait fait le tour de l'usine et avait rencontré les travailleurs pour leur dire qu'ils pourraient signer leur contrat dans les 15 jours* ». ⁹¹ On y trouve plus loin cette perle : « *Jusqu'à cette date, les salariés ont occupé leurs postes comme opérateurs volontaires, et ils ont reçu une prime mensuelle de production de 1 300 bolívares.* » Le ministre a précisé qu'il s'agissait là d'un « *modèle de production socialiste avec des travailleurs "intégraux", qui exécutent différents travaux au cours de la journée afin que chacun connaisse toutes les étapes du processus de production et le fonctionnement complet de l'usine. De plus, ils participent à la planification de la production, ce qui montre bien la différence avec le modèle capitaliste* » ⁹². Les comptes rendus qu'en firent les médias gouvernementaux s'en tinrent à cette version. Au sujet des licenciements, Carlos Audrines, le président de Vetelca, fit cette déclaration : « *Il s'est agi d'interrompre la formation de ces personnes qui ne se conformaient pas aux normes... Je remarquerai qu'on ne peut pas parler de licenciement pour des gens qui n'étaient pas salariés.* » ⁹³ Dans une autre déclaration, cette fois au quotidien *Últimas Noticias*, Audrines s'est surpassé : « *Ces 56 personnes avaient l'intention de former un syndicat, pour faire de la propagande ou garantir leurs emplois, avec une attitude agressive, agitatrice.* » ⁹⁴ Il expliqua aussi que la société n'étant pas encore enregistrée, elle ne pouvait signer de contrats. Ce même article rapporte qu'Audrines expliqua qu'après une période de rodage la société créerait un service de

91. Eva Riera, *Vetelca fabricará 1 millón de celulares por año en 2010*, YVKE Mundial, juillet 2009.

92. *Ibid.*

93. Agencia Bolivariana de Noticias/YVKE Mundial, *Hay que formar trabajadores integrales para fortalecer fábricas socialistas*, août 2009.

94. Eva Riera, *Salen 30 trabajadores más de Vetelca*, *Últimas Noticias*, 19 août 2009, p. 20.

sécurité car, expliqua-t-il, « *dans une entreprise socialiste, il n'y a pas de place pour le mot "syndicat", car ça nierait le concept d'égalité, et dans un système socialiste il n'y a pas besoin de syndicat* ». Quand on lui fit remarquer que les employés licenciés étaient affectés à des travaux d'entretien, Audrines répondit que « *comme on manquait d'approvisionnements, ils se sont portés volontaires pour des travaux d'entretien.* » Mais après le lancement du Vergatario, les choses changèrent et « *des mères appartenant à la population locale se sont chargées de ces activités* ».

On comprend que le « *modèle de production socialiste intégral* » du ministre Chacón n'est qu'un euphémisme pour désigner ce qu'on appelle dans le monde entier « polyvalence », qui est l'une des caractéristiques de la flexibilité internationale du travail à l'ère du capitalisme informationnel. Dans ce modèle, les travailleurs doivent être capables d'accomplir différentes tâches, de passer de l'une à l'autre en fonction des besoins de la production, au contraire du modèle de Ford et Taylor, dans lequel les ouvriers accomplissaient une seule tâche répétitive.

Il n'est pas non plus certain, dans le cas de Vetelca, que les travailleurs se soient familiarisés avec le « *fonctionnement complet de l'usine* » ni qu'ils « *participent à la planification de la production* ». Les ouvriers de Vetelca ne font qu'assembler et emballer un produit fini dont les composants sont produits en Chine.

Malgré les descriptions grandioses qu'en ont données des dignitaires du gouvernement Chávez, Vetelca n'est qu'une *maquiladora* ordinaire qui répond à la demande de la compagnie publique de téléphonie mobile. C'est ce que confirme Audrines : « *Vetelca consacre toute sa capacité à satisfaire la demande de Movilnet.* »⁹⁵ Movilnet décide des quantités à assembler, des dates de livraison et des réseaux de distribution, trois domaines dans lesquels les travailleurs de Vetelca n'ont pas leur mot à dire. Si le président du Venezuela décide de faire une offre promotionnelle de Vergatarios pour célébrer la naissance de Simón Bolívar et qu'il faut donc augmenter rapidement la production, ces travailleurs n'auront pas d'autre choix que de subir des journées de travail excessivement longues, comme l'a vécu Levy

95. YVKE Mundial, *Vetelca se encuentra completamente operativa*, août 2009.

Revilla. Ce qui correspond tout à fait à la flexibilité du temps de travail typique du capitalisme actuel.

Les déclarations d'Audrines, le dirigeant de Vetelca, renforcent cette impression que le processus bolivarien a plus à voir avec la mondialisation économique qu'avec le socialisme. Il est révélateur qu'il a licencié ces travailleurs « agressifs, agitateurs » qui cherchaient à créer un syndicat pour s'assurer la stabilité de l'emploi – un objectif commun à pratiquement tous les salariés de la planète. Enfin, son aveu que Vetelca ne permettra pas la constitution d'un syndicat « parce que c'est contraire au socialisme » se passe de commentaire.

Le président Chávez, Jesse Chacón et Carlos Audrines peuvent répéter cent fois que le Vergatario est un téléphone socialiste fabriqué dans une « entreprise socialiste » par des « volontaires salariés », ils peuvent répéter ce mensonge mille fois, les faits sont là : Vetelca est la première *maquila* du Venezuela, qui copie le modèle chinois, dans lequel des travailleurs interchangeables fabriquent des chaussures Nike, des ballons Adidas ou des sweatshirts Gap dans l'intérêt du capitalisme sauvage actuel.

Chapitre IV

Les programmes sociaux

Les politiques sociales de la démocratie élitiste

Quand un intellectuel de la stature de Noam Chomsky affirme au sujet du gouvernement d'Hugo Chávez que « *pour la première fois, le pays utilise ses ressources énergétiques pour son propre développement – on peut discuter d'avec quel succès – pour la reconstruction, pour la santé...* »⁹⁶, il met sa réputation d'analyste rigoureux en jeu, car ce n'est pas vrai. C'est une chose de saluer les politiques sociales du président Chávez, qui ont plus ou moins réussi, mais c'en est une autre d'affirmer que jamais aucun des gouvernements qui l'ont précédé n'ont pris des mesures en matière d'éducation, de santé ou de logement en faveur des couches les plus pauvres de la population.

Le gouvernement Chávez serait-il un phénomène entièrement nouveau, au moins au Venezuela ? Non, car le populisme a été l'un des traits caractéristiques de nombreux gouvernements en Amérique latine. À cause de sa dépendance si particulière vis-à-vis de l'extraction du pétrole, le Venezuela a connu après 1958 une forme toute spécifique de populisme. Cette dépendance a façonné les relations entre la société, l'État et ses institutions et les mouvements politiques. Comme on le verra plus en détail, la démocratie vénézuélienne a fait reposer ses projets de modernisation sur l'exploitation des hydrocarbures. Elle a pu ainsi obtenir des ressources suffisantes pour créer, à partir de l'État, de vastes réseaux de clientèles et mettre en place des politiques sociales destinées aux couches les plus pauvres.

Ces politiques, qui n'ont pas plus hier qu'aujourd'hui apporté de réponses structurelles à l'étendue de la pauvreté et au manque d'activités qui caractérisent la société vénézuélienne, ont connu un coup d'arrêt en 1983. La dévaluation abrupte du bolivar vis-à-vis du dollar américain – un événement qu'on a appelé l'« été noir » – annonçait une crise économique

96. Diagonalweb, *Venezuela está rompiendo el modelo de EEUU*, 15 mars 2006, deuxième édition.

qui a duré 15 ans. Comme toute crise économique, elle a frappé les pauvres le plus durement, avec le démantèlement des politiques publiques mises en place par les gouvernements précédents. À cause de cette crise, on voit des différences substantielles entre les politiques mises en œuvre entre 1989 et 1999 et celles du gouvernement Chávez ; mais il y a plus de ressemblances que de différences entre ces politiques et celles qui avaient été mises en œuvre entre 1958 et 1988.

L'analyse détaillée de ces politiques sociales dépasse naturellement le cadre de ce livre, et on se limitera à en donner des exemples dans différents domaines. Lisette González et Tito Lacruz, dans *Política social en Venezuela*⁹⁷ (Politique sociale au Venezuela), classent ces politiques en sept catégories : 1. gratuité de l'enseignement pour tous les cycles ; 2. services de santé gratuits ; 3. subventions pour les services de base (essence, eau, électricité, gaz naturel, téléphone, etc.) ; 4. contrôle des prix et réglementation du marché du travail ; 5. subventions pour un grand nombre de produits de consommation, essentiellement l'alimentation ; 6. « filet de sécurité » pour les travailleurs ; 7. subventions pour la construction de logements sociaux en ville et dans les zones rurales.

Selon eux, « on n'a pas accordé suffisamment d'importance à l'impact des politiques sociales sur la transformation de la société vénézuélienne... La politique sociale n'avait pas pour but de créer des conditions favorables à l'activité et à la productivité ; la relation entre l'État et le bénéficiaire se réduisait à une relation de clientèle, une relation paternaliste fondée sur la dépendance... Il ne s'agissait pas tant de rechercher la transformation productive du pays que d'obtenir le soutien politique nécessaire au maintien du système ».

En ce qui concerne l'accès à l'éducation, la constitution démocratique adoptée en 1960 proclamait que tous les Vénézuéliens avaient le droit à l'éducation. L'État avait la responsabilité d'ouvrir des écoles et des services éducatifs et d'assurer leur accès à tous. La proportion des enfants qui reçurent une éducation primaire complète passa de 7 % au milieu des années 1950 à 20 % au début des années 1960, pour atteindre 83 % en 1983

97. Lisette González et Tito Lacruz, *Política social en Venezuela*, Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales, UCAB, 2008.

et 85 % en 1989⁹⁸. De même, le nombre d'étudiants s'accrut fortement pendant cette période. Ils n'étaient que 6 900 en 1950 et 11 000 en 1958, mais déjà 331 000 en 1981, puis 513 000 en 1990 et 770 000 en 2001⁹⁹. La part de l'éducation dans le budget national passa de 18 % en 1965 à 21 % en 1988. Elle avait cependant commencé à baisser en 1983 à cause de la crise économique¹⁰⁰. À l'autre bout de l'échelle, selon les chiffres officiels, le taux d'illettrisme, qui était de 48,8 % de la population en 1950, baissa continuellement, passant à 34,8 % en 1960, 22,9 % en 1971, 14 % en 1981, 9,3 % en 1991 et 6,4 % en 2001¹⁰¹.

On constate une même tendance pour la santé. L'amélioration des conditions sanitaires et l'extension des soins médicaux à la majeure partie du pays entraînent une baisse continue de la mortalité infantile, un indicateur significatif de l'état sanitaire général d'une population. Dans les années 1980, la croissance des services de santé fut au Venezuela l'une des plus fortes de la région ; le nombre de lits d'hôpital par habitant atteignit à cette époque le chiffre de 2,7 pour 1 000¹⁰². Mais le système de santé était orienté vers les soins, et non la prévention, et s'y développaient un secteur public et un secteur privé sans que le secteur public puisse imposer une politique de santé malgré la centralisation étatique¹⁰³. En 1966, une nouvelle loi sur la sécurité sociale étendit la protection sociale à toute la population active, et élargit la gamme des risques couverts pour y inclure les situations de longue durée : l'invalidité, la retraite, la situation des mineurs orphelins. Le système mis en place avait donc deux grandes branches : un service de santé pour les travailleurs couverts par l'assurance et leur famille,

98. Fernando Reimers, *Educación y democracia*, in *Revista latinoamericana de desarrollo educativo*, n° 116.

99. Victor Morales, Eduardo Rubio et Neptali Alvarez, *La educación superior en Venezuela*, IESALC-UNESCO, 2003.

100. Reimers, *op. cit.*

101. González et Lacruz, *op. cit.*

102. Teresa Gamboa Cáceres, *La Salud Pública Venezolana : entre el compromiso social y la economía de mercado*, 2000.

103. Yolanda D'Elia, Tito Lacruz et Thais Maingon, *Los modelos de política social en Venezuela : Universalidad vs. Asistencialismo*, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 2006.

et une caisse de retraite et de prévoyance. Le nombre de bénéficiaires du système passa de 640 000 en 1967 à 2,5 millions en 1989¹⁰⁴.

Dans le domaine de l'habitat, l'État démocratique, en plus d'assurer les services de base, lança un programme de construction de logements sociaux afin de résorber les bidonvilles. Selon les recensements, la part de ceux-ci dans le total des logements est passée de 37,18 % en 1961 à 23,48 % en 1971, 15,78 % en 1981, 12,56 % en 1990 et 9,13 % en 2001. Dans le même temps, la desserte des logements s'améliora : en 1961, seulement 58,16 % d'entre eux disposaient de l'électricité, une proportion qui passa à 76,59 % en 1981 ; pour l'eau courante, la proportion était passée de 46,7 % en 1961 à 68,74 % en 1981¹⁰⁵.

Malgré ces chiffres, que les gouvernements successifs ont utilisés comme preuve des progrès amenés par la démocratie, ni la pauvreté ni les inégalités ne reculèrent de façon durable après 1958. En 1988, un an avant les émeutes de Caracas désignées depuis sous le nom de Caracazo, Juan Carlos Rey, un chercheur, en faisait le constat : « *Les actions des gouvernements successifs... dans des domaines comme l'éducation et la santé, ont été accompagnées de dépenses considérables et ont amené des progrès indéniables. Mais bien qu'ils puissent citer des critères objectifs, des indices qui montrent que sous bien des aspects partiels, et même en général, le bien-être de la population du Venezuela s'est accru, il est certain qu'il y a de nombreux échecs et que le modèle adopté est dirigiste et inégalitaire. Loin d'avoir réduit les inégalités socio-économiques, ce modèle a accru l'écart entre les mieux nantis et les plus démunis.* »¹⁰⁶

Les conséquences du programme d'austérité d'inspiration néolibérale adopté en 1989 par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez furent très sévères : l'inflation dépassa 100 %, et le taux de pauvreté augmenta de 55,1 % en 1990 à 75,6 % in 1996¹⁰⁷. Cette période fut propice à la réappa-

104. González et Lacruz, *op. cit.*

105. Enrique Rodríguez, *Política social actual : una visión desde el gobierno*, in *Balance y perspectivas de la política social en Venezuela*, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 2006.

106. Juan Carlos Rey, *Democracia, desarrollo y redistribución en Venezuela* in *Pensamiento Iberoamericano, Transición y perspectivas de la democracia en Iberoamérica*, n° 14, juillet-décembre 1988.

107. Enrique Rodríguez, *op. cit.*

rition d'un type de dirigeant, charismatique et autoritaire, comme ceux qui avaient prévalu au Venezuela dans la première partie du XX^e siècle.

Les politiques sociales bolivariennes : les missions

Depuis 2003, les politiques sociales mises en œuvre par le gouvernement dans le cadre du processus bolivarien reçoivent le nom de « missions » ; à la fin de 2007, on en comptait 24, dans des domaines comme l'alimentation, la santé, la science et la technologie, le sport, les papiers d'identité, le logement et l'urbanisme et le régime de propriété des terres¹⁰⁸. Il s'agit ici de dresser le bilan des plus importantes d'entre elles, dont fait souvent état la propagande internationale comme preuve des résultats prétendument obtenus par le gouvernement Chávez.

Deux remarques préliminaires : en premier lieu, s'il est vrai que les missions ont eut un effet positif pour les couches les plus pauvres de la société vénézuélienne, particulièrement entre 2004 et 2006, elles n'apportent pas de solution durable aux phénomènes qu'elles sont censées traiter. Dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'éducation en particulier, les missions constituent, nous le verrons, des systèmes parallèles aux systèmes publics existants ; et même en complément de ceux-ci, elles n'ont jamais couvert tout le pays. L'attention et les ressources consacrées aux missions ont contribué à la dégradation des services publics de l'État, qui s'étaient construits sur quarante ans – par exemple le réseau des hôpitaux publics –, et donc à rendre plus difficile la situation de ceux qui en dépendent. On trouve deux raisons à ce recours aux missions : l'une dans ce qu'on appelle la *cultura venezolana de campamento*, (une culture vénézuélienne du campement) selon l'expression du romancier José Ignacio Cabrujas, c'est-à-dire celle de l'opération exceptionnelle, qui va apporter une assistance temporaire, dans un lieu déterminé ; l'autre dans des choix de nature politique, comme lorsque le gouvernement Chávez préfère financer un dispensaire mobile, temporaire, plutôt que le fonctionnement d'un hôpital construit par un gouvernement précédent, pour des raisons de propagande

108. González et Lacruz, *op. cit.*

évidentes. Les missions s'inscrivent dans une tradition vénézuélienne d'approche des problèmes sociaux.

Il faut en second lieu revenir aux origines mêmes des missions ; on se contentera de citer un discours du président Chávez du 12 novembre 2004 : *« Vous devez vous souvenir qu'à la suite du coup d'État [de 2002] et des dégâts qu'il a causés, l'insubordination, la crise économique, et de nos propres erreurs, nous avons eu peur [de perdre le pouvoir]. Un enquêteur international est venu nous voir, sur la recommandation d'un ami, il a passé deux mois ici et il est venu au Palais livrer un message accablant : "M. le Président, si le référendum [pour sa révocation] avait lieu aujourd'hui, vous le perdriez." Ça me fit l'effet d'une bombe, parce qu'on sait bien que beaucoup de gens ne vous disent pas des choses comme ça, ils les tempèrent. Ce n'est pas une bonne chose – "Non, ça va, ça va très bien." C'est à ce moment que nous avons commencé à travailler avec les missions, que nous avons conçu la première [celle de la santé] et que nous avons demandé de l'aide à Fidel. Il m'a dit : "Écoute, voilà mon idée : attaque d'en bas, avec toute la force possible" ; et il m'a dit aussi : "S'il y a une chose où je m'y connais, c'est ça. Tu peux compter sur mon appui total." Et ils [les Cubains] ont commencé à envoyer des docteurs par centaines, un pont aérien, des avions sont arrivés et sont repartis pour le ravitaillement, ici l'économie s'est améliorée, on a organisé les quartiers, les conseils communaux. Ici, à Caracas... [dans les États] de Sucre, de Miranda, dans ces États [où nous étions] en situation difficile. Et nous avons commencé à inventer les missions... Et cette avalanche de gens qui sont venus vers nous... Ce n'est pas de la magie, c'est de la politique, rien de magique, et voyez comme on s'en est sorti. »*¹⁰⁹

Les missions éducatives : Robinson et Ribas

C'est dans le domaine de l'éducation que le gouvernement bolivarien fait montre de ses meilleurs indicateurs. Les missions faisaient suite aux engagements pris lors du Forum social mondial de Dakar de 2000 et dans la Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur de Paris en 1998, engagements qui avaient été repris dans le Plan de développement écono-

109. Marta Hamecker, *Intervenciones del presidente el día 12 de noviembre del 2004*, Aporrea.

mique et social de la nation pour 2001-2007. Découlèrent de ces déclarations le Plan national d'alphabétisation pour 2003-2005, le Lycée bolivarien, l'école technique robinsonnienne et d'autres programmes. Le plan d'alphabétisation, qui n'atteignait pas ses objectifs, fut remplacé en juillet 2003 par le Plan national extraordinaire d'alphabétisation Simón Rodríguez, qu'on connut plus tard sous le nom de mission Robinson, en honneur du pseudonyme utilisé par Simón Rodríguez, qui fut le précepteur, puis le compagnon en Europe de Simón Bolívar. Le but de cette mission est d'éliminer l'illettrisme des enfants comme des adultes dans tout le pays, en améliorant leur capacité à lire. Avec l'assistance de 74 conseillers cubains, il fut mis en œuvre par 50 000 bénévoles¹¹⁰. Mais comme une compréhension minimum de l'écrit ne constituait pas un objectif suffisant, le gouvernement créa en octobre 2003 une mission Robinson II, dont l'objectif était d'amener les participants à ce premier programme au niveau de la fin des études primaires. En mars 2004, le gouvernement créa la Fondation mission Robinson, placée sous la responsabilité du ministère de l'Éducation.

En octobre 2003, le gouvernement créa la Commission présidentielle pour la participation de la population au plan extraordinaire de la mission José Félix Ribas¹¹¹. Cette mission a pour but d'aider jeunes et adultes à terminer leur cycle secondaire pour pouvoir entrer à l'université, pour créer *« des citoyens et des citoyennes ayant l'estime d'eux-mêmes et de leur communauté afin de vivre en démocratie, d'y participer de façon active et responsable selon les idéaux et les concepts boliviariens, avec une vision holistique en harmonie avec l'environnement, pour construire une société de coexistence, de coopération, de solidarité et de justice et, par conséquent, de paix »*¹¹². Dans le principe, cette mission se fixe donc trois objectifs : intégrer la population exclue du système éducatif formel ; faire terminer leurs études secondaires à tous les Vénézuéliens ; démocratiser le système éducatif.

Selon le rapport annuel de PROVEA pour octobre 2004 septembre 2005, le nombre d'établissements d'enseignement s'est accru

110. González et Lacruz, *op. cit.*

111. José Félix Ribas (1775-1815) ; oncle de Simón Bolívar, commandant de troupes indépendantistes, il fut capturé et exécuté par les loyalistes. (Nd)

112. González et Lacruz, *op. cit.*

substantiellement. Alors que l'augmentation en avait été de 8,9 % pour la période 1994-1998, elle a été de 13,5 % pour 1998-2003. Les chiffres officiels démontrent que les résultats en ont été positifs : les inscriptions préscolaires ont augmenté de 4 %, les effectifs de l'enseignement secondaire de 11,2 % et, plus spectaculaire encore, le nombre des élèves ayant suivi neuf années d'enseignement a augmenté de 58 %. Ce succès de la mission Robinson a été tel qu'il a amené l'UNESCO à ajouter en 2005 le Venezuela à la liste des pays « techniquement sans analphabétisme »¹¹³. Dans son rapport de 2008, la Campagne mondiale pour l'éducation, une organisation non gouvernementale, plaçait le Venezuela parmi les meilleurs pays d'Amérique latine en matière d'éducation¹¹⁴.

Au-delà de ces progrès quantitatifs, la qualité de l'enseignement dans le pays reste préoccupante, et certains craignent que le gouvernement national utilise l'enseignement à des fins d'endoctrinement idéologique. En l'absence d'étude rigoureuse, on ne peut que signaler ces préoccupations.

Missions pour l'habitat

Contrastant avec les progrès réalisés par les missions dans le domaine de l'éducation, la politique du gouvernement en matière de logement a connu un échec retentissant. C'est en septembre 2004 qu'il créa la mission logement, renommée plus tard mission habitat. Elle se donne pour objectifs de s'attaquer aux questions d'habitat et de répondre aux problèmes rencontrés par les familles et les collectivités non seulement en termes de construction, mais surtout de développement urbain, en y incluant tous les services essentiels, y compris l'éducation et la santé.

Malgré l'appareil législatif qui régit le logement au Venezuela conformément aux normes internationales, la réalisation matérielle de la politique du logement a été déficiente. Selon le Programme des Nations unies pour les établissements humains (PNUEH), il manque près de trois millions de logements au Venezuela (si on inclut les logements à réhabiliter), un constat

113. PROVEA, *Informe Anual octubre 2004 – septiembre 2005 sobre la Situación de los Derechos Humanos en Venezuela*, 2005.

114. PROVEA, rapport pour 2008, *op. cit.*

qu'accepte le gouvernement¹¹⁵. Le ministère du Logement confirme cette situation, en estimant pour sa part le manque de logements à 2,8 millions au début de 2007 : un million pour les nouvelles familles ; 800 000 pour remplacer des huttes et des bidonvilles ; et encore un million pour remplacer les logements construits sur des pentes abruptes, dans des zones inondables ou dans d'autres zones à haut risque. Ainsi, treize millions de personnes, soit près de la moitié de la population, ne jouissent pas d'un logement décent, et leur nombre augmente d'environ 110 000 familles par an.

Bien qu'au cours des dix ans écoulés le gouvernement ne soit pas parvenu à atteindre ses propres objectifs dans ce domaine, ses porte-parole continuent à parler d'un plan extraordinaire de construction de logements. Le 5 septembre 2008, par exemple, Farruco Sesto, le ministre du Logement de l'époque, affirmait qu'on avait construit plus de logements « *sous le gouvernement du président Hugo Chávez* » que pendant les trente années précédentes¹¹⁶, ce qu'il répéta quelques jours plus tard : « *Les actions du gouvernement en matière de logement ont été meilleures que celles des 25 années précédentes. On peut le démontrer avec des données concrètes, avec des faits.* » Pourtant, l'examen des statistiques fournies par le gouvernement montrent le contraire. Selon les rapports du ministère du Logement, le nombre de logements construits à l'initiative du président Chávez entre 1999 et 2008 s'élève à 241 219, soit une moyenne de l'ordre de 26 000 par an. Dans les années 1990, cette moyenne était de 64 000¹¹⁷.

Il n'y a pas que les organisations de défense des droits de l'homme et les anarchistes qui contestent la politique du logement bolivarienne. Des responsables gouvernementaux reconnaissent la gravité du problème. S'adressant le 11 août 2009 à l'Assemblée nationale, le contrôleur général de la République, Clodosvaldo Russián, aborda les déficiences de la politique du logement : « *En matière de logement, l'État n'est pas parvenu à mettre en place une planification unifiée, à coordonner les réalisations, à assurer l'efficacité des résultats et l'attribution [équitable] aux bénéficiaires. Le plan*

115. Ministerio del Estado para la Vivienda, *Memoria y Cuenta*, 2005.

116. Agencia Bolivariana de Noticias, *Gobierno aplica sólidas estrategias para garantizar viviendas dignas para todos*, septembre 2008.

117. PROVEA, rapport pour 2008, *op. cit.*

national du logement ne reflète pas une approche holistique, structurée de la planification. Cet instrument devrait donner une vue suffisamment complète des besoins réels de logement ainsi que des programmes en cours pour que les organisations nationales, régionales, locales et communautaires qui les exécutent puissent non seulement le faire efficacement, mais aussi de façon coordonnée afin d'éviter la duplication, les actions inutiles, le gaspillage des ressources et la corruption. »¹¹⁸

Le contrôleur général ne niait donc pas la corruption dans ce domaine ; il y voyait une tare héritée des gouvernements précédents qui persistait sous le régime du président Chávez :

« Ça se répète : non-respect des règles d'appel d'offres et de mise en concurrence, parfois sous le prétexte de l'urgence décrétée par les autorités (les gouverneurs). Non seulement ces pratiques des responsables sont illégales et peuvent être sanctionnées, mais elles ne remplissent pas les obligations qui s'imposent dans ces processus : attribuer les contrats sur la base de la capacité technique et financière et de l'expérience des entreprises et de prix de marché justes et raisonnables. De même, le suivi et le contrôle de l'exécution des projets sont insuffisants, ce qui explique leur interruption fréquente, les retards de livraison, les pénalités non appliquées, la restitution tardive ou l'absence de restitution des fonds inutilisés. Les mécanismes de contrôle actuels ne garantissent pas que des logements ne seront pas attribués à des gens qui n'en ont pas besoin ou à des gens qui auront illégalement bénéficié de décisions d'attribution. Les projets et les propositions ne font pas en général l'objet d'études techniques préalables, vérifiables, ce qui aboutit à des pertes de temps et de ressources – et des frustrations – pour la population. »

Mission nutrition

La « grève du pétrole » et des autres secteurs qui paralysa le pays à la fin de 2002 mit en évidence la fragilité des circuits d'approvisionnement en produits alimentaires. Pour cette raison, le gouvernement lança en mars 2003 un plan exceptionnel de développement économique et social avec pour but de garantir de façon permanente les approvisionnements en aliments de base et en produits associés, avec recours, en cas de pénurie, aux

118. Discurso del Contralor, *Informe de gestión 2008*, août 2009.

importations. En avril, il créa le Mercal, un organisme de commercialisation de l'alimentation et d'autres produits de première nécessité. On trouve ses produits dans différents magasins : les mercafitos, « petits Mercal », et les Mercal Bodegas, des entrepôts, des magasins itinérants, et d'autres formats de magasin « Mercal », dont des marchés en plein air. Mais le gouvernement lui a créé en janvier 2008 un concurrent, PDVAL, producteur et distributeur d'alimentation, une filiale de PDVSA, la société pétrolière nationale¹¹⁹, dont l'expansion a mis à mal le circuit de distribution de Mercal.

En 2004 et 2005, Mercal a ouvert des dizaines de magasins d'alimentation où les prix étaient subventionnés par le gouvernement, ce qui a efficacement accru le pouvoir d'achat des familles pauvres ; en septembre 2008, on pouvait constater que sur la période la consommation alimentaire avait augmenté de 16 %¹²⁰. La logistique de ce réseau de distribution restait cependant problématique : les clients de Mercal devaient souvent faire la queue pendant des heures. Les marchés en plein air restaient provisoires, rappelant qu'il s'agissait davantage d'un acte de charité du gouvernement que d'un moyen de garantir à la population un accès permanent à l'alimentation.

En fait, la mise en place de réseaux de distribution de produits alimentaires à des prix subventionnés n'est pas une innovation du gouvernement Chávez. Depuis 1958, d'autres gouvernements en avaient créé dans la même intention, comme par exemple Carlos Andrés Pérez en 1989, avec la Corporación de Abastecimiento y Servicios Agrícolas (CASA, société d'approvisionnement et de services agricoles) une société publique de distribution des aliments de base et d'aide aux agriculteurs. À son tour, Rafael Caldera, le prédécesseur immédiat de Chávez, lança en 1996 un Programme des aliments stratégiques (PROAL, Programa de Alimentos Estratégicos)¹²¹.

Le 2 juillet 2009, lors d'une rencontre syndicale nationale des travailleurs de Mercal, ceux-ci rédigèrent un document dénonçant le déclin de la

119. Ministerio del Poder Popular para la Comunicación e Información, *Nace PDVAL como instrumento para la batalla por la soberanía alimentaria*, janvier 2008.

120. PROVEA, rapport 2008, *op. cit.*

121. González et Lacruz, *op. cit.*

mission Mercal : « *La mission alimentaire ne remplit pas les objectifs qui lui ont été assignés dans le plan national Simón Bolívar. Au niveau national, le nombre d'habitants fréquentant les Mercas est passé de 13 à 9 millions. Les Mercas de type 1 sont en train d'être fermés, les Mercalitos suivent le même chemin, avec des réparations interminables que personne ne comprend dans les centres d'approvisionnement et des ruptures d'approvisionnement des produits de base. Nous n'avons pas le goût de critiquer pour critiquer, mais nous sommes préoccupés par le tour que prend la politique alimentaire dans le pays.* »¹²² Les conditions de travail de Mercal laissaient aussi à désirer : « *Les conditions d'hygiène et de sécurité sont préoccupantes. Beaucoup de salariés souffrent de maladies d'origine professionnelle : des hernies, des vaginites en raison du manque d'assainissement, des déviations de la colonne vertébrale, des déplacements de disques, des syndromes du tunnel carpien, etc. C'est la conséquence de négligences et du manque d'entretien préventif... et le résultat, ce sont les mauvais traitements et l'humiliation, y compris des invitations à démissionner pour tous ceux, nombreux, qui doivent demander des congés de maladie à l'IVSS [la sécurité sociale] : tout ça provoque du mécontentement dans la masse des travailleurs. Mercal nous dit qu'elle n'a pas les ressources pour [appliquer] la Convention collective rédigée par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale en 2005.* » De fait, les travailleurs de Mercal ne bénéficiaient plus de cette convention depuis quatre ans. Le document se terminait en faisant référence à divers privilèges octroyés à la haute direction de Mercal.

Dans son rapport à l'Assemblée nationale déjà cité, le contrôleur général de la République a donné son opinion sur les difficultés rencontrées par la mission pour l'alimentation. Pour lui, paresse et bureaucratie avaient empêché que soient atteints les buts du gouvernement en matière d'alimentation de la population¹²³. Analysant l'activité de Mercal au cours des quelques années précédentes, le Contrôleur général tirait la conclusion que, pour le lait, les volailles et le sucre, la production, l'importation et la distribution avaient été insuffisantes pour satisfaire la demande. Parmi les causes de cette incapacité figuraient les retards dans l'exécution de la plupart des

122. Sindicato Único Nacional de Trabajadores Bolivarianos de Mercal, *Conclusiones del encuentro nacional sindical de trabajadores de Mercal*, Aporrea, juillet 2009.

123. Discurso del Contralor, *Informe de gestión 2008*, op. cit.

projets dont les sociétés nationales, en particulier la Corporación Venezolana Agraria Lácteos pour les produits laitiers et la CVA Azúcar pour le sucre, avaient la charge.

Autres sources de difficultés : l'entretien déficient des entrepôts d'alimentation, et ce qu'il qualifia de « paresse » dans la gestion de la chaîne du froid pour les produits frais. Dans les centres d'approvisionnement et les transports, il avait identifié un mauvais respect des règles d'hygiène et de sécurité, l'absence d'une comptabilité rigoureuse des entrées et des sorties, un manque de supervision et de planification des achats et de la gestion des stocks, ainsi qu'une capacité de stockage insuffisante. On trouvait dans les entrepôts des produits alimentaires à différents stades de décomposition, des emballages oxydés ou endommagés, des stocks excédentaires de marchandises achetées de façon improvisée, commē les produits traditionnels de Noël. Les centres d'approvisionnement et les magasins Mercal de type I manquaient d'éclairage et de ventilation. Lors de ses visites, on y avait trouvé de l'amiante dans les plafonds. On voyait des fissures dans les murs, les plafonds et les planchers, certains n'étaient pas étanches, l'écoulement des eaux était défectueux. Dans les bâtiments inspectés, aucune fenêtre n'avait de moustiquaire. Les systèmes de réfrigération n'étaient pas en meilleur état ; certains ne parvenaient pas à maintenir la température requise, d'autres ne fonctionnaient pas du tout. Certaines armoires réfrigérées étaient endommagées, ou des joints défectueux y causaient une condensation élevée. Dans certains centres, il n'y avait pas de réfrigération du tout. Quant à l'hygiène et à la sécurité, le contrôleur général constata que ni les centres ni le personnel n'avaient de permis sanitaires ; les centres locaux n'avaient ni détecteurs de fumée, ni sprinklers.

Mission Barrio Adentro : la santé dans les quartiers

Cette mission est pour le gouvernement l'une des plus significatives, et c'est celle qui a pris le plus d'importance. Son objectif est d'assurer l'accès aux soins à ceux qui sont exclus du système de santé conventionnel. En théorie, cet objectif doit être atteint grâce à un système de santé intégré : du personnel médical habitant dans les quartiers où ils travaillent, des dispensaires et la transformation des hôpitaux publics en « hôpitaux populaires ».

En mai 2006, Barrio Adentro (« vers l'intérieur du quartier ») employait 13 000 médecins cubains et 1 247 médecins vénézuéliens, 3 602 dentistes cubains et 1 103 dentistes vénézuéliens, et 2 596 infirmiers vénézuéliens. Les médecins vénézuéliens étaient payés un million de bolivars, (environ 450 dollars), les médecins cubains 400 000 bolivars, et les infirmiers 250 000 bolivars. Ni les uns ni les autres n'avaient de contrat avec le ministère de la Santé¹²⁴.

En septembre 2005, selon PROVEA, la mission avait relevé ses objectifs pour assurer une couverture universelle des soins primaires. Elle projetait d'ouvrir 8 573 centres de niveau I, et des centres dits de niveau II, 30 pour le diagnostic et 30 pour la rééducation. Dans son rapport, cette organisation se disait préoccupée des déséquilibres dans la couverture de la population. On trouvait comme extrêmes l'État de Táchira, avec un médecin pour 24 667 habitants, et le district de Caracas, avec un médecin pour 1 780 habitants¹²⁵. La mission commença à s'essouffler en 2007 ; elle ne put atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés. Sur les 8 573 centres prévus, 4 618 seulement avaient été ouverts.

PROVEA avait remarqué que coexistaient deux systèmes de santé : le système traditionnel, avec ses soins ambulatoires et ses hôpitaux, et Barrio Adentro. Il ne s'agissait pas seulement « d'un parallélisme institutionnel, mais aussi d'un système de financement parallèle qui favorisait Barrio Adentro. Il en résulte un système de soins fragmenté, désarticulé, dont les problèmes structurels n'ont pas été traités et qui nuit à la garantie d'accès universel ainsi qu'à la qualité des services fournis par le système traditionnel »¹²⁶.

Dans la pratique, la population pouvait se rendre au dispensaire local pour une migraine, un bras cassé ou des maux d'estomac. Mais pour des maladies plus graves, des opérations plus complexes, pour les accouchements, elle devait se rendre dans les hôpitaux, sous-financés et en sous-effectifs. Au cours de ces dix dernières années, par exemple, nombre de femmes pauvres ont dû accoucher dans des conditions inhumaines, et des bébés sont morts faute de soins médicaux, une situation aiguë qui a fait

124. González et Lacruz, *op. cit.*

125. PROVEA, rapport pour 2005, *op. cit.*

126. PROVEA, rapport pour 2007, *op. cit.*

l'objet en 2009 d'une campagne de protestation. Nombre de femmes meurent aussi à la suite d'avortements clandestins. D'après les données fournies par Alba Carosio, la directrice du Centre d'études sur les femmes de l'Université centrale du Venezuela, 16 % des grossesses donnent lieu à des avortements clandestins. Pour Asia Villegas, un médecin qui a occupé diverses fonctions au ministère de la Santé sous le gouvernement Chávez, « *il faut lever le voile d'hypocrisie qui recouvre le tabou de l'avortement. Celles qui peuvent se le permettre avortent dans de bonnes conditions ; les pauvres n'ont pas accès à ce service, et nombreuses sont celles qui meurent à la suite d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses* »¹²⁷. On estime qu'environ 150 femmes sont admises chaque jour dans les hôpitaux à la suite d'avortements spontanés ou ratés, sans compter celles qui se présentent dans les cliniques privées.

Selon Marino Alvarado, le coordinateur général de PROVEA, « *si on lit les documents sur les questions de santé, leur contenu est bon : ils disent que l'accès à la santé doit être gratuit ; qu'il s'agit d'une responsabilité de l'État ; qu'il faut mettre l'accent sur les soins de premier niveau et la prévention plutôt que sur les traitements tardifs. La difficulté réside dans la mise en œuvre de ces politiques. Il n'y a aucune vision, ni à court terme, ni à moyen ou long terme. Tout se fait dans l'improvisation. S'il y a un domaine dans le quel le gouvernement pouvait agir, compte tenu des ressources dont il dispose et de son contrôle sur les institutions existantes, c'est bien la santé... Ce n'est pas que la santé soit en crise sous le gouvernement Chávez : elle était déjà en recul sous le président Caldera, et bien avant lui. Mais quand on parle de « révolution », ça implique une transformation de la réalité. Et l'importance accordée à la santé publique est l'une de ces réalités qui doit être transformée, car elle est directement liée à la qualité de vie de la population. Là, la "révolution" a été un échec patent. Par rapport à l'époque de Caldera, rien n'a fondamentalement changé* »¹²⁸. Après avoir rappelé que PROVEA a soutenu la mise en œuvre de Barrio Adentro dès son origine, il en indique les insuffisances : « *À une époque où le pays est extrêmement divisé, nous disons que la natio-*

127. Jorge González, *Las pobres no tienen acceso al aborto seguro*, Últimas Noticias, 1^{er} août 2009, p. 8.

128. Entretien avec Marino Alvarado : *La revolución bolivariana ha tenido un gran fracaso en sector salud*, El Libertario, n° 53, mai-juin 2008.

nalité des médecins nous est indifférente ; ce qui compte, c'est qu'ils soient là où vit la population pauvre. Mais Barrio Adentro, c'est aussi l'improvisation et la manipulation du programme à des fins de propagande politique. Le gouvernement avait promis de construire des milliers de dispensaires dans le pays, mais il n'en a réalisé que la moitié. De plus, ils se sont détériorés au cours de l'année passée. Et avant de consolider cette phase, de construire les dispensaires et de s'assurer qu'ils fonctionnent correctement, il a créé les centres de type II, des centres de diagnostic, qui fonctionnent bien. Mais alors que le premier niveau n'est pas consolidé, il en est déjà au deuxième, à grand renfort de propagande, alors qu'il n'en existe encore que très peu dans le pays. Quand les responsables gouvernementaux passent à la radio, à la télévision ou dans d'autres médias, ils donnent l'impression que nous avons un système de santé qui apporte une gamme complète de services à toute la population, ce qui n'est pas vrai. En outre, une bonne partie de ces services se trouve à Caracas. Il faut cependant souligner ce qui est positif dans la politique du gouvernement, c'est la gratuité des soins. Tous ces services sont gratuits, ce qui donne au public l'accès à des soins et à des examens dont le coût dans le secteur privé est prohibitif. Pour nous, ce qui pose problème, c'est sa couverture géographique limitée. »

Dans son rapport 2007-2008, PROVEA analyse les politiques de santé des dix dernières années au Venezuela. On y voit que le déploiement de Barrio Adentro a non seulement ralenti, mais même reculé. Le nombre de médecins cubains a été ramené de 13 000 à 8 500. Des dispensaires ont fermé, tandis que d'autres ont manqué de fournitures médicales ou de produits de nettoyage¹²⁹. Le président Chávez l'a d'ailleurs admis dans un discours à l'Assemblée nationale, le 25 juillet 2009, à l'occasion du dixième anniversaire de l'élection des membres de l'Assemblée constituante : « *La mission Barrio Adentro... je l'admets... n'a plus l'efficacité qu'elle avait toujours eue. Nous étudions ce sujet, ses raisons, ses causes...* »

Symptôme des faiblesses de Barrio Adentro : aucun responsable gouvernemental n'utilise ses services. Par exemple, lorsqu'en août 2006 Jorge Rodríguez, un ancien directeur de la Commission nationale électorale, a eu un accident de voiture, il décida de se faire soigner non pas dans un centre de diagnostic et un centre de rééducation de Barrio Adentro, mais dans une

129. PROVEA, rapport 2008, *op. cit.*

clinique privée¹³⁰. Pourtant, faisant campagne pour la mairie de Caracas, Rodríguez déclarait que *« la garantie de l'accès aux soins pour tous les Vénézuéliens est l'un des acquis éthiques et moraux de la révolution bolivarienne et nous devons le défendre avec nos votes. Barrio Adentro est une réussite que nous devons défendre en votant pour les candidats de Chávez, pour les candidats du PSUV¹³¹. »*

Hôpitaux publics : un témoignage du terrain

Johan Rivas, ce militant qui nous a parlé du statut précaire de nombre de travailleurs de la santé, travaille au complexe hospitalier José Ignacio Baldó, familièrement appelé El Algodonal (« le champ de coton »). Cet hôpital a été construit en 1940 et a acquis une réputation à l'échelle du continent pour son traitement de la tuberculose et des maladies respiratoires. Il perçoit de façon aiguë les contradictions de cette politique : *« Nous travaillons dans un contexte de révolution, de démocratie participative, etc., mais les problèmes du passé nous plombent, en fait, ils s'aggravent. Le service rendu à la population n'est pas idéal, et il est précaire. La polarisation est telle que le gouvernement politise toutes ses actions dans le domaine de la santé. Comme le système « de santé » traditionnel est un refuge pour l'opposition politique – la plupart de ses managers sont liés aux partis d'opposition –, le gouvernement a créé son propre système, Barrio Adentro. C'est vrai qu'au début il a eu un grand impact social, qui a aussi beaucoup touché le système traditionnel. »* En effet, le gouvernement a consacré en priorité ses ressources à Barrio Adentro, au détriment du secteur traditionnel : *« Le système de santé traditionnel s'est effondré depuis Barrio Adentro. Mais maintenant, Barrio Adentro ne couvre plus autant la population qu'au début, et beaucoup de gens reviennent vers le système traditionnel, qui n'a pas la capacité de faire face. Et ça a créé une crise profonde. Ce qui était vraiment nouveau, dans Barrio Adentro, c'était l'intention de l'ouvrir à la population. Mais il a la même structure bureaucratique que le système traditionnel, un système construit d'en haut, sans véritable participation de ceux d'en bas. La population donne un avis,*

130. Jorge Rodríguez demandará a clínica Ávila, Últimas Noticias, 8 août 2006.

131. Barrio Adentro es un logro de la revolución que hay que defender con el voto, novembre 2008.

elle ne décide pas, les travailleurs n'ont rien à dire, et les politiques de santé sont dictées par les sièges du pouvoir, pas adaptées aux réalités concrètes de chaque localité. Tout ça a abouti à un effondrement gigantesque que je constate aujourd'hui ici, à El Algodonal, qui ne fonctionne plus qu'à environ 30 pour cent de sa capacité. Des services qui ont une grande importance pour la collectivité, comme ceux de la tuberculose et des maladies respiratoires, se sont dégradés. Il en résulte un climat de démotivation chez les travailleurs de l'hôpital, et des gens de talent sont partis. Et, côté politique, l'hôpital continue à être dirigé selon les vieilles politiques, même si ses instructions sont formulées avec le langage de la révolution. Les pratiques de l'hôpital restent aberrantes, comme elles l'ont toujours été : le clientélisme, la bureaucratie, la corruption. »

Dans le contexte général d'accroissement de la flexibilité, quelle était la situation des salariés de l'hôpital en contrat à durée indéterminée ? *« Elle n'est pas bonne. Il faut reconnaître qu'il y a eu ces dernières années des améliorations des conditions socioéconomiques, mais juste des miettes. Les ouvriers du domaine de la santé travaillent depuis 15 ans sans convention collective ; pour les employés, ça fait cinq ans. Le gouvernement n'a pas de politique pour améliorer la qualité de vie des travailleurs de la santé. Ce qu'il a fait, c'est de passer quelques accords sur les normes de travail avec des syndicats qui le soutiennent. Ça n'a pas amélioré le niveau de professionnalisme. Ceux dont la capacité professionnelle a progressé le doivent plus à eux-mêmes qu'à l'aide de l'État. De plus, les conditions de travail sont abominables. Si l'Institut national de prévention venait faire une inspection, techniquement l'hôpital devrait fermer. »*

À cause de son âge, le parcours politique de Rivas s'est déroulé dans le mouvement bolivarien ; il a cependant pu faire l'inventaire des pratiques du passé qui survivent sous le gouvernement de Chávez : *« D'abord, le culte de la personnalité, qui fait partie de la politique au Venezuela. Avec ce caudillismo, [ce culte de l'homme fort], tout s'organise autour d'un chef. Il nous paraît que c'est contradictoire avec les principes du socialisme, et que ça ressemble beaucoup à la politique du passé. Et on retrouve celle-ci dans la bureaucratie, dans la corruption, dans les pratiques de clientélisme qui continuent et qui n'ont pas permis un changement fondamental des structures de l'État. Ensuite, il y a le Parti, tout repose sur le Parti. Dans le passé, si vous ne souteniez pas AD ou le COPEI, vous ne pouviez pas bénéficier des prestations de l'État. Aujourd'hui, c'est presque pareil. Si vous ne soutenez pas le PSUV, ou l'appareil politique de Chávez, vous n'avez*

VENEZUELA : RÉVOLUTION OU SPECTACLE ?

pratiquement pas accès aux services publics. Et pour nous, c'est contraire aux principes du socialisme ; ça contredit ce qu'on peut espérer d'une révolution... Il n'y a pas de véritable participation [aux décisions], qui sont bureaucratiques, prises à l'aide d'éléments qui sont supposés venir de la base, mais qui finissent par être manipulés par des éléments centralistes qui sont liés aux dirigeants des partis politiques. Dans ce cas, la participation est un leurre, car le peuple donne son avis mais ne décide pas. »

À cause de leurs critiques, Johan Rivas et le CSR, auquel il appartient, ont été qualifiés des dizaines de fois de « contre-révolutionnaires » et d'« alliés de l'impérialisme » par différentes composantes du mouvement bolivarien. Ce qui est au cœur de leur critique, ce sont les obstacles sur le chemin des mouvements sociaux autonomes, qu'on abordera dans la troisième partie de ce livre.

DEUXIÈME PARTIE
L'« EXCRÉMENT DU DIABLE »

Selon son rapport annuel pour 2009, PDVSA se classe cinquième dans le monde parmi les sociétés pétrolières pour les réserves prouvées de pétrole et sixième pour les réserves de gaz naturel ; sixième pour la production de pétrole ; quatrième pour la capacité de raffinage et huitième en chiffre d'affaires¹³².

Le Venezuela se lança dans l'extraction du pétrole pratiquement dès l'aube de cette industrie. Une *Compañía Nacional Minera Petrolera del Táchira* fut créée dans l'État de Táchira en 1878, seulement vingt ans après que Drake eut foré le premier puits de pétrole en Pennsylvanie. Son propriétaire, Manuel Pulido, obtint du gouvernement régional une concession pour l'exploration et l'extraction du pétrole du champ d'Alquitrana, à proximité de la frontière colombienne. Cette entreprise pionnière était cependant d'une envergure limitée. Sa petite raffinerie produisait du kérosène, utilisé régionalement en remplacement du bois pour faire la cuisine et aussi de l'huile de baleine pour l'éclairage. Les familles associées dans cette affaire se rendirent plus tard en Pennsylvanie pour y étudier les méthodes d'extraction et de raffinage. Elles y achetèrent des matériels plus évolués qu'elles firent transporter par mer jusqu'au port de Maracaibo ; de là, elles firent le long trajet de retour jusqu'aux champs pétrolifères avec des convois de mules¹³³.

C'est en 1893 que des étrangers commencèrent à participer à l'exploitation des hydrocarbures et des ressources similaires, quand R.H. Hamilton et J.A. Phillips obtinrent une concession d'asphalte à l'autre bout du pays, à Guanoco, dans l'État de Sucre. Cette concession fut transférée à la Bermudez Company, dont le siège était aux États-Unis ; celle-ci se trouva en conflit avec le gouvernement de Cipriano Castro, au point de financer et d'armer contre lui un mouvement insurrectionnel appelé « Révolution libératrice » qui fut vaincu en 1902 à la bataille de La Victoria. C'est

132. *Petroleum Intelligence Weekly* de novembre 2009, cité par PDVSA.

133. Guillermo Rodríguez Eraso, *Evolución de la industria petrolera en Venezuela*, in *Sembrando el petróleo : 100 años de historia*, Fundación Venezuela Positiva, 2001.

pourtant le gouvernement de Castro qui commença à octroyer des concessions à des entreprises étrangères, une politique que poursuivit son successeur, Juan Vicente Gómez, de 1908 à 1935. Au cours des trois premières décennies du XX^e siècle, environ 30 millions d'hectares firent ainsi l'objet de concessions – soit près d'un tiers du territoire national!¹³⁴ En moyenne, Gomez attribua 327 concessions par an au cours de ses 27 années au pouvoir¹³⁵.

C'est la découverte de Zumaque I, un champ de pétrole considérable, non loin de Mene Grande, dans l'État de Zulia, près de la rive orientale du lac Maracaibo, qui provoqua cette fringale de concessions. Le déclenchement de la Première guerre mondiale retarda cependant de plusieurs années l'essor attendu de l'industrie pétrolière, qui survint vraiment en 1922 avec le forage du puits *Los Barrosos 2* (Les boueux 2) près de Cabimas, toujours dans l'État de Zulia. Pendant ses premiers dix jours, ce puits fit la démonstration de son potentiel en faisant jaillir un geyser de pétrole dans les airs ; on estime que la hauteur du jet atteignait les 100 mètres, et qu'on pouvait le voir à 20 kilomètres de là. À partir de la découverte de Mene Grande, l'activité pétrolière crut en importance au point d'atteindre 15 ans plus tard une production de 375 000 barils de pétrole par jour, faisant du Venezuela le deuxième producteur mondial, derrière les États-Unis¹³⁶.

Un peu d'histoire : après la guerre d'indépendance contre l'Espagne, qui prit fin en 1826, quatre ans avant la mort de Bolívar, le Venezuela connut une période de grandes difficultés politiques et économiques. Il dépendait essentiellement de l'exportation de produits agricoles, en premier lieu du café et du cacao. En 1920, le revenu par tête n'était que de 250 dollars américains de l'époque, la population n'atteignait pas trois millions d'habitants, dont les trois quarts habitaient dans les zones rurales ; le taux d'analphabétisme était de 70 % ; la population était victime de la malaria, de la tuberculose et d'autres maladies infectieuses. L'économiste Maza Zavala considère que c'est en 1927, la première année où le Venezuela exporta plus de pétrole et de

134. Domingo F. Maza Zavala, *Lo bueno y lo malo del petróleo en el siglo XX*, in *ibid.*

135. Guillermo Rodríguez Eraso, *op. cit.*

136. Domingo F. Maza Zavala, *op. cit.*

produits miniers que de produits agricoles, que le pays est entré dans « l'ère du pétrole »¹³⁷.

Entre 1830 et l'arrivée au pouvoir de Juan Vicente Gómez en 1908, la situation politique, très instable, a été caractérisée par des luttes féroces pour le pouvoir entre des caudillos, des chefs régionaux disposant de leurs propres troupes. Cette période de 78 ans vit se succéder 34 gouvernements, soit en moyenne un tous les deux ans et quatre mois¹³⁸.

À cette époque, au Venezuela, le développement de l'industrie pétrolière n'était nullement intégré dans l'économie nationale. C'était une sorte d'enclave, entre les mains d'intérêts étrangers qui l'exploitaient pour leur seul profit, un îlot techniquement avancé dans une zone rurale totalement dépourvue d'infrastructures.

137. *Ibid.*

138. Raúl Sosa Rodríguez, *Los hechos demuestran las dificultades de la sociedad venezolana de regresar a la austeridad y comprender que la bonanza en los últimos decenios depende de factores extremos incidentales*, in *Sembrando el petróleo : 100 años de historia*, op. cit.

Chapitre V

Un pays transformé par le pétrole

La manne de l'or noir a transformé la société vénézuélienne. Le changement d'activité des entreprises locales en est l'illustration. Avant l'exploitation du pétrole, elles tiraient leur richesse essentiellement de l'exportation des produits agricoles. Avec le pétrole, elles se sont tournées vers la distribution de produits importés, quand jusque-là elles avaient surtout vendu des produits locaux.

Le système financier aussi se transforma. Les banques, qu'elles soient détenues par des capitaux locaux ou étrangers, se tournèrent vers le financement d'activités commerciales telles que la construction et les services dans les centres urbains.

L'exploitation des ressources pétrolières suscita la migration des travailleurs agricoles, par exemple des régions de Táchira, Mérida, Trujillo, Falcón, Nueva Esparta et de Delta Amacuro, vers l'État de Zulia où ils espéraient trouver du travail dans les champs pétrolifères. Pour l'historien Ramón J. Velásquez, la migration remplaça la guerre civile comme facteur du changement : « *Les paysans en vinrent à apprécier la valeur d'un salaire : de l'éclairage électrique la nuit, des bottes pour protéger leurs pieds calleux jusqu'alors habitués aux sandales, des médecins à la place des guérisseurs, des chamans et des remèdes religieux miraculeux. Les nouvelles de ces changements parvinrent dans les villages et dans les champs avec les lettres de ceux qui avaient déjà migré, et qui enflammaient l'imagination de leurs frères et de leurs amis, qui allaient eux aussi quitter leur terroir natal. C'est ainsi qu'a commencé le dépeuplement des campagnes.* »¹³⁹ Cette transformation, lente mais profonde, a servi d'arrière-plan à bon nombre des meilleurs romans vénézuéliens, comme *Sobre la misma tierra* (Sur la même terre), de Rómulo Gallegos (1943) ; *Mené*, de Ramón Díaz Sánchez (1936) ; *Casas Muertas* (Maisons mortes) et *Oficina*

139. Ramón J. Velásquez, en préface de *Pobreza, reto del siglo XXI* d'Heraclio Atencio, Alafadil Editores, 1996.

n° 1 (Bureau numéro 1) de Miguel Otero Silva (1955 et 1961).

Casas Muertas raconte l'histoire du village d'Ortiz, un symbole de la campagne rurale au XIX^e siècle, une campagne dévastée par les guerres civiles déclenchées par les chefs régionaux, et dont la population était décimée par les épidémies. Les derniers survivants de ces horreurs quittèrent les rues poussiéreuses d'Ortiz pour ce qu'ils pensaient être le salut : les champs de pétrole. « *Un sang vigoureux et noir qui jaillissait des savanes, loin des villages en ruines qu'ils traversaient, loin du bétail famélique et des semailles misérables. Le pétrole, c'était le hurlement cinglant des machines, de quoi faire bouillir la marmite, de l'argent, de l'alcool – une autre vie. Certains migrèrent par espérance, d'autres par cupidité, la plupart par nécessité.* »¹⁴⁰

Si nous avons voulu rappeler brièvement cette transition du Venezuela d'une économie agricole à une économie pétrolière, c'est qu'elle s'est accompagnée de changements multiples dans la société, clés de la compréhension des spécificités du Venezuela d'aujourd'hui et de ce qui le différencie des autres pays d'Amérique latine.

« Semer le pétrole »

Dès son origine, l'industrie pétrolière vénézuélienne a eu un caractère mondial, avec pour principaux acteurs les propriétaires de la ressource, les investisseurs qui l'exploitent et les consommateurs qui l'utilisent. Les propriétaires exigent une juste rémunération pour l'exploitation d'une ressource non renouvelable ; les investisseurs cherchent à retirer un profit de leurs investissements ; et les consommateurs comptent sur la sécurité des approvisionnements, à des prix raisonnables et stables. L'histoire du pétrole vénézuélien est faite des tensions entre ces trois acteurs, et particulièrement entre les deux premiers.

Quelques personnages-clés ont marqué cette histoire jusqu'à 1975, année où l'industrie pétrolière a été nationalisée. Le premier est Gumersindo Torres (1875-1947), nommé ministre à deux reprises par Juan Vicente Gómez et auteur de la première loi sur les hydrocarbures, qui visait

140. Miguel Otero Silva, *Casas Muertas*, Los Libros de *El Nacional*, 2008.

à en tirer le maximum de revenus pour l'État vénézuélien. Elle incluait un recueil de normes et de procédures couvrant tout le cycle, de l'exploration à la mesure du pétrole dans les cuves, en passant par le forage de puits, avec pour objectif de préserver cette ressource non renouvelable ; elle sera le fondement de ce qui deviendra plus tard le ministère des Mines et des Hydrocarbures. Les bénéficiaires des concessions pétrolières s'opposèrent aux actions de Torres, qu'ils qualifiaient d'« anticonstitutionnelles, d'irréalistes et d'interventionnistes ». Ils demandèrent que le gouvernement abroge cette loi, et ils exercèrent de telles pressions qu'ils obtinrent satisfaction.

Des années plus tard, l'avocat Juan Pablo Pérez Alfonzo, alors ministre des Travaux publics à l'époque de ce qu'on a appelé le triennat d'Action démocratique (1945-1947), voulut mettre un terme aux concessions, car il considérait les firmes multinationales comme « arbitraires, léonines et voraces ». Il fit une série de propositions : que les impôts sur ces firmes soient aussi élevés que possible ; que le Venezuela soit présent sur le marché mondial directement, en toute indépendance, sans intermédiaires ; qu'un réseau de raffineries et de stations-service soit mis en place par l'État, pour assurer le traitement industriel et la commercialisation du pétrole ; que le gaz naturel soit utilisé en créant une vaste industrie pétrochimique nationale ; enfin, que se forme un cartel des pays producteurs de pétrole. On considère de ce fait Pérez Alfonzo comme le père de l'OPEP, fondée le 14 septembre 1960. Bien avant, en 1947, Pérez Alfonzo avait fait augmenter l'imposition des ressources énergétiques pour atteindre « fifty-fifty » : le taux d'imposition était désormais de 50 % du résultat brut. En 1963, il quitta les affaires publiques, mais il continua à étudier et à faire connaître les effets néfastes pour le Venezuela de sa dépendance envers les exportations de pétrole, qu'il appelait l'« excrément du diable ».

L'écrivain Arturo Uslar Pietri (1906-2001) ne partageait pas l'opinion de Pérez Alfonzo. Uslar pensait au contraire que le Venezuela devait se servir des technologies, des compétences et des capacités financières des multinationales du pétrole pour développer le pays¹⁴¹. Il s'opposait donc à ceux qui envisageaient la nationalisation et le contrôle complet de l'industrie pétrolière par l'État.

141. Heraclio Atencio Bello, *Introito*, in *Sembrando el petróleo : 100 años de historia*, op. cit.

Mais si Pérez Alfonzo et Uslar Pietri s'opposaient sur la maîtrise des ressources pétrolières du Venezuela, ils étaient cependant d'accord sur la façon dont il fallait utiliser les revenus qui en étaient tirés. Selon l'expression d'Uslar Pietri, il « *était nécessaire d'investir les richesses produites par le processus destructif de l'extraction pour créer des richesses agricoles : "semmer le pétrole"* »¹⁴². Pour Miguel Ángel Burelli Rivas, l'un des nombreux partisans de l'approche d'Uslar Pietri, « *semmer le pétrole* » signifiait « *construire des écoles, des magasins, des usines, des routes, des dispensaires où c'est nécessaire et surtout, dès le début, dès maintenant, acquérir une mentalité pour l'après-pétrole. N'acceptons pas qu'une mentalité d'entretien s'empare de l'esprit profond de la Nation, car nous verrions alors qu'une société habituée au travail commencerait à se contenter de l'administration de la richesse publique par le gouvernement, avec son cortège d'incompétence, de lenteur et de malhonnêteté* ». ¹⁴³

L'histoire du modèle nationaliste bolivarien

S'il est davantage connu pour ses romans et ses recueils de nouvelles, comme *Las lanzas coloradas* (Les lances rouges) (1931), *El camino del Dorado* (Le chemin de l'Eldorado) (1947) et *Oficio de difuntos* (Le bureau des morts) (1976), ses apparitions dans des séries de télévision comme *Valores Humanos* (Les valeurs humaines) et *Cuéntame a Venezuela* (Raconte-moi le Venezuela), Uslar Pietri eut une longue carrière de journaliste et d'homme politique. Né à Caracas en 1906, il était le neveu du médecin – et général – Juan Pietri, ministre des Finances et vice-président du dictateur Juan Vicente Gómez. Issu de ce milieu privilégié, Uslar Pietri obtint son diplôme de droit en 1927, l'année d'une révolte étudiante contre Vicente Gómez. Alors que de nombreux étudiants étaient jetés en prison, Uslar commença une carrière de fonctionnaire diplomatique à Paris. De retour au Venezuela après la mort du dictateur en 1935, il occupa différents postes dans le gouvernement d'Eleazar López Contreras, qui poursuivit les persécutions contre diverses organisations de gauche.

142. *Ibid.*

143. Miguel Ángel Burelli Rivas, *Uslar Pietri y la siembra del petróleo*, in *Sembrando el petróleo : 100 años de historia*, *op. cit.*

À partir de 1941, il fut ministre du gouvernement d'Isaías Medina Angarita, un militaire qui accéda au pouvoir cette année-là. Bien qu'ayant légalisé l'opposition et les organisations de gauche, Angarita fut renversé par un coup d'État en 1945, et Uslar Pietri fut exilé aux États-Unis. En 1948, le nouveau gouvernement fut renversé par ces mêmes militaires qui l'avaient porté au pouvoir. Deux ans plus tard, Pietri revint au Venezuela à l'époque du gouvernement de Marcos Pérez Jiménez, un autre dictateur militaire, et se livra à des activités éducatives jusqu'à la chute de Pérez Jiménez en 1958, l'année qui marqua le point culminant des luttes pour la démocratie au Venezuela qui avaient commencé en 1925, à l'époque de Vicente Gómez.

Lors de la deuxième élection présidentielle, en 1963, un certain nombre de courants tentèrent de se mettre d'accord sur le nom d'un candidat unique pour battre celui d'Action démocratique (AD), le parti du président sortant, Rómulo Betancourt. Le nom d'Uslar Pietri fut proposé ; certains membres de la coalition n'en voulurent pas, des organisations de gauche – dont certaines menaient des actions de guérilla dans les montagnes – accusant le romancier d'être le représentant des oligarchies financières.

À la suite de cette élection, où il arriva au quatrième rang avec 16 % des voix, Pietri fonda un parti de centre droit, le Front national démocratique, auquel il appartint pendant trois ans. Pendant la campagne pour les élections présidentielles suivantes, en 1969, il servit d'intermédiaire entre le président Rafael Caldera et des groupes insurrectionnels en plein développement tels que le MIR et le Parti de la révolution vénézuélienne pour les amener à abandonner la lutte armée. Il était également à l'époque le directeur d'un quotidien, *El Nacional*. En 1974, sous le gouvernement de Carlos Andrés Pérez, Pietri devint le représentant du Venezuela auprès de l'UNESCO. À son retour, en 1979, et jusqu'à sa mort en 2001, il se consacra à ses écrits et à l'action éducative et n'eut plus d'activité politique. Mais durant cette période, le regard qu'il portait sur la société vénézuélienne fut largement relayé par les médias. Il appartenait à un groupe d'intellectuels qu'on appelait « Los Notables » et dont on pensait qu'il pouvait servir de contrepoids moral aux partis politiques traditionnels.

Voici, brièvement, qui était Arturo Uslar Pietri, l'un des partisans les plus connus de la participation de capitaux étrangers dans l'industrie pétrolière vénézuélienne. La thèse contraire – celle d'un contrôle total de cette

industrie par l'État –, était défendue par Juan Pablo Pérez Alfonzo, un militant d'AD, et elle fut mise en application en 1975. Mais tous deux, ainsi que d'autres intellectuels remarquables, comme Alberto Adriani (1898-1936) et Salvador de la Plaza (1896-1970), avaient tenu à mettre en garde le Venezuela contre les risques sociaux, culturels et environnementaux que comportait la dépendance envers l'exportation du pétrole. Sur le plan économique, ils étaient en opposition : Uslar Pietri était partisan d'une voie néolibérale, tandis que Pérez Alfonzo était un nationaliste résolu, un défenseur de la souveraineté étatique. Si nous confrontons leurs positions respectives à la réalité actuelle, quelle est la plus proche, en pratique, de celle du processus bolivarien ?

Le 18 octobre 2005, dans un discours, le président Hugo Chávez, faisait référence à l'un d'entre eux en ces termes : «... *Je le respecte, tous les Vénézuéliens le respectent comme intellectuel, comme homme politique honnête et comme nationaliste convaincu. Il appartenait à la grande bourgeoisie, mais il était de ceux dont nous avons besoin dans cette classe : un nationaliste qui pense d'abord à la Nation et qui ne fléchira jamais le genou devant les intérêts impériaux de quelque grande puissance.* » Non, il ne s'agit pas de Pérez Alfonzo, le « nationaliste anti-impérialiste », mais bien d'Arturo Uslar Pietri.

Comme tous les présidents démocratiquement élus qui l'ont précédé, Chávez parle de la nécessité de « semer le pétrole » et fait référence en termes élogieux à l'auteur des *Lances rouges*¹⁴⁴. D'ailleurs, « Semer le pétrole » est le nom qui a été donné à un programme ambitieux d'expansion des ressources énergétiques lancé en 2005 et qui doit s'étendre sur 25 ans¹⁴⁵. On pourrait prétendre que le président Chávez a l'intention de faire sienne et de promouvoir la nécessité d'utiliser les revenus de la vente du pétrole brut pour le bien de la société. Mais peut-on séparer cette politique de la participation des grandes compagnies pétrolières multinationales que soutenait Uslar Pietri ? Assistons-nous au mariage de la vision d'Uslar et de celle du nationaliste Pérez Alfonzo ? Est-ce là le projet du « socialisme du XXI^e siècle » qui se met en place au Venezuela ?

144. Quelques exemples dans les communiqués de presse de la Présidence : *Debemos sembrar el petróleo y utilizar la riqueza racionalmente para el desarrollo ; Presidente : la siembra del petróleo esta en marcha.*

145. *Venezuela lanza estrategia petrolera hasta 2030, Granma Internacional*, août 2005.

Une brève histoire de PDVSA

C'est le 1^{er} janvier 1976 que Petróleos de Venezuela, Sociedad Anónima (PDVSA), la société nationale vénézuélienne des pétroles, commença ses activités, à la suite de la nationalisation au cours de l'année précédente du secteur des hydrocarbures par le gouvernement social-démocrate d'AD dirigé par le président Carlos Andrés Pérez. Les multinationales qui étaient jusqu'alors propriétaires des installations pétrolières furent indemnisées pour des montants que les spécialistes jugèrent excessifs. Jusqu'en 1999, PDVSA détint le monopole de la vente, de la commercialisation et du transport de tous les produits pétroliers vénézuéliens et de leurs dérivés.

Les multinationales ne quittèrent cependant pas complètement le Venezuela : elles obtinrent de PDVSA des contrats d'« assistance technique », ainsi que des accords de commercialisation des produits pétroliers. Dans la même période, certaines sociétés multinationales, comme Halliburton, bénéficièrent de contrats lucratifs pour leurs services de la part de PDVSA. En 1996, le gouvernement de Rafael Caldera conclut des accords de partenariat avec partage des bénéfices pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures au Venezuela avec des sociétés comme Dupont de Nemours, Amoco et BP. Dans tous ces accords, cependant, l'État vénézuélien demeurait le propriétaire formel des ressources. Pendant les années 1990, des hommes politiques, des universitaires et des journalistes se mirent à évoquer la « nécessité » d'accroître les revenus tirés du pétrole en autorisant les investissements étrangers dans ce secteur. Mais ce n'est qu'après l'élection d'Hugo Chávez que le gouvernement vénézuélien conclut les premiers accords d'« entreprises mixtes », des co-entreprises avec l'État vénézuélien dans lesquelles des multinationales comme British Petroleum, Chevron et Repsol YPF purent acquérir jusqu'à 49 % du capital.

Avant Chávez, PDVSA entretenait des liens étroits avec les deux principaux partis politiques, AD, social-démocrate, et le COPEI, social-chrétien. Ces deux partis nommaient les titulaires de postes clés de PDVSA et en contrôlaient aussi les syndicats. Mais les spécialistes très bien payés de PDVSA y instaurèrent pour leur part un esprit technocratique et devinrent une véritable classe sociale. Ils édictaient leurs propres règles et géraient la société indépendamment des gouvernements qui se succédaient.

Le renouvellement de la bureaucratie auquel procéda Chávez après son élection eut, pour cette raison, peu d'effet sur PDVSA et la principale activité du pays. Chávez ne parvenait pas à contrôler et à utiliser PDVSA comme il le faisait pour les autres institutions étatiques, et son régime se heurtait aux membres d'AD et de COPEI ainsi qu'aux technocrates de la hiérarchie de PDVSA.

En décembre 2002, les salariés de PDVSA, surtout ceux occupant des postes au milieu ou en haut de la hiérarchie, déclenchèrent une grève illimitée en prenant pour motif l'éviction par Chávez d'un groupe de cadres de PDVSA, annoncée par celui-ci à la télévision sans aucun préavis. La grève provoqua une pénurie de carburant dans tout le pays ; Wilmer Ruperti, un patron du transport maritime, vint à la rescousse du gouvernement en rétablissant les importations de carburant.

À la suite de cette grève, Chávez licencia 18 000 salariés de PDVSA – environ 40 % de son effectif total.

Les entreprises mixtes : un modèle pour la mondialisation

Une première étape dans l'adaptation du cadre juridique aux tendances de la mondialisation économique fut franchie le 23 septembre 1999 avec la promulgation de la loi sur le gaz (*Ley Orgánica de Hidrocarburos Gaseosos*) ; ses deux objectifs principaux étaient d'une part d'encourager la recherche de gisements gazeux, et d'autre part de permettre aux personnes privées, vénézuéliennes ou étrangères, d'accéder à toutes les activités liées au gaz, avec ou sans la participation de l'État, dont l'autorisation reste nécessaire pour les investisseurs étrangers. L'adoption de la constitution de la république bolivarienne du Venezuela, le 20 décembre de la même année, constitua une deuxième étape. Son article 301 stipule que « *l'État se réserve d'utiliser la politique commerciale pour protéger les activités économiques des entreprises nationales publiques et privées. Aucune règle plus favorable aux personnes, entreprises ou autres organismes étrangers qu'aux [entités] locales ne pourra être établie* ». La dernière phrase de cet article est essentielle : « *Les investissements étrangers sont soumis aux mêmes conditions que les investissements domestiques.* »

Les changements législatifs favorables à la mondialisation ne s'arrêtèrent pas là. Le projet de réforme de la constitution proposé par le président

Chávez lui-même en août 2007 avait pour but de donner une légitimité constitutionnelle aux entreprises mixtes, ces partenariats entre PDVSA et des sociétés comme Repsol YPF, Chevron ou BP qui fonctionnaient déjà depuis plusieurs années. La nouvelle rédaction de l'article 112 prévoyait que l'État « suscitera et développera de nouvelles formes d'entreprises et d'unités économiques de propriété sociale, aussi bien directe et communautaire qu'indirecte et d'État, ainsi que des entreprises et des unités de production et/ou de distribution sociale, celles-ci pouvant être des entreprises mixtes entre l'État, le secteur privé, et le pouvoir communautaire, afin de créer les meilleures conditions pour la construction collective et coopérative d'une économie socialiste ». L'article 113, quant à lui, affirmait : « En ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles ou tout autre bien stratégique relevant de la Nation, ou la fourniture de services publics vitaux, l'État se réservera leur exploitation ou leur fourniture, directement ou à travers des entreprises qu'il possède, sans exclure la création d'entreprises sociales, d'entreprises mixtes et/ou d'unités socialistes de production qui garantissent la souveraineté économique et sociale, respectent les directives de l'État et se conforment aux obligations sociales qui leur sont imposées. » L'article 155, qui reprend une proposition du président Chávez lui-même, donne cette définition : « La propriété mixte est celle qui résulte de combinaisons distinctes entre le secteur public, le secteur social, le secteur collectif et le secteur privé pour l'exploitation de ressources ou la poursuite d'activités, dans le respect absolu de la souveraineté économique et sociale de la Nation. » Précisons aussi que cette initiative du Président ne remettait pas en cause l'article 301.

Cette politique fut mal accueillie par certains des partisans de la première heure d'Hugo Chávez. Victor Poleo, un ingénieur pétrolier, fut de ceux qui furent conquis par le démantèlement de la bureaucratie d'État traditionnelle qui suivit l'élection de Chávez en 1998. Il fut haut fonctionnaire au ministère de l'Énergie de 1999 à 2001 et il appartient aujourd'hui au Grupo Soberanía (Groupe souveraineté), un rassemblement de gens de gauche liés à l'industrie pétrolière dont les membres défendirent la société d'État PDVSA pendant la « grève du pétrole » de 2002.

En avril 2007, Poleo a remis un rapport au parti communiste vénézuélien (PCV) intitulé *La Agenda Energética Bolivariana materializa los intereses del Imperio y del Capital Energético Global* (La politique de l'énergie bolivarienne est au service des intérêts de l'impérialisme et des multination-

nales de l'énergie)¹⁴⁶. Ce rapport rappelait brièvement les origines de l'industrie pétrolière mondiale, son importance et ses perspectives en rapport avec le développement d'autres sources d'énergie. Il affirmait : « *La politique, au Venezuela, c'est la politique de l'énergie, c'est-à-dire qu'on trouve, masquées à l'intérieur de la politique énergétique, les relations avec le capital de l'énergie, qu'elles soient de soumission ou de souveraineté. Par extension, la nature de la politique énergétique détermine la nature et l'ampleur de la lutte des classes dans le pays.* » Puis il met en évidence « *une combinaison de décisions élaborées à Washington qui caractérisent la nature pro-impérialiste du programme énergétique bolivarien* ». Il désigne ceux qui, au Venezuela, sont chargés de l'exécution de ces décisions : des hauts fonctionnaires de l'époque comme Ali Rodríguez Araque (le président de PDVSA), Bernard Mommer (le vice-ministre des Hydrocarbures) et Bernardo Álvarez (l'ambassadeur du Venezuela aux États-Unis). Selon soberania.org, le prix élevé du pétrole stimule la recherche d'autres sources d'énergie, et à l'avenir les infrastructures devront être consacrées à ces nouvelles sources, à parité avec les réserves de charbon de l'hémisphère nord. Un prix élevé du pétrole permettra une accumulation considérable de capital, nécessaire pour assurer la transition vers un monde post-pétrole dans un processus sous le contrôle des sociétés capitalistes de l'énergie.

De façon plus immédiate, le rapport de Poleo dénonce la création des entreprises mixtes pour l'exploration et la production au Venezuela ; en mars 2006, le gouvernement vénézuélien signa 32 contrats de ce type avec les multinationales, PDVSA y conservant un intérêt majoritaire. On l'a vu, depuis 1975, le gouvernement vénézuélien demeurait seul propriétaire de l'industrie pétrolière. Dans un entretien, Poleo ironisait au sujet de ce changement de statut : « *Nous sommes passés de la servante à la concubine. La servante qui nous apportait ses services [les multinationales], et que pendant des années nous avons accusée de nous escroquer, est devenue notre partenaire. Maintenant, nous allons partager la propriété des ressources souterraines avec le capital pétrolier international, ainsi que les profits. C'est surprenant.* »¹⁴⁷ À la

146. Victor Poleo : voir www.soberania.org

147. Luis Manuel de Limas, *Victor Poleo : la nacionalización es un disfraz, El Tiempo*, juin 2007.

question « Sommes-nous en fait en train de rejeter la nationalisation ? », l'ancien administrateur de PDVSA répond : « *Oui, mais c'est déguisé en nationalisation.* » Dans son rapport au PCV, Poleo souligne que « *le projet politique révolutionnaire fait reposer sa survie sur les revenus du pétrole, mais cette conception fautive ne peut être qu'au mieux une victoire à la Pyrrhus [car conservant l'apparence de la souveraineté tout en en laissant en fait le contrôle entre des mains étrangères]* »¹⁴⁸. Cette politique de création de sociétés mixtes (dans lesquelles le gouvernement vénézuélien détient de 51 % à 60 % du capital et des sociétés étrangères comme Chevron, British Petroleum et Repsol YPF détiennent le reste) est présentée à travers le monde comme l'expression de la « souveraineté énergétique » – un euphémisme digne du label « double pensée¹⁴⁹ » –, ce qui contribue à semer la confusion au sujet du Venezuela dans les mouvements sociaux anticapitalistes internationaux. Par exemple, le site Web Iconoclasistas, qui se décrit comme « *un laboratoire anti-hégémonie pour la libre circulation de la communication et des ressources* », publie une carte de l'Amérique latine avec pour légende *Résistance au capitalisme* ; au sujet du Venezuela, on peut y lire que « *le pétrole a été nationalisé par le président Chávez* »¹⁵⁰.

Un grand nombre de mouvements sociaux et d'organisations de la gauche vénézuélienne, y compris les anarchistes, s'opposèrent à la mise en place des entreprises mixtes. Dans la réforme de la Constitution de 2007 voulue par le président Chávez, et qui modifiait 33 articles, les entreprises mixtes devenaient constitutionnelles. Une coalition d'organisations de gauche et anti-autoritaires, qui s'appela « Les insurgés », s'éleva contre cette « réforme » pour des raisons bien différentes de celles des oppositions sociale-démocrate et de droite. Au moment du référendum constitutionnel, soutenue par des dizaines de groupes, anarchistes, communistes et d'autres courants de gauche, ainsi que par des signataires individuels, elle expliqua : « *L'objectif principal que poursuit le grand capital dans cette "réforme", c'est de*

148. Victor Poleo, *op. cit.*

149. « *Savoir et ne pas savoir ; être convaincu d'être totalement sincère tout en formulant des mensonges soigneusement élaborés ; tenir simultanément deux opinions qui s'annulent en les sachant contradictoires, mais convaincu des deux...* » George Orwell, 1984, Penguin Books, 1970, p.31. (Ndt)

150. <http://iconoclasistas.com.ar>

faire reconnaître les entreprises mixtes comme constitutionnelles, avec pour conséquence l'attribution de souveraineté aux multinationales et aux gouvernements étrangers, non seulement pour le pétrole, mais aussi pour les mines et les services publics... C'est l'essence même de la "réforme", et ça explique la rapidité avec laquelle ce projet a été rendu public afin de faire légitimer cette nouvelle escroquerie politique par le processus électoral. Une fois ce premier objectif atteint, le capitalisme mondial obtiendra du gouvernement bolivarien une série de changements complémentaires destinés à assurer l'approfondissement et la stabilité du nouveau modèle. À partir de ce moment, la propriété mixte entre l'État et le capital formera la base économique de toute la société, non seulement dans l'industrie pétrolière, mais aussi dans tous les secteurs de l'économie... Seules les luttes sociales de la population et de ses organisations véritablement autonomes, en s'opposant au pouvoir en place, quelle que soit sa forme, peuvent faire aboutir les changements que la société vénézuélienne réclame depuis l'arrivée sur cette terre de la prétendue civilisation occidentale. »

De la nationalisation du pétrole aux entreprises mixtes

Qu'est-ce qui a conduit de la nationalisation de l'industrie du pétrole en 1975 à la création d'entreprises mixtes 30 ans plus tard ? Juan Pablo Perez Alfonzo avait prédit que, dans les conditions dans lesquelles la nationalisation avait été réalisée en 1976, les multinationales reviendraient quelques années plus tard. Au début des années 1990, PDVSA, la société nationale du pétrole, avait fait valoir qu'il était nécessaire de faire preuve d'« ouverture » envers l'initiative privée dans les cas où celle-ci était autorisée par la loi. C'est pourquoi, en 1992, des accords furent conclus avec des sociétés privées pour la réactivation de ce qu'on appelait les « champs pétrolifères fermés » : elles pourraient reprendre la production dans ces zones pendant 20 ans et vendre le pétrole qu'elles en extrairaient à PDVSA, tout en payant l'impôt sur leurs bénéfices. Trente-trois de ces accords furent signés entre 1992 et 1997¹⁵¹. Pour l'économiste de gauche vénézuélien Mazhar al-Shereidah, cette « ouverture » était le moyen que Caldera et Giusti (les présidents du Venezuela et de PDVSA) avaient trouvé pour rapprocher et

151. Rodriguez Eraso, *op. cit.*

réconcilier l'État et les sociétés qui avaient autrefois bénéficié des concessions pétrolières¹⁵². L'arrivée au gouvernement du président Chávez en 1998 ne mit pas fin à cette politique d'accord avec des entreprises privées, toutes multinationales. En 2005, on comptait 32 accords d'exploitation du pétrole, 5 licences d'exploitation du gaz naturel, 3 licences pour la recherche de gisements de gaz naturel off-shore, 3 associations stratégiques, et 3 zones dont l'exploration devait se faire avec partage des profits. Parmi les multinationales concernées, on trouvait British Petroleum, Chevron, Statoil, Repsol YPF, Total, Conoco-Phillips, et Exxon-Mobil¹⁵³.

En 1992, une mobilisation sociale intense affaiblit fortement le président Carlos Andrés Pérez. La gauche l'accusait entre autres de privatiser PDVSA par le biais des accords d'exploitation et des déclarations officielles sur « l'ouverture ». La pression populaire, encouragée par de nombreux motifs, commença à se faire sentir quand le Parlement vénézuélien entreprit de débattre de la politique commerciale de PDVSA¹⁵⁴. Un député d'un nouveau parti, La Causa R, auréolé de sa participation à la guérilla des années 1960 sous le pseudonyme de « Comandante Fausto », fut l'un des principaux porte-parole de la critique de l'association de l'État et du capital international privé : *« L'analyse des contrats qui sont présentés au Parlement révèle certaines constantes ; celles-ci révèlent que les incohérences apparentes le sont plus dans la forme que dans la réalité. Il en ressort de plus en plus clairement un plan qui a un objectif bien précis : celui de transférer les activités productives aux investisseurs étrangers. Assurément, PDVSA va rester le principal producteur du pays, mais à l'horizon des 40 prochaines années, son rôle sera réduit, sans que cette réduction soit compensée par d'autres facteurs nationaux (40 ans, parce que c'est la durée de ces contrats, comme à l'époque de Gómez). C'est l'essence du problème. Et c'est sur ce point que se développe une confrontation qui, nous n'en doutons pas, va devenir de plus en plus claire pour les Vénézuéliens. »*¹⁵⁵

152. Mazhar Al-Shereidah, *La dimensión imaginaria en la nacionalización petrolera*, Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, vol. 1, n° 12, avril 2006, p. 125-146.

153. Petroguía, *Mapa Energético de Venezuela 2005-2006*.

154. À l'époque, le parlement était constitué de deux chambres, que la constitution de 1999 remplaça par une assemblée nationale unique.

155. Cité par Pablo Hernández Parra dans *Empresas Mixtas, privatización final de PDVSA, soberanía*. org, août 2005.

Le député qui s'exprimait ainsi s'appelait Ali Rodríguez Araque, celui qui, dix ans plus tard, grâce au renouvellement du personnel de la bureaucratie, allait devenir le président de PDVSA. Et comme président de PDVSA, il constata que la seule difficulté dans la mise en œuvre du nouveau dispositif, c'est qu'il ne reprenait pas la totalité des anciens accords d'exploitation : « *La seule [société] qui posa problème fut Exxon ; toutes les autres négocièrent posément et parvinrent à des accords. Elles sont satisfaites et elles poursuivent leurs activités au Venezuela.* »¹⁵⁶ Dans un entretien à la radio d'État, Radio Nacional de Venezuela, il démentit la rumeur d'un malaise chez les sociétés étrangères : « *Ce serait intéressant d'interroger les représentants de quelques-unes des sociétés qui participent aux entreprises mixtes, par exemple dans la zone pétrolière de l'Orénoque, pour savoir ce qu'elles en pensent... On voit investir au Venezuela non seulement des sociétés qui y étaient venues au moment de l'"ouverture", mais aussi d'autres sociétés, de bien des pays, car la stratégie est absolument correcte : d'un côté, diversification des investisseurs et, de l'autre, diversification des marchés.* »¹⁵⁷

Tous les anciens participants à la guérilla armée au Venezuela n'occupent pas des fonctions élevées dans le gouvernement bolivarien, et tous ne se sont pas adaptés à la contradiction entre les discours et les actes qui semble caractériser la politique pétrolière du président Chávez. Ainsi, Douglas Bravo, l'un des dirigeants en 1965 du Parti de la révolution vénézuélienne (PRV), avec son organisation Tercer Camino (La troisième voie) et d'autres militants des mouvements sociaux, posa la question de la constitutionnalité des entreprises mixtes au Tribunal suprême de justice (TSJ), la plus haute juridiction vénézuélienne. Le 17 janvier 2008, il y déclara : « *Les entreprises mixtes, c'est dans la pratique un arrangement 50-50, et elles font partie du nouveau modèle de domination que l'impérialisme est en train d'imposer aux pays d'Amérique latine.* »¹⁵⁸

En juin 2008, dans un communiqué, le groupe de Bravo a invoqué de nouveau le modèle de l'entreprise mixte pour s'opposer au projet

156. *Ibid.*

157. Radio Nacional de Venezuela, *Ingreso petrolero venezolano ha mejorado significativamente.*

158. Rafael Uzcátegui, *Introducen demanda contra las empresas mixtas en el TSJ*, Aporrea, janvier 2008.

bolivarien : « Notre industrie pétrolière est en train de remplacer de “simples contrats de services”, dans lesquels l’État paye pour les services rendus tout en conservant son statut de propriétaire absolu de tous les hydrocarbures produits, par un système dans lequel les compagnies étrangères sont devenues des associées de PDVSA et PDVSA doit leur céder “la part correspondant à cette association”. Selon les contrats qui régissent les entreprises mixtes, le capital privé est propriétaire de 40 % du capital de l’entreprise, et donc de celui de 40 % des dividendes ou des revenus qui proviennent de la production d’hydrocarbures. De plus, les propriétaires privés auront un poids décisif pour toutes les décisions qui requièrent une majorité des trois quarts, ce qui veut dire que notre politique pétrolière est entre les mains des multinationales. »¹⁵⁹

C’est pour cette même raison que, quelques mois auparavant, il avait rejeté la « réforme » constitutionnelle proposée par le président Chávez : « Les nouveaux articles 112, 113 et 115 donnent un statut constitutionnel à la propriété mixte de l’État et du secteur privé pour exploiter les ressources naturelles. Ainsi, le capital multinational consolide sa position de propriétaire des ressources naturelles stratégiques et de fournisseur de services collectifs essentiels, une position résultant de l’adoption par l’Assemblée nationale, le 31 mars 2006, du contrat type pour la FORMATION D’ENTREPRISES MIXTES (les majuscules sont dans le texte adopté) ; ce contrat type, applicable à l’exploitation des hydrocarbures, pourra être étendu à celle de l’uranium, du fer, du charbon, de l’eau, du plutonium (sic), de l’or et d’autres ressources naturelles. En outre, des services publics tels que l’éducation, la santé, le logement, la sécurité sociale, le téléphone, les transports, etc., pourront être privatisés. »¹⁶⁰

De leur côté, les milieux anarchistes voient dans ces entreprises mixtes la continuation de la « Grande charte » qui résultait du processus constitutionnel de 1999, qui était en phase avec la « nécessité » de faire entrer l’économie dans la mondialisation pour bénéficier des avantages de la libre circulation des capitaux, d’un flux d’investissement sans obstacles ni frontières : « Le 27 février – l’explosion sociale qu’on a appelée le Caracazo – a

159. PRV-Tercer Camino, *A la nación venezolana, Defendamos nuestra soberanía*, Caracas, juin 2008.

160. PRV-Tercer Camino, *Crítica parcial a la Constitución Nacional del año 2007*, Caracas, août 2007.

constitué un point de référence contre la restructuration mondiale du pouvoir. Une éruption passionnelle et irrationnelle s'opposa à l'architecture émergente de la libre circulation du capital. Pour que le système retrouve sa légitimité, il fallait, selon les critères du consensus de Washington, qu'il prouve à nouveau sa capacité à gouverner. De nouvelles formes de subordination, une nouvelle discipline devaient s'imposer dans toute la structure sociale et être intériorisées par les citoyens : c'est le rôle de l'instauration du "socialisme pétrolier" et du populisme chaviste actuel. Camouflée dans une phraséologie gauchiste, la constitution de 1999, par son article 301, a ouvert le territoire vénézuélien aux exigences de l'époque en accordant les mêmes droits aux investisseurs étrangers qu'aux investisseurs locaux. Cet article a clairement inversé le processus de nationalisation de l'industrie pétrolière qui avait été mis en œuvre en 1974. Les 349 autres articles de la Constitution, y compris les articles magnifiques sur la protection sociale, n'étaient qu'un artifice indispensable. La proposition de réforme constitutionnelle ne faisait que consolider le statut des entreprises mixtes. »¹⁶¹

Nous avons là des opinions de révolutionnaires anticapitalistes non chavistes. Les opposants plus modérés à cette réforme ont eu bien plus de possibilités de faire connaître leurs positions à travers les médias ; ils étaient en faveur du contrôle total de l'extraction des ressources énergétiques par le capital privé. Quelques mois après le coup d'État manqué de 2002, regroupés dans la Coordination démocratique, ces opposants conservateurs é mirent une série de propositions pour le pays. Dans leur *Proyecto País* (Projet Pays) paru en octobre, ils utilisaient l'euphémisme de « participation citoyenne » pour désigner la participation du capital privé aux côtés de l'État : « *Il est en premier lieu nécessaire d'insister : la participation citoyenne NE signifie PAS (majuscules dans l'original) la privatisation complète de notre principale ressource naturelle ou de PDVSA. Selon la loi organique sur les hydrocarbures du 13 novembre 2000 (Gaceta Oficial n° 27076, article 22), l'État peut se réserver une participation supérieure à 50 %. Il est clair que l'État peut conserver le contrôle avec 51 %. Alors, est-ce que l'entreprise peut rester une entreprise d'État avec ces 51 % ? À l'évidence, OUI (majuscules dans le texte). Que faire des 49 % restants ? Ces 49 % laissent de la place à la participation citoyenne. »¹⁶²*

161. Rafael Uzcátegui, *Reforma constitucional : globalización, disciplina y estatización*, octobre 2007.

162. Coordinadora Democrática, *Proyecto País*, octobre 2002, p. 26-27.

La différence entre le statut des entreprises mixtes actuelles et les propositions de l'opposition conservatrice se ramène à ces 9 %, 51 % au lieu de 60 %. Pablo Hernández, un autre ancien de la guérilla, qui étudie l'industrie de l'énergie, a comparé ces deux approches : « *Il n'y a de différence ni sur le fond ni sur la forme entre les propositions de privatisation de la Coordination démocratique, qui a dirigé la tentative de coup d'État et le sabotage de la production pétrolière [en 2002], et la politique actuelle d'"entière souveraineté pétrolière" du gouvernement Chavez.* »¹⁶³

La diplomatie de Chevron à l'époque bolivarienne

Lorsqu'on examine ce que dit de la politique d'expansion mondiale des grands groupes de l'énergie une certaine littérature de gauche, y compris, pour une bonne partie, celle des écologistes et du mouvement altermondialiste, on est frappé par l'absence d'information sur leur présence au Venezuela. On peut en tirer des conclusions erronées. Comme le disait Camus, « *une bonne politique est d'abord une politique bien informée* »¹⁶⁴. Et il y a ceux qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas, aborder certains faits, comme l'Observatoire des multinationales d'Amérique latine : si on classe les 26 pays qu'il suit par l'importance des informations et des analyses qu'il leur consacre, le Venezuela ne figure qu'au 22^e rang.

Autre exemple : le rapport intitulé *Chevron, mano derecha del imperio* (Chevron, la main droite de l'empire), qui tente de décrire l'influence mondiale de cette société. Dans ses 256 pages, on trouve en tout et pour tout deux paragraphes sur le Venezuela. Cette enquête a été réalisée par Oilwatch, un réseau de résistance contre les effets néfastes des activités pétrolières dans les pays tropicaux ; ses éditeurs me la remirent à l'occasion d'une rencontre des communautés de l'Amazone affectées par l'industrie pétrolière qui eut lieu à Quito en novembre 2005 et dont ils étaient les organisateurs. Pendant cette conférence, les coordinateurs d'Action écologique, l'organisation locale membre d'Oilwatch, me firent part de leur enthousiasme pour les changements qui, selon eux, s'étaient produits au

163. Pablo Hernández, *El verdadero golpe de PDVSA : las empresas mixtas I*, 2006.

164. Albert Camus, *Crise en Algérie*, in *Chroniques algériennes*, Folio Essais, 2008, p.94.

Venezuela. Je leur rappelais alors le recul de la nationalisation et l'expansion des activités des sociétés étrangères au Venezuela, mais je fus surpris de la réserve avec laquelle ils accueillirent ces informations. Je compris alors le silence du rapport : l'expansion et les pratiques des sociétés comme Chevron sont sujettes à caution dans le monde entier – sauf au Venezuela.

Ce silence sur les activités de Chevron au Venezuela surprend d'autant plus quand on connaît le rôle qu'elle joue dans l'exploitation des ressources énergétiques dans ce pays. L'influence de cette société est telle qu'elle a une portée diplomatique. Par exemple, elle a contribué à faire surmonter l'antagonisme apparemment irréconciliable entre Hugo Chávez et son homologue colombien de l'époque, Álvaro Uribe Vélez.

C'est en septembre 2001 que Chevron et Texaco créèrent par leur fusion ce qui est actuellement la cinquième compagnie pétrolière du monde en termes de chiffre d'affaires ; elle est aussi l'entreprise américaine qui fait les dons les plus élevés aux partis politiques aux États-Unis¹⁶⁵. Cinq mois après la fusion, Ali Moshiri, président de la division « Exploration et production en Amérique latine », a tenu une conférence de presse pour faire connaître le potentiel de croissance de la société en Amérique du Sud : « *Nous sommes le premier producteur privé étranger de pétrole brut au Venezuela ; en Colombie, nous exploitons les gisements de gaz naturel les plus importants.* »¹⁶⁶

Dans sa présentation, qu'il avait intitulée « *Exploitation des ressources en Amérique latine : progrès et risques* », Moshiri exposa une vision optimiste des perspectives de développement des activités dans la région : « *Le potentiel de l'Amérique latine est plus important que ce qu'on en dit. Il pourrait dépasser un jour celui de l'ex-Union soviétique.* » Mais il précisa que les « *progrès ne pourraient être réalisés que par l'ouverture des marchés et leur libéralisation continue* » et énuméra brièvement les obstacles qui, à son avis, devaient être surmontés : « *En Amérique latine, les échanges entre pays ont toujours été handicapés par les formalités administratives et par des accords régionaux qui instituent un commerce administré.* »

165. Arthur Lopic, *Chevron-Texaco, premier mécène de la vie politique états-unienne*, voltairenet.org, 24 mars 2005.

166. Cf. www.chevron.com.

Pour ce dirigeant de la multinationale, l'objectif était clair : pratiquer, subtilement et discrètement, une diplomatie des affaires. Moshiri pensait déjà à un gazoduc entre la Colombie et le Venezuela, ce qui lui fit dire : « *Alors que l'oléoduc entre la Bolivie et le Brésil est une réussite éclatante, d'autres projets extrêmement prometteurs sont bloqués aux frontières à cause de conceptions étroites de l'intérêt national... Pensez au gazoduc entre le Venezuela et la Colombie, qui serait une liaison naturelle entre le nord de la Colombie, riche en gaz naturel, et les marchés de l'énergie du Venezuela. Malgré tout l'intérêt qu'il présente, ce lien entre le fournisseur et le client qui s'impose comme une évidence ne semble pas capable de franchir la frontière.* » Il semblait qu'il y avait là un obstacle majeur, car le président Chávez paraissait prendre une direction opposée à celle d'Uribe. Mais la diplomatie du billet vert ne flâna pas. Seulement cinq mois plus tard, le 23 juillet 2002, PDVSA-Gas, Ecopetrol et Chevron-Texaco achevaient une étude de faisabilité conjointe sur la construction d'un gazoduc entre les gisements gaziers de La Guajira, en Colombie, et Maracaibo. Dans un communiqué de presse de cette date, PDVSA-Gas annonçait qu'il n'y avait aucun obstacle, juridique, économique ou technique, à la réalisation d'un tel gazoduc¹⁶⁷. Il n'y avait pas plus d'un an que les trois pays – la Colombie, le Venezuela et le Panama – avaient signé un accord de principe pour étudier cette faisabilité.

Le 15 décembre 2003, le président Uribe annonçait à Bogota la mise en chantier de ce gazoduc grâce à un contrat entre l'Entreprise colombienne des pétroles et Chevron-Texaco. Uribe déclara : « *Je suis heureux qu'au terme d'un processus difficile, nous soyons parvenus, avec l'intervention de toutes nos institutions, telles que le Contrôle général de la République et le Conseil d'État, à signer cette extension du contrat avec Chevron-Texaco. Les perspectives de disponibilité du gaz dans le pays, ainsi que celle d'un gazoduc entre le Venezuela, la Colombie et le Panama, en sont éclaircies. Sans cette extension, il aurait été pratiquement impossible d'envisager ce projet.* »¹⁶⁸

167. Agence France Presse, *Construirán gasoducto*, juillet 2002.

168. Servicio de Noticias del Estado, *Manos a la obra con el Gasoducto Colombia-Venezuela-Panamá : Uribe*, Bogotá, décembre 2003.

Ce projet fut donc engagé alors que le Venezuela dispose de réserves de gaz (environ 4 000 milliards de m³) vingt fois supérieures à celles de la Colombie. Mais les gisements de Zuliana, près du lac Maracaibo, ne pouvaient plus satisfaire à la demande de la région, et le déficit était de l'ordre d'un million de mètres cubes par jour ; l'essentiel de la production de gaz est en effet concentrée dans l'État d'Anzoátegui, dans le nord-est du pays, et il n'y avait pas de gazoduc pour le transporter dans les régions occidentales. D'où ce gazoduc entre le Venezuela, la Colombie et le Panama.

En attendant que le Venezuela ait amélioré son réseau intérieur de transport du gaz, il était donc prévu qu'une partie de la demande serait satisfaite par du gaz colombien en provenance des gisements de Guajira qu'exploitait Chevron-Texaco. Ainsi, le Venezuela signa en 2005, et pour une durée d'au moins sept ans, un contrat d'approvisionnement pour environ 0,5 million de mètres cubes par jour. Il s'agissait là d'un projet pilote pour de futures collaborations entre la Colombie et le Venezuela. Ce contrat devait rapporter à la Colombie entre 50 et 70 millions de dollars par an.

Rendant compte des négociations sur l'avancement du gazoduc lors d'une conférence de presse avec le président Uribe, le président Chávez évoqua les perspectives à moyen terme, une fois le réseau intérieur complété. Les produits phare de l'économie vénézuélienne disposeraient alors d'un nouveau débouché, un accès direct à l'océan Pacifique qui lui permettrait de rechercher de nouveaux marchés : « *Nous continuerons à vendre du pétrole et d'autres produits pétroliers aux États-Unis, aux pays des Caraïbes et d'Amérique du Sud, mais il y a un autre marché qui est actuellement trop éloigné en raison de l'absence de connexions [pipelines et infrastructures associées] : le marché asiatique.* »¹⁶⁹ Le 14 juillet 2004, lors d'une conférence de presse avec le président colombien, parlant des progrès du gazoduc, le Président insista sur la perspective de l'entrée du Venezuela sur le marché asiatique de l'énergie, laissant de côté les préoccupations idéologiques : « *Il faut imaginer un super tanker vénézuélien traverser les Caraïbes et l'Atlantique, passant la corne de l'Afrique et faisant tout le voyage jusqu'à la Chine. C'est une route extrêmement longue. Mais par la Colombie ? Non, par la Colombie, c'est direct.* »

169. Ministerio de Comunicación e Información, *Poliducto colombo-venezolano dará apertura al mercado asiático*, communiqué de presse du 15 juillet 2004.

Dans un autre communiqué diffusé à l'issue de cette rencontre par les organes de presse officiels du Venezuela, on trouve ces propos d'Álvaro Uribe : « *Nous rencontrerons le président Torrijos [du Panama] pour officialiser la participation de nos pays au plan Panama-Puebla et nous signerons un accord pour qu'y soit intégré ce gazoduc, pour la construction de lignes électriques interconnectées et pour faire progresser la construction des routes.* »¹⁷⁰ Uribe souligna ensuite l'importance des marchés d'Asie et de la côte ouest des États-Unis. Le communiqué de presse officiel précisa que « *le plan Panama-Puebla est un instrument de coopération dont l'objectif est d'intégrer les sept pays d'Amérique centrale avec le sud du Mexique pour promouvoir le développement de la région.* »

Comme l'a indiqué PDVSA sur son site Web à l'aide d'un graphique interactif, la construction du gazoduc « Antonio Ricaurte » a commencé le 8 juillet 2006, sur le tronçon Maracaibo-Punta Bellenas de l'axe allant de La Guajira, en Colombie, à l'État de Zulia au Venezuela¹⁷¹.

Mais un an plus tard, les relations entre les deux pays subirent une détérioration comme elles n'en avaient pas connu depuis l'arrivée de Chávez au palais présidentiel. Le 5 août 2007, le président vénézuélien s'était engagé à intervenir comme médiateur dans les négociations humanitaires entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie, (FARC), le groupe de guérilla. Quelques jours plus tard, il avait rencontré à Caracas des familles d'otages des FARC et il avait envoyé un message à leur dirigeant, Manuel Marulanda. Après différentes tentatives, Uribe, le président colombien, jugea unilatéralement que la médiation du président vénézuélien était terminée. Chávez protesta, s'estimant trahi, et annonça le jour suivant que les relations entre les deux pays étaient « gelées » ; il traita aussi son homologue colombien de « menteur »¹⁷². Le 27 novembre, comme Uribe semblait vouloir assurer la direction d'un projet régional, Chávez lui répondit sans mâcher ses mots : « *Il a parlé, Uribe, ce porte-voix de l'impérialisme U.S., et il a parlé avec les tripes. Je suis heureux que le*

170. Communiqué de presse de la Présidence : *Formalizarán ingreso de Venezuela y Colombia al Plan Panamá Puebla*, 2005.

171. Communiqué de PDVSA : *Presidentes de Colombia, Panamá y Venezuela inician construcción del Gasoducto Transcaribeño*, 2006.

172. BBC Mundo, *Cronología de un desencuentro*, novembre 2007.

président Uribe se soit finalement dévoilé. Il nous a obligés à lui arracher son masque, parce qu'il ne voulait pas parler. Il se cachait derrière des communiqués, et il a fallu que nous le secouions drôlement pour l'obliger à parler. Et quand il a parlé, le masque est tombé, et il m'a accusé d'avoir un projet expansionniste. Moi, un programme expansionniste, président Uribe ? C'est l'empire [états-unien] qui a un programme expansionniste, et vous êtes un instrument servile du programme de l'expansionnisme de l'empire nord-américain en Amérique latine ! Vous êtes un pauvre peón¹⁷³ de l'empire ! Quel dommage !¹⁷⁴ »

Le lendemain, dans une déclaration, Chávez sembla définir ce que seraient désormais les relations entre les deux pays : *« Tant que le président Uribe sera président de la Colombie, je n'aurai aucune sorte de relation avec lui ou avec le gouvernement de la Colombie. C'est une question de dignité. »*¹⁷⁵ Dans ses discours ultérieurs, il a continué d'accuser Uribe d'être un allié de l'impérialisme : *« Lâche, menteur, semeur de discorde, manipulateur !... Uribe exerce ses fonctions pour être à la tête de la mafia. Vito Corleone ! Don Vito Corleone n'est rien, comparé à des hommes comme Álvaro Uribe. Je pense que d'ici peu Uribe sera très copain avec Bush. On va voir avec qui il copine pour faire son boulot de petit peón de l'impérialisme. Il est bien triste, ce président colombien. »* Chávez souligna également les liens étroits d'Uribe avec les paramilitaires d'extrême droite en Colombie, et il ajouta : *« Il n'y a que les gringos pour le protéger ; ils le tiennent en laisse, parce qu'il est leur peón. »*¹⁷⁶

En mars 2008, l'armée colombienne fit une incursion en Équateur pour y détruire un camp des FARC et tua Paul Reyes, leur porte-parole. À la télévision, le président Chávez fit monter la température : *« M. le ministre de la Défense, je vous ordonne de positionner immédiatement dix bataillons à la frontière colombienne, dix bataillons avec des chars. »* Il qualifia la mort du porte-parole des FARC de *« lâche assassinat »* et demanda une minute de silence à

173. *Peón* : un ouvrier agricole, un métayer, un valet de ferme réduit à la condition de serf par les grands propriétaires ; d'où son acception péjorative. (Ndt)

174. YVKE Mundial, *Presidente Chávez responde a acusaciones de Uribe de tener « proyecto expansionista »*, novembre 2007.

175. *Chávez anuncia que no tendrá ninguna relación con Colombia mientras Uribe sea presidente*, Aporrea, novembre 2007.

176. YVKE Mundial, Luigi Bracci Roa, *Uribe es un 'mafioso' al organizar ataques de funcionarios de EEUU contra Venezuela*, janvier 2008.

sa mémoire, affirmant que la Colombie aspirait à devenir l'« Israël de l'Amérique latine »¹⁷⁷. Ces accusations de Chávez contre Álvaro Uribe n'étaient pas mineures : Uribe était l'exécuteur de la politique américaine dans la région ; il soutenait les paramilitaires ; c'était un fauteur de guerre, un politicien peu soucieux de vérité – en bref, « un petit *peón* de l'impérialisme ». S'il y avait un régime incompatible avec la construction du socialisme bolivarien, c'était bien celui avec lequel le Venezuela partageait 2 216 kilomètres de frontières.

Était-ce là l'échec des tentatives de Chevron pour amener les deux pays à dépasser leur « conception étroite de l'intérêt national » ?

Trois mois plus tard, selon un article de la presse d'État vénézuélienne, le président Chávez déclara qu'il était nécessaire de rétablir les relations avec la Colombie¹⁷⁸. C'est le 11 juillet 2008 que Chávez et Uribe se rencontrèrent à nouveau après cette série d'incidents. Le dirigeant du processus bolivarien, qui était l'hôte de la rencontre, ouvrit la conférence de presse commune en ces termes : « *Nous sommes destinés, non, nous sommes condamnés à être toujours ensemble... Nous avons donné des instructions à nos ministres des Affaires étrangères et à ceux de l'Énergie et du Pétrole, des Télécommunications, des Finances et de l'Agriculture de reprendre toutes les affaires en cours avec la Colombie et qui étaient bloquées.* » Dans son discours, il fit allusion aux impasses qui avaient failli causer un affrontement militaire entre les deux pays : « *Au cours d'une conversation téléphonique aimable, il [Álvaro Uribe] m'a donné des explications que j'ai acceptées. Plus tard, il m'a demandé : "Pourquoi m'avez-vous attaqué d'une façon aussi personnelle ?" Je lui ai répondu : "Parce que je me sentais profondément blessé personnellement !"* »¹⁷⁹

Quelques jours seulement avant cette conversation, le président vénézuélien avait contesté la décision de ses disciples d'organiser une manifestation contre la visite au Venezuela du « petit *peón* de l'impérialisme », ce qui était pourtant tout à fait cohérent avec ses positions des mois précé-

177. BBC Mundo, *Venezuela : tanques a la frontera*, mars 2008.

178. Agencia Bolivariana de Noticias, *Chávez destacó la necesidad de reactivar las relaciones con Colombia*, juillet 2008.

179. YVKE Mundial, *Venezuela y Colombia relanzan sus relaciones comerciales y lucharán contra el narcotráfico*, juillet 2008.

dents. C'est au parti communiste vénézuélien (PCV), une organisation membre du mouvement bolivarien, que Chávez s'en était pris. À cette époque, le PCV se préparait à présenter dans quelques régions des candidats aux élections des maires et des gouverneurs contre ceux du PSUV, le parti du Président. « *Le PCV a organisé un défilé contre la visite du président de la Colombie. C'est moi qui ai invité le président de la Colombie... Vous pouvez défiler, mais je n'ai pas souvenir que le PCV ait appelé à défiler quand Bill Clinton est venu... Parce que vous souteniez Caldera ! Il y a des vérités qu'il faut rappeler pour comprendre certaines positions.* » Et il se demande si le PCV n'est pas « *plus catholique que le pape.* »¹⁸⁰

« *C'est Chevron-Texaco qui fait revivre la Grande Colombie. Y a-t-il un projet colombo-vénézuélien plus important que le gazoduc trans-caribbes ? Voici que Chevron entreprend de reconstruire l'œuvre de Simón Bolívar.* »¹⁸¹ On doit ce commentaire ironique à Domingo Alberto Rangel, l'un des intellectuels marxistes les plus importants du Venezuela, ancien député d'AD en 1960, puis membre du MIR.

En mars 2009, Martin Torrijos, le président du Panama, se rendit à Caracas pour poursuivre les négociations sur la participation de son pays au gazoduc¹⁸². En avril, lors d'une nouvelle réunion de travail de Chávez et d'Uribe, le président vénézuélien souligna les progrès de l'intégration des ressources énergétiques : « *Regardez bien comment ce gazoduc fonctionne. Nous battons un record... À partir de 2012, nous enverrons d'ici à là-bas environ 400 000 mètres cube [par jour], et ce volume augmentera dans les années suivantes.* »¹⁸³

D'après les informations qu'elle donne sur son site Web, Chevron participe au Venezuela à cinq projets importants. Dans l'ouest du pays, dans l'État de Zulia, elle est associée à l'État vénézuélien dans les entreprises mixtes Petroboscán et Petroindependiente qui produisent l'une du brut

180. YVKE Mundial, *Presidente Chávez en desacuerdo con PCV y PPT por candidaturas y marcha del viernes*, juillet 2008.

181. Entretien donné à *El Libertario*, n° 39, 2004.

182. Communiqué de presse de la Présidence : *Presidente panameño llegó al país para desarrollar jornada de trabajo*, mars 2009.

183. Communiqué de presse de la Présidence : *Venezuela y Colombia debatirán basados en la amistad y la confianza*, avril 2009.

lourd, et l'autre du brut léger. À l'est du pays, dans l'État d'Anzoátegui, Chevron fait partie de l'entreprise mixte Petropiar, qui extrait du brut extra-lourd et le transforme en un pétrole synthétique plus léger. En mer, Chevron recherche du gaz dans le secteur appelé Cordón III. Dans le delta de l'Orénoque, elle explore le bloc 2 de la Plataforma Deltana ; le gouvernement l'a invitée à participer au premier projet de transport de gaz liquéfié par voie ferrée. Selon la société, « *Toutes nos activités sont accompagnées de projets de création d'emplois durables pour la population qui favorisent la croissance dans les régions où nous opérons. Nous contribuons également de façon significative à des actions éducatives, sanitaires, sociales et culturelles.* »¹⁸⁴

Chevron est revenue au Venezuela en 1996, après s'en être retirée en 1976 à la suite de la nationalisation ; elle a établi à Caracas son siège régional pour toute l'Amérique latine. En 2004, la multinationale a annoncé qu'elle allait investir 400 millions de dollars dans ses projets au Venezuela¹⁸⁵. Ali Moshiri, le dirigeant de Chevron, a répété maintes fois lors d'entretiens que l'activité de Chevron au Venezuela était portée par un courant favorable. Interrogé à ce sujet en novembre 2007, il répondit : « *Nos activités au Venezuela progressent de façon extrêmement satisfaisante. Les entreprises mixtes auxquelles nous participons fonctionnent, et les résultats en sont très positifs. C'est donc une question d'attitude. Nous sommes venus ici dans l'intention de travailler, et la coopération entre Chevron et PDVSA remonte à de nombreuses années. Petropiar (qui s'appelait auparavant Ameriven) fonctionne très bien, elle est en cours de réorganisation et ses activités prennent la bonne direction.* » Dans cette interview, Moshiri salua aussi la vision dont faisait preuve le gouvernement bolivarien pour le développement des activités : « *Après la nationalisation, l'exploitation du gaz n'a pas démarré. Le pays en est resté au pétrole. Le gouvernement du président Chávez est le premier à exploiter le gaz ; avant lui, personne ne savait que le Venezuela avait du gaz... Le gouvernement est sur le bon chemin... Par le passé, le Venezuela n'a jamais eu des prix du gaz concurrentiels, parce que personne n'avait essayé de l'exporter.* »¹⁸⁶ Lors d'une autre conférence, à l'Université de Tulsa, Moshiri déclara : « *Le*

184. Chevron, *Venezuela : Highlights of Operations*.

185. Communiqué de presse de la Présidence : *Chevron-Texaco invierte 400 millones de dólares en Venezuela*, mars 2004.

186. Entretien avec Ali Moshiri, *El Universal*, 8 novembre 2007.

président Chávez a son propre programme. Beaucoup de gens s'imaginent que nous sommes là pour l'aider. C'est inexact. Nous sommes là pour faire des affaires. Nous avons une ambassade, là-bas, le gouvernement des États-Unis est là-bas. Nous faisons des affaires en nous conformant à la loi. » Victor Poleo, qui fut vice-président de PDVSA de 1999 à 2001, a estimé qu'en 2006 et 2007 des sociétés comme Chevron ont tiré un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 à 40 milliards de dollars de leurs activités au Venezuela¹⁸⁷.

Les projets gaziers

Les projets actuels d'exploitation du gaz au Venezuela sont destinés à la production d'électricité. Les zones d'extraction du gaz se situent sur l'axe Orénoque-Apure, dans une région relativement sous-développée et peu peuplée, au centre du pays. En 2004, Gilberto Buenaño, le vice-ministre du Pouvoir populaire pour la Planification et le Développement régional, a expliqué au cours d'un entretien ce qu'allait apporter le développement économique à cette région : « *En termes de politique de développement du territoire, l'un des projets les plus importants concerne l'axe Orénoque-Apure, pour lequel les plans et les investissements vont préfigurer une base sociale qui va profiter à près de deux millions de personnes... L'axe Orénoque-Apure appartient à un territoire qui se considérait traditionnellement comme subdivisé entre nord et sud par le fleuve ; ce sera désormais une région intégrée d'environ 300 000 kilomètres carrés.* »¹⁸⁸ Une brochure de son ministère souligne les atouts climatiques et topographiques de la région pour le développement de l'agriculture ainsi que ses ressources minérales et les gisements pétroliers de l'Orénoque. Mais il est prévu d'implanter les interconnexions des réseaux de transport du gaz dans les régions où sont extraits les hydrocarbures, qui seront de ce fait touchées à double titre¹⁸⁹.

Il fut question, de 2005 à 2007, d'un projet international de toute première importance devant inclure l'axe Orénoque-Apure : il s'agissait du

187. Luis Manuel de Limas, *op. cit.*

188. Radio Nacional de Venezuela, *Entrevista con el Viceministro*, mars 2004.

189. María Pila García-Guadilla, *Ecosocialismo del siglo XXI y modelo de desarrollo bolivariano : los mitos de la sustentabilidad ambiental y de la democracia participativa en Venezuela*, *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 15, n° 1, janvier-avril 2009.

grand gazoduc du Sud, une canalisation de 12 000 kilomètres allant du Venezuela à l'Argentine en passant par le Brésil et l'Uruguay et affectant les écosystèmes de la région de Guayana, au Venezuela, et du bassin de l'Amazone¹⁹⁰. À la suite d'une rencontre trilatérale avec les présidents Lula da Silva (Brésil) et Néstor Kirchner (Argentine), le président vénézuélien annonça leur décision de construire le plus grand gazoduc du monde. Dans des déclarations faites à la presse avant cette rencontre, Chávez s'était dit persuadé que ce gazoduc, dont la construction devait durer de cinq à sept ans, bénéficierait aussi aux autres pays de la région : « *Le gazoduc doit donner naissance à des zones de développement* » dans tous les pays qu'il va traverser et « *il aidera ainsi à sauver la vie de nombreux enfants des communautés indiennes qui meurent chaque année dans notre Amérique du Sud*¹⁹¹. » Selon les estimations des analystes, un gazoduc d'une telle longueur nécessiterait des investissements de l'ordre de 20 milliards de dollars ; des négociations devaient donc s'engager pour déterminer la manière de lever ces fonds et s'il fallait avoir recours ou non à la Banque interaméricaine de développement et à la Corporation andine de développement. Ce gazoduc devait apporter de l'aisance au Brésil et à l'Argentine, qui importaient du gaz de Bolivie. Chávez déclara aussi qu'« *en aucune façon* » ce projet n'était destiné à gêner le commerce du gaz bolivien¹⁹².

Pendant le cours des négociations, le président Chávez, lors d'une visite à Sao Paulo, le 26 avril 2006, accusa des « *intérêts hégémoniques qui ne veulent pas de l'intégration de la région* » d'entamer une campagne pour faire obstacle au gazoduc¹⁹³. Déclaration étonnante, dans la mesure où les principales critiques du projet provenaient de la Bolivie, d'organisations indiennes et de défenseurs de l'environnement¹⁹⁴. Le jour même où Chávez faisait cette

190. Asociación de Amigos de la Gran Sabana, *El modelo bolivariano de desarrollo en Venezuela : Impactos ambientales y sociales*, Alerforo, 2006.

191. Martin Murphy, BBC Mundo, *El gran gasoducto del Sur*, janvier 2006.

192. *Ibid.*

193. Agencia Bolivariana de Noticias, *Jefe de estado alertó sobre intereses que buscan impedir proyecto del gasoducto*, avril 2008.

194. Amigransa, Orinoco Oilwatch, *Sociedad civil exige detener proyecto del gasoducto suramericano*, mai 2006.

déclaration, Julio Gómez, le vice-ministre bolivien des Hydrocarbures, déclarait que ce projet était « *une folie* ». Pour Gómez, les seules conséquences environnementales d'un projet aussi massif suffiraient pour que « *les nations du monde entier s'y montrent défavorables* ». Mais Gómez souligna également que ce projet n'était pas dû à Hugo Chávez, à son gouvernement ou à PDVSA, mais que c'étaient les sociétés pétrolières privées qui en portaient la responsabilité : « *Il y a des précédents négatifs qu'on doit à ces mêmes sociétés pétrolières ; elles comptent bien réduire l'importance des nouvelles négociations entre le Brésil et la Bolivie au sujet des exportations de gaz.* »¹⁹⁵

En mars 2006, l'Association communautaire des amis de la Gran Sabana et le réseau Oilwatch de l'Orénoque publièrent un communiqué qui fut diffusé dans de nombreux pays : « *On ne dit pas que la construction d'un gazoduc aussi gigantesque, avec sa chaîne de stations de récompression, affecterait l'intégrité des écosystèmes naturels intacts qu'il traversera. Comme la construction de routes dans des sites vierges, elle entraînera une déforestation et des travaux de terrassement à très grande échelle, et demandera ensuite un entretien et une vigilance permanents... Du pillage des hydrocarbures, on ne peut attendre aucune manne, même quand son prétendu objectif est de réparer des dégâts sociaux, et d'autant plus quand il crée de nouveaux dégâts sociaux et environnementaux. Pour tous ceux qui veulent conserver des démocraties, des économies et des sociétés saines, il est vital de vaincre l'hégémonie aliénante des hydrocarbures et ceux qui y accaparent le pouvoir.* »¹⁹⁶

De leur côté, les parents de ces enfants indiens objets de la sollicitude du président Chávez ont aussi rejeté ce projet. Toujours en mars 2006, Italo Pizarro, le président de la Fédération indienne de l'État de Bolívar, se plaignit que le Venezuela passe des accords internationaux qui affectaient les communautés indiennes de l'État de Bolívar et que ce soient ces habitants qui soient les derniers à connaître le détail de ces projets. Pizarro expliqua que les communautés indiennes n'avaient aucune information précise sur le grand gazoduc du Sud : « *Nous n'avons pas été consultés, pourtant l'État a un*

195. José Baig, BBC Mundo, *Gasoducto del Sur : Proyecto chiflado*, avril 2006.

196. Ivonne Rincón Moreno, *Ambientalistas exigen suspensión del proyecto del Gran Gasoducto del Sur*, mars 2006.

plan... De nombreuses communautés sont inquiètes, car l'impact sera important. »¹⁹⁷ Pour sa part, Ricardo Delgado, un ancien maire de Gran Sabana et l'un des dirigeants des indiens de l'État de Bolívar, manifesta son inquiétude devant la gravité des actes qui allaient être commis dans le Parc national ; selon la Constitution, le gouvernement devait consulter les populations indiennes avant toute négociation internationale : « *La Constitution stipule que [dans de tels cas] il doit y avoir un référendum consultatif, pour que la population puisse participer et décider... Nous sommes très inquiets des conséquences pour l'environnement des peuples indiens et des communautés... Un gazoduc, c'est extrêmement dangereux, et le long de l'autoroute régionale centrale, il est arrivé que le gazoduc explose et que ça cause des dégâts considérables. Imaginez si ça se produisait dans le Parc national près d'une communauté indienne... Ce projet est une atteinte à la vie même des communautés.* »¹⁹⁸

Pendant, ce ne sont ni les défenseurs de l'environnement, ni ceux des communautés indiennes qui mirent fin au projet. Le gazoduc fut abandonné à la suite d'une réunion des présidents du Brésil, de l'Équateur, de la Bolivie et du Venezuela en octobre 2008. « *Il n'y aura pas de gazoduc* », annonça le président Chávez, qui expliqua que le transport du gaz se ferait par bateau. Dans des déclarations à la BBC, Franklin Rojas, le directeur de Provita, un groupe vénézuélien de défense de l'environnement, regretta que les préoccupations écologiques n'aient pas été à l'origine de l'abandon du gazoduc : « *Des raisons économiques et politiques ont pesé bien plus lourd que les préoccupations sociales et environnementales.* »¹⁹⁹ Petrobras, la compagnie pétrolière nationale brésilienne, avait déclaré qu'elle ne considérait pas le gazoduc comme viable, ce qui avait paralysé les négociations, qui n'ont jamais repris.

L'intégration au marché mondial et l'IIRSA

María Pila García-Guadilla, une militante vénézuélienne pour la défense de l'environnement, a conclu, en analysant les grands projets lancés par la bureaucratie bolivarienne, que malgré les attaques verbales adressées au

197. Ivonne Rincón Moreno, *Líderes indígenas rechazan gasoducto*, *Correo del Caroní*, mars 2006.

198. *Ibid.*

199. Carlos Chirinos, BBC Mundo, *Sin gasoducto al sur*, octobre 2008.

modèle capitaliste néolibéral par le gouvernement, c'est ce modèle qui servait de référence aux politiques économiques sur lesquelles repose le développement. Il y a « *continuité entre les projets de développement du gouvernement actuel et ceux des gouvernements précédents, que le président Chávez et ses partisans qualifiaient de "néolibéraux, capitalistes et destructeurs de l'environnement"...* Si, à en croire leurs discours, le président Chávez et les divers porte parole du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles rejettent le capitalisme et le néolibéralisme, le modèle de développement bolivarien qui doit orienter les politiques économiques pour les années 2001 à 2030 n'est que la continuation et l'amplification du modèle actuel d'extraction des ressources, avec de lourdes conséquences pour l'environnement et qui repose sur une rationalité instrumentaliste, néolibérale, tournée vers la croissance »²⁰⁰.

Cette orientation est mise en évidence en comparant les grands projets de Chávez dans les domaines de l'énergie et les politiques émanant de l'Initiative pour l'intégration des infrastructures régionales en Amérique du Sud (IIRSA) ; cette initiative a pris forme lors d'une réunion des présidents de l'Amérique du Sud qui s'est tenue à Brasilia en août 2000. À cette occasion, les présidents de la région se sont mis d'accord pour mener des actions communes pour promouvoir l'intégration politique, sociale et économique de l'Amérique du Sud, ce qui inclut la modernisation des infrastructures et des actions spécifiques destinées à stimuler l'intégration et le développement des sous-régions isolées. Le Venezuela est l'un des douze pays membres de l'IIRSA. Celle-ci a défini 507 projets répartis en dix axes de développement. Le Venezuela, comme la Colombie, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie, fait partie de l'*Eje Andino*, l'axe andin. Le Venezuela participera également à l'*Eje Escudo Guayanés*, l'axe du bouclier guyanais, avec le Brésil, le Guyana et le Surinam.

Cette initiative, annoncée après la réunion dans un « communiqué de Brasilia », a reçu le soutien des chefs d'État les plus importants d'Amérique du Sud, dont Hugo Chávez. Le communiqué expose très clairement les mobiles de l'IIRSA : « *La cohésion de l'Amérique du Sud... est une condition essentielle de l'insertion [de celle-ci] dans l'économie mondiale dans des conditions favorables. Les*

200. Pilar García-Guadilla, *op. cit.*

défis que présente à tous la mondialisation... seront d'autant mieux relevés que la région approfondira son intégration et fera la preuve de plus en plus efficacement de sa solidarité en coordonnant ses réponses aux grands thèmes sociaux et économiques qui figurent sur l'ordre du jour international. »²⁰¹ On y lit plus loin que « les présidents des pays d'Amérique du Sud réaffirment leur engagement de renforcer l'Organisation mondiale du commerce et d'améliorer le système multilatéral du commerce » et que « l'intégration et le développement des infrastructures physiques sont deux axes complémentaires... [qui devraient] pouvoir attirer des capitaux de l'extérieur de la région et entraîner des effets multiplicateurs interrégionaux ». En outre, « en raison de son volume, le financement des projets d'infrastructure nécessaires à l'intégration doit être partagé par les gouvernements, le secteur privé et par les institutions financières internationales multilatérales, en particulier la Banque inter-américaine de développement, la Corporation andine de développement, le Fonds financier pour le développement du bassin de La Plata et la Banque mondiale ». Le communiqué rappelait le rôle central des ressources énergétiques : « Les présidents ont souligné le rôle des ressources énergétiques et des réseaux de transport et de communication comme moteurs de l'intégration des pays d'Amérique du Sud... Dans le domaine de l'énergie, l'intégration et la complémentarité des ressources du continent sud-américain... devraient être développées et améliorées, tout en préservant l'environnement et en éliminant les obstacles [au commerce] injustifiés que créent les réglementations et les restrictions dans ce secteur. » Il affirmait également l'importance de la participation du secteur privé : « Les présidents d'Amérique du Sud confirment leur engagement de donner une priorité de plus en plus grande aux initiatives nationales, bilatérales et sous-régionales en cours qui participent à la modernisation et au développement des infrastructures dans toute la région et soulignent à ce sujet le rôle essentiel du secteur privé. »

Comme il le fut rappelé au Forum social alternatif, une réponse anticapitaliste au sixième Forum social mondial qui se tint à Caracas en janvier 2006, la vision stratégique des grands projets de l'IIRSA considère comme nécessaire l'avènement d'un nouveau régionalisme dont l'objectif serait la conquête de nouveaux marchés, mettant ainsi l'économie au premier plan. Malgré les précautions de langage, l'Initiative cherche à

201. Voir www.iirsa.org, et en particulier le *Comunicado de Brasília* de septembre 2000.

promouvoir des réformes de structure néolibérales afin d'améliorer la compétitivité de la région pour satisfaire la demande mondiale. Lusbi Portillo, le coordinateur d'Homme et nature, une organisation engagée dans les luttes des Indiens de la Sierra de Perijá, dans l'État de Zulia, considère que l'IIRSA fait partie des composantes structurelles de l'hégémonie politique des États-Unis dans les Amériques et dans les Caraïbes au même titre que l'accord de libre échange de l'Amérique du nord (ALENA), l'accord de libre échange des Amériques (ZLEA, zone de libre échange des Amériques), le plan Colombie et le plan Puebla-Panama. Pour lui, d'ailleurs, l'IIRSA et la ZLEA sont « les deux faces d'une même pièce » : *« L'accord sur la ZLEA définit de la façon la plus concrète le cadre juridique et l'IIRSA définit les infrastructures :... [il s'agit] de moderniser et de mettre en œuvre les systèmes réglementaires et les institutions nationales qui permettront de standardiser l'utilisation des infrastructures. Il harmonise les politiques et les normes réglementaires et institutionnelles des différents États. L'accord sur la ZLEA n'est pas qu'un accord commercial ; il sert aussi de fondement à une série de projets parallèles dont les effets désastreux seront mis en évidence par le Plan Puebla-Panama, déjà très contesté... et l'IIRSA. »*²⁰²

En novembre 2003, à l'occasion de l'inauguration du Congrès bolivarien des peuples, le président Chávez s'en prit dans son discours à l'accord sur la ZLEA : *« Personne ne sait vraiment ce qu'est la ZLEA, ni ce qu'elle signifie, mais le monde entier veut déjà signer l'accord. On voit que ce document que tous les pays vont signer est un instrument pour le commerce qui n'a été transparent ni dans ce qu'il organise, ni dans sa mise sur pied précipitée... De plus, c'est une invention du néolibéralisme, et en aucun cas un choix progressiste pour les peuples d'Amérique latine. »*²⁰³ En septembre 2004, Chávez lança l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA), un contre-projet proposant un autre chemin pour l'intégration de la région²⁰⁴.

202. Lusbi Portillo, *ALCA/IIRSA, Plan Colombia y el Eje de Desarrollo Occidental*, Aporrea, mars 2004.

203. Sandro Cruz, *Chávez : El ALCA no es una solución para nuestros pueblos*, voltairenet. org, novembre 2003.

204. Voir par exemple *Chávez propone el ALBA como alternativa al ALCA* sur www.nuestraa-merica.info.

Pendant ces années-là, le gouvernement bolivarien fit de la dénonciation des ambitions de la ZLEA et de la politique étrangère de George Bush son discours officiel, laissant penser que seules celles-ci étaient porteuses des politiques expansionnistes et des accords commerciaux de la mondialisation économique. Ainsi, le débat sur ce qu'on appelait le « socialisme du XXI^e siècle » laissa pratiquement de côté d'autres projets semblables, aussi néfastes. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil sur Aporrea, un site Web pro-gouvernemental. En juillet 2009, ce site ajouta « IIRSA » à la liste de ses mots clés : la recherche sur celui-ci ne produisait alors que 285 citations, contre 7 350 pour « ZLEA ».

Mais il semble qu'on ne rencontre cet affaiblissement de la capacité d'analyse qu'au Venezuela. Plus au sud, le Forum bolivien sur l'environnement et le développement (FOBOMADE) a identifié plusieurs mécanismes qui contribuent à l'intégration de la planète au profit du commerce mondial : *« Quand nous étudions l'accord pour la ZLEA, nous oublions souvent qu'il existe des exemples édifiants de ce que nous attend s'il est mis en œuvre. L'accord sur la ZLEA n'est pas qu'un accord commercial ; il sert aussi de fondement à une série de projets parallèles dont les effets désastreux sont bien mis en évidence par le plan Puebla-Panama (PPP). C'est un ensemble de projets qui vont des autoroutes aux activités touristiques en passant par les zones industrielles et les usines. En résumé, il s'agit de favoriser la libre exploitation des ressources nationales par les multinationales. »*²⁰⁵

Dans un rapport sur l'IIRSA, *Las Venas del ALCA : Integración Regional de Sudamérica IIRSA. Bolivia, un país de tránsito y extracción de recursos* (Les veines de la ZLEA : l'intégration régionale de l'Amérique du Sud IIRSA. La Bolivie, un pays de transport et d'extraction des ressources), FOBOMADE voit se dessiner une stratégie prudente de mise en œuvre de projets semblables à ceux de la ZLEA ou au PPP. Dans la présentation de ce rapport sur son site Web, le Forum explique que *« dans d'autres pays, comme en Amérique centrale et au Mexique, ces "veines" ont pris la forme du plan Puebla-*

205. *Integración (silenciosa) de la Infraestructura Regional Sudamericana (IIRSA)* sur www.rebellion.org

Panama, qui a suscité une résistance importante des organisations et des mouvements de ces pays. En Amérique du Sud, nous en avons l'équivalent : c'est l'IIRSA ». ²⁰⁶

En février 2008, la Coordination andine des organisations indiennes (CAOI) exprima la position sur l'IIRSA de 16 organisations indiennes, dont deux du Venezuela : le Conseil national indien du Venezuela (CONVIVE) et Maikiralasa 'Iii, une organisation de l'ethnie Wayuu de Socuy, dans l'État de Zulia. Dans une *Résolution des peuples indiens sur l'IIRSA*, elle déclarait : « *Les faits démontrent que l'IIRSA provoque la destruction accélérée de l'Amazonie, de l'écosystème du Pantanal, des Andes et du Chaco, endommageant les territoires indiens, les communautés côtières et fluviales, causant la migration de milliers de personnes, une perte de biodiversité, et aggravant la pauvreté tout en mettant en cause la survie des générations futures.* » ²⁰⁷ Plus loin, elle dénonçait « [ces] gouvernements d'Amérique du Sud qui effacent avec le couteau ce qu'ils ont écrit avec la main. Eux qui ont approuvé la Déclaration des droits des peuples indiens (2007), violent tous ces droits chaque jour, mettant en œuvre des projets comme l'IIRSA, qui affectent nos vies, nos cultures et nos rêves. Tous sont membres de la Banque interaméricaine de développement qui pousse l'IIRSA et qui, comme banque, ne rend de compte à personne ».

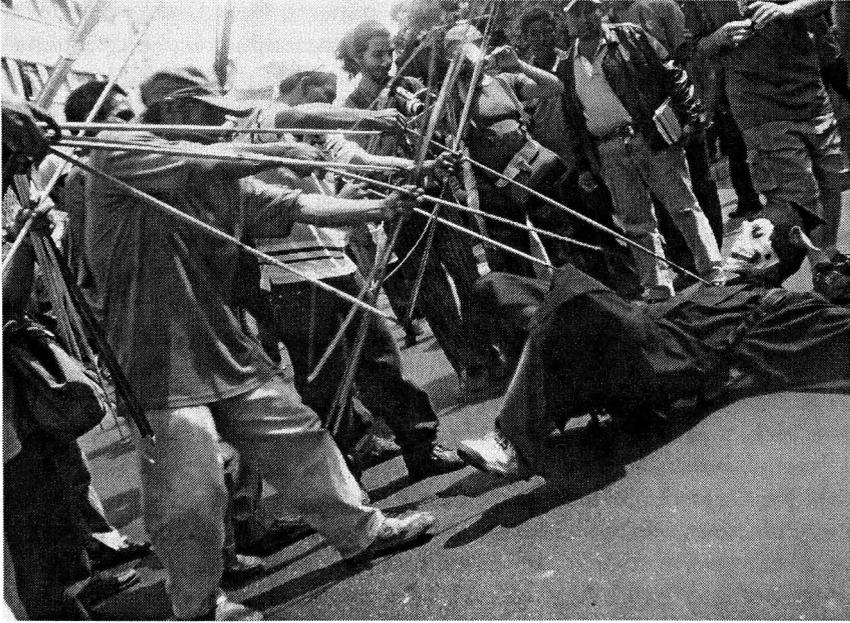
Ce document demande au Venezuela d'interrompre les programmes qui s'inscrivent dans cette philosophie de l'intégration par les grands projets d'infrastructure énergétique : « *Nous demandons au président Hugo Chávez de mettre fin au conflit dans lequel sont engagés les peuples indigènes Wayuu, Bari et Yukpa, dans le secteur de Socuy (municipalité de Mara) en annulant les concessions d'exploitation du charbon afin d'éviter la destruction de la Sierra de Perijá, qui menacerait les populations indiennes qui habitent la région et apporterait une contribution indésirable au réchauffement climatique.* »

L'exploitation du charbon dans l'État de Zulia

Le 13 novembre 2003, lors d'une visite à El Menito (dans la municipalité de Lagunillas), dans l'État de Zulia, le président Chávez déclara : « *Nous rendons le charbon au Zulia.* » Il annonça la décision de multiplier par plus de quatre

206. *Las venas de ALCA*, septembre 2003.

207. CAOI, *Resolución de Pueblos Indígenas sobre la IIRSA*, Aporrea, février 2008.



Marche nationale contre l'exploitation du charbon dans la Sierra de Perijá.

la production de charbon de la région, qui devrait passer de 8 millions à 36 millions de tonnes par an. Le chef de l'État révéla aussi que les activités de Carbozulia, la filiale charbonnière de PDVSA – dont le siège administratif se trouvait loin de là, à Caracas – seraient transférées à la Société de développement de la région du Zulia. Le communiqué de presse officiel insistait sur les avantages que ce rapatriement de l'administration de cette industrie allait apporter aux populations locales.

L'État de Zulia est riche en pétrole et en charbon, mais l'exploitation du charbon y est plus récente que celle du pétrole. Carbones del Zulia S.A. (Carbozulia) a été créée par le ministère de l'Énergie et des Mines en 1976. Les mines de charbon se trouvent dans les contreforts de la Sierra de Perijá, le long de la frontière colombienne, du Rio Guasare, au nord, jusqu'au Rio de Oro et à Casigua el Cubo, au sud. En 1987, Carbozulia créa une filiale,

Carbones del Guasare, pour exploiter la mine de Paso Diablo (le pas du diable), qui s'étend sur le territoire d'un certain nombre de petites communautés indiennes jusqu'à Santa Cruz de Mara, sur la rive du lac Maracaibo, où un port donne accès aux marchés mondiaux. En tout, Carbones del Guasare emploie environ 5 000 personnes²⁰⁸. Selon Carbozulia, elle bénéficie d'une concession pour l'extraction du charbon sur 100 780 hectares, dont seulement 1 310 hectares sont en production²⁰⁹.

C'est donc de ces quelque 100 000 hectares inexploités que devrait provenir l'augmentation de la production de charbon annoncée par le président Chávez en 2003. Pour cela, il fallait que l'État vénézuélien surmonte la résistance des peuples indiens qui vivent dans la région et celle des organisations de défense de l'environnement, car cet accroissement de la production ne pouvait venir que du Zulia. En effet, il y a bien des gisements de charbon dans les États de Táchira, d'Anzoátegui, de Falcón, de Mérida, de Guárico, et d'Aragua ; mais selon les estimations du ministère de l'Énergie et des Mines, c'est dans l'État de Zulia que se trouvent 87,5 % des réserves du pays²¹⁰. Pour les défenseurs de l'environnement et les militants anticapitalistes, ces projets de développement de la production de charbon s'inscrivent dans la perspective de l'IIRSA. Ainsi, selon le Groupe d'études et de travail peuple et conscience de Maracay : « *Cet axe d'intégration – l'axe andin prévu dans les plans de l'IIRSA –, prend le nom d'"axe du développement occidental" lorsqu'il aborde le territoire vénézuélien dans l'État de Zulia ; il débouche sur le port multimodal de Puerto Venezuela, que le gouvernement de Rafael Caldera avait baptisé Puerto America. Il est significatif de noter que lorsque l'ingénieur Luis Soto Luzardo présente le projet du Puerto Venezuela, ou Puerto America, à l'époque du gouvernement de Carlos Andrés Pérez, en 1991... Hugo Chávez le qualifie de "trahison de la patrie"... [Aujourd'hui] Luis Soto Luzardo est membre du secrétariat exécutif de Corpozulia, poste auquel il a été nommé par Hugo Chávez.* »²¹¹

208. *La revolución neoliberal del carbón*, Alterforo, janvier 2006.

209. Voir www.carbozulia.com.ve

210. Ministerio de Energía y Minas, *Recursos carboníferos en Venezuela*, sur www.carbozulia.com.ve, 2006.

211. Grupo de Estudios y Trabajo Pueblo y Conciencia, *Carbón, la muerte negra, El Libertario*, mars 2007.

Pour sa part, Lusbi Portillo (le coordinateur d'Homme et nature), considère que « *ces travaux dans le bassin du lac Maracaibo, tels qu'annoncés par l'ingénieur Soto Luzardo, sont l'expression de l'Axe de développement occidental/Axe andin d'intégration (IIRSA/PPP), dont la structuration et la raison d'être reposent sur l'exploitation, le transport et l'exportation de l'énergie fossile*²¹². » Portillo, qui travaille depuis des années dans la Sierra de Perijá avec les Wayuu, les Barí et les Yukpa, et qui enseigne à l'Université du Zulia, à Maracaibo, précise la relation entre les ressources minérales et l'IIRSA : « *Le plan directeur du Puerto America a été élaboré en avril 2002 par Alkyon Hydraulic Consultancy & Research, un cabinet d'ingénieurs-conseils néerlandais, et financé par ce cabinet, par le gouvernement néerlandais et par le gouvernement de l'État de Zulia. Le premier module prévu, le terminal charbonnier de l'île de San Bernardo, facilitera la croissance des exportations de charbon de 8 à 36 millions de tonnes par an. L'étude d'impact environnemental pour ce module a été réalisée par la société néerlandaise Royal Haskoning et financée avec des dollars de la Banque mondiale par Inter-American Coal, une société d'Aruba. Dans le plan d'affaires du projet, les néerlandais d'Alkyon concluaient que le méga-port ne serait pas viable sans une subvention du gouvernement national ou d'une autre entité de l'ordre de 50 millions de dollars par an.* »²¹³

Le biologiste Carlos Portillo-Quintero cherche depuis 2001 à mesurer la déforestation dans différentes régions du Venezuela, dont le nord de la Sierra de Perijá. Selon ses études, dans une zone qui s'élève de 80 à 250 mètres au-dessus du niveau de la mer, vers la source du Guasare, à quelques kilomètres du barrage de Manuelote, la mine a fait disparaître entre 2 000 et 3 000 hectares de forêts, auxquels il faut ajouter plus de 10 000 hectares dus aux effets induits de l'exploitation minière. Portillo-Quintero souligne également les effets négatifs de cette exploitation sur le mode de vie des communautés qu'elle affecte : « *Aujourd'hui, la communauté de Carrasquero est devenue un satellite de la mine, au fond, une ville minière. Ses habitants ont renoncé à un mode de vie agricole ou pastoral ; nombre d'entre eux cherchent à être embauchés par la*

212. Lusbi Portillo, *Chávez actúa como procónsul del Imperio*, soberania.org, août 2006.

213. Lusbi Portillo, *ALCA/IIRSA, Plan Colombia y el Eje de Desarrollo Occidental*, Aporeta, août 2006.

mine, comme ceux [qui cherchent du travail] dans l'industrie pétrolière à Maracaibo. »²¹⁴

Il a évalué les conséquences qu'aurait l'ouverture de nouvelles mines dans la région. En premier lieu, l'alimentation du Socuy et de la Maché serait affectée, ce qui accroîtrait la pénurie d'eau pure et fraîche que connaissent déjà les municipalités de Mara, Maracaibo, San Francisco et les autres villes du nord-ouest de l'État de Zulia. La déforestation s'accroîtrait considérablement, ce qui influerait sur le climat et l'écoulement des eaux dans le bassin inférieur du Socuy, une zone où vivent différentes espèces animales en voie d'extinction, comme le singe araignée (*ateles hybridus*), le jaguar (*panthera onca*) et l'ours à lunettes (*tremarctos ornatus*). Enfin, il souligne le risque de perte des savoirs et de la culture des communautés indiennes du fait du changement de leur mode de vie.

L'auteur de ce livre a eu l'occasion de s'entretenir avec des représentants de ces communautés qui s'opposent à l'extension de la mine. En mars 2005, après un voyage en bus de plusieurs heures depuis Maracaibo, et un trajet de plusieurs dizaines de kilomètres à partir de La Orchila, nous sommes arrivés chez Ángela González, porte-parole des Wayuu. Deux semaines avant notre venue, des représentants du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles nous avaient précédés pour réaliser une étude à la demande des services du président Chávez. Plusieurs militants de défense de l'environnement qui avaient pu se procurer de façon confidentielle une copie de ce rapport avaient constaté qu'il passait sous silence des questions clés : il ne donnait pas d'indications sur le nombre de personnes qui vivent dans la zone concernée, ni sur les déplacements de population dus aux activités minières ; il n'énumérait pas les dommages que causeraient ces activités dans la région du Guasare. Enfin, il ne disait rien des conséquences sanitaires de la mine sur le personnel qu'elle emploierait.

Ángela González, une femme de caractère, nous reçut aimablement chez elle, à quelques minutes de la Maché, dont les amas rocheux portaient les marques faites par les compagnies minières pour indiquer qu'ils seraient

214. Juan Pablo Nuñez, *Entrevista con Carlos Portillo, El Libertario*, n° 45, novembre 2005-janvier 2006.

dynamités. « *Les techniciens de Carbozulia sont venus nous voir et nous ont dit que leur projet amènerait de bonnes routes, que nous n'aurions pas à les payer. Ils nous ont dit qu'ils allaient nous payer, que nous deviendrions multimillionnaires. Ils ont dit à mon père qu'ils l'indemniserait, qu'une entreprise internationale rachèterait tout, et qu'il se retrouverait avec tant d'argent qu'il pourrait aller vivre en Californie ou à Houston.* »²¹⁵ Alors que nous regardions le soleil se coucher sur la Sierra de Perijá, Ángela nous dit ce que serait l'avenir des Wayuu si Carbozulia mettait ses projets à exécution : « *Le résultat, c'est que nous mourrons de faim. Où pourrions-nous aller, alors que ce petit bout de terre, que Dieu a mis de côté pour nous, est notre seul bien ? Où pourrions-nous aller ? À la ville ?* » Nous avons demandé à Ángela ce qu'elle pensait des Wayuu qui occupaient des postes élevés au gouvernement, et dont on reproduisait la photo dans les publicités gouvernementales comme preuve de sa reconnaissance des droits des peuples indiens : « *Arcadio Montiel est un Wayuu, c'est notre représentant, notre député à l'Assemblée nationale. Le vice-président de Corpozulia est aussi un Wayuu. Mais ils ne viennent jamais voir leur famille ; ils ne rendent visite à aucune communauté. [Montiel] est là-bas parce qu'ils lui donnent de l'argent, ils lui donnent un peu à manger. Et il ne nous parle pas. Il n'est jamais venu ici... Pourquoi n'est-il pas venu nous donner le projet ? Ce qu'il fait maintenant est une offense envers les Wayuu.* »

En nous quittant, elle nous dit « *ackaain wuaya juchirrua guaunmain juma wuinka* » : « Nous continuerons le combat pour notre terre et notre eau. »

Rencontre avec les zapatistes

Les Wayuu, qui sont plus de 500 000, constituent l'ethnie indienne la plus importante de Colombie et du Venezuela, occupant un territoire à cheval sur les deux pays. Du côté vénézuélien, l'organisation qu'ils ont créée pour s'occuper des questions qui les affectent s'appelle Maikiralasa'lii, c'est-à-dire « l'organisation qui ne se vendra pas ». En juillet 2007, ils participèrent au Mexique à la Rencontre internationale des peuples frères et sœurs de

215. Rafael Uzcátegui, *Interview a Angela, Wayuu en lucha contra el carbón, El Libertario* n° 43, juin-juillet 2005.

l'armée zapatiste de Selva Lacandona, au Chiapas. Leur communication à l'assemblée fit explicitement référence à la menace que faisaient peser sur eux les projets miniers : « *Nous combattons les projets de développement minier du gouvernement vénézuélien pour défendre notre terre, nos rivières et nos forêts. C'est pour cela que nous sommes ici. Nous sommes ici pour nous unir [avec vous] et [nous vous demandons] de vous unir avec nous. Nous demandons donc aux peuples du Chiapas et à la Commission intergalactique zapatiste une déclaration de soutien à notre combat, le combat des peuples Wayuu, Bari et Yukpa pour la défense de la Sierra de Perijá-Socuy. Nous souhaitons que le peuple zapatiste et les camarades joignent leurs voix aux nôtres pour que le gouvernement vénézuélien rende définitivement les territoires indiens à leurs véritables propriétaires, qu'il respecte ses obligations constitutionnelles et qu'il annule toutes les concessions accordées par l'État à des sociétés multinationales pour l'exploitation du charbon dans nos territoires ancestraux et traditionnels.* »²¹⁶

Dans un entretien, Jorge Montiel, un membre de Maikiralasa'lii, raconte qu'il dut dissiper le mythe d'un gouvernement de Caracas défenseur des peuples indiens : « *Les camarades zapatistes nous ont dit : "Caramba ! Mais au Venezuela, ils en parlent très bien, les députés et les ministres..."* Nous leur avons répondu que non, que c'était tout à fait le contraire. Les députés sont du côté de Corpozulia, ils sont avec les multinationales. Nous avons aussi dit publiquement que nous ne sommes ni des partisans, ni des opposants d'Hugo Chávez : nous sommes des Indiens anti-impérialistes et anticapitalistes. Si nous étions avec les opposants de Chávez, nous serions avec l'opposition [conservatrice] en train de lancer des accusations. Si nous étions des partisans de Chávez, nous chercherions à devenir députés à l'Assemblée ou au Conseil législatif, ou conseillers municipaux. Nous poursuivons notre chemin, nous défendons notre propre intérêt, c'est-à-dire notre terre. »²¹⁷

Les militants Wayuu durent également faire face à des gens qui, sans avoir jamais visité le Venezuela, rejetaient toute critique de quelque nature que ce soit du gouvernement du président Chávez : « *Au début d'une de nos interventions à San Cristóbal, au Chiapas, à l'université, il y a eu des Américains*

216. Wayuu Maikiralasa'lii, *Mensaje de los pueblos indígenas de Venezuela a todos los pueblos reunidos en Chiapas*, sur colombia.indymedia.org, juillet 2007.

217. Pepe el Toro, *Entrevista con Jorge Montiel, El Libertario* n° 51, novembre-décembre 2007.

qui se sont sentis mal à l'aise. C'étaient des partisans convaincus de Chávez. Ils ont affirmé que nous étions de droite : comment pouvions-nous dire des choses pareilles alors que tout allait bien au Venezuela ? Mais les camarades qui parlent anglais – ce n'est pas notre cas – leur ont demandé s'ils étaient allés à Socuy, s'ils avaient vu la situation des camarades indiens. Ils ont répondu que non. "Alors pourquoi dites-vous qu'il n'y a pas de problèmes ? Vous devez d'abord aller voir ; ensuite, vous pourrez [nous] critiquer." »

Des armes de la guérilla à l'arme de la critique

Pablo Hernández Parra se définit comme un « agitateur professionnel ». Il a sur lui toutes les présentations qu'il utilise lors de sessions de travail ou de conférences consacrées à la principale industrie du Venezuela, la production d'énergie. L'une de ces présentations a pour titre « *Les plans de l'Empire pour l'Amérique latine et les plans stratégiques de PDVSA* ». Il y rapproche des documents officiels de la société pétrolière nationale de ceux de l'IRSA et démontre que, « par coïncidence », les uns comme les autres adoptent la même perspective, celle de grands projets d'infrastructure, de moyens de communications et de pipelines pour le transport du pétrole et du gaz à destination du marché mondial. Parra est un communiste, un vétéran de la lutte armée, un ancien prisonnier politique des différents gouvernements démocratiques.

Son activité politique commence en 1963 au MIR, lié à une branche militaire, les Forces armées de libération nationale (FALN) ; il fut alors arrêté et passa six ans en prison. Au cours de ce séjour, son orientation politique se confirma, et il adhéra à la cellule Vantroi, un noyau de cadres du MIR qui resta partisan de la lutte armée après qu'une bonne partie du MIR y eût renoncé dans le cadre de la « politique de pacification » de Rafael Caldera. En 1970, avec les secteurs étudiant et ouvrier du Front Antonio José de Sucre, il crée une nouvelle organisation, Bandera Roja (Drapeau rouge) ; celle-ci continuera la guérilla jusqu'en 1977, et Parra y participera comme membre de la tendance Bandera Roja ML (marxiste-léniniste) après un autre séjour en prison qui prit fin en 1971. En 1982, accusé d'activités subversives, il passera de nouveau 23 mois en prison ; libéré, il est de nouveau arrêté, et torturé par la police judiciaire à Maracay. Lors de son

procès, le juge commue sa peine d'emprisonnement en résidence surveillée et il est envoyé à l'île de Margarita où il vivra jusqu'en 1992.

En 2002, Parra participa à la création du groupe Soberanía (Souveraineté) qui entendait défendre l'industrie pétrolière. Celle-ci avait été en effet paralysée pendant plusieurs semaines par une grève générale déclenchée contre le gouvernement Chávez par l'organisation patronale Fedecámaras et la principale organisation de salariés de l'époque, la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV). Cette stratégie de grève générale, qui avait peut-être pour but de déclencher un coup d'État de droite comme celui qui avait eu lieu en avril de la même année, avait provoqué une grande mobilisation. Hernández Parra et d'autres experts de l'industrie pétrolière avaient parcouru le pays, organisant des conférences et des séminaires pour expliquer l'importance stratégique de la première industrie du pays. L'ancien guérillero raconte comment ils s'étaient lancés dans cette action : *« Avec Victor Poleo, Francisco Mieres et Elie Habalián, je me suis mis à étudier la question du pétrole. Dans le groupe, j'étais chargé des aspects géopolitiques, les plus faciles ; j'ai donc fait des recherches, puis, petit à petit, j'ai entrepris de faire connaître les problèmes du pétrole, et j'ai rencontré des gens de PDVSA. Nous ne défendions pas le gouvernement, mais nous nous engagions contre la soi-disant "méritocratie" de l'industrie pétrolière, dans un exposé que nous avons appelé "PDVSA de l'intérieur". Selon notre analyse, tout ce que disait la "méritocratie" était faux... De plus, elle masquait les liens entre PDVSA et les capitaux étrangers. Nous avions l'intention de démontrer que l'industrie pétrolière était entre les mains du capital international à travers la "méritocratie" et que la grève du pétrole était liée au désir de Washington de renverser Chávez. »*²¹⁸

Mais dans le même temps qu'il affirmait que les intérêts nord-américains complotaient contre le président vénézuélien, Parra considérait qu'ils le soutenaient : *« Quand Chávez est arrivé au pouvoir, il n'avait aucune orientation, aucun programme de gouvernement et il est donc parvenu rapidement à un accord avec les sociétés internationales. En septembre 1999, avant l'approbation de la nouvelle constitution, Chávez a signé la loi sur le gaz, qui privatisait cette*

218. Entretien avec Pablo Hernández Parra, juillet 2009.

PLATAFORMA DELTANA: UNA VICTORIA DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO CONTRA LA CONSPIRACIÓN DE PDVSA

EL PRESIDENTE HUGO CHÁVEZ FRÍAS INICIA UNA NUEVA ERA EN LA INDUSTRIA ENERGÉTICA NACIONAL Y RATIFICA EL ALTO GRADO DE CONFIANZA DEL MUNDO EN VENEZUELA, AL OTORGAR LICENCIAS PARA LA EXPLORACIÓN Y EXPLOTACIÓN DE GAS NATURAL EN LA PLATAFORMA DELTANA

"ES UNA VICTORIA DE TANTO ESFUERZO EN LOS ÚLTIMOS AÑOS Y MESES, PARA DARLE INICIO A UNA NUEVA ETAPA AL PROCESO ECONÓMICO ENERGÉTICO NACIONAL, DENTRO DE LA VISIÓN ESTRATÉGICA QUE ESTA PREVISTA Y EN MARCHA EN LOS PROYECTOS DE LA REVOLUCIÓN PACÍFICA Y DEMOCRÁTICA BOLIVARIANA"

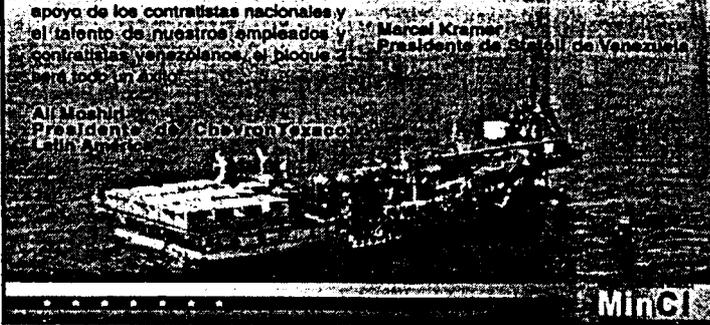
Hugo Chávez Frías
Presidente de la República Bolivariana de Venezuela

"El gas natural licuado de la Plataforma Deltana será destinado a los Estados Unidos para satisfacer esta inmensa demanda. No nos cabe duda de que gracias a nuestra alianza con PDVSA el apoyo de los contratistas nacionales y el talento de nuestros empleados y contratistas venezolanos, el bloque de

"Agradecemos a Venezuela que después de un proceso licitatorio transparente, se nos brinde la oportunidad de continuar trabajando con nuestros homólogos venezolanos".

Mercel Kramer
Presidente de Statoil de Venezuela

Al Moshir
Presidente de Chevron Texaco
Libia Arabia



MinCI

Publicité gouvernementale précédant la signature de l'accord avec Chevron et Statoil pour l'exploitation des gisements gaziers de la Plataforma Deltana - février 2003.

industrie ; de même, il a signé la loi sur les investissements étrangers qui accorde aux capitaux étrangers les mêmes conditions qu'au capital vénézuélien. Enfin, la constitution de la république bolivarienne du Venezuela permet la privatisation de PDVSA par ses articles 299, 301 et 303. Jusqu'à maintenant, Chávez a joué le rôle que lui assigne le capital étranger, qui est de privatiser l'industrie. Pendant la période allant de novembre 2001, quand Chávez a signé ces lois, à la tentative de coup d'État d'avril 2002, les capitaux aussi bien étrangers que nationaux ont fait pression pour qu'il privatise les entreprises d'État.» Toujours selon Parra, en faisant entrer des fonctionnaires nationalistes comme Gastón Parra Luzardo et Mendoza Potellá dans la direction de PDVSA, le dirigeant du processus bolivarien créa un malaise dans sa hiérarchie : « *Au fond, il y a eu un conflit pour le contrôle du butin de la rente pétrolière. C'est ce qui a conduit les sociétés pétrolières, Bush et la droite vénézuélienne à tenter le coup d'État d'avril 2002.* » Est-ce que les sociétés pétrolières internationales étaient à l'origine de cette tentative ? Pour Parra, ça ne fait aucun doute : « *L'Empire manipule deux acteurs : le gouvernement et la méritocratie [de PDVSA]. Qui a sauvé le gouvernement de la pénurie de pétrole causée par la grève ? Wilmer Ruperti [un patron du transport maritime], qui s'est procuré les pétroliers et l'essence. C'est un peon de l'Empire, il a résolu les problèmes du gouvernement. Si elles ont à choisir entre Chávez et la méritocratie, les sociétés pétrolières préféreront cette dernière, parce qu'elles l'ont créée elles-mêmes.* »

L'hypothèse d'Hernández Parra ne paraît pas insensée, puisqu'en février 2003 le gouvernement vénézuélien a donné le feu vert à Chevron-Texaco et à Statoil pour commencer les forages de la Plataforma Deltana, l'un des gisements gaziers sous-marins les plus importants²¹⁹. Les négociations qui précédèrent firent l'objet de communiqués de presse et de publicités pleine page dans différents périodiques vénézuéliens, où il était affirmé que cet accord était « une victoire du gouvernement révolutionnaire sur les comploteurs de PDVSA ».

Parra estime qu'il a donné environ un millier de séminaires sur « PDVSA de l'intérieur » à travers tout le pays, et que des dizaines de volontaires l'ont

219. Venpres, *Gobierno entrega operaciones de Plataforma Deltana a transnacionales Chevron-Texaco y Statoil*, Aporrea, février 2003.

relayé, Soberanía étant soutenue par une partie de la société pétrolière nationale : *« Les gens nous ont invités un peu partout, des écoles, une base militaire – le fort Tiuna, à Caracas – des groupes de quartier, des groupes de travailleurs, des universités, et nous leur avons fait notre exposé. Après que le général Raúl Baduel y eût participé, il en a fait faire pour ses troupes. On a fait cinq ou six séances dans les casernes de l'armée. »* Lors de ces séances, Parra et ses collègues distribuaient des CD de documentation, que le groupe a largement diffusés, y compris par l'intermédiaire de vendeurs de rue. Mais malgré cette défense de la société pétrolière nationale, qui avait été totalement paralysée lors de la grève du pétrole, Soberanía commença à se heurter au président de PDVSA, Ali Rodríguez Araque. Parra, explique pourquoi : *« En décembre 2002, pendant la grève, on nous tenait informés de toutes les négociations que menaient des gens comme Ali Rodríguez, Bernardo Álvarez et Rafael Ramirez, et nous nous sommes mis à analyser leurs propos. Nous avons obtenu un document interne dans lequel Ali Rodríguez lui-même esquissait la future politique pétrolière de PDVSA, avec les entreprises mixtes, avec la privatisation. Nous nous sommes mis à diffuser des mises en garde à ce sujet et, le 23 janvier 2003, lors d'une réunion à Mérida, j'ai commencé à dénoncer une réorganisation de PDVSA qui se faisait derrière le dos de ses salariés. »*

En 2005, voici comment Parra analysait les politiques énergétiques adoptées par le gouvernement à la suite de la grève du pétrole : *« Ce plan, "Semer le pétrole", ce n'est ni plus ni moins que le plan de Washington, un plan que Dick Cheney lui-même aurait pu concevoir. Trois ans après la tentative de coup d'État et la grève du pétrole, les travailleurs, et particulièrement les travailleurs du pétrole, ont compris que leur rôle durant le sabotage n'a été que de rattraper la production que les capitalistes avaient paralysée ; et le rôle du peuple, ça a été de soutenir le gouvernement pour qu'il puisse poursuivre la politique pétrolière de l'Empire au nom de la "belle révolution"... Alors qu'on allait assister à l'octroi le plus massif de concessions [aux multinationales] que le pays ait connu, pour le pétrole, pour le gaz et pour le charbon, des concessions qui vont causer des dommages irréversibles à l'environnement dans tout le pays et compromettre le bien-être des générations futures, pourquoi toute la flore et la faune politiques, du côté du gouvernement comme de l'opposition, des journaux comme *Ve*a et *El Nacional*, des chaînes de télévision comme *VTV* et *Globovision*, les partisans fanatiques de Chávez et ses opposants viscéraux, pourquoi, tous, sans exception, se*

sont-ils tus ? Ils n'ont pas élevé la voix, et au fond leur silence complice a participé, a applaudi à ce que à d'autres époques on aurait sans aucun doute qualifié de "trahison de la patrie"... Ce qui s'est produit dans ce nouveau Macondo [référence à Cent ans de solitude] qu'on appelle le Venezuela, c'est que le Capital national et international, sous la conduite des sociétés pétrolières, a mis le béret et le sweatshirt rouges [des partisans de Chávez] ; et ils avancent comme des conquérants, imposant leur programme de privatisation déguisé en "socialisme du XXI^e siècle". »²²⁰

220. Pablo Hernández Parra, *Los planes del imperio y el papel de PDVSA*, soberania.org.

Chapitre VI

Un contexte : la mondialisation

Jusqu'ici, nous avons présenté un premier aspect de notre hypothèse : que le rôle accru que la mondialisation capitaliste assigne au Venezuela a été pris en charge par un gouvernement dont le discours, fréquemment et bruyamment diffusé à travers le monde, prétend qu'il a pris un chemin différent. Pour clarifier notre propos, voici brièvement ce que nous comprenons comme étant la mondialisation économique capitaliste.

Pour résumer les transformations socio-économiques que la planète a connues ces dernières années, nous allons recourir à l'un des ouvrages de sociologie qui a le mieux décrit et expliqué le capitalisme dans lequel nous vivons. Au début des années 1980, le sociologue espagnol Manuel Castells s'est appliqué à décrire les changements culturels, économiques et sociétaux en cours ; il était convaincu que nous étions à l'aube d'une nouvelle ère (c'était bien avant que les études sur la « mondialisation » deviennent en vogue chez les universitaires et les intellectuels). Après douze ans de recherches et quatre ans de rédaction, Castells a publié à partir de 1996 un ouvrage en anglais en trois volumes ayant pour titre *l'Ère de l'information*, qui fut salué par d'autres spécialistes reconnus des sciences sociales²²¹.

Dans celui-ci, Castells décrit l'émergence d'une nouvelle structure sociale, qui se manifeste sous des formes différentes dans les différentes cultures et les différentes institutions à travers toute la planète. Cette structure est associée à un nouveau modèle de développement économique que nous pouvons appeler « informationnel » et qui se définit historiquement comme la restructuration du mode de production capitaliste à la fin du XX^e siècle. Cette nouvelle forme de production a été rendue possible par la constitution d'une base matérielle qui comprend :

– L'information comme matière première : le développement de technologies qui agissent à travers l'information, et non plus seulement d'informations

221. *L'ère de l'information* : tome I, *La société en réseaux* ; tome II, *Le pouvoir de l'identité* ; tome III, *Fin de millénaire*, Fayard, 1998 et 1999.

qui agissent à travers les technologies, comme ça a été le cas par le passé.

– La pénétration des effets de ces nouvelles technologies : tous les processus de notre existence individuelle et collective sont modélisés directement par ces nouvelles technologies.

– La logique de l'interconnexion : la morphologie des réseaux est bien adaptée à la complexité des interactions croissantes et aux conséquences imprévisibles de la capacité créatrice de ces interactions.

– Une base flexible : non seulement ces processus sont réversibles, mais ils peuvent être modifiés par des organisations et des institutions et peuvent être profondément transformés en changeant l'ordre de leurs composants.

– La convergence grandissante de technologies spécifiques formant des systèmes intégrés hautement complexes.

Si ce nouveau mode de développement économique est défini comme « informationnel », c'est que la productivité et la compétitivité des unités ou des agents de cette économie (entreprises, régions ou nations) dépendent fondamentalement de leur capacité à créer, traiter et utiliser efficacement de l'information. Il est « mondial » parce que la production, la consommation et la circulation, comme leurs composants (le capital, le travail, les matières premières, les ordres, l'information, la technologie, les marchés) sont organisés d'emblée à l'échelle mondiale à travers le réseau qui lie les agents économiques. Pour Castells, la transformation la plus importante qui est à l'origine de l'émergence de cette économie est celle de la gestion de la production et de la distribution, ainsi que celle du processus de production lui-même. Les secteurs économiques dominants, pour les biens comme pour les services, fonctionnent à l'échelle mondiale, forment un réseau mondial. Le processus de production rassemble des composants venant de lieux et d'entreprises multiples et les assemble pour des utilisations et des marchés spécifiques : ce nouveau système de production et de commercialisation associe production de masse, flexibilité et personnalisation.

Ce réseau ne se limite pas au fonctionnement d'une entreprise donnée, de taille mondiale et qui se fournit dans le monde entier. Ce nouveau système de production repose sur une combinaison d'alliances stratégiques et de projets de coopération spécifiques entre les grandes entreprises, leurs unités décentralisées et des réseaux de petites et moyennes entreprises,

reliées entre elles, ou avec des entreprises plus importantes ou des réseaux d'entreprises. Ce qui est essentiel, dans cette structure industrielle en réseau, c'est qu'elle s'étend sur le monde entier et que sa géométrie d'ensemble et ses effets sur chaque unité changent constamment. Le succès d'une stratégie d'entreprise (ou d'un projet industriel) dépendra en premier lieu de sa capacité à trouver sa place dans le réseau de façon à en tirer un avantage concurrentiel. Un système de production et de distribution aussi flexible exige de l'entreprise une gestion tout aussi flexible, une capacité à se reconfigurer constamment et à accéder aux technologies de production et de communication les plus appropriées à sa situation.

Pour la première fois dans son histoire, le mode de production capitaliste peut façonner les rapports sociaux à l'échelle de la planète sans aucun contrepois. Ce type de capitalisme est profondément différent de ses prédécesseurs par deux traits distinctifs : il est mondial, comme nous l'avons vu ; et sa structure est déterminée en bonne partie par les fluctuations du réseau financier. Aujourd'hui, le capital fonctionne à l'échelle mondiale en temps réel ; il se reproduit, il s'investit et s'accumule principalement dans la sphère de la circulation, c'est-à-dire comme capital financier.

L'économie mondiale présente cependant une diversification interne, dans trois régions ou zones d'influence principales : l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada et Mexique, consolidée par l'ALENA), l'Union européenne et la région Asie-Pacifique. Contrastant avec ce triangle de la richesse, de la puissance et de la technologie, le reste du monde est organisé dans un réseau hiérarchisé d'interdépendance asymétrique où les différents pays et les différentes régions se font concurrence pour attirer le capital, les ressources humaines et la technologie.

Castells ne voit pas de contradiction entre cette régionalisation et le concept d'une économie globale ; même si des différences régionales existent, l'économie est bien mondialisée, car ses agents opèrent à travers un réseau mondial qui dépasse les frontières nationales et les régions géographiques. Politiquement, cette économie ne peut ignorer les gouvernements nationaux, car ils jouent un rôle important dans les processus économiques. Il n'en reste pas moins que la dimension mondiale l'emporte, car c'est à cette échelle que se déroulent les activités industrielles et commerciales stratégiques, comme l'accumulation du capital, la production des

connaissances et la gestion de l'information. Dans ce système mondial, les différenciations politiques structurent les processus économiques et donnent forme aux stratégies des unités qui se font concurrence ; la différenciation régionale est un attribut systémique de l'économie mondiale. En effet, les différents États sont l'expression de leurs sociétés, et non de leurs économies. Au cœur de la société informationnelle, on trouve cette interaction complexe entre les institutions politiques, fruits de l'Histoire, et les unités économiques qui deviennent de plus en plus mondialisées.

De ce processus résulte une nouvelle division internationale du travail, celle de l'économie informationnelle, caractérisée par quatre situations : 1. les producteurs à haute valeur ajoutée, reposant sur le travail informationnel ; 2. les producteurs de masse, employant la main-d'œuvre bon marché ; 3. les producteurs de matières premières, dépendant des ressources naturelles ; et 4. les producteurs du superflu, dont la main-d'œuvre est dévalorisée.

Ces différentes situations ne se superposent pas aux différentes nations : elles sont fonction des réseaux qui utilisent l'infrastructure technologique de l'économie informationnelle et de leurs fluctuations. C'est entre les agents économiques relevant de ces quatre situations qu'opère cette nouvelle division internationale du travail.

D'un point de vue sociologique et économique, il n'existe pas une classe capitaliste mondiale, mais plutôt un réseau mondial intégré du capital dont les mouvements et la logique déterminent les économies et influencent les sociétés dans leur ensemble. Ainsi, au-dessus de la diversité des entrepreneurs, des dirigeants de sociétés en chair et en os, trône un capitaliste collectif sans visage, qui s'exprime par les fluctuations financières relayées par les réseaux électroniques. Elles ne résultent pas de la loi de l'offre et de la demande : ce sont des réactions aux turbulences, à l'incertitude, des réponses qui doivent autant à la psychologie, aux attitudes sociétales et aux croyances qu'aux processus économiques. Ce réseau des réseaux du capital unifie et influence les centres spécifiques de l'accumulation du capital et structure la conduite des capitalistes qui, à leur tour, se soumettent au réseau global.

Castells ne croit pas que la mondialisation entraîne la fin de l'État sous sa forme historique actuelle. Il souligne au contraire que la compétitivité

des nations dépend en bonne part des politiques étatiques. Des conditions locales favorables sont nécessaires pour attirer les sociétés multinationales, comme par exemple des ressources en main-d'œuvre ou des ressources naturelles, ou la disponibilité du capital. Les États nationaux peuvent donc utiliser leurs pouvoirs pour faciliter, ou pour entraver, la circulation des capitaux, de la main-d'œuvre, de l'information ou des marchandises sur leur territoire. Mais dans les années 1990, l'État-nation s'est transformé d'entité souveraine en acteur stratégique, défendant ses intérêts et les intérêts de ceux qu'il est censé représenter dans un système d'interactions globales, de souveraineté partagée. Les États-nations deviennent donc de plus en plus des nœuds d'un réseau de plus en plus puissant. Pour faire progresser la productivité et la compétitivité de leurs économies, il leur faut s'aligner sur les intérêts économiques globaux, régler leur conduite sur celles des flux des capitaux et convaincre leurs populations d'attendre patiemment que les avantages attendus du développement économique arrivent jusqu'à elles.

Socialisme pétrolier

Dans la division internationale du travail, le rôle de chaque région dépend de ce que les économistes appellent leurs « avantages concurrentiels ». Castells, comme on l'a vu, distingue quatre « situations ». Le Venezuela, comme presque tous les pays d'Amérique latine, se trouve dans la troisième de ces « situations », comme producteur de ressources naturelles. De ce point de vue, le gouvernement bolivarien a poursuivi les politiques économiques de ses prédécesseurs : il fait reposer son modèle de développement sur la production intensive des hydrocarbures. Le président vénézuélien actuel a même qualifié son projet fondé sur l'« or noir » de « socialisme pétrolier ». Un communiqué de presse de PDVSA le résume : « *Au cours de son émission Aló Presidente n° 288, le président de la république bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez, a évoqué le modèle de construction du socialisme fondé sur le potentiel offert par les ressources pétrolières : "Nous entreprenons la construction d'un modèle socialiste très différent de celui imaginé par Karl Marx au XIX^e siècle. Notre modèle, c'est de faire appel aux richesses pétrolières." Le chef de l'État vénézuélien a affirmé que "le socialisme pétrolier était inconce-*

vable sans l'exploitation du pétrole" et que "cette ressource donne une configuration originale à notre modèle économique". »²²²

Comme le répètent souvent les dirigeants de PDVSA, le Venezuela est pour le marché international un fournisseur de pétrole « sûr et fiable »²²³. Le pétrole assure plus de 75 % des exportations du Venezuela, et même plus de 90 % en 2008 et 2009 ; près de 60 % de ces exportations vont aux États-Unis. C'est pourquoi Domingo Alberto Rangel se demande : « *Est-ce qu'un pays aussi dépendant est souverain ?* » Et il ajoute : « *Le pétrole a détruit certaines des richesses [de ce pays] – l'économie agricole diversifiée née au XIX^e siècle – et il orchestre le système de monoproduction le plus poussé qu'on puisse trouver en Amérique latine... Le pétrole a marqué de son empreinte brutale notre cheminement pour créer une nation autonome.* »²²⁴

On peut conclure que le « socialisme pétrolier » a permis au Venezuela de jouer le rôle qui lui est assigné par la mondialisation économique. Pour évaluer les douze premières années du processus bolivarien, il faut rappeler que le président Chávez a pu compter, dans l'exercice du pouvoir, sur les revenus les plus élevés que le Venezuela ait reçus au cours des trente dernières années. Domingo Maza Zavala, économiste et membre du conseil d'administration de la Banque centrale du Venezuela jusqu'en 2007, estime que les revenus du pétrole se sont élevés au cours de ces douze années à 350 milliards de dollars. Par comparaison, dans la période allant du début des années 1980 à 1999, le produit intérieur brut du Venezuela a oscillé entre 95 et 120 milliards de dollars. En 2005, il atteignait 133 milliards, et il a continué à croître : 146 milliards en 2006, 159 milliards en 2007 et 166 milliards en 2008²²⁵.

222. Communiqué de presse de PDVSA, *Chávez : Estamos construyendo un socialismo petrolero muy diferente del que imaginó Marx*, Aporrea, juillet 2007.

223. Voir des exemples sur soberania.org.

224. Domingo Alberto Rangel, *Venezuela, Nación or emirato petrolero ?*, in *Sembrando el petróleo : 100 años de historia*, op. cit.

225. CEPAL, *Producto interno bruto total a precios constantes de mercado* exprimé en dollars de 2009. Compte tenu de la part importante des activités informelles dans la production domestique et de l'inflation, l'estimation du produit intérieur brut ne peut être extrêmement précise. La Banque centrale du Venezuela donne des montants en monnaie constante de 1997 qui font apparaître une croissance de 37,6 % de 1998 à 2008. Les exportations de produits pétroliers sont pour leur part passées d'un peu moins de 17 milliards de dollars en 1999 à 89 milliards en 2008, pour revenir à 54 milliards en 2009. (Ndt)

Le gouvernement vénézuélien ne manqua pas de faire état de cette manne. Les chiffres publiés pour 2005 par la Commission économique pour l'Amérique latine montrent que le Venezuela se classait pour le PIB au troisième rang de la région²²⁶. On a vu dans la première partie de ce livre que cette évolution ne s'est pas traduite par une amélioration significative de la qualité de vie de la majorité des habitants.

Dans cette période du processus bolivarien, sous un gouvernement qui prétend construire le socialisme, il semble que cette croissance ait largement bénéficié aux secteurs les plus dynamiques et les plus avides de l'économie mondialisée. D'après les données pour 2007, le secteur des télécommunications (téléphonie mobile, Internet, télévision par câble) a réalisé cette année-là plus de 6 milliards de dollars de profits au Venezuela, avec un taux de croissance annuelle d'au moins 15 %²²⁷. Selon les chiffres publiés par CONATEL, l'autorité de régulation des télécommunications, les sociétés du secteur ont investi en 2007 500 millions de dollars de plus qu'en 2006. La société d'État Movilnet conservait de peu la première place avec 39,9 % du marché, suivie par l'opérateur Movistar avec 39,6 %²²⁸. Quant au secteur bancaire, il a réalisé au premier trimestre de 2009 des profits s'élevant à 1 065 milliards de bolivars (environ 5 milliards de dollars), en progression de 17 % par rapport à la même période de 2008²²⁹.

L'hypothèse que nous formulons, c'est que l'arrivée au pouvoir au Venezuela d'un président populiste, charismatique, ressemblant à un *caudillo*, rend possible l'adaptation du pays, avec le minimum de secousses, aux changements rendus nécessaires par le processus de production mondialisé. Pour preuve, ce recul de la nationalisation des industries de l'énergie – une nationalisation incomplète, nous l'avons vu – masqué par un discours nationaliste et qui semble accepté par tout le monde. Le processus de nationalisation faisait obstacle à la libre circulation du capital qui carac-

226. Miguel Angel Santos, *Programas sociales y tasas de participación laboral: Por qué está cayendo el desempleo en Venezuela?* ILDIS, Serie diálogo democrático, juillet 2007.

227. *Telecomunicaciones: competencia con límites*, Dinero n° 230, 2008.

228. Vanessa Pérez Díaz, *El Nacional*, 24 mars 2007, p. E6

229. Laclase.info, *La banca obtuvo ganancias por BsF 1.065,5 millones en el primer trimestre del año*.

térise la phase actuelle du capitalisme. Économiquement, ce recul a permis le retour des investissements étrangers dans le secteur, confortés par les garanties données par les changements législatifs. Pour reprendre les termes de Manuel Castells, il s'agit là de l'exemple d'un État-nation utilisant son pouvoir réglementaire pour faciliter la circulation des capitaux sur son territoire. On notera que c'est en 1999 seulement qu'a été signée la convention fiscale entre le Venezuela et les États-Unis, un traité dont l'une des dispositions principales est d'éviter la double imposition des revenus des capitaux.

Confirmant son rôle de fournisseur fiable des marchés mondiaux de l'énergie, adaptant la législation concernant sa principale industrie aux tendances économiques et sociales internationales, le gouvernement bolivarien a réussi à faire internaliser sa situation de dépendance par la population et en premier lieu sa dépendance envers l'industrie des hydrocarbures. Depuis que Chávez est au pouvoir, la gauche vénézuélienne traditionnelle a oublié toutes les questions qu'elle posait jusqu'alors sur les conséquences sociales et environnementales de la monoproduction pétrolière. Et c'est pourquoi un film comme *Nuestro petróleo y otros cuentos*, jugé politiquement incorrect, a été censuré et est rarement diffusé dans d'autres pays. L'auteur de ce livre se souvient en particulier d'un jeune membre du parti communiste espagnol qui était venu militer à Caracas dans le quartier de San Agustín ; après avoir vu le film lors d'une de ses premières projections publiques, il s'était pris la tête dans les mains et s'était écrié : « *On ne peut pas montrer ce film en Espagne !* »

Dans *Empire*²³⁰, Michael Hardt et Antonio Negri expliquent que les gouvernements imposent à leurs populations une discipline qui correspond à la forme globale de la souveraineté. En d'autres termes, une société disciplinaire est une société-usine. Le respect de la discipline est en même temps une forme de production et une forme de gouvernement ; ainsi, une production disciplinaire et une société disciplinaire se juxtaposent presque complètement. Les caractéristiques, les structures et les hiérarchies de la division sociale du travail gagnent toute la société civile qui est graduellement absorbée par l'État : les nouvelles normes de soumission du régime capitaliste disciplinaire s'imposent à toutes les activités sociales. Et quand ce

230. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2004.

régime disciplinaire s'est complètement imposé, on atteint les limites du pacte social. Et ce nouveau pacte social, pour reprendre les termes du dirigeant du processus bolivarien, c'est le « socialisme pétrolier ».

Gustavo Cisneros – « fasciste » puis « bolivarien »

Au fur et à mesure que l'influence de la mondialisation sur le gouvernement bolivarien se faisait plus apparente, la nature des acteurs économiques qu'il fit surgir et prospérer changea. Wilmer Ruperti, qui s'enrichit extrêmement rapidement à la suite de la grève du pétrole de 2002, s'est consacré aux médias ; il a créé Canal i, une chaîne de télévision d'information et de divertissement en continu ; il a aussi acheté une station de radio, Radio Rumbos, et un petit quotidien, le *Diario de Caracas*. Il tenta aussi, mais sans succès, d'acquérir *El Universal*, l'un des quotidiens nationaux traditionnels²³¹. Un ancien banquier, Orlando Castro Llanes, qui avait dû fuir le Venezuela en 1994 après avoir détourné des fonds, refit surface dans l'assurance-vie, fondant une nouvelle compagnie, Proseguros, après l'élection d'Hugo Chávez ; il est actuellement membre de la direction de la société d'assurance Bolivariana de Seguros, une société contrôlée par l'État et qui va obtenir les contrats de tous les organismes publics. Juan Carlos Escotet, le propriétaire de la Banesco, l'une des premières banques du pays, fait l'éloge de la politique économique du gouvernement à la télévision : « *Les entrepreneurs vénézuéliens bénéficient d'un bien meilleur marché grâce à l'amélioration du pouvoir d'achat du public et du climat social.* »²³²

Mais voici une preuve encore meilleure de la compatibilité des représentants locaux de l'économie mondialisée et du processus bolivarien : Gustavo Cisneros, un homme d'affaires vénézuélien qui prospère dans le capitalisme informationnel.

Gustavo Cisneros est né à Caracas en 1945, et selon le classement du magazine *Forbes* des gens les plus riches du monde, sa fortune de

231. María Angélica Correa, *Un toque del Rey Midas de la marina venezolana*, Zeta n° 1667, 19 juillet 2008.

232. Radio Nacional de Venezuela, *Empresarios privados tienen ahora mayor mejor mercado en Venezuela*, juin 2008.

3,8 milliards de dollars lui valait en 2009 la 149^e place. Le groupe familial qu'il dirige avec son frère est un conglomérat qui s'est particulièrement développé dans les médias : sous la marque Venevisión, on trouve un ensemble d'activités liées à la télévision, production d'émissions, chaînes terrestres et par satellite et distribution internationale de programmes dans plus de 90 pays.

Cisneros ne cacha pas son opposition à Hugo Chávez pendant les cinq premières années de sa présidence ; *Newsweek* le considéra même comme l'« épicentre » de la tentative de coup d'État d'avril 2002²³³. Dans un discours du 10 janvier 2003, Chávez s'en prit à l'homme d'affaires comme à l'un de ses principaux adversaires : « *Voilà un fasciste, voilà un comploteur qui est propriétaire d'une chaîne de télévision ici, au Venezuela, un homme qui s'appelle Gustavo Cisneros. C'est un des principaux responsables de ce qui se passe au Venezuela et je l'accuse, devant le peuple et devant le monde entier, d'être un comploteur et un fasciste.* » Surprise : dix-huit mois plus tard, le 18 juin 2004, Chávez rencontra Cisneros, une rencontre arrangée par Jimmy Carter. Deux jours après, expliquant cette rencontre, Chávez donna à Cisneros du « Monsieur » au lieu des « comploteur » et « fasciste » précédents : « *J'ai souhaité la bienvenue à Monsieur Cisneros et je lui ai tendu la main en lui disant que j'étais heureux que nous puissions nous mettre autour d'une table, parce qu'il est vénézuélien, et que nous allions prendre un café et avoir une conversation, comme je le ferai avec tout Vénézuélien qui veut vraiment venir discuter de choses sérieuses.* »²³⁴ Quelques jours plus tard, dans une interview qu'il donna à Eleazar Díaz Rangel, le directeur d'*Últimas Noticias*, un quotidien plutôt pro-gouvernemental, le président Chávez déclara : « *[Cisneros] sait que lui-même, ses médias, ses affaires et sa famille peuvent cohabiter avec ce projet [bolivarien] quand il respecte la Constitution et les lois et qu'il reconnaît les autorités comme il l'a fait.* »²³⁵ Cisneros s'exprima aussi sur cette rencontre : « *Nous avons parlé longuement de la question de la pauvreté. Le président Chávez et moi sommes de la même opinion : la question de la pauvreté doit unir le pays,*

233. Voir Aporrea.

234. Émission *Aló Presidente* n° 194, juin 2004.

235. Communiqué de presse de la Présidence : *Presidente : Gobierno no ha hecho pacto con Cisneros*, Aporrea, juin 2007.

surtout quand on voit l'augmentation considérable du nombre de foyers qui se trouvent sous le seuil de pauvreté. Pour ma part, j'ai insisté pour qu'une fois le référendum passé, un dialogue national soit consacré à la recherche de solutions à ce problème. J'ai soutenu que les Vénézuéliens devaient rassembler leurs efforts pour améliorer l'éducation et pour stimuler la capacité d'entreprendre dans le pays pour pouvoir être compétitifs sur le marché mondial. »²³⁶

Tous deux ont affirmé qu'ils n'avaient conclu aucun accord ce jour-là, et en dehors de leurs déclarations on ne sait pas ce qu'ils se sont dit. Par contre, on a pu constater que la ligne éditoriale de Venevisión, la chaîne vénézuélienne de télévision de Cisneros, passa après cette réunion d'un extrême à l'autre. En atteste le rapport final sur les élections présidentielles de 2006, qui virent la réélection de Chávez, rédigé par les observateurs internationaux de l'Union européenne : « En général, *Televen* [une autre chaîne d'opposition] et *Venevisión* adoptèrent une attitude peu critique vis-à-vis des deux grandes coalitions mais, d'un point de vue quantitatif, elles ont ouvertement favorisé la position officielle. *Venevisión* a consacré 84 % de sa couverture de la politique à la position officielle et seulement 16 % à *Unidad* [la coalition d'opposition], tandis que *Televen* accordait 68 % de sa couverture à la coalition de Chávez et 32 % à *Unidad*. »²³⁷

Qu'avait à gagner une chaîne de télévision appartenant à un magnat des affaires comme Gustavo Cisneros à soutenir si généreusement le courant politique d'un président qui affirme être en train de « construire le socialisme » ? De devenir la chaîne avec la plus large audience, sans concurrence, dans un pays de 28 millions de consommateurs. Après que le gouvernement eut décidé de ne pas renouveler la licence de Radio Caracas Televisión (RCTV), la concurrente traditionnelle de Venevisión, celle-ci a atteint des niveaux d'audience sans précédents dans l'histoire du petit écran au Venezuela.

236. Gustavo Cisneros, *Que ocurrió en la reunión Chávez, Carter y Cisneros? El propio Gustavo Cisneros cuenta la historia*, Noticiero Venevisión, juillet 2007.

237. Mission d'observation électorale de l'Union européenne, *Rapport final sur l'élection présidentielle de 2006 au Venezuela*.

Pendant 54 ans, RCTV, la chaîne privée la plus ancienne du pays, a émis sur le canal 2. Ses émissions prirent fin le 27 mai 2007 à 23h59. Le gouvernement pouvait justifier cette décision par la participation de la chaîne à la tentative de coup d'État d'avril 2002, par son refus à l'époque de diffuser une série de programmes des partisans de Chávez, et par ses incitations à la rébellion militaire et civile contre un gouvernement démocratiquement élu. Mais Venevisión avait couvert ces événements avec le même parti pris, et sa licence fut renouvelée ce 27 mai 2007, trois ans après la rencontre entre Chávez, Cisneros et Carter.

C'est RCTV qui avait la part d'audience la plus élevée au Venezuela (environ 36 %), suivie de près par Venevisión avec environ 34 %. Ces deux chaînes n'étaient pas loin de monopoliser l'audience et les recettes publicitaires. Au fil des décennies, elles s'étaient livrées à une concurrence féroce pour gagner des téléspectateurs. En ne renouvelant pas la licence de RCTV, le gouvernement prétendait qu'il « démocratisait la télévision ». À l'évidence, l'éviction de RCTV allait profiter très largement à Venevisión. Cinq mois après l'arrêt de RCTV, Venevisión réalisait 51 % de l'audience²³⁸ ; en septembre 2008, elle en était à 67 %, Televen arrivant en second avec seulement 28 %²³⁹.

Au Venezuela, la télévision hertzienne (c'est-à-dire sans compter le câble) récolte 60 à 65 % de l'ensemble des recettes publicitaires. Les recettes publicitaires de Venevisión ne sont donc pas insignifiantes. Mari Pili Hernández, une journaliste qui a été vice-ministre des Affaires étrangères pour l'Amérique du Nord, mais aussi directrice de la chaîne de télévision Canal i, nous en donne une indication. Commentant le non-renouvellement de la licence de RCTV, elle constate : « *L'année dernière, en 2006, les recettes publicitaires de RCTV ont été de l'ordre de 360 milliards de bolívares. Chaque année, le gâteau publicitaire s'accroît. Cette année, on peut penser qu'il aurait été de 420 milliards de bolívares.* » Et cette communicatrice sociale, partisan du président Chávez, demande de but en blanc : « *Ces sommes, maintenant que RCTV n'émet plus, où sont-elles passées ?* »²⁴⁰ On'est pas surpris par la réponse.

238. *Últimas Noticias*, 5 octobre 2007, p. 58.

239. Campo Magnético, *Se viene la preventa 2009*, TvAbierta, septembre 2008.

240. Agencia Bolivariana de Noticias, *Mari Pili Hernández: Caso RCTV tiene un trasfondo económico*, Aporrea, juin 2007.

John da Silva, un blogueur vénézuélien qui se spécialise dans le marketing, la donne : « *Faisons un exercice en prenant comme exemple le [budget publicitaire] de Movilnet, l'opérateur public de téléphonie mobile. Si on s'en tient à une répartition proportionnelle, on allouera environ 60 % de ce budget à la télévision, dont 67 % pour Venevisión, Televen 28 % et Globovisión 5 %.* »²⁴¹

Casetel, l'organisme professionnel des sociétés de télécommunications, estime qu'en 2006 les dépenses publicitaires des sociétés de téléphonie mobile ont été de 150 millions de dollars²⁴². Même en supposant que ce montant est resté stable jusqu'en 2008, on peut penser que les recettes publicitaires de la chaîne de télévision de Gustavo Cisneros ont augmenté comme sa part d'audience : rien que pour la téléphonie mobile, elles auraient donc pu passer d'environ 30 millions de dollars en 2006 à 60 millions en 2008.

Ce pacte de coexistence entre l'un des hommes d'affaires les plus riches du monde et le dirigeant du processus bolivarien témoigne d'une sophistication croissante des relations complexes entre les institutions que met en place le mouvement chaviste et l'économie mondialisée. Ce n'est que sous cet angle qu'on peut comprendre la bataille pour les ondes au Venezuela. Venevisión est dans sa région le participant le mieux relié au réseau global du capital, tandis que RCTV représente un modèle commercial qui est peu à peu dépassé par les flux d'information qui caractérisent notre époque.

RCTV, comme on l'apprend dans le *Livre blanc sur RCTV*, appartient à Peter Bottome, Marcel Granier, Alicia Phelps, Alberto Tovar Phelps et Guillermo Tucker Arismendi. Son fondateur, William H. Phelps, avait accumulé sa fortune de la façon la plus classique, commençant par l'exportation du café et la consolidant dans les années 1920 en important des produits caractéristiques de la révolution industrielle : des machines à coudre Singer, des machines à écrire Underwood et des voitures Ford. Ses héritiers, un siècle plus tard, n'ont pas eu la même lucidité face aux nouvelles technologies de l'information.

241. Campo Magnético, *op. cit.*

242. *Inversión Celular, Producto n° 282*, mai 2007.

Gustavo Cisneros fut plus perspicace, comme l'explique l'une des biographies qui lui sont consacrées : « *Vers le milieu des années 1990, le groupe [Cisneros] sentit la nécessité d'évaluer sa situation. Cet effort d'introspection déboucha sur deux décisions importantes : la première, c'est de se concentrer sur des domaines en forte croissance et qu'il comprenait bien – ou qu'il pensait pouvoir maîtriser rapidement –, en particulier les chaînes de télévision, les télécommunications et Internet ; la seconde, c'est qu'il devait réduire sa présence au Venezuela au minimum, en ne conservant que Venevisión et les sociétés qui lui étaient étroitement liées.* »²⁴³

En 1992, le groupe Cisneros avait créé Telcel, un opérateur de téléphonie mobile qui connut pendant une période la croissance la plus rapide du monde dans ce secteur. En mai 2006, deux ans après la rencontre entre Chávez, Cisneros et Carter, avec l'accord de Conatel, le régulateur des télécommunications, le groupe Cisneros acheta Digitel, le troisième opérateur vénézuélien de téléphonie mobile, qui avait à l'époque deux millions d'abonnés²⁴⁴.

Le mythe de la multipolarité

Autre preuve que le régime bolivarien s'accommode des tendances économiques actuelles : son discours, qui justifie l'insertion du Venezuela dans la circulation planétaire du capital par une mystification. Nous avons entendu encore et encore l'hôte du palais présidentiel de Miraflores, le centre symbolique du pouvoir au Venezuela, affirmer qu'il était à l'avant-garde d'un hypothétique mouvement de lutte contre le pouvoir politique et économique des États-Unis. On a vu renaître le discours anti-impérialiste de l'Amérique latine du temps de la guerre froide. Le président vénézuélien affirme que face au pouvoir unilatéral des États-Unis, il est en train de jeter les bases d'un nouvel ordre en se servant de la richesse en hydrocarbures du pays. Bien que ce mythe fort utile ne résiste pas à la moindre analyse, il forme désormais le fondement du programme du gouvernement de Caracas, acclamé par les partisans de Chávez à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

243. Robert Bottome, *Grupo Cisneros : Un caso (ingrino) de éxito venezolano*.

244. *Conatel autoriza venta de Digitel al grupo empresarial Cisneros*, Aporrea.

Un document du ministère des Affaires étrangères vénézuélien commence par cette déclaration : « *Jour après jour, nous nous rapprochons d'un monde multipolaire, grâce à l'impulsion donnée par le président de la république, Hugo Chávez Frías, et à son action.* »²⁴⁵ Un autre document affirme : « *Le rapprochement avec la Russie [nous apporte] le soutien d'un ami dont la puissance est capable de dissuader les États-Unis de toute tentative de déstabilisation. Au cœur de ces accords se trouve une volonté commune de bâtir au niveau mondial une multipolarité qui limitera les initiatives de Washington.* »²⁴⁶ Ou encore : « *Le Venezuela peut dire adieu à 2006 avec une image internationale renforcée qui lui a permis de déjouer des campagnes étrangères visant à ralentir les progrès de sa politique étrangère. S'appuyant sur ces deux piliers que sont l'intégration régionale et l'action pour la consolidation d'un monde multipolaire, la politique étrangère vénézuélienne a reçu le soutien de plus de sept millions d'électeurs lors de l'élection présidentielle du 3 décembre.* »²⁴⁷ Et aussi : « *Le ministre des Relations extérieures Nicolás Maduro Moros nous a confirmé que l'objectif de la politique étrangère du gouvernement bolivarien est de faire progresser la construction d'un monde multipolaire et d'une nouvelle alliance de pôles de pouvoir pour briser l'hégémonie impérialiste et construire un monde fondé sur le développement économique, la justice sociale, une vraie paix, le respect du droit international et la poursuite du dialogue entre civilisations.* »²⁴⁸

Cette politique de prétendue construction de la multipolarité est définie dans différents documents officiels, par exemple dans les *Lignes générales du plan de développement économique et social de la nation 2007-2013*. Dans sa section consacrée à « la nouvelle géopolitique internationale », il est dit que « la construction d'un monde multipolaire suppose la création de nouveaux pôles de pouvoir qui briseraient l'impérialisme nord-américain, la recherche de la justice sociale, de la solidarité et de garanties de la paix par l'approfondissement du dialogue fraternel entre les peuples, le respect de la liberté de pensée et de la liberté

245. Communiqué de presse du ministère des Relations extérieures : *Propuesta de multipolaridad impulsada por gobierno venezolano cobra mayor fuerza*, Aporrea, avril 2005.

246. Diego Ghersi, *Mundo multipolar*.

247. Manuel Lozano, *Integración y multi-polaridad, ejes de política exterior*, www.rebellion.org.

248. Communiqué de presse du ministère des Relations extérieures : *Canciller Maduro explicó restructuración de Cancillería*, septembre 2006.

religieuse et l'autodétermination des peuples. »²⁴⁹ L'une des stratégies indiquées pour parvenir à cette multipolarité est l'internationalisation des ressources énergétiques. On découvre là des territoires nouveaux pour ce qu'Orwell appelle « double pensée » : « *L'objectif [est d'] accroître notre capacité d'exploration, de production et de commercialisation intégrale des ressources énergétiques grâce à des projets d'intégration énergétique régionale à l'aide d'investissements étrangers non contrôlés par les axes hégémoniques, sous l'égide des entreprises mixtes.* »

Cet objectif de multipolarité est repris par les différents ministères. Par exemple, le ministère du Pouvoir populaire pour le Logement et l'Habitat explique dans son rapport pour 2007 que le réaménagement du pays avait aussi pour objectif stratégique de contribuer au nouveau système multipolaire. Qu'est-ce que la géopolitique a à voir avec la construction des logements au Venezuela ? La complexité de la réponse dépasse les limites de ce modeste livre.

Ce rêve de construire une planète multipolaire qui s'opposerait à l'unilatéralisme des États-Unis n'est pas nouveau. Mais c'est une simplification grossière que d'expliquer tous les déséquilibres de la planète comme résultant exclusivement de la politique américaine. Sur ce point, nous rejoignons Michael Hardt et Antonio Negri. Pour résumer leur propos dans *Multitude* : l'ordre mondial actuel ne peut plus être expliqué par ce qu'était l'impérialisme des puissances modernes, c'est-à-dire l'extension de leur souveraineté à des territoires étrangers. Ce qui émerge aujourd'hui, c'est une nouvelle forme de souveraineté, un pouvoir « en réseau » dont les nœuds sont non seulement les États-nations, mais aussi les institutions supranationales, c'est-à-dire les principales sociétés capitalistes et d'autres pouvoirs²⁵⁰.

À cette nouvelle forme de souveraineté, mondiale et interconnectée, les auteurs donnent le nom d'« Empire », ce qui ne signifie pas que l'influence des États-Unis dans le monde est la même que celle d'Haïti ; pour eux, dans

249. República Bolivariana de Venezuela, *Líneas generales del plan de desarrollo económico y social de la nación 2007-2013*.

250. Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, La Découverte, 2004.

ce réseau qu'est l'Empire, tous les pouvoirs ne sont naturellement pas égaux. Au contraire, certains États-nations disposent d'un pouvoir considérable, et d'autres n'en ont presque pas, et ceci s'applique aussi aux entreprises et aux autres institutions qui composent le réseau. Mais malgré ces inégalités, ils sont contraints de coopérer pour mettre en place et maintenir l'ordre mondial, avec toutes ses divisions et ses hiérarchies internes. On peut considérer que dès 1997, soit deux ans avant qu'Hugo Chávez devienne président du Venezuela, la tendance au multilatéralisme était devenue prédominante dans le fonctionnement du système mondial. Revenons au raisonnement de Manuel Castells dans *l'Ère de l'information* : Après la fin de la guerre froide, l'interdépendance entre les États n'a fait que croître, l'un de ses facteurs étant l'affaiblissement des blocs militaires mis en place par les super-puissances, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Le rôle de l'OTAN fut redéfini à la fin des années 1990, dans le cadre de la « sécurité mondiale » : il lui appartient désormais de mener des missions de sécurité pour le compte d'un grand nombre de nations, en relation avec les Nations unies.

On a vu se concrétiser cette notion nouvelle de sécurité globale et collective lors de la première guerre du Golfe, en 1991, qui avait pour objectif d'éliminer une menace commune pour la sécurité des approvisionnements de pétrole en provenance du Moyen-Orient. De nombreux pays, à commencer par le Japon, l'Allemagne et les émirats arabes, soutinrent financièrement, dans une relation symbiotique, les puissances les mieux armées militairement (les États-Unis et le Royaume-Uni), en discourant sur la défense du monde civilisé. Ce nouveau système de sécurité s'est construit, fondamentalement, contre les forces de la barbarie en perpétuelle reconfiguration. Les États-nations, même les plus puissants, y sont incités par leur appartenance à un réseau toujours changeant d'intérêts et de négociations. Castells note deux exceptions à cette tendance à l'intégration des États-nations dans un système de sécurité collective : la Fédération de Russie, qui reste une super-puissance militaire, et la Chine, qui est en voie d'en devenir une. Il remarque cependant que ces deux puissances auraient de grandes difficultés à organiser des coalitions d'alliés permanents pour soutenir leurs intérêts, et que si même elles y parvenaient, le multilatéralisme du nouveau système de sécurité n'en serait pas remis en cause : il en deviendrait seulement plus complexe.

Quand Hugo Chávez arriva au pouvoir, le multilatéralisme s'était déjà imposé, et de la façon la plus évidente dans le domaine économique. Au centre du réseau, on trouvait le G8, le club des principales puissances économiques, ainsi que quelques autres. Ses agents, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, intervenaient au nom des règles fondamentales du capitalisme mondial. Les réunions informelles du G8, comme celles du Forum économique mondial de Davos, servaient à promouvoir les relations personnelles et la cohésion culturelle de cette élite économique.

Comme nous l'avons déjà dit, l'économie mondiale reste marquée par des différences régionales, avec trois pôles principaux – l'Amérique du Nord, l'Union européenne et la région Asie-Pacifique. Castells y ajoute l'Inde et le Brésil en raison de la croissance de leurs économies. Toutes les autres régions du monde organisent leurs économies dans des relations de dépendance multiple avec ces centres.

Il est certain que l'économie mondiale est profondément asymétrique, mais pas au sens simpliste d'un centre et d'une périphérie ou d'une division Nord-Sud comme le répète le gouvernement vénézuélien, car comme Castells en a fait l'analyse, le Nord et le Sud sont tous deux traversés par les quatre situations qu'on a décrites plus haut.

Debord, les mots et les faits

C'est en 1985 que McDonald s'est installé au Venezuela avec l'ouverture de son premier restaurant à Caracas. Sept ans plus tard, McDonald se mit à développer un réseau de franchisés, et connut alors une expansion extraordinaire dans tout le pays. En mars 2009, avec 135 restaurants, McDonald détenait 60 % du marché total de la restauration rapide au Venezuela, et selon Woods Staton, le président-directeur général d'Arcos Dorados, qui détient les franchises pour l'Amérique latine, les restaurants vénézuéliens étaient les plus actifs de la région, avec une moyenne de 45 000 tickets par mois, soit environ 90 000 repas²⁵¹.

Dix ans de discours bolivariens ne semblent pas avoir amené les consommateurs à revenir sur leurs habitudes, à améliorer leurs comportements,

251. *McDonald's elevó en 26 % sus ventas en América Latina, El Universal, 26 mars 2009.*

comme on pourrait s'y attendre dans un processus révolutionnaire. Ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres : les tendances des consommateurs vénézuéliens sont les mêmes que dans tous les autres quartiers du village global. Une revue consacrée au marketing et à la publicité le faisait remarquer en juillet 2006 : « *Quand un Vénézuélien veut manger rapidement, quand il ne sait pas où amener ses enfants ou quand il ne veut pas faire la cuisine, fréquemment, il va chez McDonald.* »²⁵² Paradoxalement, McDonald a été l'un des principaux annonceurs sur la chaîne de télévision Televisora Venezolana Social (TVES), créée par le gouvernement pour remplacer RCTV après le non-renouvellement de sa licence. Sur le site d'Aporrea, on trouve cette protestation d'un partisan du gouvernement : « *Sur TVES, que ce soit Che McDonald ou McGuevara, le parrainage capitaliste ne chasse pas le discours socialiste.* »²⁵³ Ces données sur McDonald montrent bien que les changements intervenus au Venezuela au cours des dix dernières années restent superficiels. Comme nous venons de l'exposer, dans le même temps où le gouvernement proclame que sa politique pétrolière est indépendante et anti-impérialiste, il renforce ses liens avec les multinationales. De même, toutes les politiques économiques prétendument progressistes qu'il annonce à grand bruit dans les médias ne correspondent pas à la réalité. Par exemple, il prétend, se conformant aux postulats altermondialistes, que le Venezuela est à l'avant-garde d'une révolution agricole. C'est ce qu'affirme Henry Tachinamo, député à l'Assemblée nationale et membre de la Commission du développement économique : « *Non seulement le Venezuela garantit sa souveraineté pétrolière, mais il renforce sa souveraineté nutritionnelle.* »²⁵⁴ Mais dans le même temps, Fabiola Díaz, l'un des coordinateurs de Mercal, le système mis en place par l'État pour distribuer des produits alimentaires à bon marché, déclare que le pays importe 75 % de son alimentation²⁵⁵. Comment un gouvernement peut-il soutenir de telles affirmations contradictoires ?

252. *Hasta en el llano*, Producto n° 272, juillet 2006.

253. Simón Rodríguez Porras, *McDonald's en la Televisora Venezolana Social*, Aporrea.

254. Agencia Bolivariana de Noticias, *Diputado Tachinamo sostuvo que Venezuela garantiza soberanía alimentaria*, juillet 2009.

255. Jorge Guzmán, *Justa distribución de alimentos por parte de Mercal consolida el poder popular*, mai 2008.

Guy Debord en donne une explication partielle. En 1967, il écrit que l'évolution du capitalisme ferait du spectacle le mode de production dominant : « *À mesure que la nécessité se trouve socialement réveillée, le rêve devient nécessaire. Le spectacle est le mauvais rêve de la société moderne enchaînée, qui n'exprime finalement que son désir de dormir. Le spectacle est le gardien de ce sommeil... Le spectacle est le discours ininterrompu que l'ordre présent tient sur lui-même, son monologue élogieux. C'est l'autoportrait du pouvoir à l'époque de sa gestion totalitaire des conditions d'existence. L'apparence fétichiste de pure objectivité dans les relations spectaculaires cache leur caractère de relation entre hommes et entre classes : une seconde nature paraît dominer notre environnement de ses lois fatales. Mais le spectacle n'est pas ce produit nécessaire du développement technique regardé comme un développement naturel. La société du spectacle est au contraire la forme qui choisit son propre contenu technique.* »²⁵⁶ Debord, le porte-parole le plus connu du situationnisme, verrait sa thèse confirmée par un président qui menace de ne plus vendre de pétrole aux États-Unis, recueillant l'appui extatique de ses partisans à travers le monde, et dans le même temps négocie avec leurs représentants. De même, lors de la grève du pétrole de 2002, les multinationales du pétrole et le gouvernement des États-Unis organisèrent la pénurie des produits pétroliers, mais le gouvernement vénézuélien négocia avec ses ennemis. Debord semble bien l'avoir prévu : « *Là où le monde réel se change en simples images, les simples images deviennent des êtres réels, et les motivations efficientes d'un comportement hypnotique.* »²⁵⁷

Cette interprétation de la prétendue révolution bolivarienne reçoit un soutien inattendu de la part de ce qui devrait être l'un de ses adversaires les plus sérieux : l'ambassade américaine à Caracas. Entre 1998 et 2003, dans une période de grande tension entre les deux gouvernements, l'ambassadeur John Maisto répéta souvent cette phrase qui devint une doctrine : « *Ne regardez pas ce que Chávez dit, regardez ce qu'il fait.* »²⁵⁸

Les intellectuels américains, rejetant tout ce qui vient des cercles dirigeants des États-Unis, ont choisi de ne « regarder que ce qu'il dit. »

256. *La société du spectacle*, Éditions Champ libre, 1971, paragraphes 21 et 24.

257. *Ibid*, paragraphe 18.

258. Juan Agulló, *La estrategia de la tensión*, www.rebellion.org, septembre 2008.

Le capitalisme, un cadavre en parfaite santé

Pendant les huit premières années du gouvernement bolivarien, Victor Álvarez y a occupé diverses hautes fonctions ; il a été en particulier ministre des Industries de base et des Mines. Il s'est ensuite consacré aux études économiques, et ses travaux contredisent les déclarations du président Chávez. Il n'en reste pas moins fidèle à la perspective du socialisme du XXI^e siècle. Dans un entretien, il a résumé mieux que nous pourrions le faire le rôle économique réel du gouvernement Chávez : *« La culture de la rente [pétrolière] produit des enchaînements néfastes auxquels il est difficile de mettre fin. L'un des plus graves, c'est que nous importons parce que nous ne produisons pas et nous ne produisons pas parce que nous importons... Le financement des dépenses sociales, en particulier celui des missions sociales, n'est pas assuré par les impôts, mais par les revenus du pétrole. Il ne s'agit donc pas d'un mécanisme de redistribution progressiste, dans lequel l'État prélèverait sur ceux qui ont le plus au bénéfice de ceux qui ont le moins comme un signe de solidarité sociale... Malgré les critiques de plus en plus vives adressées au capitalisme par le gouvernement bolivarien, les données officielles montrent qu'après dix ans de révolution le poids du secteur marchand dans le produit national brut a en fait augmenté. Il continue à être majoritaire, et il définit la nature capitaliste du modèle productif vénézuélien actuel. La part du secteur privé est en effet passée de 64,7 % en 1998 à 70,9 % à la fin de 2008. Dans le même temps, la part de l'économie sociale est passée de 0,5 % à 1,6 %. Si en termes purement monétaires il semble que la situation des salariés se soit améliorée, celle des propriétaires du capital s'est améliorée bien davantage. Les secteurs économiques qui ont connu les meilleurs taux de croissance au fil des ans et dont la part dans le produit national brut a augmenté sont ceux des télécommunications, du commerce, des industries de service, de la banque et des assurances... L'industrie et l'agriculture ont décliné en part relative. Dans l'agriculture, même si les productions végétales ont augmenté de 35 % et les productions animales de 23 % de 1998 à 2008, la part du secteur dans le produit national brut n'est que de 4,39 %, moins que les 12,1 % qu'on trouve en Colombie ou les 6,22 % pour l'Amérique latine dans son ensemble. »*²⁵⁹

259. Omar Lugo, Yolanda Ojeda et Gerardo Prieto, *El capitalismo es un mal necesario para el Socialismo del Siglo XXI*, *El Mundo*, 31 août 2009.

TROISIÈME PARTIE
LA POLITIQUE BOLIVARIENNE

Chapitre VII

Le populisme

Pour comprendre le gouvernement bolivarien et ses contradictions apparentes dans toute leur complexité, il est nécessaire de le resituer dans le contexte des changements intervenus en Amérique latine au cours des dernières années.

Faisant la synthèse des changements politiques intervenus au sud du Rio Grande au cours des deux dernières décennies, Daniel Barret, un écrivain uruguayen, analyse les réactions aux politiques néolibérales d'« ajustement structurel »²⁶⁰. Dans les années 1990, les multitudes réagirent contre ces « réformes », prouvant que celles-ci ne pouvaient consolider sans fissures la position que les États qui les adoptaient voulaient s'assurer sur le marché mondial. À l'échelle du monde, une avalanche de contestation sociale exigea pour les peuples le droit de déterminer leur destin ; c'est ce qu'on appela le mouvement « antimondialiste ».

En Amérique latine, une mobilisation de ce type contre le néolibéralisme provoqua la chute de plusieurs gouvernements : celui de De la Rúa en Argentine (2001) ; celui de Sanchez de Lozada en Bolivie (2003) ; celui de Lucio Gutiérrez en Équateur (2005) et celui de Carlos Mesa, de nouveau en Bolivie (2005). Tous ces mouvements sociaux venaient des profondeurs de la société, avaient peu d'organisations structurées – contrairement aux fronts avant-gardistes et aux autres organisations des années 1970 – et tiraient leur force d'un refus contagieux, d'une révolte contre des situations qui étaient devenues intolérables. En Argentine, leur cri de ralliement fut *Que se vayan todos !* (« qu'ils partent tous ! »), un mot d'ordre qui franchit les frontières. Chacun de ces mouvements, bien qu'ils eussent des traits communs, étaient marqués par des caractéristiques propres aux sociétés qui leur donnaient naissance. Malheureusement, ces mouvements

260. Daniel Barret, *El dilema es estatismo o autonomía*, intervention au Forum social alternatif de Caracas, 2006.

dynamiques n'étaient pas porteurs de transformations véritables et durables et n'ont pas apporté aux mouvements sociaux d'Amérique latine de progrès structurels.

Mais à la même époque, une autre réponse au néolibéralisme, celle-ci institutionnelle et électorale, s'est traduite par ce qu'on a appelé le « virage à gauche » de l'électorat en Amérique latine. Il y a donc eu deux types de réaction : celle, spontanée, des masses qui descendent dans la rue, et font tomber des gouvernements, et celle de partis politiques, qui débouchent sur de nouveaux gouvernements. Pour Daniel Barret, il y a eu, effectivement, un virage à gauche, mais celui-ci masque ce qu'il appelle le « renouveau de l'espoir » : *« On assiste dans une certaine mesure à la renaissance de l'ambiance des années 1970, un sentiment d'une évolution, d'un progrès possible, d'une remise en mouvement de l'Histoire. Les gens ont tendance à penser qu'il s'agit d'une vague que rien ne peut arrêter, mais il suffit de parcourir l'histoire de l'Amérique latine pour comprendre que de tels mouvements se sont déjà produits, et qu'ils sont parfaitement réversibles, aussi réversibles que le "socialisme réel", dont beaucoup pensaient que la base et les piliers étaient infiniment plus solides [que la vague "progressiste" actuelle en Amérique latine]. »* De ce passé, il donne un exemple : *« Prenez 1953 : il y avait plus de gouvernements populistes, nationalistes, qu'aujourd'hui... celui de Federico Chávez au Paraguay ; celui de Carlos Ibáñez del Campo au Chili ; celui de Gustavo Rojas Pinilla en Colombie ; celui de Getúlio Vargas au Brésil ; celui de Juan Domingo Perón en Argentine ; et celui de Jacobo Arbenz Guzmán au Guatemala. »*

Gouvernements sociaux-démocrates et gouvernements populistes

Pour Barret, dans ce « virage à gauche », il est important de distinguer les gouvernements populistes des gouvernements sociaux-démocrates, parce qu'ils résultent de dynamiques sociales et politiques différentes. Les gouvernements sociaux-démocrates sont généralement formés par des partis déjà anciens, qui sont issus du mouvement ouvrier, ce qui n'est pas le cas des gouvernements populistes. Autre différence, les sociaux-démocrates attachent plus d'importance au fonctionnement de la démocratie parlementaire que ne le font les populistes. Les gouvernements, au Brésil, de Luís

Inácio Lula da Silva, venant du Parti des travailleurs, et en Uruguay, de Tabaré Vázquez, puis de José Mujica, du Front large, sont des exemples de gouvernements sociaux-démocrates.

Ces social-démocraties n'ont ni le désir, ni l'intention de créer un monde nouveau, alors que c'est le cas pour les États populistes. Pour cette raison, les gouvernements populistes suscitent de plus grands espoirs, des attentes plus fortes – et sèment donc plus de confusion – que les gouvernements sociaux-démocrates. Le discours des gouvernements populistes est bien plus révolutionnaire que celui des gouvernements sociaux-démocrates. Les sociaux-démocrates acceptent la logique gouvernement-opposition, et dirigent le pays conscients que les partis se succèdent au gouvernement. Au contraire, la vision des populistes, c'est celle de la réalisation d'un projet historique, un projet d'une durée infinie, et il leur est donc impossible d'envisager même d'abandonner le pouvoir.

Ces deux dynamiques politiques sont intimement liées aux mouvements sociaux. Pour simplifier, on peut dire que le réformisme social-démocrate, quand il est au pouvoir, perd petit à petit sa capacité de faire appel au soutien de ses partisans. Au contraire, le populisme suscite bien plus d'enthousiasme et est donc bien plus capable de lier les mouvements sociaux à l'État.

Ces deux trajectoires – celle des mouvements spontanés qui renversent les gouvernements, et celle des mouvements sociaux-démocrates ou populistes qui amènent des gouvernements au pouvoir – posent selon Daniel Barret, qui adopte un point de vue anarchiste, un dilemme aux mouvements sociaux d'Amérique latine : leur faut-il prendre la voie étatique, ou celle de l'autonomie ? À l'heure actuelle, *« dans ce balancement du pendule de l'histoire sud-américaine, il semble que ce soit la voie étatique qui soit choisie. [C'est important] non seulement à cause des résultats électoraux, non seulement pour ce que ça signifie de démobilisation, et dans certains cas de démembrement des mouvements sociaux, mais aussi pour les espoirs et les attentes : on confie à d'autres la réalisation de certains objectifs, de certains engagements historiques. »*

Le populisme comme exercice du pouvoir

Si le « virage à gauche » en Amérique latine a produit d'un côté des gouvernements sociaux-démocrates et, de l'autre, des gouvernements populistes, celui d'Hugo Chávez est indéniablement du deuxième type. Il est donc souhaitable de décrire le populisme plus en détail.

Dans l'histoire récente de l'Amérique latine, au ^{XX}^e siècle, « populisme » renvoie à des méthodes politiques, à des mouvements de courte durée centrés sur des personnalités charismatiques. L'exercice du pouvoir par Juan Domingo Perón en Argentine de 1946 à 1955, et de nouveau en 1973-1974 en est l'exemple type. On peut aussi citer Getúlio Vargas au Brésil (de 1946 à 1954), Alberto Fujimori au Pérou (de 1990 à 2000) et Carlos Menem en Argentine (de 1989 à 1999).

Il existe en Amérique latine une vaste littérature consacrée aux gouvernements populistes du continent, et certains contestent qu'on puisse rassembler dans une même catégorie les phénomènes multidimensionnels qui accompagnent chaque cas concret. Cependant, on peut faire appel pour les définir à l'analyse de Kenneth Roberts, qui en distingue cinq traits principaux²⁶¹ :

1. Un type de direction personnalisé, paternaliste, de plus en plus charismatique.
2. Une coalition qui ignore les classes sociales, mais qui s'appuie sur les couches sociales les plus dépendantes.
3. Une mobilisation politique par le haut, qui court-circuite les mécanismes de médiation institutionnels, ou qui les subordonne aux relations directes entre le dirigeant et le peuple.
4. Une idéologie vague ou éclectique, qui s'exprime dans un discours qui glorifie les couches les plus dépendantes, un discours anti-élitiste.
5. Des politiques économiques à base de redistribution dans un contexte de clientélisme, dont les avantages doivent être massivement répartis afin de s'assurer le soutien des masses populaires.

261. Nelly Arenas et Luis Gómez Calcaño, *Populismo Autoritario: Venezuela 1999-2005*, Cendes, UCV, 2006.

Le populisme au Venezuela

Selon Juan Carlos Rey, un chercheur, un processus qu'il appelle « populisme mobilisateur » s'engagea après la mort en 1935 du dictateur Juan Vicente Gómez ; il prit fin en 1948, quand un coup d'État mit fin à la tentative d'instauration d'un régime démocratique ancré dans les masses. Trois facteurs expliquaient ce phénomène : 1. une mobilisation sociale à la fois large et intense de masses de la population qui, sans attaches politiques, étaient prêtes à suivre de nouvelles organisations ; 2. un régime oligarchique, dans lequel seuls certains secteurs de la société accédaient au pouvoir politique, social et économique et en excluaient la vaste majorité de la population ; 3. l'émergence d'une nouvelle élite constituée de groupes des couches moyennes urbaines qui se sentaient exclues d'un ordre sociopolitique qui les privait de toute participation et de toute reconnaissance²⁶².

Les gouvernements qui succédèrent à la dictature de Gómez engagèrent une certaine libéralisation, mais pas une démocratisation véritable de la société. Par exemple, les élections du parlement et du président avaient encore lieu au suffrage indirect, et le recrutement des hommes politiques était réservé à des cliques et à des réseaux familiaux. Ce qui comptait pour l'oligarchie, c'étaient la fortune, les relations personnelles, le prestige et l'influence qu'elles procuraient. C'est dans cette période que naquirent les premiers partis politiques.

Après le renversement en 1948 du gouvernement de Rómulo Gallegos, et dix nouvelles années de dictature militaire sous la direction de Marcos Pérez Jiménez, un régime démocratique original se mit en place en 1958 : une forme de populisme conciliateur, reposant sur une « règle du jeu » largement acceptée par les principaux acteurs politiques et sociaux du pays. Ces règles firent l'objet de l'accord dit de Punto Fijo, conclu le 31 octobre 1958 par AD, le Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI, d'inspiration sociale-chrétienne) et l'Union républicaine démocratique (URD). Cet accord devait garantir aux gouvernements élus qu'ils bénéficieraient du soutien moral et matériel nécessaire pour éviter d'être

262. Juan Carlos Rey, *La democracia venezolana y la crisis del sistema populista de reconciliación*, *Revista de Estudios Políticos* n° 74, 1991.

renversés et leur permettre de mobiliser les ressources matérielles et institutionnelles nécessaires à l'application de leurs décisions, qui résulteraient à la fois des règles institutionnelles et de principes informels. Ce système reconnaissait la diversité des intérêts, aussi bien dans la majorité que dans la minorité, et mettait en place un système complexe de négociations et d'arrangements entre les différents acteurs. Ainsi étaient assurées les deux conditions qui fondent l'action d'un gouvernement dans un régime démocratique : la garantie que les intérêts de minorités puissantes ne seraient pas menacés par les décisions gouvernementales, et le maintien de la confiance de la majorité de la population dans la capacité de la démocratie représentative à répondre à ses aspirations.

Jusqu'en 1984, ce populisme conciliateur reposa sur deux piliers : le premier, c'était le rôle central de l'État comme acteur et promoteur du processus de développement et de la répartition de ses fruits ; le second, c'était le rôle d'intermédiaire entre l'État et le reste de la société joué par les partis politiques et les diverses organisations qui leur étaient subordonnées.

L'objectif principal du gouvernement, pendant les premières années de cette période, fut d'éviter que les présidents élus ne soient renversés par des coups militaires ou des insurrections civiles armées. L'élite gouvernante était bien consciente que le régime ne durerait que tant que les masses conserveraient leur confiance à la démocratie représentative, aux partis politiques et à leurs dirigeants. Il fallait donc apporter immédiatement satisfaction aux besoins les plus urgents, les plus pressants de la population et prendre les mesures nécessaires à l'extension progressive de la démocratie à laquelle elle s'était engagée. En conséquence les gouvernements sociaux-démocrates intervinrent toujours davantage dans les domaines politiques, sociaux et économiques afin d'obtenir une réduction continue des inégalités²⁶³.

Le populisme bolivarien, continuateur du vieux populisme

Nelly Arenas et Gómez Calcaño ont dressé un parallèle convaincant entre le processus bolivarien et le premier gouvernement à tendances populistes, celui d'Action démocratique (AD) pendant le triennat, de 1945 à 1948. En

263. *Ibid.*

1941, le général Isaías Medina Angarita avait été nommé président du Venezuela. Il fut renversé le 18 octobre 1945 par des militaires, avec la participation d'AD, sous prétexte que son gouvernement faisait obstacle aux aspirations démocratiques du peuple et ne faisait que poursuivre la politique de Juan Vicente Gómez. Après le putsch, les militaires remirent le pouvoir à des civils, et Rómulo Betancourt, le dirigeant d'AD, prit la tête du gouvernement. En 1947, il organisa des élections à la présidence qui virent la victoire de son candidat, l'écrivain Rómulo Gallegos. Celui-ci fut à son tour victime d'un coup d'État l'année suivante.

Durant les trois années au pouvoir d'AD, ses dirigeants se dirent les champions d'un ordre nouveau rompant avec l'ordre ancien, un ordre « *de privilégiés, antinational, antidémocratique et corrompu* »²⁶⁴. Peu importait qu'après la mort de Gómez les gouvernements de Lópéz Contreras puis de Medina Angarita aient entrepris des réformes : tout ce qui s'était passé avant 1945 relevait du « *régime ignominieux de Gómez* », pour reprendre les termes de Betancourt. C'était le renversement de l'ancien régime qui donnait au nouveau gouvernement son prestige. Autre ressort, le nationalisme, qui, dans le domaine économique, remettait en cause les relations entre la nation et le marché mondial, en premier lieu pour le pétrole. AD dénonçait alors la « capitulation » du régime de Gómez, inféodé à l'impérialisme pétrolier, et se réclamait, au moins dans les discours, d'un autre modèle de développement. Ce nationalisme d'AD s'appuyait sur un mythe fondateur, celui de Simón Bolívar. Il fournissait des armes idéologiques et morales pour une prétendue refondation de la république. Pour Rómulo Betancourt, l'épopée qui avait commencé en 1945 était une « deuxième indépendance », qui était l'un des facteurs de la mobilisation sociale intense en faveur du nouveau gouvernement.

Comme le fit des décennies plus tard le processus bolivarien, le gouvernement d'AD convoqua une assemblée constituante pour cette « refondation » des institutions, et il y obtint une large majorité. Les minorités politiques étaient condamnées comme héritières de la dictature de Gómez ; on peut donc qualifier ce gouvernement d'AD de sectaire. De fait, l'État fut accaparé

264. Neritza Alvarado Chacín, *Populismo, Democracia y Política Social en Venezuela*.

par un parti politique, AD, qui effaça la frontière entre l'hégémonie du nouvel appareil d'État et celle d'un parti politique.

De 1945 à 1948, les revenus que l'État vénézuélien tira de la vente du pétrole augmentèrent fortement par rapport à la période précédente, ce qui lui permit de mettre en œuvre des politiques populistes : « *Dans la pratique, il fonctionna comme s'il n'existait pas de restrictions matérielles à ses actions.* »²⁶⁵ Par exemple, le 14 décembre 1945, le président Betancourt supprima les taxes sur l'essence et la farine de blé, réduisit le prix du kérosène (utilisé pour la cuisine), baissa les tarifs des transports des voyageurs et décréta une baisse du prix de l'électricité et des loyers.

Ce gouvernement d'AD s'appuyait sur une alliance entre des civils et les forces armées nationales, dans laquelle celles-ci devenaient « un instrument du peuple ». Betancourt se distinguait de la classe politique traditionnelle par son discours nationaliste, son anti-impérialisme et son identification symbolique avec le peuple, marquant ainsi les débuts du populisme vénézuélien²⁶⁶.

Le militarisme, composante de la culture vénézuélienne

On a vu que le gouvernement d'AD se réclamait de Simón Bolívar, ce qu'ont continué à faire les gouvernements suivants, jusqu'au processus bolivarien actuel. Le culte de Bolívar, fondement d'une prétendue « identité nationale », s'est construit au cours d'un long et efficace processus qui, à l'aide de falsifications et d'effacement du contexte historique, a abouti à une mystification sur les relations entre civils et militaires. La plus connue de ces mystifications repose sur une lettre de Bolívar du 5 août 1829 adressée à Patrick Campbell, un diplomate britannique avec lequel il était en négociation. On y trouve une phrase qui ferait de Bolívar un anti-impérialiste. Il y fait en effet référence « *aux États-Unis, que la Providence semble destiner à accabler les Amériques de malheurs au nom de la liberté* ». Mais cette phrase est sortie de son contexte ; dans la même lettre, Bolívar fait

265. Nelly Arenas et Luis Gómez Calcaño, *op. cit.*

266. Susanne Gratius, *La « tercera ola populista » de América Latina*, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, octobre 2007.

allégeance à la couronne britannique : « *En résumé, je suis loin d'être opposé à une réorganisation de la Colombie selon des institutions que la sagace Europe a déjà éprouvées ; au contraire, j'en serais infiniment heureux, et mes forces s'en trouveraient renouvelées pour appuyer une entreprise qui pourrait être notre salut et qui ne saurait être menée à bien sans difficulté si elle n'est soutenue par l'Angleterre et la France. Avec de si puissants appuis, nous pouvons tout, sans eux, rien.* »²⁶⁷

L'importance première accordée aux forces armées comme garantes de l'efficacité des institutions publiques, de la discipline et de l'ordre, est une expression de l'idéologie ancrée dans l'inconscient collectif vénézuélien. Ce culte des militaires trouve son origine dans la guerre contre l'Espagne au XIX^e siècle, et se personnifie d'abord dans Bolívar qui, dirigeant l'insurrection, obtint l'indépendance en 1821. Des dirigeants successifs, des « hommes forts », s'en réclamèrent et le fortifièrent. Cependant, Bolívar n'a pas été le premier de ces « hommes forts » à jouir d'une grande popularité au Venezuela à cette époque. José Tomás Boves (1782-1814), qui commandait une armée de 10 000 hommes réputée loyaliste (mais qui comprenait moins de 200 Espagnols « péninsulaires »), parvint à se gagner la sympathie du peuple grâce à son charisme et à sa connaissance de la culture paysanne, bénéficiant du ressentiment des paysans à l'encontre de la classe dirigeante créole, blanche, à laquelle Simón Bolívar appartenait. Un historien vénézuélien, Laureano Vallenilla Lanz, rappelle que Boves « *libéra les esclaves. Il fut le premier à instaurer l'égalité entre les castes, faisant accéder des mulâtres et des zambos [d'ascendance africaine et amérindienne] de son armée à des rangs élevés de la hiérarchie militaire. Sa popularité devint immense* »²⁶⁸. Après la mort de Boves, un autre habitant de la savane vénézuélienne d'origine modeste et au caractère affirmé, José Antonio Páez (1790-1873), qui avait gravi les échelons de la hiérarchie, prit le commandement des anciennes troupes royalistes pour les faire rejoindre celles de Bolívar : « *Pour changer de camp, souligne Lanz, ils n'ont fait que changer de commandant ; dans les profondeurs de sa pensée et de ses sentiments... Páez se voyait comme l'héritier légitime de Boves.* »

267. Lettre à Patrick Campbell du 5 août 1829.

268. Laureano Vallenilla Lanz, *El Cesarismo democratico*, Libros de *El Nacional*, Colección Ares, 1999.

Fait général à la suite de ses victoires dans la guerre d'Indépendance, Páez devint en 1830 le premier président élu du Venezuela ; il se retrouva rapidement propriétaire d'immenses plantations, et en possession d'une grande partie des créances sur l'État. Il contrôlait le monopole de la viande, les maisons de jeu, et les impôts. « *Pour ceux qui étaient parvenus à devenir propriétaires, c'était la liberté ; la société restait une société de classes. L'ancienne classe usurpatrice avait seule subi des pertes, car il avait fallu faire de la place aux hauts dirigeants [de la révolution] devenus latifundistes.* »²⁶⁹

Vers la fin du XIX^e siècle, l'exportation du café, qui était cultivé dans la région andine, était devenue la principale ressource du Venezuela. Ce fut alors l'époque de ce qu'on appela l'« hégémonie andine » : les plantations y constituaient la base de l'activité économique, et elles reposaient sur le pouvoir personnel du propriétaire, et sur la loyauté envers lui, les deux conditions du culte de l'homme fort, du *caudillo*. Pendant le première moitié du XX^e siècle, tous les présidents vénézuéliens viendront de cette région, c'est-à-dire des États de Mérida, de Táchira et de Trujillo.

Juan Vicente Gómez peut être considéré comme le père de l'État vénézuélien moderne, notamment parce qu'il a organisé une armée de métier présente dans tout le pays. Dans les premières années de sa présidence, il créa l'Académie militaire du Venezuela, qui fut en grande partie à l'origine de la professionnalisation de l'armée. Gómez modifia la constitution à sept reprises pour légaliser son maintien au pouvoir ; il s'entoura d'un certain nombre d'intellectuels qui tentèrent de donner une cohérence idéologique à son exercice du pouvoir. L'historien Vallenilla Lanz, que nous avons cité, est le plus connu d'entre eux. Dans un livre, *El Cesarismo democrático* (le césarisme démocratique), il affirme la nécessité d'un césarisme tropical, « *le gendarme nécessaire* », « *le seul qui convienne à notre évolution normale* ». Et c'est justement le dictateur Juan Vicente Gómez qui introduisit le culte de Simón Bolívar et en fit ériger une statue au centre de chaque village et de chaque ville.

Pendant 51 années du XX^e siècle, le Venezuela a été gouverné par des « hommes forts », militaires ou civils, qui se caractérisaient par leur personnalité charismatique, un réseau étendu de relations et un accès permanent à

269. *Ibid.*

des ressources économiques substantielles. Ils personnifiaient les notions d'ordre et de progrès national. Ainsi le militaire et l'institution militaire ont été des facteurs essentiels et décisifs de la politique vénézuélienne, d'une façon très particulière, tout au long du XX^e siècle. Voici les caractéristiques de ce militarisme :

1. Le culte du mâle soldat héroïque.
2. Le culte sans cesse renaissant de l'homme fort, du *caudillo*, et des valeurs machistes qui lui sont associées.
3. La prééminence donnée au « génie », à la « vision » du dirigeant par rapport aux instances de direction collectives.
4. Une conception de la politique comme réponse à une urgence ou à une crise, et non comme un processus de construction collective dans une continuité historique ; chaque changement de dirigeant suppose « une nouvelle naissance », où tout doit être reconstruit.
5. La valorisation des forces armées comme corporation porteuse des idéaux de pureté, de rédemption et d'efficacité, placée au-dessus des institutions civiles perçues comme traversées par les divisions et subordonnées aux intérêts particuliers.

Le populisme militariste bolivarien

Si nous contestons, dans ce livre, que le Venezuela soit en train de connaître une révolution socialiste, nous ne prétendons pas – comme le font certains – que nous vivions sous un régime militaire à tendances dictatoriales, mais plutôt, comme on le verra, que depuis 1999 le pouvoir gouvernemental s'est de plus en plus militarisé. Sous le couvert d'un discours de gauche, le gouvernement Chávez s'inscrit dans la tradition militariste vénézuélienne, et le mouvement bolivarien a renouvelé le militarisme de différentes façons :

1. Un discours influencé par Fidel Castro. Le président Chávez se présente comme le *comandante-presidente*, une appellation reprise par bon nombre de ses partisans. Chávez n'a pas cessé de décrire les conflits dans le pays en termes militaires, avec des allégories guerrières, mélangeant aux références à l'histoire de l'Indépendance des allusions aux guerres internes. Par exemple, il appela la campagne électorale de 2004, celle du référendum sur sa révocation, « la bataille de Santa Inés », une bataille de ce qui fut

appelée la Guerre fédérale et qui eut lieu le 10 décembre 1859. Ce genre de discours attise les antagonismes dans les deux camps. Il est fondé sur la stratégie de l'« ennemi extérieur », cet ennemi étant représenté par le président des États-Unis, dont l'« armée d'occupation » est composée par l'« ennemi intérieur », tous ceux qui sont en désaccord avec des politiques gouvernementales et sont donc complices de l'impérialisme et conspirent sans relâche contre le régime. Un communiqué de presse officiel comme celui-ci en donne un exemple : « *Le chef du gouvernement vénézuélien a donné l'ordre aux Forces armées d'exhorter le peuple à accélérer les préparatifs de défense de toute nature car l'ennemi intérieur s'enhardit.* »²⁷⁰

Derrière ce type de discours, on trouve l'idée que le plus grand honneur qu'il soit est de mourir pour l'« intérêt national » ; depuis 2004, la devise principale de l'armée vénézuélienne est devenue « *la patrie, le socialisme, ou la mort* » ; les partisans de Chávez se considèrent comme des « citoyens-soldats ». La diffusion permanente de descriptions excessivement caricaturales des adversaires et de menaces imaginaires crée un climat de peur et fait barrage au changement des politiques gouvernementales et de la société²⁷¹.

2. La symbolique. Bien que des habits civils soient plus appropriés à sa fonction, le président Chávez participe aux cérémonies officielles en uniforme. Le béret rouge que lui-même et les autres putschistes portaient en 1992 est un élément important de l'équipement des bolivariens. Il y a à Caracas une esplanade militaire, le Paseo de Próceres (la promenade des héros, ceux de la guerre d'indépendance), due au dictateur Marcos Pérez Jiménez, qui est utilisée aussi bien pour les parades militaires que pour les manifestations de soutien au gouvernement. On comprend tout le symbolisme d'en faire partir, et d'y faire revenir, le défilé inaugural du Quatrième forum social mondial en janvier 2006²⁷². Le Paseo est aussi utilisé pour des manifestations politiques le jour de l'Indépendance. Ainsi, le 17 décembre 1982, le jour anniversaire de la mort de Simón Bolívar, les membres du Mouvement bolivarien révolutionnaire (MBR-200, le mouvement fondé par

270. VTV, *Presidente Chávez : Mandatario regional que pretenda desestabilizar el país será reducido por la ley*, août 2009.

271. Heiner Busch et Wolfgang Kaleck, *La fabricación de la imagen del enemigo : El viejo truco del militarismo*, mai 2005.

272. Rebellion.org, *VI Foro Social Mundial comienza con una marcha inaugural*, janvier 2006.

Chávez qui organisa la tentative de coup d'État de 1992), y prêtèrent leur premier serment d'allégeance. En 1997, le MBR-200 choisit le 19 avril, la date de la déclaration d'indépendance, pour y tenir un meeting et y décider, en contradiction avec ses principes abstentionnistes et insurrectionnels, de participer aux élections l'année suivante et d'y soutenir Chávez²⁷³.

3. L'exercice du pouvoir. Depuis l'arrivée au pouvoir du mouvement bolivarien, un grand nombre de postes de rang élevé ou intermédiaire sont occupés par des militaires. Dès 2003, Inés Rolando Garrido, une chercheuse, avait dénombré 310 militaires à des postes de direction dans les entreprises publiques, dans les instituts autonomes, dans les organismes de financement publics, dans les ministères, dans l'administration d'État et dans les mairies²⁷⁴. Le pouvoir de Chávez est incontestable, comme l'est le développement d'un culte de la personnalité à travers le mouvement bolivarien. Enfin, le gouvernement privilégie la relation « dirigeant-peuple » par rapport à toute instance collective.

4. Les relations avec la société. Le mouvement bolivarien s'est toujours organisé en imitant les structures militaires : Unités de bataille électorale, bataillons, milices, fronts, patrouilles, réserves civiles-militaires, etc. Il a également demandé que les structures de participation populaire créées par l'État reçoivent une formation paramilitaire et soient incorporées dans la Milice nationale bolivarienne, qui est depuis 2008 une nouvelle composante des forces armées. Le président Chávez a même demandé le 8 mars 2009 (la Journée des femmes) que soit créée une unité militaire entièrement composée de femmes²⁷⁵. Diligemment, quatre mois plus tard, le 26 juillet, María León, le ministre du Pouvoir populaire pour les Femmes, annonçait que 1 200 femmes venaient de prêter serment comme membres du Corps de combat des femmes²⁷⁶. Certains des slogans de la direction adoptés par la base du mouvement bolivarien appellent à se soumettre à l'autorité. Les discours et les instructions du président Chávez sont truffés de références

273. Margarita López Maya, *Del Viernes Negro al Referendo Revocatorio*, Editorial Alfadil, 2005.

274. Citée par Nelly Arenas et Luis Gómez Calcaño, *op. cit.*

275. Mariela Acuña, *Ministerio de la Mujer tendrá carterá y nuevo nombre*, *Últimas Noticias*, 9 mars 2009, p. 2.

276. VTV, *Ministra León anunció juramentación de 1200 mujeres combatientes para el mes de agosto*, juillet 2009

militaires comme, « *un genou à terre* » (la position de bataille des fantassins) et « *Commandant Chávez : donnez-nous des ordres !* ». En avril 2009, une loi devant réglementer la propriété sociale devait inclure parmi ses bénéficiaires les collectifs faisant preuve « *d'une organisation, d'une formation politique, de capacités techniques et d'une préparation militaire* »²⁷⁷.

5. Le rôle prépondérant attribué aux forces armées. L'armée joue en fait un rôle d'organisation et d'administration plus important dans la mise en œuvre de la politique bolivarienne que les partis politiques qui soutiennent le président Chávez, du PSUV à ses satellites comme Une patrie pour tous ou le parti communiste du Venezuela. Ce sont les Forces armées nationales qui, en 2000, mirent en œuvre les premiers programmes sociaux du gouvernement bolivarien sous le nom de Plan Bolívar 2000. Actuellement, ce sont les forces armées qui supervisent la Mission Mercal et d'autres programmes et projets importants ; c'est aussi elles qui assurent la logistique et fournissent les infrastructures de la plupart des manifestations publiques du processus bolivarien.

6. Le budget des forces armées. Dans le budget de l'État pour 2009, les sommes allouées au ministère de la Défense le placent au septième rang sur 27 ministères : trois fois celles destinées à l'alimentation et au logement, quatre fois celles destinées à la protection de l'environnement, neuf fois celles pour la culture, et douze fois celles pour le sport. L'écart le plus significatif : les sommes allouées à la Défense représentent 58 fois celles allouées au ministère du Pouvoir populaire pour les Communautés indiennes²⁷⁸. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, le Venezuela est monté de la 55^e à la 18^e place dans le classement des importateurs d'armes pendant la période 2004-2008, avec des achats s'élevant à 2,038 milliards de dollars, dont 1,944 milliards en provenance de Russie. En Amérique latine, seul le Chili, qui se classe au 11^e rang mondial, le dépasse²⁷⁹.

Il s'agit là en bonne partie de la mise en œuvre des conceptions de Norberto Ceresole, un sociologue argentin qui exerça une influence non

277. Marco Ruíz *Gerenciar empresas socialistas requerirá formación política*, *Últimas Noticias*, 17 avril 2009, p. 19.

278. *Gaceta Oficial de la República Bolivariana de Venezuela*, n° 39147, 29 mars 2009.

279. International Institute of Peace Studies (SIPRI), *SIPRI Yearbook 2008*, Stockholm, 2008.

négligeable pendant les premières années de la présidence de Chávez²⁸⁰. Ceresole voit dans la relation « homme fort » - armée - population l'axe de développement du processus bolivarien : « *Tous ces éléments (l'« ordre », ou le « mandat populaire » ; un chef militaire devenant l'homme fort ou le chef de l'État ; l'absence d'institutions civiles intermédiaires efficaces ; un groupe important d'« apôtres », noyau d'un futur parti civil et militaire, qui s'entremettent avec générosité et magnanimité entre l'homme fort et les masses, l'absence d'idéologies parasitaires pré-existantes) forment un modèle de changement – en vérité, un modèle révolutionnaire – absolument nouveau, mais possédant des traditions historiques claires.* »²⁸¹

Domingo Alberto Rangel dénonce quant à lui la base militaire du projet bolivarien : « *Nous affirmons qu'entre « bolivarien » et « socialiste » il y a une contradiction aussi gênante qu'entre « socialiste » et « patriotique » ; elle subsiste parce que le régime est à la fois militaire et militariste. Dans quel sens ce régime est-il militaire ? Dans le seul sens qui détermine la nature d'un régime politique... Ceux qui ont le monopole des décisions dans ce régime sont tous des militaires... Le socialisme est internationaliste, il se bat pour abolir les frontières et dépasser le stade historique de l'État-nation dans lequel l'humanité est entrée il y a quatre siècles et plus. Un socialiste patriote est comme un glaçon bouillant ou un solide liquide, une contradiction dans les termes. Pourquoi donc une contradiction aussi grotesque a-t-elle pu prospérer au Venezuela depuis huit ans ? Parce que dans un monde de farce, tout est possible.* »²⁸²

Humberto Decarli, un anarchiste et militant ouvrier vénézuélien, refuse tout caractère progressiste à l'armée vénézuélienne : « *Ce mythe de forces armées démocratiques et respectueuses des institutions ne tient pas, parce que ça n'a*

280. Norberto Ceresole (1943-2003) a été le théoricien d'un « nationalisme révolutionnaire » ; argentin, il s'est mis successivement au service du gouvernement militaire péruvien en 1968 et des militaires argentins au début des années 1980 (après avoir été proche de la guérilla de la gauche péroniste au début des années 1970) ; dans les années 1990, il se rend au Venezuela et collabore avec des membres du MBR-200. Proche de Roger Garaudy et de Robert Faurisson, il publie dans cette période une série de livres négationnistes.

281. Norberto Ceresole, *Caudillo, ejército, pueblo. El modelo venezolano o la posdemocracia*, février 1999 ; publié sous le titre *Caudillo, ejército, pueblo : la Venezuela del comandante Chávez* par les Ediciones Al-Andaluz, Madrid, 2000.

282. Domingo Alberto Rangel, *Un régimen militar, El Mundo*, 19 juillet 2007, p. 4.

jamais été le cas dans ce pays. Il s'agit d'une structure ossifiée, au service des dirigeants du jour, et surtout des pouvoirs politiques, socio-économiques et culturels dominants en ces temps de mondialisation. Accorder à l'armée, comme dans le projet de Betancourt, une place spécifique dans la collaboration des différents pouvoirs, et la faire devenir l'un des pouvoirs fondamentaux dans un pays où la démocratie n'existe pas, n'est-ce pas une caricature de gouvernement par le peuple ? »²⁸³

Le processus bolivarien perdit sa boussole révolutionnaire bien avant d'arriver au pouvoir en février 1999. Sa dégénérescence commença quand les valeurs du militarisme commencèrent à s'infiltrer au cœur de son combat, quand il adopta consciemment la logique de l'exercice du pouvoir comme façon de penser la transformation sociale. Pour John Holloway, « si nous nous révoltons contre le capitalisme, ce n'est pas parce que nous voulons un système de pouvoir différent, mais plutôt parce que nous voulons une société dans laquelle les relations de pouvoir auront disparu. Vous ne pouvez pas construire une société sans relations de pouvoir par la conquête du pouvoir. Si vous adoptez la logique du pouvoir, le combat contre le pouvoir est déjà perdu. »²⁸⁴

283. Humberto Decarli, *El mito democrático de las Fuerzas Armadas Venezolanas*, Ediciones Comité de Relaciones Anarquistas, 2006.

284. John Holloway, *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, Pluto Press, Londres, 2005.

Chapitre VIII

Les mouvements sociaux comme acteurs du changement

Ayant défini ces caractéristiques fondamentales du mouvement bolivarien que sont le populisme et le militarisme, il convient d'examiner les formes qu'a prises la résistance sociale au cours de la décennie écoulée. Cette analyse, nous la ferons sous l'angle des mouvements sociaux, de leur capacité à s'établir et à développer leur autonomie.

Comme le fait Castells dans *l'Ère de l'information*, ce sont ces acteurs qui agissent consciemment, collectivement, dont les actions, aussi bien par leur échec que par leur succès, transforment les valeurs et les institutions de la société, que nous appelons mouvements sociaux.

C'est dans les principales villes du pays qu'étaient concentrés pour l'essentiel les mouvements sociaux qui précéderent l'arrivée au pouvoir du Président, soit, dans l'ordre, Caracas, Maracaibo, Valencia, Barquisimeto et Maracay. Seuls les mouvements indiens et de défense de l'environnement étaient bien développés dans les régions moins peuplées du pays : Fédération des organisations et groupes de défense de l'environnement, Front écologique de l'Aragua et Front écologique du Carabobo, et le Conseil national des Indiens.

On trouvait des coopératives essentiellement dans les régions centrales et occidentales du pays, dans les États d'Aragua, de Carabobo et de Lara, nombre d'entre elles étant regroupées dans la Coopérative centrale de services sociaux du Lara, qui existe toujours. Les associations de voisinage ont joué un grand rôle à Caracas dans les années 1980 et au début des années 1990.

Le mouvement étudiant fut à l'origine de mobilisations importantes ; il était particulièrement implanté dans les grandes universités publiques comme l'Université centrale du Venezuela, l'Université des Andes, l'Université des Llanos et l'Université de l'Orient. Parmi les groupes étudiant qui comptèrent le plus : l'Union des jeunes révolutionnaires (UJR), le Mouvement du renouveau 80 et le groupe Désobéissance.

Le mouvement des femmes était quant à lui divisé entre des groupes à orientation universitaire attachés aux principales universités publiques, comme le Réseau des études universitaires vénézuéliennes sur les femmes, Femmes et environnement et Contre la violence, et des groupes liés aux organisations sociales de gauche comme les Cercles populaires féminins et les Maisons de la femme.

Pourquoi voir dans les mouvements sociaux les acteurs principaux qui mènent à la révolution ? Contrairement à une bonne partie de la gauche vénézuélienne, et sud-américaine, nous ne pensons pas que le pouvoir d'État soit l'instrument du changement. L'État, qui est l'un des nœuds du réseau mondial de relations sociales et politiques dans lequel nous sommes insérés n'est pas un espace ou un outil qui peut être déformé et adapté selon ce qu'on veut faire. Son but suprême est sa propre perpétuation ; il exige le sacrifice de l'individu au nom d'un hypothétique « bonheur public », qui revient à sauvegarder les privilèges des secteurs dominants de la société. *« L'État, de cette manière, nous apparaît comme une inévitable négation et une annihilation de toute liberté, de tout intérêt, individuel aussi bien que général. »*²⁸⁵

Quant aux partis politiques, y compris de gauche, ce sont des organisations qui luttent pour prendre le pouvoir ; ils y subordonnent tout, y compris leurs principes affichés. Par exemple, les partis de gauche considèrent la lutte contre le machisme comme une « diversion ». Il en résulte un appauvrissement de la lutte contre les oppressions vécues. La forme même du parti politique, qu'il soit avant-gardiste ou parlementaire, présuppose une volonté de prendre le pouvoir d'État, sans lequel il n'a aucun sens. Le parti est un moyen de maîtriser la lutte des classes, un moyen de subordination des innombrables mouvements à l'objectif de prendre le contrôle de l'État. Les résistances sont marginalisées, elles sont considérées comme frivoles, ne concourant pas à la réalisation de cet objectif. Une hiérarchie s'introduit dans la lutte, elle se fait hiérarchisation de nos vies, hiérarchisation de nous-mêmes²⁸⁶.

285. Michel Bakounine, *La Commune de Paris et la notion de l'État*, in *La Commune de Paris*, éditions CNT-région parisienne, 2005.

286. John Holloway, *op. cit.*

Pour en revenir aux mouvements sociaux, ceux-ci tirent leur combativité de leur autonomie. Cette autonomie, c'est la capacité de se donner ses propres règles et de remettre en cause l'héritage du passé. En politique, c'est la pratique d'être humains définissant librement leur trajectoire dans l'existence. Dans un contexte collectif, elle signifie que les gens décident de la façon la plus démocratique possible de tous les aspects de leur vie quotidienne, que ce soit le travail, l'utilisation du temps libre, la façon de se nourrir, etc.

À l'opposé de l'autonomie, on trouve l'hétéronomie : vivre selon des règles édictées par d'autres. Nous en sommes imprégnés dès la naissance : il est « naturel » de vivre selon des règles fixées par d'autres, d'être soumis, de toujours suivre les ordres des autres. Cet état de chose et les institutions qui l'imposent sont considérés comme sacrés et indiscutables.

L'autonomie, pour un individu, commence quand il ou elle remet en cause telle ou telle chose : est-ce qu'il doit toujours en être ainsi ? Est-ce que ce ne serait pas mieux si on faisait différemment ? Pour cette raison, on peut dire que l'autonomie est une discussion sans fin, qui ne devrait jamais se terminer, dont les conclusions changent constamment. Si l'État, le gouvernement, les armées et les prisons sont injustes, est-ce qu'il ne faut pas les remplacer par quelque chose de meilleur ? Un individu autonome n'oublie jamais que ce sont des individus qui font les lois qui gouvernent la société, et ces individus devraient être remplacés quand ils agissent contre le bien commun. L'autonomie individuelle est le produit d'une réflexion et d'une décision libres. Elle se concrétise quand on devient maître de soi-même et de ses actions²⁸⁷.

L'autonomie entraîne plusieurs conséquences : elle démocratise la société ; elle désagrège le pouvoir centralisé ; elle tend vers l'égalité ; et elle permet aux individus qui participent activement au projet autonome de devenir des « sujets » sociaux. Qui a le droit à l'autonomie ? Tous ceux qui la demandent.

De quelle manière l'autonomie révolutionne-t-elle la théorie de la révolution ? Elle rompt avec la tradition qui estime qu'un État centralisé est

287. *Recuperar la autonomía : propuesta libertaria par el momento actual, El Libertario n° 52, mars 2008.*

nécessaire pour réaliser le changement ; elle rompt donc avec la tradition qui estime nécessaire des organisations hiérarchisées et centralisées, comme les partis politiques, pour conquérir le pouvoir.

L'autonomie sociale ne peut pas être séparée de l'autonomie individuelle. Une révolution se met en route quand la population forme ses propres organisations autonomes, quand elle décide de ses propres règles et de ses propres formes d'organisation. Et la révolution prend fin quand ces organisations autonomes sont domestiquées, asservies ou réduites à un rôle décoratif²⁸⁸.

Ayant ainsi défini l'autonomie, voyons si le gouvernement bolivarien a contribué à renforcer, ou au contraire à réduire, la capacité autonome des mouvements sociaux au Venezuela.

L'autonomie dans les mouvements sociaux

Pour que se construise un sujet social qui lutte pour l'émancipation, il faut qu'il récupère, qu'il renforce une culture – au sens large – qui lui soit propre, que se reconstruise son identité d'opprimé face à l'hégémonie de la classe dominante. Mais comment ? Raul Zibechi, un écrivain uruguayen, auteur de *La Mirada horizontal* (Le regard horizontal), y distingue cinq situations qui permettent aux mouvements sociaux de base de construire une culture anti-hégémonique :

1. Récupération de sa propre histoire, et élaboration d'une vision du monde conflictuelle. L'organisation doit favoriser l'indépendance intellectuelle de ses membres. Seuls des individus autonomes peuvent créer des organes de communication qui rompent avec l'air du temps, avec les chefs, avec les idées gravées dans le marbre. Être autonome, c'est pratiquer la critique et l'autocritique, ce qui signifie aller à contre-courant des pratiques et des idées dominantes ; ce sont l'étude, l'auto-formation et la discussion qui permettent d'y parvenir.

2. L'ouverture d'espaces autonomes hors de portée du marché et de sa logique, où peuvent se construire des entités locales, démocratiques et

288. Raúl Zibechi, *La mirada horizontal. Movimientos sociales y emancipación*, Editorial Nordan, Montevideo, 1999.

autonomes. Une longue pratique dans des espaces qui ne sont pas, ou peu, contaminés par la logique dominante (y compris celle du marketing politique) peut donner naissance à de nouvelles formes d'existence, de nouveaux comportements, qui déboucheront sur une culture politique différente, anti-hégémonique, autonome. On pourrait les qualifier de « laboratoires culturels » dans lesquels hommes et femmes peuvent tisser des liens en face à face, directement, sans intermédiaires, en s'autogérant, des espaces qui sont suffisamment libres et ouverts pour permettre l'expérimentation sans peur des erreurs ou des échecs, la seule façon de créer des conditions qui inversent ou renversent les valeurs dominantes.

3. Ces espaces anti-hégémoniques devraient fonctionner en accord avec les valeurs communes aux mouvements sociaux. Ils devraient être « horizontaux », et non hiérarchiques, un réseau qui évite la concentration du pouvoir. Ils devraient également considérer la diversité comme une force. On ne peut faire éclore et maintenir son identité que si on attache de l'importance aux autres identités et qu'on les soutient. La différence enrichit.

4. La pratique quotidienne construit une identité à la recherche d'un nouveau modèle de civilisation. D'une pratique commune née des différences émerge une nouvelle forme de démocratie faite de fraternité qui conduit directement à la réalisation de la communauté. Son but n'est ni de prendre le pouvoir, ni la victoire finale : il n'est que dans les gens eux-mêmes, ceux qui peuplent ces espaces.

5. La construction d'espaces et de discours intégraux, qui unifient tous les aspects, les complexités et les préoccupations de l'être humain.

De plus, écrit Zibechi, le regard des forces du changement doit être horizontal, vers l'intérieur de leurs propres rangs ; elles doivent chercher à l'intérieur du camp populaire les moyens de résoudre les difficultés, créant – et recréant – de cette façon le monde des opprimés.

Les mouvements sociaux et les partis de gauche vénézuéliens avant 1998

En examinant la situation des mouvements sociaux au Venezuela à la fin des années 1990, on comprend que l'élection d'Hugo Chavez a été une réponse à leur croissance qualitative et quantitative, et en général aux forces qui

s'opposaient au système politico-économique. On le perçoit à travers l'histoire de ces mouvements jusqu'à 1998, qu'on va brosser à grands traits.

Margarita López Maya, une historienne qui soutint le processus bolivarien pendant ses premières années, a suivi et analysé pendant plusieurs décennies ce qu'elle a appelé « la politique de la rue » : la genèse, les revendications et les modes de mobilisation des groupes populaires et des organisations non-hégémoniques.

Ses travaux ont montré qu'au Venezuela, de 1958 au début des années 1970, l'action revendicative a été motivée de façon presque égale par les droits sociaux (salaires, services publics, etc.) et par des objectifs civiques et politiques. Cette période où les revendications politiques ont été particulièrement fortes est aussi celle de la guérilla armée, menée principalement par des cellules du PCV et du MIR ; ces deux organisations avaient en effet ouvert plusieurs fronts dans les campagnes et avaient mené des actions de sabotage et pratiqué la « propagande par le fait » dans les principales villes. Dans toute la période démocratique, depuis 1958, c'est en 1963 que la part des actes de violence dans l'expression des revendications fut la plus élevée. Cette année là, où la gauche armée appela à l'abstention aux élections, 47,7 % des manifestations furent violentes, et 64,3 % de toutes les manifestations étaient motivées par des revendications politiques et idéologiques. Par comparaison, de 1973 à 1999, 75 % des actions revendicatives ont porté sur les droits sociaux²⁸⁹.

La lutte armée connut son apogée de 1960 à 1969, même si certaines organisations la poursuivirent jusqu'en 1982. Mais son ampleur n'atteint jamais celle que connurent d'autres insurrections en Amérique latine. Pablo Hernández Para, qui fut membre du Front Antonio José de Sucre, confia à l'auteur que la guérilla vénézuélienne ne mena pas plus de dix offensives contre des objectifs militaires, s'attaquant essentiellement à des civils, en particulier à des personnes soupçonnées d'être des indicateurs, et se défendant contre l'armée.

En 1968, le Mouvement électoral du peuple (MEP), une scission d'AD, fut le premier parti d'extrême gauche à participer à une élection présidentielle. Il

289. Margarita López Maya, *Del viernes negro al referendo revocatorio*, op. cit.

obtint 719 461 voix, soit 19,34 % du total²⁹⁰. Après la renonciation du PCV à la lutte armée, une partie importante de ses membres, en désaccord avec le soutien qu'il apportait à l'Union soviétique, rompit avec lui en 1971 pour former le Movimiento Al Socialismo (MAS, mouvement pour le socialisme), qui prit part aux élections à partir de 1973. Aux élections de 1993, participant, avec le PCV et d'autres partis, à la coalition de « Convergence nationale », il contribua, avec 10,59 % des voix, à la victoire de celle-ci et à l'arrivée à la présidence du social-chrétien Rafael Caldera²⁹¹. D'autres organisations de gauche, en particulier le PCV et le MIR, participèrent aussi aux élections avant 1998, mais aucune n'obtint plus de 1 % des voix. On peut en déduire que leurs programmes et leurs propositions ne bénéficiaient pas d'un large soutien. López Maya en propose une explication : grâce aux revenus du pétrole, l'État vénézuélien avait été capable de répondre à la contestation sociale, des années 1970 jusqu'au milieu des années 1980. Cette capacité à limiter les conflits entraîna l'échec des tentatives de construction d'organisations populaires indépendantes. La contestation n'était souvent qu'une étape dans les négociations tripartites au sommet entre les dirigeants syndicaux, le patronat, et les partis politiques et l'État. C'est pourquoi, malgré l'importance de la contestation, celle-ci ne débouchait pas sur des mouvements sociaux ou des organisations autonomes. La récession économique qui suivit la dévaluation brutale de 1983 disloqua le populisme conciliateur qui prévalait depuis 1958. À la fin des années 1980, avec la détérioration continue de la situation économique et la perte de légitimité du système politique, intervint un changement irréversible. La protestation sociale commença à jouer un rôle plus combatif dans les affrontements politiques, et les revendications de redistribution des revenus ne pouvaient plus être satisfaites par les anciens mécanismes clientélistes et conciliateurs. Les antagonismes qui s'exprimèrent alors par la « politique de la rue » ne résultaient pas de l'agitation des partis de gauche, comme le démontrèrent en 1988 douze manifestations spontanées et massives de la population, toutes pour l'obtention de droits. Elles annonçaient la crise de régime qui aboutit aux événements des 27 et 28 février 1989 : le Caracazo.

290. Consejo Nacional Electoral, *Elecciones Presidenciales : Cuadro Comparativo 1958-2000*.

291. *Ibid.*

Le Caracazo

On a considéré le Caracazo, l'explosion de Caracas, comme la première révolte du monde contre le néolibéralisme. Carlos Andrés Pérez venait alors de remporter les élections présidentielles, en décembre 1988, pour la seconde fois. C'était son gouvernement qui, de 1973 à 1978, avait nationalisé l'industrie pétrolière et avait cherché à assurer le plein emploi grâce à la forte augmentation du prix du pétrole qui avait suivi la guerre israélo-arabe de 1973. C'est le souvenir de cette période de prospérité qui lui permit de revenir au pouvoir à l'expiration du délai de dix ans pendant lequel, selon la Constitution, il lui avait été impossible de se représenter.

Confiant dans sa popularité, ayant demandé un financement au Fonds monétaire international, il décréta une série de mesures d'austérité recommandées par celui-ci. Parmi celles-ci, la forte hausse des prix des transports provoqua le 27 février 1989 une réponse populaire massive et violente, qui prit la forme d'une émeute nationale. Les manifestants envahirent les entrepôts et les supermarchés pour y prendre les produits que les commerçants avaient stockés en prévision de l'abolition attendue du contrôle des prix²⁹². Le 28 février, le gouvernement suspendit les libertés constitutionnelles, tandis que l'armée réprimait très violemment le soulèvement populaire. Les chiffres officiels font état de 276 morts, tandis que les députés de La Causa R (La cause radicale) en dénombèrent 379. Les organisations étudiantes, les organisations de défense des droits de l'homme et les journalistes étrangers estimèrent pour leur part que la répression militaire fit plus d'un millier de morts²⁹³.

Angel Cappelletti, un universitaire argentin qui habitait à l'époque au Venezuela, voyait dans les événements du 27 février « un plébiscite, une affirmation profonde, inhabituelle de la démocratie. La population (des marges des couches moyennes, des ouvriers chômeurs aux étudiants sans accès aux cours et aux diplômés sans travail) descendit dans la rue pour affirmer sa foi dans les principes démocratiques, animée par la conviction que, tous étant égaux, chacun avait un

292. PROVEA, *Informe anual octubre 1989-septiembre 1990 sobre la situación de los derechos humanos en Venezuela*, 1990.

293. *Ibid.*

droit sur toute la richesse que la société pouvait offrir... Il est certain que ni les politiciens, ni les oligarques n'étaient directement l'objet de la colère du peuple, sans doute parce qu'ils ne lui tombèrent pas sous la main ou que la foule ne parvint pas à les trouver. L'armée accomplit avec rapidité et efficacité sa mission essentielle et fit en sorte qu'ils ne soient pas touchés par la revanche du peuple dépouillé de sa dernière chemise»²⁹⁴.

Il y a donc dans l'histoire du Venezuela un « avant » et un « après » Caracazo qui démontra que le consensus démocratique de 1958 ne suffisait plus à satisfaire les besoins de la majorité. Avant, c'est l'époque des accords conclus en petit comité par les deux principaux partis politiques, AD et le COPEI ; après, on voit apparaître une constellation de mouvements, divers et hétérogènes, sans lien organisationnel avec les partis de la gauche parlementaire ou les organisations de la lutte armée.

Certains de ces groupes et de ces mouvements de base qu'on vit apparaître à partir de 1989 se référaient à l'imaginaire des luttes de libération nationale de l'Amérique latine ; il est vrai que ces luttes avaient eu des équivalents au Venezuela. Mais les relations entre les nouveaux mouvements sociaux et les organisations de la gauche doctrinaire étaient nébuleuses, voire inexistantes. Une exception, le mouvement étudiant, qui peut s'expliquer ainsi : après la pacification de la guérilla en 1969, la résistance trouva à s'exprimer principalement dans les universités publiques et dans le domaine culturel. On peut penser qu'il s'agissait là de « zones de tolérance » qui permettaient de canaliser l'activité de groupes insurgés comme le MAS et le MIR qui n'avaient pas voulu participer aux luttes institutionnelles ou électorales.

Maria Pilar García-Guadilla, militante et chercheuse, pense que les mouvements sociaux ont commencé à prendre forme pendant cette décennie où la lutte armée a pris fin : *« À la fin des années 1960, on a vu apparaître au Venezuela de nouvelles organisations et des mouvements sociaux différant des organisations existantes non seulement par leur identité et leur stratégie, mais aussi par leurs objectifs. Nous ne parlons pas des organisations insti-*

294. Angel Cappelletti, *La epifanía de los cerros o la sinceración democrática*, Revista Orto, n° 21, mai-août 2001.

tionnelles comme les syndicats, ni des quelque 300 organisations sociales qui ne se mêlaient pas de politique, comme les fondations à but non lucratif et les associations civiques. Il s'agissait, au contraire, d'organisations sociales plus ou moins structurées, et qui, de façon informelle, se réclamaient des principes de participation, d'égalité, de solidarité sociale et qui voulaient que ces principes soient pris en compte dans l'environnement politique ; ces groupes affirmaient aussi leur droit de participer aux décisions qui les concernaient, que ce soit à l'échelon local, régional ou national. »²⁹⁵

Les revendications de la base après le Caracazo

L'analyse des revendications qui se sont exprimées dans la période entre 1990 et 1999 nous permet de dégager les caractéristiques des principaux mouvements qui en étaient porteurs. Ainsi, en 1991, plus de 70 % des manifestations étaient dues à l'insuffisance des services publics, en premier lieu l'absence d'adduction d'eau et le délabrement des écoles²⁹⁶. À l'inverse de ce qu'on avait constaté dans les premières années de la démocratie au Venezuela, les revendications à caractère économique et social l'emportèrent de loin pendant cette décennie sur les revendications à caractère politique : en 1998, 78 % des mouvements revendicatifs portaient sur des droits sociaux et économiques, et seulement 18 % avaient un objet politique²⁹⁷.

Dans cette période, élèves du secondaire et étudiants jouèrent un rôle notable ; l'influence de la gauche, en particulier de Bandera Roja (BR, drapeau rouge), du MAS et dans une moindre mesure du PCV, y était visible. BR, une organisation marxiste-léniniste, avait été parmi les dernières à abandonner la lutte armée, ce qui expliquait son influence chez les étudiants révoltés.

295. María Pila García-Guadilla, *El movimiento ambientalista y la constitucionalización de nuevas racionalidades : dilemas y desafíos*, Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, vol. 7, n° 1, janvier-avril 2001, p.113-132.

296. PROVEA, *Informe anual octubre 1990-septiembre 1991 sobre la situación de los derechos humanos en Venezuela*, 1991.

297. Margarita López Maya, *op. cit.*

Beaucoup de ces jeunes scolarisés étaient membre de l'UJR, qui au début des années 1990 était la principale des « écoles de cadres » ; elle contrôlait un nombre important de syndicats étudiants, appelés centres étudiants. Elle mena de nombreuses luttes, dans lesquelles, à plusieurs occasions, des jeunes furent tués par la police ou l'armée. Ses revendications portaient sur le domaine de l'éducation (contre la réduction des budgets, contre des projets de privatisation, contre le mauvais état des établissements), sur le refus du service militaire obligatoire ou sur des sujets concernant toute la société, comme la démission du président Carlos Andrés Pérez, la hausse du coût de la vie ou la suppression de certains droits des salariés. Ces syndicats d'étudiants faisaient preuve d'une évidente identité de classe : l'assassinat d'étudiants par la police ou l'armée donnait lieu – avec une certaine spontanéité – à des journées de protestation nationales.

Les organisations syndicales furent aussi une composante des mouvements, surtout à partir de 1996, quand se forma la Coordination nationale pour la défense du régime actuel de prestations sociales, qui regroupa plus de cent organisations de travailleurs.

Des quartiers populaires surgirent des revendications souvent spontanées, en réaction à l'inefficacité des mesures sociales du gouvernement. Cette participation populaire prit différentes formes : blocages de la circulation, émeutes, pillages de supermarché, et des grèves dites grèves civiques. Ces grèves locales se traduisaient par la paralysie du commerce, des transports et de l'enseignement. Selon PROVEA, il y eut en 1992 225 blocages de la circulation, 222 manifestations, 22 grèves civiques, 17 cas de pillage et 11 émeutes ; en 1994, 293 blocages de la circulation, 176 manifestations, 10 grèves civiques, 32 cas de pillage et 11 émeutes. Quatre ans plus tard, en 1998, certaines de ces actions avaient diminué : 113 blocages de la circulation, 77 manifestations, 19 grèves civiques, trois cas de pillage et pas d'émeute²⁹⁸.

De toutes ces années, l'expérience de l'Assemblée de Barrios de Caracas (l'assemblée des quartiers de Caracas) paraît particulièrement représen-

298. PROVEA, *Informe anual octubre 1993-septiembre 1994 sobre la situación de los derechos humanos en Venezuela, 1994* ; *Informe anual octubre 1998-septiembre 1999 sobre la situación de los derechos humanos en Venezuela, 1999*.

tative : « *Un espace d'échange, de débats, de coordination né d'une table ronde réunissant des participants à la première rencontre internationale sur la réhabilitation des quartiers... l'Assemblée des quartiers, qui dura jusqu'en 1993, rassembla les représentants de plus de 200 quartiers de Caracas autour de débats et de propositions très divers... Ce qui la caractérisait : l'accent mis sur les discussions, les propositions et les luttes propres aux quartiers.* »²⁹⁹. Précisons que les revendications des organisations de quartier et celles des partis et collectifs de gauche divergeaient. Les organisations de gauche considéraient comme réformistes les revendications vis-à-vis des services publics ou la lutte contre les expulsions ; notons aussi que la force de l'assemblée des quartiers, et sa longévité, incitèrent certaines organisations de gauche, y compris des organisations anarchistes, à vouloir en prendre le contrôle ; ce faisant, elles y importèrent leurs conflits internes.

C'est vers l'époque du Caracazo qu'apparut la première génération d'organisations de défense des droits de l'homme au Venezuela, qui commencèrent à faire parler de ces questions dans la presse : la Red de Apoyo para la Justicia y la Paz (le réseau de soutien pour la justice et pour la paix) en 1985 ; le Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (PROVEA, programme vénézuélien d'éducation-action pour les droits de l'homme) en 1988 ; et le Comité des familles des victimes des événements de février et mars 1989. Ces trois organisations, ainsi que d'autres actions menées en faveur des droits de l'homme, enrichirent les moyens d'intervention de la société vénézuélienne dans ce domaine.

Les groupes de défense de l'environnement vénézuéliens accrurent leur coopération dans les années 1990, renforcée par deux événements : le premier fut l'adoption en 1992 d'une loi définissant les délits environnementaux et les sanctions auxquels ils devaient donner lieu ; le second fut l'opposition massive au plan de gestion de la réserve forestière d'Imataca. La forêt d'Imataca couvre plus de 30 000 km² le long de la côte atlantique et de la frontière avec le Guyana ; ce plan aurait permis l'exploitation massive de ses ressources minières et forestières. Aussi bien l'adoption de la loi que le

299. Andrés Antillano, *La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de Tierras urbanas*, *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 11, n° 3, septembre 2005.

plan pour Imitaca suscitérent de nombreuses actions aussi diverses que des manifestations, des communications dans les médias et des interventions au niveau du gouvernement, menées par un réseau informel et décentralisé d'organisations, Citons parmi ces nombreux groupes la Fédération vénézuélienne des organisations et comités de défense de l'environnement, l'Association des amis de la Gran Sabana et l'Union nationale écologique et sociale.

Un réseau similaire, bien que de taille plus modeste, fut mis en place par le mouvement indien. En août 1990, 21 peuples indiens formèrent le Consejo Nacional Indígena de Venezuela (CONIV, conseil national indien du Venezuela). En juillet 1993, deux massacres d'Indiens Yanomami mirent en évidence l'incapacité du gouvernement de protéger les communautés indiennes et provoquèrent les protestations de différentes organisations comme l'Organisation des peuples indiens de l'État d'Amazonas et l'Organisation régionale des peuples indiens de l'État de Zulia. Ces massacres eurent lieu près de la frontière brésilienne, le premier faisant quatre victimes et le second près d'une vingtaine, pour ce dernier essentiellement des femmes et des enfants. Ces deux massacres furent l'œuvre de chercheurs d'or artisanaux.

Une lente, mais perceptible, diffusion d'une contre-culture réfractaire à la médiation des partis accrut la complexité de l'univers de la dissidence. Au début de la décennie, ce furent des groupes de rock influencés par le punk, la new wave et le ska, et cette musique exprimait le malaise d'une génération. Elle était si populaire qu'elle fut diffusée massivement par les grandes maisons de disques. Le groupe Sentimiento Muerto (sentiment mort), le plus représentatif du rock vénézuélien des années 1990, reflétait le climat de la décennie dans *Educacion anterior* (Éducation antérieure) sur son CD *El amor no existe* (L'amour n'existe pas), enregistrée deux ans avant le Caracazo :

Les politiciens parlent de la jeunesse
Ils veulent qu'on travaille
Avec l'exemple qu'ils nous ont donné
Je comprends maintenant pourquoi on n'a pas de travail
Comment peuvent-ils vouloir que je fasse quoi que ce soit ?

Il y avait aussi un courant punk radicalisé, moins commercial, dont les groupes, à Caracas, eurent deux orientations : l'une était liée aux partis politiques de gauche issus de la lutte armée ; c'était le cas d'Holocausto, 27-F, Devastación, Víctimas de la Democracia, Primero Venezuela, qui arboraient le logo de la Liga Socialista (la ligue socialiste) orné d'un mohican. L'autre, plus universaliste et anarchiste, comprenait des groupes comme Allanamiento Moral, Autogestión et Octavo Pasajero.

Les partis de gauche arrivent à la tête de collectivités locales ; l'effondrement des partis traditionnels

Les événements de 1989 allaient être à l'origine de différentes offensives contre le régime « démocratique » qui servait les pouvoirs existants. Après le Caracazo, on eut l'impression grandissante que le pays devenait ingouvernable. Deux partis politiques bénéficièrent en partie de l'agitation : dans certaines régions, ils gagnèrent des collectivités locales, ce qu'aucun parti non traditionnel n'était parvenu à faire auparavant.

Le premier de ces partis, La Causa R (la cause radicale), est le dernier parti vraiment novateur de la gauche vénézuélienne. Son fondateur, Alfredo Maneiro, le voyait comme un « mouvement de mouvements », grâce à des avancées réalisées dans les années 1970 : la pratique d'un syndicalisme « alternatif » chez SIDOR, la société nationale sidérurgique, après avoir enlevé la direction du syndicat à AD ; Pro-Catia, une association de voisinage qu'elle créa dans le district de Caracas ; et, dans une moindre mesure, par son action à l'Université centrale de Caracas. La Causa R ouvrit en particulier une Maison des eaux calmes, un lieu de débat. En 1983 et 1988, elle présenta des candidats aux élections présidentielles qui firent des scores infimes. Mais en 1989, l'année où, pour la première fois, les gouverneurs et les maires furent élus au suffrage universel, ses succès lui assurèrent une audience nationale. Andrés Velásquez, un ouvrier sidérurgiste, dirigeant de la branche syndicale du parti, devint gouverneur de l'État de Bolívar, une région industrielle importante, et La Causa R y gagna aussi deux mairies. En décembre 1992, quelques jours après la seconde tentative de coup d'État de l'année, Velásquez fut réélu confortablement, et Aristóbulo Istúriz, le candidat de La Causa R, gagna la mairie de Caracas.

Aux élections présidentielles de 1993, le parti n'arriva que quatrième – avec tout de même près de 22 % des voix –, mais, avec neuf sénateurs et quarante députés, devint le troisième parti par sa représentation parlementaire ; ce fut de loin le meilleur résultat jamais atteint par un parti de gauche vénézuélien.

Deuxième parti qui fut bénéficiaire des secousses sociales du début des années 1990, la Convergence nationale qui, avec une kyrielle de petites organisations politiques, constitua une coalition électorale qu'on surnomma El chiripero (ramassis de petits cafards, à cause de leur nombre) qui soutint en 1993 la candidature à la présidence de Rafael Caldera. Celui-ci l'emporta avec seulement 30 % des voix. Il était cependant difficile de considérer son élection comme une rupture avec l'hégémonie des partis traditionnels. Caldera avait été le fondateur du COPEI dans les années 1940 et, jeune sénateur, il avait soutenu l'interdiction des idées communistes et anarchistes au Venezuela, affirmant le 4 juillet 1944 « *très sincèrement et très fermement que la collectivité ne tirerait aucun avantage à la levée de l'interdiction très juste, très légitime et très démocratique de la propagande anarchiste et communiste* »³⁰⁰. Durant son premier mandat, de 1968 à 1973, Caldera fut accusé de violations des droits de l'homme vers la fin de la période de guérilla, et d'atteinte à l'autonomie des universités quand il les fit occuper par l'armée. Paradoxalement – mais les paradoxes abondent dans l'histoire vénézuélienne – il devait être soutenu deux décennies plus tard par le PCV, le MAS et le MEP. Ayant été mis à l'écart par les nouvelles générations du COPEI (il avait alors 77 ans), mais sénateur à vie en tant qu'ancien président, il était revenu dans la bataille lors d'une session extraordinaire du Congrès réunie quelques heures après la tentative de coup d'État du 4 février 1992. Il fit un discours en sachant que celui-ci était retransmis par la télévision dans tout le pays. Les interventions précédentes réclamaient la punition la plus sévère, jusqu'à la peine de mort (qui avait été abolie en 1863), pour les auteurs de la tentative de coup d'État militaire. L'ancien président social-chrétien rompit alors avec les élites : « *Le pays attend un autre message... Il est difficile de demander au peuple de s'immoler pour la liberté et la démocratie quand on pense que la liberté et*

300. Corina Yoris-Villasana, *18 octubre de 1945: legitimidad y ruptura del hilo constitucional*, Universidad Católica Andrés Bello, Caracas, 2004.

la démocratie sont incapables de lui donner quelque chose à manger et d'enrayer la hausse exorbitante du coût de la vie, quand elles n'ont pas été capables d'en finir avec cette maladie qu'est la corruption, qui chaque jour consume nos institutions à la face du monde. On ne peut occulter cette situation. »³⁰¹

En phase avec le malaise du pays, et contrastant en cela avec la majorité de la classe dominante, Rafael Caldera se dépouilla en dix minutes de sa vieille image et se présenta en candidat de la jeunesse, comme un challenger à l'élection présidentielle de l'année suivante. Son calcul fut le bon.

Les années 1990 : turbulences et tensions

Au cours des années 1990, la mobilisation sociale au Venezuela eut des causes complexes, indépendantes des partis politiques, et les liaisons entre ses différents secteurs furent très variables. On ne leur trouve de relations ni mécaniques ni linéaires. Comme dans les années 1960 et 1970, la mobilisation connut des moments forts et des périodes de calme. En décembre 1995, PROVEA, notait que *« dans [nos] trois derniers rapports [annuels], qui couvraient les périodes d'octobre 1991 à septembre 1994, [nous avons fait état] d'un nombre moyen annuel de manifestations pacifiques supérieur à mille, alors que pour cette période-ci [octobre 1994 à septembre 1995] il n'a été que de 581. En résumé, ce nombre est en recul de 40 %, ce qui semble refléter un climat d'apathie sociale, de démobilisation ; on peut y ajouter la confirmation d'une tendance notée en 1994 : la quasi-absence du panorama local, régional et national de revendications et de propositions de caractère politique globalisant de la part du mouvement populaire et de la société civile en général »*. Trois ans plus, dans son rapport publié en décembre 1998, quand Chávez accéda à la présidence pour la première fois, PROVEA dressait ce constat : *« Depuis 1994, différents facteurs doivent être pris en compte pour expliquer qu'une grande partie de la population ait été amenée à consacrer son temps à la satisfaction de ses besoins et à sa survie économique au détriment de sa participation aux questions d'intérêt collectif, qu'elles soient sociales ou politiques : les espoirs placés par la population dans le gouvernement de M. Caldera, qui se proposait d'annuler les mesures économiques néolibérales ; la participation au gouvernement de forces progressistes et de*

301. Discours devant les deux chambres du Parlement réunies le 4 février 1992.

gauche qui avaient auparavant participé au mouvement de protestation populaire, mais qui désormais cherchaient à s'y opposer ou à le canaliser ; l'absence de direction et de propositions politiques pouvant unifier le mouvement populaire et la société civile ; et les effets de la crise économique. »

Pendant ces années, les visions d'un autre monde possible restaient fragmentées, isolées, sans prétentions à la totalité. Les mobilisations étaient essentiellement des réactions de défense contre des politiques gouvernementales. À l'exception de l'exercice local du pouvoir par La Causa R dans l'État de Bolívar entre 1989 et 1995, il ne se développa pas une culture politique anti-hégémonique. Les forces de gauche s'efforcèrent d'accéder à des postes dans les collectivités locales leur permettant de mettre en place des politiques d'assistance, voire d'assurer leur survie personnelle ; de même, la gauche chercha à occuper des positions de pouvoir dans l'administration des universités, sans pour autant prendre de mesures retentissantes ou remettant en cause les valeurs et les pratiques dominantes. Les luttes sociales étaient relayées par très peu de moyens de communication ; peu de journaux de la gauche radicale ou de publications alternatives étaient en mesure de faire connaître au niveau régional ou national les propositions, les débats et les dénonciations dont elles étaient porteuses. Il y avait cependant différentes revues de gauche ou anarchistes comme *La Voz de los Trabajadores*, *Correo A*, *El Libertario*, *Tribuna Popular*, ou communautaires comme *Orinoco Indígena*, un groupe de cinéma alternatif, Huayra, et quelques radios et télévisions libres, comme Radio Catia Libre ou TV Rubio, dans l'État de Táchira. La réflexion théorique était rare, et les maisons d'édition radicales indépendantes encore plus. En dehors d'Editorial Ruptura, qui appartenait au Parti de la révolution vénézuélienne (PRV, une scission du parti communiste de l'époque de la guérilla des années 1960) et de Centauro Ediciones, les seules publications sur la gauche et le mouvement social venaient des universités. C'est largement à ces dernières qu'était cantonné le débat public – avec toutes les connotations académiques que cela suppose – comme d'ailleurs la commémoration d'événements historiques tels que la révolution cubaine, les assassinats d'étudiants par la police ou la lutte armée au Venezuela. Les collectifs sociaux, y compris des organisations historiques de la gauche comme *Bandeja roja* (BR) ou le PCV n'avaient pas de locaux ouverts au public pour

y organiser des événements culturels ou politiques ou rappeler leur propre histoire. Durant cette décennie, il n'existait pas de bibliothèque ni de centre de documentation, en dehors de ceux qui étaient financés par l'État pour, par exemple, étudier l'histoire de la lutte armée au Venezuela. Tout ceci en dit long sur les priorités et les faiblesses de la gauche pendant cette période.

Mais tout n'allait pas si mal pour la dynamique à la base dans ces années 1990 ; la société civile qui ne se reconnaissait pas dans les mouvements dont nous venons de voir les limites, et qui prenait forme alors que la crise économique s'aggravait, était relativement jeune ; en outre, les projets qui visaient à transformer le monde s'étaient fait discrets à la suite de la chute du mur de Berlin. Les luttes sociales, au Venezuela, tissaient des liens entre les opprimés qui leur permettaient, entre autres, d'assurer leur survie. De toutes façons, le potentiel et les capacités des mouvements sociaux ne sont pas figés, ils surgissent et disparaissent dans des situations complexes. Si la volonté de changement dans la société vénézuélienne avait donné pendant la décennie des signes contradictoires, à la fin de la période les actions de la base étaient en train de prendre forme, de se recomposer et de se développer.

Chapitre IX

Le processus politique bolivarien

Après avoir passé deux ans en prison à la suite de la tentative de coup d'État de février 1992, Hugo Chávez fut gracié par le président Rafael Caldera. En 1995 et 1996, Chávez parcourut le pays pour y défendre la stratégie du MBR-200, son organisation : insurrection et abstention aux élections. Ceci ne l'empêcha pas de créer en 1997 le Mouvement pour la V^e république (MVR), et d'être l'année suivante son candidat à la présidence.

Le MVR analysa fort bien la vague de mécontentement qui avait suivi le Caracazo, et rassembla les revendications apparues dans les différents conflits sociaux en une idéologie diffuse, donnant l'impression que son « bolivarianisme électoral » était l'expression légitime des mouvements sociaux et de la gauche. Le 6 décembre 1998, Hugo Chávez arriva au pouvoir avec 3 673 685 voix, soit 56,2 % des suffrages.

De nombreux partisans de Chávez ont proclamé à travers le monde que celui-ci avait radicalisé la démocratie vénézuélienne, et que pour cette raison des majorités massives, enthousiastes, avaient ensuite participé aux élections. Ce serait en effet cohérent avec un processus révolutionnaire : si un changement radical de politique bénéficiait à la population, elle lui exprimerait son soutien par différents moyens, et notamment par le vote. Mais les chiffres officiels ne confirment pas cette hypothèse.

La participation aux trois élections auxquelles se présenta Chávez, en 1998, en 2000 (après l'introduction de la nouvelle constitution) et en 2006, fut sensiblement plus faible qu'en 1968, année record. De façon générale, la participation n'a fait que baisser depuis cette époque : en 1958, le taux de participation fut de 93,42 % ; en 1963, de 92,21 % ; en 1968, point culminant, de 96,73 % ; en 1973, elle était encore de 96,52 %, et en 1978, de 87,55 % ; en 1983, de 87,75 % ; en 1988, de 81,92 % ; en 1993, quatre ans après le Caracazo, elle tombait à 60,16 %, pour ne remonter en 1998 qu'à 63,45 % ; elle fut en 2000 de 56,31 %, en 2006, de 74,7 %³⁰².

302. De 1958 à 1993, la participation au vote était en principe obligatoire. (Ndt)

Le lecteur objectera que le taux de participation a augmenté substantiellement de 2000 à 2006, et qu'on pourrait y voir un signe de l'enracinement du processus bolivarien et de l'enthousiasme des électeurs. Regardons alors les élections locales. En général, on s'attend à une participation moindre pour ces scrutins qu'aux scrutins nationaux. Mais qu'en serait-il au cours d'un processus révolutionnaire dont les effets se feraient le plus fortement sentir dans la vie quotidienne ? On s'attendrait alors à une participation élevée à ces élections. Selon le Conseil national des élections (CNE), le taux de participation à celles qui eurent lieu en novembre 2008 a été de 65,6 %. On peut en conclure que si Hugo Chávez a suscité l'enthousiasme pour les élections présidentielles, on ne retrouve pas aux élections locales le niveau de participation qu'on pourrait attendre dans un processus révolutionnaire – s'il existait.

Neutraliser les pouvoirs de la multitude

L'arrivée en 1993 à la présidence de la République de Rafael Caldera, soutenu par El chiripero, marque une rupture avec l'alternance au gouvernement depuis 1958 d'AD et du COPEI. L'espoir qu'elle suscita fut du même ordre que celui qui accompagna au Mexique, en 2000, la défaite du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), parti autoritaire et corrompu qui, sous différents noms, gouvernait le pays depuis 1929. On a vu que Caldera ne répondit pas à cette espérance.

Après le raz de marée qui permit à Hugo Chávez de battre Irene Sáez – une ancienne Miss Venezuela et Miss Univers, devenue maire d'une des municipalités de Caracas et qui quelques mois auparavant bénéficiait d'une avance considérable dans les sondages – ainsi que le candidat d'union d'AD et du COPEI, le mouvement bolivarien commença à dissoudre le réseau de groupes sociaux qui l'avait porté au pouvoir. La dispersion, la diversité et la fragmentation du vaste mouvement de mécontentement qui s'était exprimé en votant pour Chávez l'obligèrent à l'englober afin de neutraliser le potentiel éruptif qui s'était révélé près d'une décennie plus tôt lors du Caracazo. Première étape, la convocation d'une assemblée constituante, qui allait donner une nouvelle légitimité aux pouvoirs de l'État et rédiger une nouvelle Constitution, refondant ainsi la république³⁰³. Ce fut là l'une des premières et très substan-

303. Hugo Chávez Frias, *La propuesta de Hugo Chávez para transformar a Venezuela*, 1998, p. 11.

tielle manifestation d'un des traits caractéristiques du mouvement bolivarien : la canalisation électorale des mouvements de participation citoyens.

Un premier référendum, le 25 avril 1999, approuva la convocation de l'assemblée constituante ; les membres de celle-ci furent élus le 27 juillet, et le 17 novembre, un référendum approuva la constitution. Nelly Arenas et Luis Gómez Calcaño ont expliqué cette démarche dans *Populismo Autoritario : Venezuela 1999-2005* : « Comme la révolution découlait d'un projet qui, de conspiration avant-gardiste à l'origine, s'était transformé pratiquement du jour au lendemain en un mouvement électoral hétérogène, elle n'avait eu ni le temps ni la possibilité de se constituer une base sociale organisée. » Les dirigeants de la gauche, qui participaient désormais au processus bolivarien, insistaient sur la nécessité d'organiser une base de masse pour le président Chávez. Guillermo García Ponce, une grande figure de la gauche vénézuélienne, un ancien membre du parti communiste qui avait notamment pris part à la lutte armée contre la dictature dans les années 1950, et qui participait au processus bolivarien en décrivant ainsi les faiblesses : « Je dirais que ce qui fait fondamentalement défaut, c'est le manque d'organisation du peuple, de participation organisée à la gestion du gouvernement et les insuffisances qui en résultent dans la formation politique et idéologique des participants au processus... Jusqu'à maintenant, le processus s'est développé grâce au soutien des forces armées, au caractère charismatique du Président, à ses grands talents d'orateur et à l'exigence nationale de changement, mais il lui manque le peuple organisé, uni et conscient. »³⁰⁴

Ces événements électoraux de 1999 marquèrent une étape essentielle vers l'institutionnalisation des forces anti-système qui agissaient en dehors de l'État, vers leur inclusion dans son périmètre. Signalons d'abord que la convocation d'une assemblée constituante n'avait pas pour origine les mouvements sociaux : en 1994, un certain nombre d'organisations l'avaient réclamée, mais leur appel « n'avait pas trouvé d'écho, semblant éloignée des préoccupations populaires »³⁰⁵. Jusqu'en 1998, elle ne figurait pas sur leurs listes de revendications ; mais cette année-là elle fit partie des promesses du Pôle patriotique, la coalition qui soutenait Chavez.

304. *Entrevista a Guillermo García Ponce, El Mundo*, 30 juillet 2001.

305. PROVEA, rapport pour 1999, *op. cit.*

Le nouveau régime parvint rapidement à institutionnaliser les mouvements sociaux, d'abord par le processus de sélection des délégués à l'assemblée constituante, rapidement intégrés dans la nouvelle bureaucratie d'État ; les dirigeants de ces mouvements se coupèrent de leur masse, aboutissant à une séparation entre ceux qui donnent les ordres et ceux qui les exécutent. Dans le langage des Zapatistes, les chefs ne « *commandaient pas en obéissant* », mais commencèrent à « *commander en commandant* ». La victoire d'Hugo Chávez et le processus de l'assemblée constituante privèrent les mouvements sociaux de leur éventail de revendications ; ceux-ci assumèrent dès lors un programme et un rôle qui les éloignaient de leurs origines et qui les intégraient à la nouvelle structure de pouvoir. Dans ce sens, c'est ce qu'avait prévu María Pilar García-Guadilla pour les groupes écologiques locaux : « *Si l'inclusion dans la nouvelle constitution des revendications et des valeurs du mouvement de défense de l'environnement ouvre à celui-ci la perspective de relations nouvelles, plus démocratiques, avec l'État, elle pourrait aussi affecter négativement son autonomie et sa survie. Il y a deux risques : maintenant que la vision et les valeurs du mouvement ont été institutionnalisées, il est possible que des différences d'interprétation surgissent lors des conflits et nuisent à son unité, ce qui réduirait son pouvoir effectif... Autre conséquence possible, la démobilisation politique... la politisation des chefs du mouvement de défense de l'environnement et leur transformation en acteurs politiques... qui créeraient un vide à la tête du mouvement et favoriseraient l'intégration au pouvoir de ses représentants élus.* »³⁰⁶

Par rapport à la constitution de 1961, celle de 1999 représentait un progrès sur le plan des droits de l'homme ; il aurait difficilement pu en être autrement, compte tenu du caractère « progressiste » que ceux-ci avaient acquis pendant cette période. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment, la nouvelle constitution renforçait l'insertion du Venezuela dans la mondialisation économique. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas le contenu de la constitution de 1999 mais le processus dont la motivation première, implicite, était de convertir les dynamiques anti-système antérieures en pouvoirs étatiques et de leur faire intérioriser la rationalité du fonctionnement gouvernemental. Les élections, puis l'adoption de la

306. María Pilar García-Guadilla, *op. cit.*

nouvelle constitution et de ce qui allait être un nouveau pacte social, furent imposés d'en haut, l'accent étant mis davantage sur les résultats que sur le processus. Ainsi, les détenteurs du pouvoir façonnèrent rapidement le mouvement bolivarien pour en faire une organisation très différente de la cohésion résultant de la convergence des mouvements à la base. Il devait ensuite se comporter verticalement, répondant aux appels lancés par les élites, comme pour les élections. Il adopta un discours étatiste et se rigidifia en structures hiérarchiques³⁰⁷. L'État n'avait pas le pouvoir d'endiguer des mouvements sociaux aussi divers et aussi nombreux, mais après l'élection de Chávez, il les homogénéisa et les avala entièrement. À la centralisation succéda la mise sous tutelle, les élites choisissant les thèmes des mobilisations, leurs formes et mêmes les modes d'organisation des participants. Ainsi naquirent les organes de la « participation populaire » dont se targue la propagande du gouvernement bolivarien : les cercles boliviariens, les coopératives, les entreprises conquises et les moyens de communication communautaires.

Les cercles boliviariens, laboratoire de l'intégration à l'État

C'est Hugo Chávez, pendant sa campagne électorale, qui eut l'idée d'organiser des noyaux de quelques personnes un peu partout dans le pays, comme il l'explique dans un livre d'entretiens publié avant son élection : « *Nous sommes en train de créer des cercles électoraux, comme Simón Bolívar l'avait projeté dans son projet de constitution pour la Bolivie, pour faire du pouvoir électoral du peuple un pouvoir supplémentaire... En le reprenant, en l'adaptant bien sûr, nous l'apportons à la base, essayant de l'implanter dans chaque immeuble, dans chaque site, partout où c'est possible, un cercle électoral de cinq, dix personnes, et ça va se multiplier en un énorme réseau.* »³⁰⁸

Dans son émission *Aló Presidente* du 10 juin 2001, Hugo Chávez appelle ses partisans à se regrouper dans des cercles boliviariens : « *Nous allons organiser tout le monde en cercles boliviariens de pêcheurs, cercles boliviariens de*

307. Raúl Zibechi, *Dispersar el poder*, Ediciones Abya-yala, Quito, 2007.

308. Agustín Blanco Muñoz, *Habla el Comandante*, Pio Tamayo, 1998.

femmes, cercles bolivariens de paysans, cercles bolivariens de jeunes... Avant la fin de l'émission, on va vous proposer ça : vous pouvez télécopier ou téléphoner pour nous donner la liste des cercles bolivariens ; attention, entre sept et onze [membres], parce que c'est toujours bon d'être un nombre impair dans ce genre de choses, et il y a aussi des recommandation sur les heures pour prendre les décisions et discuter. C'est bon d'être entre sept et onze, pour être le plus efficace possible, correct, et retenez que je vais commencer à donner des instructions en tant que chef... merci de le reconnaître et de continuer à le reconnaître. »³⁰⁹

Même si cette forme d'organisation a eu du succès parmi les partisans de Chávez, on n'a jamais pu connaître le nombre de leurs membres de façon certaine. En octobre 2001, Diosdado Cabello, le ministre en charge du Secrétariat de la présidence, cita le nombre de 50 000³¹⁰, tandis que d'autres responsables parlèrent de 3 millions de membres actifs³¹¹. Bien que les cercles bolivariens se soient définis comme une organisation non-gouvernementale, leurs liens avec le gouvernement le démentaient³¹². Leurs manuels l'expliquaient d'ailleurs clairement : « *Le chef suprême des cercles bolivariens sera le président de la république bolivarienne du Venezuela. Le siège national et international où seront enregistrés les cercles bolivariens est le palais de Miraflores [le palais présidentiel].* »³¹³ Tout ce qu'on demandait aux adhérents des cercles bolivariens était... d'être bolivariens. L'objectif des cercles était de donner l'élan nécessaire pour que soient réalisées, consolidées, étendues les orientations inscrites dans la constitution de 1999 sous l'étendard idéologique des héros de l'indépendance, Simón Bolívar, Ezequiel Zamora et Simón Rodríguez.

En mars 2002, le président Chávez annonça que 140 milliards de bolivars (environ 62,5 millions de dollars) seraient mis à la disposition des

309. *Aló Presidente* n° 71, juin 2001.

310. PROVEA, *Informe Anual octubre 2000 — septiembre 2001 sobre la situación de los Derechos Humanos en Venezuela*, 2001.

311. Luis Bonilla Molina et Haiman El Troudi, *Historia de la Revolución Bolivariana. Pequeña crónica 1940-2004*, Ediciones Gato Negro, 2004.

312. Radio Alternativa de Caracas, *Rodrigo Chaves describe el trabajo de los Circulos Bolivarianos*, avril 2003, Aporrea.

313. Voir *Circulos Bolivarianos* sur www.efemeridesvenezolanas.com.

cercles bolivariens pour des actions locales³¹⁴. Cette année-là, et l'année suivante, les cercles bolivariens se livrèrent à un important travail de mobilisation pour le compte du gouvernement, en particulier après le coup d'État manqué d'avril 2002, et de nouveau à la fin de l'année, lors de la grève générale déclenchée à l'initiative de l'organisation patronale Fedecamaras et de la CTV, la centrale syndicale contrôlée par l'opposition.

Du 15 au 17 décembre 2003, les cercles bolivariens tinrent leur premier – et leur seul – « congrès idéologique », auquel participèrent environ 700 délégués. Selon un observateur, le congrès se consacra en premier lieu aux moyens pour les Cercles de soutenir l'action gouvernementale. Des élections de maires et de gouverneurs allaient avoir lieu en octobre 2004, et il était question de faire désigner les candidats par la base ; mais ce fut finalement Chávez qui les choisit. Deuxième préoccupation : comment maintenir des liens directs avec le *comandante* Chávez, sans intermédiaires ? En troisième vint la demande adressée au gouvernement de ressources supplémentaires pour les programmes des Cercles. Quatrième préoccupation, celle de purger les organismes publics des « noyauteurs » et d'en chasser la corruption ; en cinquième venait la participation à la préparation et à l'exécution de décisions gouvernementales, comme la mise en place des conseils locaux de planification publique ; et, finalement, s'exprima le vœu de tenir des congrès régionaux et locaux³¹⁵.

La tâche véritable des cercles bolivariens était d'aider à la mise en œuvre des programmes sociaux, des missions, dans les quartiers populaires. On accusa cependant certains de ces cercles de s'entraîner pour être prêts, comme combattants civils, à disperser des manifestations d'opposants, et à s'assurer la maîtrise du terrain dans les quartiers populaires. C'est un officier supérieur, Miguel Rodríguez Torres, détaché de la DISIP (la direction de la sécurité intérieure), qui fut le premier coordinateur national des cercles bolivariens, avant de prendre la direction de la DISIP en 2002 avec le grade

314. *Aló Presidente*, n° 99, juin 2001.

315. Francisco Sierra, *Primer Congreso Ideológico de los Círculos Bolivarianos*, décembre 2003, Aporrea.

de général de brigade, un poste qu'il a occupé jusqu'en 2005 et auquel il a été de nouveau nommé en 2009³¹⁶.

En 2004, les cercles boliviariens connurent une crise, en premier lieu parce que le référendum sur la révocation du Président imposait de nouvelles priorités en haut lieu. Pour sa campagne électorale et la mobilisation des électeurs le jour du vote, le gouvernement créa des Unités de bataille électorale (UBE) ; l'objectif était de constituer 8 500 de ces UBE ainsi que 130 000 « patrouilles électorales », chacune forte en principe de 10 membres, soit un total de 1,3 million de « patrouilleurs »³¹⁷. Ces nouvelles structures vidèrent les cercles boliviariens de leurs effectifs.

Le second motif de crise était interne : deux coalitions, le Front national des cercles boliviariens et le Réseau national des cercles boliviariens se disputaient en effet la prééminence à l'intérieur du mouvement derrière celle de Chávez, s'accusant mutuellement de corruption, de trafic d'influence et d'autoritarisme.

Victorieux au référendum, Hugo Chávez organisa ses partisans dans de nouvelles structures hiérarchisées comme les Unidades de Batalla Endógenas Sociales (unités de bataille sociales endogènes), créées par des décrets à partir des Unités de bataille électorale. Sans avoir à en débattre, les membres des cercles boliviariens rejoignirent cette nouvelle organisation. Rodrigo Chaves, qui avait été coordinateur national des Cercles, le justifia ainsi en 2005 : « *On est en train de réduire les cercles boliviariens au minimum, bien qu'ils soient une composante symbolique du mouvement bolivarien et qu'ils jouent un rôle actif ; le processus a changé, et la structure avec lui.* »³¹⁸ Sans consulter les cercles – et leurs 3 millions de membres hypothétiques – les intellectuels de gauche du gouvernement pouvaient justifier leur décès effectif et l'adoption de nouvelles formes d'organisation. Aram Aharonian, journaliste et directeur de la chaîne de télévision teleSUR, l'explique ainsi :

316. Radio Nacional de Venezuela, *Designado nuevo Director General de la Disip*, juillet 2009. La DISIP s'appelle désormais Servicio bolivariano de inteligencia nacional (SEBIN, service bolivarien du renseignement national).

317. Alejandro Botía, *Culmina activación de comandos Maisanta*, *Últimas Noticias*, 2 juillet 2004.

318. Alejandro Botía, *Círculos Bolivarianos parecen burbujas en el limbo*, *Últimas Noticias*, 20 mars 2006.

« Valeur ajoutée à la fin de la campagne du référendum : l'appareil politique qui avait mobilisé 900 000 bénévoles pouvait devenir... un instrument économique et social pour défendre le processus national de transformation. Il dépense maintenant son énergie dans la "bataille sociale". Avec le même élan et le même engagement, les "patrouilleurs" s'attaquent aux difficultés sociales et aux problèmes d'assistance des masses démunies, en utilisant la même logique. C'est une tentative de vérification sociale du travail des communautés... C'est une structure de défense de la révolution bolivarienne... »³¹⁹

Comme on peut le voir, l'action des cercles boliviens n'a pas surgi des entrailles du mouvement social populaire, qui avait hypothéqué son autonomie en se ralliant à un programme électoral. Ces cercles sont nés d'un plan structuré destiné à assurer un soutien aux objectifs et aux priorités de l'élite au pouvoir. Si le processus constitutionnel a été le premier terrain choisi pour tenter d'institutionnaliser les mouvements sociaux, les cercles boliviens ont fait la preuve de la capacité du gouvernement, selon les besoins du moment, à créer, à diriger puis à dissoudre les canaux dont il avait besoin pour s'assurer d'un soutien à la base.

Les conseils communaux, ou le charme discret de la révolution du tiers-monde

En septembre 2005, les anarchistes de Caracas ont été avisés par un message de Sao Paulo de l'arrivée imminente au Venezuela de Michael Albert et de Lydia Sargent, les rédacteurs de la revue états-unienne *Z Magazine*. Ils étaient conviés à entrer en contact avec Ezequiel Adamovsky, un Argentin qui serait leur traducteur au cours d'une rencontre éventuelle. Depuis 1999, nous avons rencontré des dizaines de personnes venant de toutes les régions du monde observer en direct ce qu'on appelle la révolution bolivarienne et recueillir les opinions des anarchistes locaux à son sujet. Mais cette fois-ci, nous allions recevoir des auteurs connus dont nous avons lu les points de vue sur le Web, et, au lieu de les recevoir en privé, nous avons choisi d'organiser une réunion ouverte sur le thème « Le mouvement de résistance mondial : des points de vue d'Argentine et des États-Unis ». Notre ami

319. Aram Aharonian, *Venezuela cambió para siempre*, voltairenet.org, 22 septembre 2004.

Ezequiel Adamovsky, qui écrivait pour la revue argentine *El Rodaballo* et participait au mouvement des assemblées dans son pays, accepta cette proposition. Nous avons annoncé la réunion comme nous le faisons d'habitude, en distribuant des tracts et sur le Web mais, quelques jours plus tard, Ezequiel nous dit qu'il préférait une réunion privée. Sans comprendre pourquoi, nous nous sommes rangés à sa demande.

Le jour de notre réunion à Caracas, le 21 octobre, la nuit était claire et fraîche. L'un d'entre nous était allé chercher Michael Albert, Lydia Sargent et Ezequiel à l'Embassy Suites Hotel dans les quartiers est de Caracas. La circulation était telle que la réunion commença en retard. Il faisait bon, et nous attendions tranquillement. Je ne sais pas si Albert avait eu une journée éprouvante, ou s'il avait souffert du long parcours dans les rues embouteillées de Caracas mais ses premières paroles en arrivant, sur un ton presque de menace, furent « *celui qui est contre George Bush est un allié* ». Il n'y eut pas de salutations, pas de poignées de main, pas d'échange de plaisanteries – le silence.

Habituellement, dans ce genre de réunion, les visiteurs écoutent attentivement ce que nous avons à dire, notre version des événements, notre version de l'histoire, puis ils les rapprochent d'autres propos qu'ils ont recueillis pendant leur séjour. Il en fut cette fois autrement. Michael Albert entreprit d'expliquer la situation politique au Venezuela à la douzaine de Vénézuéliens qui avaient patiemment attendu son arrivée. Il nous expliqua que la semaine précédente, il avait rencontré des représentants du gouvernement, au cours de plusieurs réunions, à différents niveaux, pour en connaître la politique. Nous lui avons demandé s'il avait eu des contacts avec la population ou avec des organisations sociales, dans leur environnement, sur les lieux de leur action, et il nous répondit que non. Il avait fait connaissance avec le processus bolivarien dans une série de bureaux climatisés, sauf le soir où nous l'avons rencontré. Albert quittait le pays le jour suivant.

Le point de vue anarchiste de Michael Albert sur le Venezuela nous paraît étrange, et plus étrange encore qu'il ait pu accepter comme des vérités tout ce qu'ont pu lui dire des représentants du gouvernement qui sont payés pour en dire du bien. Ce soir-là, Adamovsky servant d'interprète, nous avons fait la connaissance d'un Venezuela où, pour la première fois, les pauvres avaient accès à l'éducation et à la santé, où le fonctionnement des ministères reposait sur des assemblées populaires, et où les fleurs poussaient

spontanément à travers l'asphalte. Dans un passage de son exposé, que nous suivions avec attention, Albert baissa la voix pour nous dire que les dirigeants de PDVSA, la société pétrolière (qui aurait été nationalisée par Chávez) lui avaient parlé d'un plan qu'ils avaient préparé pour exproprier les sociétés pétrolières multinationales qui tenaient le pays sous leur botte. Quelques mois plus tard, nous devions apprendre que ce plan, c'était la création des « entreprises mixtes ».

Quant à nos arguments, il ne leur prêta pas foi : il fallait que nos allégations « soient étayées » ; on suppose qu'il avait trouvé de quoi étayer tout ce que les représentants du gouvernement lui avaient dit. Quand nous lui avons suggéré de regarder *Nuestro petróleo y otros cuentos*, qui venait de sortir avec des sous-titres en anglais grâce à l'organisation américaine Earth First !, il fit une telle grimace qu'elle provoqua le seul moment de détente de cette soirée.

Michael Albert nous parla ensuite de la création imminente d'un réseau d'organisations populaires à faire pâlir d'envie le sous-commandant Marcos et les Zapatistes ; nous lui fimes alors l'historique des cercles boliviariens ; il nous dit qu'il avait vu lui-même des schémas tout à fait convaincants de ces réseaux populaires dans les bureaux du ministère de la Participation populaire et du Développement social, dirigé par le général Jorge Luis García Carneiro. La conversation prit alors pour lui comme pour nous et pour l'interprète un tour très désagréable, à la lisière de la discussion animée et de l'altercation. Michael Albert nous dit qu'il voulait que son livre sur l'économie participative soit distribué par millions dans les rues de Caracas.³²⁰

Ce qui nous amène aux conseils communaux, dont le projet, tel qu'il lui avait été présenté par le ministère, avait tellement impressionné Albert. Ces *Consejos Comunales* (CC), qui devaient en effet remplacer les cercles boliviariens, trouvaient leur origine dans la loi sur les conseils locaux de planification publique (CLPP) du 12 juin 2002. Celle-ci définissait les modes de participation des citoyens à la définition des politiques locales, et

320. L'article rédigé par Michael Albert à la suite de cette visite au Venezuela est disponible à <http://www.zcommunications.org/venezuelas-path-by-michael-albert>

mentionnait les conseils communaux : les membres du CLPP devaient en effet être « *tenus de remplir leurs fonctions dans l'intérêt collectif ; ils resteront en liaison permanente avec les réseaux des conseils de quartiers et communaux* »³²¹.

En pratique, les municipalités avaient entravé le fonctionnement des CLPP que la loi avait créés pour les contrôler. María Pilar García-Guadilla avait constaté que « *certains maires, autant d'opposition que progouvernementaux, s'étaient sentis menacés dans leurs attributions et avaient dressé des obstacles à l'application de la loi* »³²².

Mais à cette défense par les autorités locales de leurs prérogatives s'ajoutaient d'autres difficultés : le vide juridique concernant les élections des conseillers, les fraudes constatées dans ces élections, la désignation, dans de nombreux cas, de membres des municipalités comme représentants de la population, et l'absence de moyens financiers pour les projets de la population³²³. On comprend donc que le plan de mise en place des conseils communaux avait pour objectif de mobiliser la population à des fins électorales. En janvier 2006, au début de son second mandat, Hugo Chávez annonça son nouveau programme de gouvernement sous l'intitulé « Cinq moteurs ». Le premier de ces moteurs devait être l'habilitation donnée au Président de légiférer en Conseil des ministres sans consulter la représentation nationale ou la population ; le deuxième, la réforme de la constitution, qui fera l'objet d'un référendum le 2 décembre 2007 ; le troisième, une campagne d'éducation fondée sur les « valeurs socialistes » ; le quatrième serait une « nouvelle géométrie du pouvoir » ; le cinquième, enfin, allait être l'« explosion du pouvoir communal », qu'il faisait dépendre des quatre premiers : « *C'est ce moteur du projet socialiste bolivarien qui est le plus puissant. Mais cette explosion... du pouvoir communal va dépendre pour sa réalisation du succès des quatre autres moteurs. Elle va dépendre dans une bonne mesure de l'habilitation [à promulguer] des lois, de la réforme de la constitution, de la campagne nationale "Morale et éducation", de la*

321. Article 6 de la *Ley de Consejos Locales de Planificación Pública*.

322. María Pilar García-Guadilla, *El poder popular y la democracia participativa en Venezuela : Los Consejos Comunales*, septembre 2007.

323. Juan Carlos Rodríguez et Josh Lerner, *Una nación de Democracia Participativa ? Los Consejos Comunales y el Sistema Nacional de Planificación en Venezuela*, SIC n° 693, 2007.

nouvelle géométrie du pouvoir et d'autres facteurs. C'est pourquoi il est urgent que nous nous mettions au travail immédiatement. »³²⁴

Une loi sur les conseils communaux fut publiée à peine trois mois après cette annonce, sans consultation de la base ; de nouveau, une forme d'organisation était imposée d'en haut, de l'extérieur des mouvements sociaux, conçue sur le papier avant d'être mise en pratique. Ces conseils communaux devaient dépendre directement du pouvoir exécutif central : la loi organique sur le pouvoir municipal fut modifiée pour supprimer les liens entre ces conseils et les CLPP, les mairies et les conseils de quartier. Des commissions présidentielles furent créées pour attacher les conseils communaux au régime³²⁵. Pour couronner le tout, comme on l'a vu, c'était un militaire qui était chargé de leur organisation. En février 2006, le général García Carneiro déclara qu'il comptait créer 50 000 conseils communaux dans tout le pays ; au bout de huit mois, on en était à 16 720.

Il était dans les attributions de ces conseils de recevoir des financements pour des projets locaux ; la loi sur les conseils communaux prévoyait que ces ressources viendraient directement du gouvernement central. García Carneiro, avant d'avoir examiné un seul de ces projets, déclara que chacun d'entre eux serait doté de 30 millions de bolivars (environ 13 000 dollars), provenant d'un fonds créé pour l'occasion et riche de 2,2 milliards de bolivars, près d'un milliard de dollars. Simultanément, García Carneiro informa les conseils qu'ils étaient chargés de désigner dans les quartiers des mères de famille qui recevraient une allocation de l'État : « *Les conseils communaux auront la responsabilité d'effectuer un recensement des femmes au foyer, qui recevront une aide économique mensuelle de 388 000 bolivars (environ 173 dollars).* »³²⁶. Ce montant correspondait, fin 2005, à 95 % du salaire minimum en zone urbaine. C'est bien sûr l'augmentation des revenus pétroliers qui rendait possible une telle générosité du gouvernement.

324. Fundación Biblioteca Ayacucho, *Todos los motores a máxima revolución... rumbo al socialismo!*

325. Jesús Alberto Machado, *Estudio de los Consejos Comunales en Venezuela*, Fundación Centro Gumilla, 2009.

Les conseils communaux, un mouvement social dépendant

D'emblée, la loi sur les conseils communaux excluait qu'ils puissent être autonomes. Selon son article 2, ils devaient être enregistrés auprès d'une commission présidentielle locale du Pouvoir populaire, le dernier maillon de la hiérarchie, l'organe suprême en étant la commission présidentielle nationale du Pouvoir populaire, nommée par le Président (article 30) ; à son tour, la commission nationale nomme les commissions régionales « *sous réserve de l'accord du président de la République* » (article 31), qui nomment les commissions locales, toujours, naturellement, avec l'accord du Président. Toutes les routes, on le voit, mènent non seulement à Caracas, mais plus précisément au palais de Miraflores.

Maria Pilar García-Guadilla a étudié ces conseils communaux, et voici certaines de ses conclusions : *« Comme les autres organisations locales qui sont apparues sous le couvert de la constitution de 1999, les conseils communaux donnent l'impression d'être des acteurs locaux capables d'analyser les difficultés rencontrées dans leur zone, d'aider au renforcement des collectifs d'habitants et de leur enracinement là où ils habitent, et d'élever la capacité d'action des groupes locaux qui se sont créés dans les cadre des politiques du président Chávez. Les objectifs affichés, et les discours de la plupart des acteurs administratifs, politiques et sociaux sur les conseils communaux ne correspondent pas à la réalité. Tandis que le Président parle de dévolution du pouvoir, de transformation, de démocratisation, on observe, dans la pratique, la création de clients dépendants, l'assujettissement, la centralisation et aussi des phénomènes d'exclusion dus à la polarisation politique. Apporter des fonds à des groupes qui n'ont ni l'expérience, ni un mode de fonctionnement pouvant garantir la transparence de leur utilisation, c'est exposer les conseils communaux à devenir la cible de revendications de tous genres, de relations clientélistes, de détournements... Jusqu'à maintenant, la majorité des conseils communaux n'ont pas eu la capacité d'apporter plus que des changements et des améliorations modestes dans leurs zones. Ils n'ont pas non plus la capacité d'enrichir les identités sociales et culturelles et de contribuer ainsi au pluralisme des modes de vie urbains parce qu'ils n'initient pas un projet de société autonome,*

326. *Transferirán Bs. 2,2 billones a los Consejos Comunales*, Aporrea, février 2006.

différent, séparé de l'État et permettant une hégémonie [de la population] dans la transformation sociale. »³²⁷

Structures de base créées par le gouvernement, les conseils communaux ont toujours été poussés à prendre en charge d'autres tâches que celles relevant de leur mission locale, en premier lieu des actions pour le compte du PSUV, le parti créé après la réélection de Chavez en 2006 pour remplacer le MVR. Les conseils communaux furent fermement invités à participer aux activités de propagande du PSUV et à former ses cadres. Il leur a été également demandé d'assurer des missions de sécurité publique et de défense, en application de la théorie policière du « renseignement social » élaborée par le gouvernement bolivarien. Pour résumer, dans cette approche, la population est invitée à collaborer avec la police pour lutter contre la criminalité et la subversion. Le 9 juillet 2009, l'Agence de presse bolivarienne annonça que 450 membres des conseils communaux de Caracas avaient participé à une réunion organisée par la DISIP, la direction du renseignement intérieur, à l'Académie militaire de Fort Tiuna, dans le but de créer un réseau de renseignement commun aux conseils communaux, à la DISIP et à l'armée³²⁸.

Deuxième utilisation des conseils communaux par le gouvernement, leur incorporation à la Milice nationale bolivarienne, un corps de civils recevant une formation militaire et faisant partie de l'armée vénézuélienne. Le commandant de cette milice, le major-général Carlos Freites Reyes, avait déclaré le 29 septembre 2008 qu'il avait pour objectif « *d'organiser et d'enrôler 15 millions de Vénézuéliens dans la milice. Comment comptons-nous y parvenir ? Eh bien, nous estimons qu'à l'avenir, à moyen terme, nous aurons 50 000 conseils communaux dans le pays. Si nous pouvons enrôler 300 personnes dans chacun d'entre eux, ce sera bon* »³²⁹.

Troisième aspect des fonctions de police dévolues aux conseils communaux, leur collaboration à la sécurité publique dans les quartiers en

327. Maria Pilar García-Guadilla, *op. cit.*

328. Agencia Bolivariana de Noticias, *Consejos comunales de Caracas y Disipiniciaron red de inteligencia social*, juillet 2009.

329. Agencia Bolivariana de Noticias, *La Milicia no busca militarizar a la sociedad, sociabiliza nuestra Fuerza Armada*, septembre 2008.

collaboration avec la police locale. Le *Manual de normas y procedimientos del servicio de policía comunal*, le manuel des règles et des procédures de cette police, prévoit qu'elle doit agir en coordination avec les conseils communaux pour assurer la sécurité et prévenir la délinquance (article 4.1). Parmi les seize missions qui lui sont dévolues, cette police doit en particulier rechercher les causes de la délinquance dans les quartiers ; faire créer dans les conseils communaux de tout le pays des comités de sécurité et de prévention intégrés ; et mettre en place des plans de prévention et de maîtrise de la délinquance en coordination avec la population.

La police locale a en effet parmi ses principales missions de mettre en place un « réseau d'information primaire » et de réaliser un « diagnostic » de façon à « se familiariser de façon optimale avec sa zone de responsabilité ». Comme l'explique clairement son manuel, ce « diagnostic » repose sur une information démographique et socioéconomique détaillée, en distinguant la population vénézuélienne et les étrangers, une description du territoire, un inventaire des attentes et des préoccupations de la population ; doivent y figurer également des bilans de la circulation et de l'ordre public et de « tous les sujets susceptibles d'affecter l'ordre et la tranquillité de la population »³³⁰. S'agit-il de combattre l'insécurité des personnes, ou pour le gouvernement de se donner des yeux et des oreilles dans chaque quartier ? Il est vrai qu'on peut trouver à travers le pays des conseils communaux qui ont créé des coopératives, construit des terrains de sport ou planté des arbres dans les squares³³¹. Car c'est aussi leur mission d'apporter localement des améliorations sur une petite échelle, tout en ne rendant compte qu'au gouvernement central³³². Ceci étant, les conseils communaux, instruments du gouvernement, n'ont qu'une autonomie réduite et n'ont pas contribué à faire naître une culture politique, des modes de participation des citoyens différents de ceux que le pays a connus depuis l'instauration de la démocratie en 1958. Le Comité

330. Ministerio del Poder Popular para las Relaciones Interiores y Justicia, *Manual de normas y procedimientos del Servicio de Policía Comunal*.

331. Steve Ellner, *Un modelo atractivo con fallas: los Consejos Comunales de Venezuela*, www.rebellion.org, juillet 2009.

332. Nelson Freitez, *Alcances y límites de la economía social de la Venezuela actual*, mai 2009.

des victimes contre l'impunité le constate : « *Nous affirmons qu'ils constituent un appareil paragouvernemental et qu'ils ont été mis en place par l'État lui-même. La preuve est faite que cette organisation locale répond maintenant à des intérêts partisans... La bonne volonté de ceux qui animent les conseils communaux ne peut dissimuler que les conseils communaux sont des organes de l'État vénézuélien, qui les a créés et financés, leur a donné un statut légal, dans un but qui n'est autre que de contrôler le mouvement populaire.* »³³³

L'utilisation de leurs fonds par les conseils communaux a donné lieu à un nombre croissant d'accusations d'irrégularités. En 2007, par exemple, PROVEA notait que 70,4 % des accusations dont elle avait connaissance concernaient la construction de logements et faisaient état « *de soupçons de corruption, de l'utilisation de matériaux de qualité insuffisante, de travaux défectueux, de défauts structurels ainsi que de chantiers inachevés* »³³⁴. Les conseils communaux sont malheureusement devenus des exécutants des politiques étatiques et ont été par conséquent rapidement minés par les mêmes vices que la machinerie gouvernementale.

Les coopératives boliviennes

Quand Hugo Chávez fut élu, en 1998, le pays comptait 792 coopératives. En 2001, une loi spéciale sur les associations coopératives fut adoptée et, en 2006, Betsy Bowman et Bob Stone purent estimer à 108 000 le nombre de coopératives³³⁵. Peu après, certains responsables gouvernementaux donnaient le nombre de 250 000.

Dans les années 2004 à 2006, beaucoup de médias de gauche, un peu partout dans le monde, firent état de ce « boom » des coopératives au Venezuela, qui devait être l'un des piliers du développement économique « endogène » du pays. Nelson Freitez, un spécialiste du mouvement coopératif, explique ainsi cet essor des coopératives : les documents officiels laissaient penser que les crédits disponibles étaient des subventions, et non

333. Comité de Víctimas contra la Impunidad – Estado Lara, *El CVCI-Lara toma la palabra*, *El Libertario* n° 54, septembre-octobre 2008.

334. PROVEA, rapport pour 2007, *op. cit.*

335. Betsy Bowman et Bob Stone, *La revolución cooperativa de Venezuela*, Aporrea, août 2006.

des prêts qui devraient être remboursés ; ces crédits étaient abondants. De plus, comme les compétences pour aider à la création et à l'enregistrement des coopératives étaient disponibles, on insistait sur la facilité de leur création plutôt que sur les difficultés que leur fonctionnement pouvait rencontrer. On tentait de créer une économie coopérative à l'aide de fonds publics, en s'appuyant sur les projets de la population, mais sans compréhension du fonctionnement coopératif ni des valeurs que doivent adopter ceux qui y prennent part³³⁶.

L'État avait fait de l'octroi de crédits au secteur coopératif une telle priorité qu'on entendait souvent dire, entre 2002 et 2004, que le meilleur moyen d'obtenir des crédits de l'État était d'en faire la demande comme coopérative, et que beaucoup furent formées dans ce seul but. Ce n'était cependant pas le plus grave. Plusieurs organisations de défense des travailleurs dénoncèrent l'utilisation des coopératives comme moyen de contourner le droit du travail. Comme il était politiquement correct de soutenir les coopératives, il arrivait que des coopératives qui ne respectaient pas la réglementation sociale obtiennent des marchés publics, et Freitez en décrit les conséquences : *« On ne doit pas fermer les yeux sur les effets de cet encouragement donné à l'«économie sociale» par certains secteurs de l'administration : les contrats accordés à des coopératives pour accomplir des travaux jusqu'alors réalisés par des salariés a contribué au développement du travail précaire et dépourvu de protection sociale. Voulant faire des économies, différents organismes publics ont tiré parti des coopératives qui, en vertu de la loi spéciale sur les associations coopératives, ne versent pas de salaires, ne sont pas assujetties au droit du travail [les travailleurs y sont des associés, pas des salariés, et doivent assurer eux-mêmes leur protection sociale]. Ces pratiques indésirables constituent une véritable négation des objectifs de l'«économie sociale», car elles entraînent l'exploitation du travail et elles privent de droits ceux qui l'exécutent. »*³³⁷ C'est ce qui s'est passé pour le ramassage des ordures de la municipalité de Libertador de 2003 à 2008 : les employés de la municipalité y ont été remplacés par des coopératives ; leurs ouvriers y étaient payés à la

336. Nelson Freitez, *op. cit.*

337. *Ibid.*

semaine, n'avaient ni protection sociale, ni avantages sociaux, et travaillaient dans des conditions précaires³³⁸.

Des chiffres récents donnent une meilleure idée de la taille véritable du mouvement coopératif au Venezuela. En avril 2006, SUNACOOB, l'organisme national de supervision des coopératives et l'INE, l'institut national des statistiques, ont entrepris de recenser les coopératives ; Elias Ejuri, le président de l'INE, annonça en septembre 2007 que les résultats étaient disponibles sous forme résumée, mais ceux-ci n'avaient toujours pas été publiés en août 2009³³⁹. L'INE donna cependant quelques chiffres officiels : 47 000 coopératives, dont seulement 15 745, soit environ un tiers, étaient actives, les trois quarts d'entre elles dans le secteur des services³⁴⁰. Une autre étude, menée par Luis Alfredo Delgado et publiée en 2008, estimait à 20 000 le nombre de coopératives actives, davantage que dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine, deux fois plus qu'en Argentine, deuxième dans le classement. Mais une majorité de ces coopératives auraient déjà existé en 2001³⁴¹. Autre indicateur, le nombre de travailleurs dans les coopératives : Juan Carlos Alemán, le directeur de SUNACOOB, a déclaré qu'elles employaient 18 % de la population active, soit 2 214 965 personnes. Mais l'INE, pour sa part, a estimé cette proportion à 2 %, soit 222 770 personnes³⁴².

Notons que l'expérience coopérative la plus réussie prit naissance dans le centre du pays bien avant le gouvernement Chávez. En 1967, dix coopératives de Barquisimeto, la capitale de l'État de Lara, décidèrent de créer un service funéraire pour leurs membres ; ainsi naquit la CECOSOLA, la fédération coopérative de services sociaux du Lara. Elle est maintenant

338. Radio Voces Libertarias 100.3 FM, *Las cooperativas del municipio Libertador a la opinión pública*, Aporrea, juillet 2008.

339. Agencia Bolivariana de Noticias, *INE: Censo Económico ha abarcado 200 mil establecimientos*, septembre 2007.

340. Ernesto J. Tovar, *Sólo 22,2 % de las cooperativas de Vuelvan Caras II están operativas establecimientos*, *El Universal*, 6 février 2008.

341. Luis Alfredo Delgado Bello, *Venezuela: Fracasaron las cooperativas?*, *ACI Américas*, mai 2008.

342. PROVEA, rapport pour 2008, *op. cit.*

constituée de 60 organisations locales, avec 15 000 membres, et ses activités, outre les services funéraires – les plus importants de la région –, vont de la production agricole à la caisse d'épargne, en passant par les transports et les services de santé. Ses marchés couvrent les besoins en produits alimentaires et de consommation courante de plus du quart du million d'habitants de Barquisimeto. Gérant avec succès six dispensaires, la CECOSOLA a créé en 2009 un complexe médical comprenant le plus grand hôpital de la région pour les habitants des quartiers ouest de la ville, les plus défavorisés.

Dans une interview donnée à *El Libertario*, Teófilo Ugalde, membre de la CECOSOLA notamment à travers une école coopérative, expose les différences entre son expérience de coopérateur et celle des membres des coopératives soutenues par le gouvernement : « *Qu'est-ce qu'elles commencent par faire ? [Leurs membres] suivent une formation pour savoir rédiger leur projet ou leur demande [de financement], savoir à qui s'adresser pour obtenir un contrat avec l'administration. D'autres cherchent "à quelle organisation, à quelle ONG européenne écrire pour qu'elle nous envoie de l'argent ?" Elles ont échoué, nous l'avons vu... C'est le résultat de la méthode... Quand nous disons que nous ne voulons pas demander de l'argent au gouvernement, ce n'est pas parce que nous sommes anti-Chávez, mais plutôt parce que ce que nous voulons... c'est faire les choses par nous-mêmes. Être autonomes, c'est ne pas dépendre de l'État ou de qui que ce soit, c'est utiliser nos propres capacités et avancer petit à petit. Dans d'autres régions, on dit "demandez au gouvernement", et ça leur semble la chose la plus naturelle du monde. Ici, ce n'est pas comme ça. Parfois, on nous a demandé de nous tourner vers le gouvernement, et nous avons dit "non, on va trouver une solution".* »³⁴³

Les usines conquises

Vers le milieu de 2007, deux Allemands sont venus au Venezuela pour étudier la prise en main des usines par les travailleurs. Ils avaient en effet été si fortement impressionnés, lors de la projection à Berlin d'un documentaire de Dario Azzellini et Oliver Ressler, *Cinq usines : le contrôle ouvrier au*

343. Pepe el Toro, *Entrevista con Teófilo Ugalde, CECOSOLA, El Libertario* n° 57, mai-juin 2009.

Venezuela³⁴⁴, qu'ils avaient pris l'avion pour Caracas afin de visiter ces cinq centres de production qui préfiguraient la révolution. Avant de repartir, ils avaient pris contact avec les anarchistes vénézuéliens pour connaître leur opinion sur le processus bolivarien, et nous avons insisté pour qu'ils rédigent un compte rendu de ce qu'ils avaient vu dans ces « usines conquises » du Venezuela. Ils décrivent plus en détail les deux cas de « contrôle ouvrier » que les boliviariens mettaient le plus en avant dans leur communication internationale : Alcasa et Industria Venezolana Endógena del Papel (INVEPAL, industrie vénézuélienne endogène du papier) :

« Alcasa [une usine d'aluminium à Ciudad Guayana] a été l'un des deux grands projets pilotes de cogestion ; Carlos Lanz, un vétéran de la guérilla de gauche, en avait été nommé directeur par le gouvernement afin d'y "changer les rapports de production" : idéologiquement, il se référait à l'École de Francfort, et même à Pannekoek. Alcasa emploie 3 000 salariés. Franchement, l'usine devrait être fermée immédiatement tant elle est dangereuse. Au bout de 20 ans, les ouvriers ne sont plus que les ombres gravement contaminées d'êtres humains, car les poussières détruisent leurs poumons. Tous le savent, et pourtant ils restent ; ils expliquent qu'ils ont déjà supporté ça pendant 20 ans, qu'ils ont une famille à nourrir, et qu'il faut qu'ils restent encore pendant quelques années. Ça les a d'ailleurs amenés à rejeter la proposition de la direction d'extrême-gauche de réduire la semaine de travail. Ils craignent qu'en rendant ainsi possible l'introduction d'une équipe supplémentaire, ils y perdent la possibilité de faire des heures supplémentaires. La direction politique de l'usine en a tiré la conclusion que les ouvriers sont vraiment égoïstes et "obsédés par l'argent" et qu'il est donc nécessaire qu'ils reçoivent une formation politique et idéologique. Certaines machines datent des origines d'Alcasa, il y a 40 ans, et les plus récentes ont 20 ans. La technologie utilisée est dépassée et certaines machines ne fonctionnent plus. L'usine utilise à peine 60 % de sa capacité de production. Économiquement, elle arrive à l'équilibre, mais si le prix de l'aluminium n'augmente pas dans les années qui viennent, les dommages seront considérables. En outre, il semble que d'un point de vue capitaliste, ni l'État ni la direction ne recherchent l'efficacité, ni le bénéfice. En privé, la direction se plaint que la bureaucratie gouvernementale n'accorde pas les moyens financiers pour moderniser l'usine. Des locaux, à l'intérieur de l'usine,

344. Voir le site de Dario Azzellini, www.azzellini.net. Ce film de 2006 est disponible en allemand, en anglais et en espagnol.

sont réservés à la formation politique et idéologique. La direction a recruté les formateurs. Dans ces cours, on examine, par exemple, la différence entre la planification "normale" (c'est-à-dire bourgeoise) et "stratégique" (c'est-à-dire révolutionnaire), avec à l'appui des citations de Marx, de Gramsci, d'Adorno, etc., sans qu'on aborde la situation concrète de l'usine. Les salaires sont fonction de la qualification et de l'ancienneté, avec des différences entre employés et ouvriers. Les ouvriers touchent cependant des salaires relativement élevés. Auparavant, les salaires étaient d'environ 500 euros par mois, soit trois fois le salaire minimum ; le salaire moyen est maintenant de deux fois ce montant. De la cogestion qu'on avait annoncée, il ne reste presque rien. En 2005, chaque atelier a élu trois délégués au comité de production, puis un représentant des salariés au comité de direction, qui vient voir ses camarades de temps en temps. Il n'y a pas de réunions pour discuter du travail, et les assemblées ne semblent s'occuper que de sujets comme le nettoyage des toilettes et la distribution des vêtements de travail. Si l'on demande à un travailleur ce que lui a apporté la cogestion, on ne reçoit pas de réponse : "Eh bien, la production a augmenté", ou "j'aime bien travailler comme d'habitude." Si on insiste, avec des questions plus précises, on s'entend dire "il vaut mieux que je ne dise rien, je ne veux pas de problèmes". Aucun ouvrier n'a mentionné une participation à la planification stratégique du processus de production ou à la gestion de l'usine. Pour certains ouvriers, au contraire, la situation a empiré. Lorsque le recours à la sous-traitance s'était répandu, des ouvriers s'étaient organisés en coopératives pour conserver leurs emplois. Au nombre d'environ 600, ils travaillent maintenant à la production comme les salariés de l'usine, mais ils ne participent pas à la "cogestion". Il ne leur est pas permis de prendre les bus de la société pour venir au travail, ni d'utiliser la cantine. Ils ne touchent pas de primes (pour les salariés de l'usine, la prime de fin d'année représente trois à quatre mois de salaire), et ils n'ont pas d'assurance maladie. C'est que leur rémunération ne dépend pas de la convention collective, mais du contrat que la coopérative a passé avec l'usine : ils reçoivent un montant pour une tâche déterminée, et c'est tout. Le plus grave, c'est que les membres des différentes coopératives communiquent peu entre eux et n'ont pas dénoncé collectivement cette situation. Chaque travailleur reste isolé, avec sa colère et sa frustration. La solidarité des salariés d'Alcasa avec ces travailleurs reste abstraite : "La direction a déjà essayé d'améliorer leur situation". Et quand des membres des coopératives se sont plaints, certains des "politiques" leur ont conseillé de participer aux séances de "formation" politique.

INVEPAL est une usine de papier installée dans l'État de Carabobo, à l'ouest de Caracas. Son propriétaire précédent avait décidé de la fermer, et les salariés se battirent pendant deux ans pour conserver leur emploi, jusqu'à ce que l'État l'acquière (en indemnisant le propriétaire) et y instaure la cogestion. Les quelque 400 salariés furent obligés de former une coopérative et d'acheter 49 % de l'usine, l'État en conservant 51 %. Ceci leur permit d'obtenir un prêt d'une banque privée. En dehors de cette coopérative, INVEPAL emploie directement le personnel administratif et détient une filiale nécessaire à son fonctionnement. Au total, la société fait travailler 650 personnes. Les machines dataient de 1957 et étaient totalement dépassées et dans un état déplorable ; la production, lors de la reprise, ne pouvait dépasser 20 % de la capacité théorique, en raison, partiellement, de l'état de son usine de production d'électricité et des livraisons irrégulières des matières premières en provenance d'Argentine et de Colombie. Les pertes s'élevaient à environ deux millions d'euros par an, et l'activité ne pouvait survivre qu'avec l'aide de l'État. Avec ses 51 %, l'État en détenait le contrôle (son dirigeant n'était autre que le ministre du Travail) ; il ne donnait pratiquement aucune information aux membres de la coopérative. Comme les responsables de la coopérative s'en accommodaient, ses membres en élurent d'autres, plus combatifs, qui se trouvèrent en conflit constant avec les administrateurs de l'usine, sans que la situation en soit vraiment changée ; c'étaient eux qui, entre autres choses, fixaient le volume de la production. Les travailleurs de la coopérative, sans superviseurs ni chefs de services, ont tenu des réunions hebdomadaires pour organiser le travail, et étaient très satisfaits de l'ambiance de travail. L'administration d'INVEPAL ne s'en mêla pas. Mais, à la fin de 2006, les travailleurs reçurent une prime équivalant à trois mois de salaire au lieu des quatre mois de l'année précédente et réagirent violemment, notamment en sortant et en bloquant la circulation. Mais comme l'administration ne semblait pas attacher d'importance au volume de la production, ils ne parlèrent même pas de se mettre en grève, car cela n'aurait pas accru la pression. D'autre part, leur réclamation n'avait aucune base légale : ils ne pouvaient pas exprimer de revendications salariales car, en tant que membres d'une coopérative, c'est comme associés, comme copropriétaires de l'entreprise qu'ils travaillaient. Il n'y avait aucun accord salarial. Il est vrai qu'ils recevaient tous la même rémunération, mais ce n'était pas le résultat d'une solidarité voulue. D'ailleurs, les ouvriers eux-mêmes trouvaient cette égalité injuste. Voici quelles sont les conséquences de la formation d'une coopérative sous la pression – c'était du moins ce que ressentaient les ouvriers

d'INVEPAL. Ils mettaient désormais leurs espoirs dans l'élaboration et l'application de statuts pour la coopérative qui clarifieraient leurs droits. Quand nous leur avons demandé leur opinion sur la cogestion, ils ont répondu : "C'est comme toujours. L'exploitation est la même avant et après." En outre, comme la coopérative ne pouvait pas rembourser sa dette envers la banque, c'est l'entreprise (ou l'État) qui l'a fait pour elle, avec pour résultat que c'est envers elle que les membres de la coopérative sont maintenant endettés.

Du film *Cinq usines : le contrôle ouvrier au Venezuela, tourné en partie dans l'usine, les travailleurs n'avaient jamais entendu parler.* »³⁴⁵

Médias : d'« alternatifs » à paragouvernementaux

Après le coup d'État manqué d'avril 2002, pendant lequel Pedro Francisco Carmona Estanga, le président de l'association patronale Fedecamaras, se crut pendant quelques heures Président de fait, le gouvernement bolivarien se lança dans une grande opération de communication. En octobre, il créa le ministère des Communications et de l'Information qui, de concert avec CONATEL, l'organisme de régulation des télécommunications, élaborait une politique de financement et de promotion de médias progouvernementaux³⁴⁶. En 2002, les médias étaient en général hostiles au gouvernement ; cette situation allait changer radicalement dans les mois suivants.

En octobre 2003, le gouvernement organisa un Forum international des médias « communautaires ». À cette occasion, le président Chávez annonça qu'il accorderait environ trois millions de dollars pour la création d'un réseau de communication communautaire. Selon un journaliste, « Chávez fut longuement applaudi quand, à la fin d'une longue critique des grands médias, et surtout des stations de télévision acquises à l'opposition, il s'écria : "Un jour, ce seront eux les alternatifs !" ».³⁴⁷ Des années plus tard, en janvier 2007, Andrés Izarra, le ministre des Communications et de l'Information, expliqua que le gouvernement voulait construire une nouvelle hégémonie dans les commu-

345. Ce rapport a fait l'objet d'un article dans *El Libertario* n° 51, novembre-décembre 2007.

346. CONATEL, *Un cronograma detallado de la capacitación y recursos cedidos por CONATEL a los medios comunitarios*, Aporrea, mai 2003.

347. Yensi Rivero, *Chávez financia medios alternativos*, IPS Noticias, octobre 2003.

nications dont un des piliers serait les médias alternatifs : « Cette hégémonie dans les communications aura plusieurs niveaux : l'intégration des systèmes des médias publics ; la définition d'un plan stratégique qui permettra d'orienter ces médias ; la création d'un ensemble national de médias communautaires et alternatifs ; l'impulsion de la production indépendante. »³⁴⁸ C'est ainsi qu'en 2009, avec les ressources tirées du pétrole, le gouvernement bolivarien avait réussi à faire basculer la majorité des médias en sa faveur. D'après une étude du professeur Marcelino Bisbal, l'État contrôlait alors 36 diffuseurs de télévision, certains de portée nationale ou internationale comme Telesur, VTV, Ávila TV, ANTV, Vive TV, et TVES. Il était aussi présent dans 73 périodiques locaux, à Caracas et dans d'autres villes, et dans 227 stations de radio sur les grandes ondes et en FM, la plupart commerciales, et d'autres se présentant comme des radios locales³⁴⁹. Ces médias « communautaires » et « alternatifs » qui se sont multipliés sous le gouvernement de Chávez sont devenus des médias paragonnementaux à l'autonomie réduite, plus occupés à diffuser de la propagande qu'à construire un journalisme indépendant de haute qualité. Deux grands consortiums en regroupent la majorité : le Réseau vénézuélien des médias locaux, créé en 1999, et l'Association nationale des médias communautaires, libres et alternatifs (ANMCLA), créée en 2002. Leurs relations ne sont pas sereines, car elles sont en concurrence pour l'obtention des subventions de l'État, et elles ont reproduit les pratiques politiques qu'elles avaient en principe pour objectif d'abolir. En mars 2007, un nombre importants de médias annoncèrent qu'ils quittaient l'ANMCLA et s'en expliquèrent dans le *Manifeste de Charallave* : « Pour nous, ces lettres – ANMCLA – signifient une association fondée sur la solidarité, la confiance et le respect le plus total entre les collectifs. Nous avons grandi rapidement et tous, nous avons fait des erreurs, qui se sont révélées dans la douloureuse crise de 2006. Dans l'urgence qu'il y avait à sauver ce que nous avons construit, les meilleurs d'entre nous avaient proposé de changer immédiatement le mode de fonctionnement erroné auquel nous nous étions laissé aller, et nous avons

348. Raisa Urribarri, *De comunitarios a gombunitarios : los medios alternativos en tiempos de revolución*.

349. Gustavo Gil, *Advierten que el gobierno pretende cubanizar el escenario mediático*, *El Nacional*, 18 mai 2009. .

demandé entre autres qu'on revienne à la rotation des tâches et qu'on partage mieux l'information. Mais le manque de volonté et de maturité politique de certains camarades de Caracas, qui ne s'étaient pas débarrassés des habitudes des élites et des vices partisans et qui n'ont à l'évidence pas permis la réflexion collective qui aurait pu nous sauver, ont entravé le débat interne. Ils ont préféré défendre le drapeau avec le sigle et les avantages obtenus en son nom pour pouvoir en faire usage comme ils le voudraient. Ils ont complètement oublié que ce sont les gens, avec leurs amours, leurs joies, leurs luttes et leurs peines qui, selon les principes de notre association, donnent leur légitimité à ces mots, à ces noms et à ces acronymes. »³⁵⁰

En juin 2009, le conseil municipal de Caracas attribua son prix Fabricio Ojeda pour les médias locaux et, à cette occasion, salua dans le président Chávez « un grand communicateur alternatif et révolutionnaire », ce qui montre l'usage que l'État fait du terme « alternatif » et la confusion qui en résulte³⁵¹.

Ce « journalisme alternatif » a deux figures de proue. Le premier, Mario Silva, est le présentateur de *La Hojilla* (la lame de rasoir), une émission de télévision quotidienne qui est reprise dans un hebdomadaire papier. Ses méthodes sont les mêmes que celles de la presse à sensation qui flagornait Alberto Fujimori, l'ancien président du Pérou. Non seulement cette presse tournait l'opposition en ridicule, mais elle la dépeignait comme une bande de criminels. Silva fait la même chose. Il utilise des enregistrements de conversations téléphoniques, des photos et une équipe de production non seulement pour se moquer de l'opposition, mais aussi pour attaquer les tendances du mouvement bolivarien qui déplaisent au gouvernement. Mario Silva se vante ouvertement dans son émission de ses relations avec la DISIP, la direction du renseignement intérieur. En mars 2009, il raconta fièrement à l'antenne qu'il avait reçu une citation de la DISIP à l'occasion du quarantième anniversaire de celle-ci, et il exhiba le certificat et la médaille qu'il avait reçus³⁵². Nestor Francia, un intellectuel bolivarien qui avait créé *La Hojilla* en 2004 avec Silva, l'avait quittée l'année suivante à cause de ses relations avec la DISIP : « Il y a quelques jours, dans des circons-

350. *Renuncian a la ANMCLA*, Aporrea, mars 2007.

351. Mariela Acuña, *Anuncian premios de periodismo*, *Últimas Noticias*, 23 juin 2009.

352. *Laclase.info*, *Mario Silva condecorado por la DISIP*, mars 2009.

tances qu'il n'est pas utile de décrire, on s'est livré à un interrogatoire de type policier (de fait, avec la participation de policiers) à mon avis illégitime ; pour La Hojilla, que ça soit légal ou pas n'est pas ce qui me préoccupe... mais plutôt que des membres de l'équipe aient participé à cet interrogatoire. À mon avis, c'est là une conséquence d'une série d'évènements, et aussi d'engagements personnels, de relations cachées avec des policiers, avec pour conséquence la création d'un cercle de policiers associés à l'émission. »³⁵³

Même des partisans du processus bolivarien se sont alarmés de l'influence dangereuse que pouvait exercer l'émission, comme Antonio Marack sur le site Web de Fuerza Socialista : « *Je maintiens que La Hojilla a pris des aspects fascistes et qu'il faut corriger ça immédiatement.* »³⁵⁴ Ceci n'a pas empêché des responsables gouvernementaux, y compris le Président, de réaffirmer leur soutien à l'émission comme par exemple, en mars 2008, Andrés Izarra, le ministre de l'Information et de la Communication de l'époque : « *Il y a beaucoup de gens, y compris des partisans de ce processus révolutionnaire, qui ont demandé qu'on supprime La Hojilla. Je suis absolument contre la suppression de La Hojilla car c'est un instrument dans la guerre médiatique, dans la guerre politique...* »³⁵⁵ Pour les élections régionales de 2008, le président Chávez désigna Mario Silva comme candidat au poste de gouverneur de l'État de Carabobo, bien qu'il n'y résidât pas et qu'il n'ait pas été choisi par un vote de la population³⁵⁶.

Autre instrument de première importance, le site Web Aporrea, qui se désigne comme le « panneau d'affichage du processus révolutionnaire ». Il a été créé en 2002 par deux militants trotskystes, Martín Sánchez, le consul général du Venezuela à Chicago, aujourd'hui à San Francisco, qui apporta la technologie et le financement, et Gonzalo Gómez, maintenant membre du

353. Néstor Francia renuncia a « La Hojilla », Aporrea, mai 2005.

354. Antonio Marack, *La Hojilla, el Presidente y el proceso revolucionario*, Fuerza socialista, mars 2008.

355. Agencia Bolivariana de Noticias, *Programa La Hojilla es herramienta contra guerra mediática*, mars 2008.

356. Le candidat de la vaste coalition d'opposition, rassemblant 27 partis dont La Causa R, le MAS, BR, mais aussi AD et le COPEI, l'emporta avec 47,72 % des voix contre 44,29 % à Mario Silva. (Ndt)

PSUV, qui réunit et anima l'équipe rédactionnelle³⁵⁷. Voici comment le présentait Gómez en 2009 : « *C'est un espace au ton irrévérencieux, où la critique est permise, dans le cadre de la défense du processus révolutionnaire. On y discute des chemins pris par la révolution, les erreurs et les difficultés de la révolution bolivarienne y sont critiquées, tout ceci ouvertement, des positions les plus modérées aux plus radicales, qui sont souvent contraires aux positions prises par des personnalités importantes du processus bolivarien, mais toujours dans le but de défendre le processus révolutionnaire.* »³⁵⁸ Cette vision idyllique ne correspond cependant pas à la réalité. Pour ce livre, je me suis entretenu avec Miguel Ángel Hernández, historien et professeur de sociologie, l'un des trotskystes qui ont participé à la création d'Aporrea. Avec Orlando Chirino et d'autres militants ouvriers, il a fondé le CCURA (le courant de classe unitaire, révolutionnaire et autonome), une organisation trotskyste menant le combat dans les syndicats, comme l'Unidad Socialista de Izquierda (USI, unité socialiste de gauche) le fait sur le plan politique. Partisans de l'autonomie des syndicats et opposés au projet du PSUV d'absorber toutes les organisations sociales du mouvement bolivarien, ils ont pris leurs distances vis-à-vis de Gómez. Leurs différends s'aggravèrent lorsqu'ils appelèrent à l'abstention lors du référendum constitutionnel de 2007, et, me dit Hernández, lui-même et six membres de son groupe furent exclus d'Aporrea et les droits qui leur permettaient d'y écrire furent révoqués sans préavis. Mais on pouvait juger dès 2005 de la capacité d'Aporrea, ce site « irrévérencieux », à accepter les critiques, par l'expérience qu'en fit Gabriel Muzio, l'un des producteurs de *Nuestro petróleo y otros cuentos* : « *Ça nous a laissé un goût amer, pas à cause des opinions qui s'y expriment, car chacun a le droit de dire ce qu'il veut, mais à cause de la façon absolument abusive, absolument inacceptable dont ils gèrent cet espace supposé être un site collectif d'information révolutionnaire. Ils monopolisent le site... Il y avait sur le site un article qui critiquait Nuestro petróleo y otros cuentos, qui resta sur la page d'accueil pendant deux semaines... Beaucoup de gens écrivirent à Aporrea pour protester contre cet article et la place qui lui était*

357. Martín Sánchez, *El reto venezolano es cambiar las turbinas del avión en el aire, sin que los pasajeros se den cuenta*, Aporrea, mars 2007.

358. Yásser Gómez, *Globovisión sirve para defender a los violadores de los derechos humanos*, Aporrea, août 2009.

faite et pour donner leur avis sur la vidéo, mais presque aucun de ces commentaires ne fut publié, seulement trois d'entre eux, mais nous avons reçu des copies de beaucoup d'autres qui n'ont pas été publiés. Il y a donc un censeur, un filtre. Et ces trois commentaires furent publiés dans la zone habituelle, c'est-à-dire qu'ils disparurent au bout d'un seul jour... Pour moi, c'est totalement inacceptable et ça doit être critiqué parce qu'ils exploitent leur situation de pouvoir. »

Mais des tensions, des fissures apparaissent, qui parfois conduisent les médias collectifs à plus d'indépendance, comme l'explique David Berrios, éducateur et journaliste, coordinateur du programme de communication sociale de l'Université bolivarienne du Venezuela à Mérida. Il « observe une dégénérescence » dans le secteur, car « ceux d'entre nous qui voient dans la communication un moyen de légitimer, de favoriser et de consolider les organisations populaires ne peuvent pas admettre de rester soumis aux intérêts de ceux qui accordent les licences et le financement³⁵⁹. » Mais la source principale de la réserve qui s'impose aux médias, c'est la fausse polarisation entre le chavisme et l'opposition, au nom de laquelle la satisfaction des demandes des médias collectifs est toujours reportée, afin qu'ils appliquent les consignes politiques venant d'en haut. On en a eu un exemple frappant dans le conflit entre les élites gouvernementales et celles de l'opposition au sujet du renouvellement de la licence de RCTV en 2007. Les médias paragouvernementaux se mobilisèrent massivement contre ce renouvellement mais, comme on l'a vu au chapitre 6, c'est Gustavo Cisneros qui fut le principal bénéficiaire de l'expiration de la licence. Mais les carences des médias paragouvernementaux, qu'ils soient locaux ou alternatifs, ne sont pas seulement dues à leur subordination aux ordres venus d'en haut. Leurs pratiques journalistiques et leur communication ne sont pas qualitativement différentes de celles des médias commerciaux. Cette pauvreté de langage et de forme reflète l'isolement, l'immaturation et la faiblesse qui ont nuit au développement des mouvements sociaux au Venezuela depuis 1999. Ces médias continuent à voir leur audience comme autant de réceptacles vides que leurs messages doivent remplir, ne lui reconnaissant pas la capacité d'analyser l'information qu'ils lui donnent et d'y réfléchir à la lumière de sa

359. Raisa Urribarri, *op. cit.*

propre expérience. Ils se sentent donc « obligés » de compenser tous les biais des médias commerciaux par des biais opposés, avec pour résultat une information manipulée. Ken Knabb, un anarchiste états-unien, en a donné une explication générale : « *Les gauchistes pensent généralement qu'il faut beaucoup de simplifications, d'exagérations et de répétitions pour contrebalancer la propagande en faveur de l'ordre régnant. Cela revient à dire qu'un boxeur groggy d'un crochet du droit va reprendre ses esprits grâce à un crochet du gauche... La propagande grandiloquente des gauchistes, insistant constamment sur le caractère sournois et répugnant des "opresseurs"... s'adresse aux tendances les plus malsaines et les plus mesquines des gens. Si nous nous laissons aller à ruminer nos maux, si nous laissons la débilité et l'horreur de cette société gagner jusqu'à notre révolte contre elle, alors nous oublions ce pour quoi nous nous battons et nous finissons par perdre la capacité même d'aimer, de créer, de prendre du plaisir.* »³⁶⁰

360. Ken Knab, *The joy of revolution*, Bureau of public secrets.

CONCLUSION

**LE TRIOMPHE DU SPECTACLE
ET LE CHANTIER QUI S'OUVRE**

Entre deux feux

José Roberto Duque, un journaliste qui soutient le processus bolivarien, écrit en décembre 2008 que l'avenir de la révolution dépendait des mouvements sociaux populaires, ceux d'avant Chávez : « *Ces formes d'organisation, dont la caractéristique est d'être informelles, sont nées avant [la présidence de] Chávez, ou sur les franges de son gouvernement, et elles lui survivront donc car elles ne dépendent pas de lui, elles n'étaient ni une composante originale, ni une composante importante de son projet. Ce ne sera pas le cas des conseils communaux ou des cercles boliviariens, et encore moins de ces créations de l'État que sont les missions.* »³⁶¹ Il reconnaît donc que les organisations de base créées depuis dix ans ne sont pas révolutionnaires, qu'elles ne sont pas une rupture radicale avec le passé. On doit aussi reconnaître que tous les mouvements sociaux vénézuéliens n'ont pas été intégrés à l'État, que tous ne se sont pas ralliés au programme politique du gouvernement ou à celui de l'opposition de droite. Des mouvements sont nés d'en bas – invisibles en raison de la polarisation entre Chávez et l'opposition et son orchestration par les médias – et ils conservent leur capacité d'auto-organisation et d'indépendance. Le comité des victimes contre l'impunité (CVCI) de l'État de Lara en est un exemple significatif.

Ce comité s'est créé en novembre 2004 à Barquisimeto à l'initiative d'un groupe d'habitants des quartiers qui avaient été victimes d'exactions de la police ou dont des proches avaient été tués par la police ou l'armée et qui n'avaient pas les moyens de payer des avocats pour demander justice. En d'autres termes, le Comité entendait se réclamer de la loi d'une façon inhabituelle : rassembler les éléments d'accusation, mobiliser la population pour faire pression sur les institutions, diffuser ce qu'il savait pour obtenir justice contre les policiers et les militaires coupables de racket et d'assassinat. Dans un entretien donné à *El Libertario* en mars 2008, Ninoska Pifano, membre du Comité, en décrit l'organisation : « *À l'origine, nous avons eu un débat très important : fallait-il ou non que le Comité prenne une forme légale... Nous avons décidé que non, et c'est comme ça que nous continuerons. C'est*

361. José Roberto Duque, *El futuro de la revolución son las organizaciones populares prechavistas*, SIC n° 710, décembre 2008.



Rafael Uzcátegui et le monument aux victimes de la police de l'État de Lara à Santa Rosa.

une décision que nous avons prise à partir de notre propre expérience. C'est quelque chose que nous construisons nous-mêmes, pas quelque chose imposée d'en haut. Nous nous sommes organisés au cours de réunions hebdomadaires. Nous conservons à l'organisation ses caractères d'être une organisation de la base, indépendante et politiquement et économiquement autonome. »³⁶²

Avec 31 meurtres, la police de l'État de Lara est, selon un rapport de 2008 de PROVEA, la pire du pays, dans un contexte général de dégradation du comportement des corps de police au Venezuela. Le Comité nous a transmis des chiffres communiqués par le ministère de la Justice : la police a été impliquée dans 60,6 % des 211 homicides commis dans l'État de Lara entre 2000 et 2006. Le Comité s'est occupé de certains de ces cas avec la participation active des familles des victimes.

Depuis 2004, le Comité s'est réuni chaque semaine, et malgré les manœuvres menées contre lui par la police, aussi bien au niveau local qu'au niveau national, il a conservé sa capacité à s'organiser et à faire entendre ses revendications de justice. En 2007, il éleva avec ses propres moyens un monument à 57 victimes de la police dans la région. Don du sculpteur, ce monolithe a été installé près de Barquisimeto, à Santa Rosa, là où vivait José Luís Prado, un homme de 25 ans, handicapé mental, que la police a fait « disparaître » en 2005.

Le Comité a tenu des dizaines de réunions de travail, a publié des documents, distribué des tracts et organisé des manifestations à Barquisimeto et à Caracas. Le 15 mai 2009, il a organisé une chaîne humaine formée par 200 membres des organisations populaires de la région. Cette chaîne encercla le palais de justice de Barquisimeto. Prenant le micro, Ninoska Pifano déclara alors qu'il y avait « 6 700 cas d'assassinat extra-judiciaire dus à la police dans tout le pays qui n'ont pas donné lieu à des poursuites par la justice ». ³⁶³

Le Comité a recherché les causes de l'impunité dont bénéficient les policiers et les militaires. Il a constaté que « pendant le soi-disant processus

362. *Entrevista con el Comité de Víctimas contra la Impunidad, Lara : « Reivindicamos la organización autónoma económica y políticamente », El Libertario n° 52, février-mars 2008.*

363. Rafael Uzcátegui, *Tomados y tomadas de la mano, convocando a la vida, rechazando la muerte*, mai 2009.

[bolivarien], *la police a perpétré plus d'assassinats que sous les présidences de Rómulo Betancourt et de Raúl Leoni, qui restent comme les plus répressives de la IV^e république* ». On l'a vu, le Comité mit en cause le gouverneur de l'État de Lara de 2000 à 2008, le lieutenant-colonel de l'armée de l'air Luís Reyes Reyes. Selon lui, Reyes autorisa la constitution d'escadrons de la mort qui, entre autres, commirent cinq massacres pendant son mandat : quatre morts à Rio Claro en novembre 2004 ; à Barrio el Tostao, quatre morts en juin 2005 ; à Quibor, cinq morts en janvier 2008 ; à Loma de León, quatre morts en février 2008 ; neuf morts à Chabasquén en octobre 2008. Tous ces actes commis de la même manière par des commandos masqués munis d'armes de guerre.

Malgré ces crimes et les accusations portées contre eux, les responsables mis en cause n'ont pas été inquiétés. Certains, comme on sait, ont même été promus : Luís Reyes Reyes devint en décembre 2008 ministre du Pouvoir populaire au Secrétariat de la présidence, et il est actuellement ministre de la Santé.

Les obstacles à l'autonomie

Si des organisations populaires comme le Comité des victimes restent l'exception, qu'est-ce qui peut expliquer la neutralisation de la plupart des mouvements de la base ? Il y a en premier lieu la polarisation massivement orchestrée entre le gouvernement et son opposition de droite. Cette fausse polarisation s'est imposée à toute la société vénézuélienne et aux mouvements de la base. Cette fausse alternative n'est pas propre au Venezuela. De nombreux politiciens, de Lénine à George W. Bush en passant par Mussolini en ont fait usage : « Avec nous, ou contre nous », selon les termes de Mussolini ; « ou bien vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes », selon Bush. De tels « choix » sont très utiles aux détenteurs du pouvoir car ils délégitiment toute critique. Il n'y aurait jamais que deux positions possibles : si vous ne soutenez pas le gouvernement vous êtes ou bien « contre-révolutionnaire », ou bien « avec les terroristes », selon que ce gouvernement est à gauche ou à droite.

Dans le cas du Venezuela, cette prétendue alternative est d'autant plus fausse que les deux camps adoptent pour le pays le même modèle « civili-

sateur » et « modernisateur » : l'insertion du Venezuela dans le marché mondialisé comme un fournisseur fiable de ressources énergétiques. Bien que n'existant que dans les discours, cette alternative a amené bon nombre des mouvements sociaux à se situer dans ce contexte de confrontation, dans les élections, en privilégiant le moindre mal. Ceux qui contestent le gouvernement bolivarien peuvent être accusés de préparer un coup d'État, d'être des contre-révolutionnaires et des alliés de l'impérialisme quelles que soient leurs positions réelles.

Cette polarisation délibérée a eu pour résultat la fragmentation et la division du tissu d'organisations sociales qui s'était mis en place au Venezuela depuis le milieu des années 1980 et dans lequel les militants sociaux avaient collaboré pendant des années. Comme certains se sont rangés sous le drapeau de l'un des bords, il leur est devenu impossible de poursuivre cette collaboration. Ce n'est pas un fruit du hasard. Plusieurs chercheurs ont montré que cette polarisation avait eu pour conséquences un rétrécissement des horizons, l'abandon du bon sens et une simplification extrême, jusqu'à la caricature, des causes des conflits³⁶⁴.

On a vu que le gouvernement bolivarien avait très concrètement tenté de créer un mouvement social contrôlé par l'État. Parmi ces tentatives, aux succès divers, il y a eu celle de faire naître un « anarchisme bolivarien ». En 2004, Luis Bonilla, le président du centre international Miranda, qui dépend du ministère de l'Éducation, et Haiman El-Troudi, qui a occupé différents postes dans les gouvernements de Chávez, jusqu'à celui de ministre de la Planification et du Développement en 2008-2009, ont expliqué dans un livre, *Historia de la Revolución Bolivariana* (Histoire de la révolution bolivarienne), qu'« El Libertario... avait adopté une position viscéralement anti-Chávez qui l'éloigne de ses principes populaires et libertaires ». Et ils prédisaient que « dans un avenir proche, les tenants de positions de gauche se retrouveront dans ce que nous appelons aujourd'hui la gauche chaviste, dans les mouvements sociaux, dans les organisations révolutionnaires non électorales et dans de nouvelles expressions anarchistes. »³⁶⁵ Depuis, on a vu apparaître différents

364. Mireya Lozada, *Violencia política y polarización social : desafíos y alternativas*, juin 2002.

365. Luis Bonilla et Haiman El Troudi, *op. cit.*, p. 210.

mouvements se disant « anarcho-bolivariens » ou « anarcho-chavistes », à l'initiative de membres de l'appareil gouvernemental ou de bénéficiaires des missions ; il semble que leur principale activité soit de se livrer à des attaques personnelles contre les anarchistes sur Internet.

Cette démobilisation des mouvements sociaux a aussi résulté de l'application de ce que Naomi Klein appelle la « doctrine du choc » après la tentative de coup d'État de 2002. Naomi Klein affirme que les gouvernements utilisent les drames nationaux comme le coup d'État de 1973 au Chili, la guerre des Malouines de 1982, le massacre de la place Tiananmen en 1989 ou les attaques du 11 septembre en 2001 pour imposer des mesures sociales, politiques et économiques régressives à une population qui est choquée et désorientée et donc plus facile à manipuler et plus prête à obéir qu'avant le « choc ». Au Venezuela, la tentative de coup d'État de 2002 et la très brève « présidence » de Pedro Francisco Carmona ont servi de prétextes pour faire taire les revendications des mouvements populaires qui soutiennent le président Chávez, car celles-ci « réanimeraient l'extrême-droite et les tentatives de coups d'État », des comploteurs cherchant en permanence à renverser par la violence le gouvernement bolivarien. En se présentant en victime de la tentative de coup d'État, en rappelant et en manipulant continuellement les événements qui provoquèrent la rupture de l'ordre constitutionnel, le gouvernement a pu faire passer des mesures qui, dans la décennie précédente, l'auraient largement pénalisé politiquement et socialement. On peut citer l'extension du champ d'application de la TVA en août 2002, et rappeler l'introduction des entreprises mixtes ou le décret présidentiel 3110 de 2004 qui autorisait l'exploitation des ressources de la réserve nationale d'Imataca.

Comme on l'a vu précédemment, le coup d'État a été constamment utilisé au Venezuela pour changer de régime, et il existe des groupes et des tendances extrémistes aujourd'hui, comme il en existait en 2002, qui applaudiraient les forces armées si elles renversaient le président Chávez. Mais, malgré leurs vociférations, ces tendances ont lentement quitté le centre de la scène politique ; ce sont des partis sociaux-démocrates qui constituent maintenant la plus forte des oppositions électorales au gouvernement bolivarien. Aussi bien la tentative de 2002 que l'impunité dont ont

bénéficié ceux qui y ont pris part ont été utilisées politiquement pour canaliser et parfois pour bloquer les mouvements et les revendications de la population. Notons que quelques mois après cette tentative, plusieurs organisations sociales et les groupes de défense des droits de l'homme avaient demandé la création d'une « commission vérité » qui aurait enquêté sur ces événements en toute indépendance et en toute transparence et aurait pu établir les responsabilités, notamment pour les morts qu'ils ont causées. Cette proposition avait été rejetée à la fois par les élites du gouvernement bolivarien et par celles des partis politiques de droite. On peut penser que le déroulement réel des événements n'a correspondu ni à la version qu'en donne le gouvernement, ni à celle de l'ancienne opposition.

L'adoption par le gouvernement d'une phraséologie qui masque ses projets de domination et de construction d'une nouvelle hégémonie a aussi contribué à affaiblir les mouvements sociaux. Depuis 2006, par décret, toutes les institutions gouvernementales incluent « du pouvoir populaire » dans leurs intitulés. Ces mots expriment exactement ce qui a été perdu dans le processus bolivarien : la possibilité d'une prise des décisions et d'un contrôle de leur application par en bas. Le terme lui-même, vidé de tout contenu révolutionnaire, a la même utilité propagandiste que le vieil euphémisme politiquement correct de « dictature du prolétariat ». Ces deux expressions n'ont qu'une seule signification : la domination de la majorité par une minorité gestionnaire et bureaucratique.

Le gouvernement bolivarien a également mis divers obstacles au développement autonome des mouvements sociaux. La popularité très large du président Chávez, due en bonne partie à son charisme personnel, qui rappelle celui d'autres personnages politiques sud-américains, en est certainement un. La mise en place, comme on l'a vu, de groupes de civils et d'organisations recevant une formation militaire, ainsi qu'un financement et des armes, en est un autre. Ces groupes surveillent les secteurs de la société qui ont tendance à créer des conflits (les ouvriers, les sans-logis, les vendeurs de rue, etc.) en pratiquant le « renseignement social » ; ils peuvent se livrer à un harcèlement psychologique ou, dans certains cas, s'en prendre à eux physiquement.

Mais lorsque ces différents dispositifs ne parviennent pas à limiter les conflits sociaux, la réaction du gouvernement bolivarien est la même que

celle de tous les autres gouvernements du monde : la répression. Après l'échec du référendum constitutionnel, le nombre de manifestations revendiquant des droits sociaux a augmenté, passant de 1 521 en 2007 à 1 763 en 2008³⁶⁶. L'utilisation de la police et de l'armée pour réprimer ces manifestations a fait des morts : Douglas Rojas, un étudiant de 25 ans de l'Université des Andes, a été tué par la police lors d'une manifestation à Mérida en juillet 2008 ; Mervin Cepeda, âgé de 18 ans, qui manifestait pour obtenir de meilleurs équipements scolaires, a été tué par la Garde nationale et la police locale lors d'une manifestation à Ciudad Bolívar en novembre 2008 ; deux ouvriers, Gabriel Marcano Hurtado et Pedro Suárez, ont été tués par la police le 29 janvier 2009 lors de l'occupation pacifique d'une usine de montage de Mitsubishi dans l'État d'Anzoátegui ; Jean Carlos Rodríguez, âgé de 13 ans, a été tué par la police de Caracas lors d'une expulsion le 19 mars 2009 ; José Gregorio Hernández, âgé de 24 ans, tué le 20 mars 2009 par la police de l'État d'Anzoátegui lors de l'évacuation de 1 400 familles qui s'étaient installées sur la route allant d'El Tigre à Ciudad Bolívar ; un étudiant, Yusban Ortega, tué le 30 mars 2009 par la police de Mérida, alors qu'il manifestait pour des améliorations à l'Institut de technologie de Ejido ; Rony Antonio Canache, âgé de 31 ans, tué le 3 juillet 2009 par la police de Miranda, là encore lors de l'évacuation de la route de Petare à Mariches.

Aucune de ces morts ne donna lieu à des manifestations de protestation dans la rue, contrairement à ce qui se passait il y a dix ans, preuve de l'affaiblissement des liens horizontaux entre les différents mouvements sociaux vénézuéliens.

La domination du spectacle

Guy Debord fut en avance sur son temps. Révolutionnaire, philosophe, écrivain et cinéaste, il fut d'abord membre de l'Internationale lettriste et de Socialisme ou barbarie, puis le fondateur et le principal théoricien de l'Internationale situationniste, un groupe marxiste d'ultra gauche actif de

366. PROVEA, rapport pour 2008, *op. cit.*

1957 à 1972. En 1967, il écrivit son texte le plus connu, *La société du spectacle*, dont l'importance a été reconnue des décennies plus tard par les militants qui s'opposent dans la rue aux réunions du G8 et du G20 qui rassemblent les élites mondiales du pouvoir. Citons-le : « *La production capitaliste a unifié l'espace, qui n'est plus limité par des sociétés extérieures. Cette unification est en même temps un processus extensif et intensif de banalisation. L'accumulation des marchandises produites en série pour l'espace abstrait du marché, de même qu'elle devait briser toutes les barrières régionales et légales, et toutes les restrictions corporatives du moyen âge qui maintenaient la qualité de la production artisanale, devait aussi dissoudre l'autonomie et la qualité des lieux. Cette puissance d'homogénéisation est la grosse artillerie qui a fait tomber toutes les murailles de Chine.* »³⁶⁷

Après avoir lu tout ce nous avons décrit dans ce livre, ces faits, ces chiffres, ces dates, tous vérifiables, comment pourrait-on encore soutenir que ce qui se passe au Venezuela est une révolution au sens réel du terme ? Mais on continuera certainement à le faire, malgré ce livre ou tout autre qui serait écrit par des anarchistes. La notion de « spectacle » telle que Debord l'a élaborée nous sert à comprendre pourquoi il en est ainsi. C'est l'hypnose du spectacle, coupé des conditions matérielles de la vie quotidienne, qui amène certains à associer « processus bolivarien » et « Venezuela révolutionnaire ».

L'épopée bolivarienne, combinant gesticulation insurrectionnelle et gouvernement élu, ressources financières tirées du marché mondial du pétrole et proclamations incendiaires, panneaux géants à l'effigie du chef, réalisés avec la technique la plus avancée et tristes imitations du *Fidelismo* cubain, et une rationalité datant de la guerre froide n'est, en face du flux et du reflux sans fin, incontrôlables, du capital dans l'économie mondiale, qu'une simple diversion. Un spectacle. La révolution bolivarienne, dans les termes mêmes par lesquels elle se définit, est un pseudo-monde distinct, un objet de pure contemplation pour ses partisans qui se rassemblent pour regarder et encourager le spectacle médiatique du gouvernement Chávez : les longs discours, ou les inaugurations sans relâche de programmes de logements, de coopératives agricoles et d'usines gérées par leurs ouvriers qui disparaissent quand s'en vont les caméras de télévision.

367. *La société du spectacle*, op. cit., paragraphe 165.

La séparation entre la classe dominante et les dirigés, l'accumulation progressive du pouvoir par une seule personne se consolident derrière un langage spectaculaire, le geste « irrévérencieux » prémédité et capté par les caméras, le bon mot, lors d'un sommet présidentiel, immortalisé sur YouTube. Le spectacle bolivarien, c'est du capital pétrolier transformé en images. D'où la fausse alternative gouvernement/opposition. Comme le dit Debord, « c'est l'unité de la misère *qui se cache sous les oppositions spectaculaires.* »³⁶⁸

La notion de « spectacle » nous aide aussi à comprendre pourquoi un gouvernement, qui a eu d'énormes ressources économiques à sa disposition, a produit d'aussi maigres résultats matériels, et pourquoi, malgré des résultats si maigres, il a suscité de tels espoirs à travers le monde – une frénésie à la hauteur de la crise de la théorie révolutionnaire qui a suivi l'effondrement de toutes les certitudes qui découlaient du positivisme scientifique et de la révolution industrielle. Pris de vertige devant des situations nouvelles, nombreux sont ceux qui ont préféré s'accrocher aux bouées illusoire de vieilles croyances discréditées.

Au moment où j'écris ces lignes, la situation du Venezuela change à chaque instant, et ce livre n'en est qu'un pâle reflet. L'hégémonie bolivarienne a atteint son zénith en 2006, quand elle a fait le plein de ses voix – plus de sept millions – et en 2008, avec des revenus records. L'échec du référendum constitutionnel de 2007 montre que l'élite chaviste n'était plus en phase avec la réalité. Depuis, le processus bolivarien ne peut plus compter sur le soutien inconditionnel d'une majorité de Vénézuéliens ; on peut voir que ceux-ci attendent désormais des résultats concrets, palpables. Le mouvement bolivarien commence à se fissurer : une couche d'intellectuels « post-chavistes » commence à prendre ses distances avec lui. Ayant fourni au populisme du président Chávez et à sa direction charismatique des justifications intellectuelles pendant ses premières années, ils s'en sont séparés quand les contradictions du mouvement bolivarien sont devenues insupportables. Ces intellectuels n'ont bien sûr pas rejoint l'opposition de droite, car ils se situent à la gauche de Chávez. On peut citer parmi eux

368. *La société du spectacle, op. cit.*, paragraphe 63.

Margarita López Maya, Miguel Ángel Hernández, Javier Biardeu, Roland Denis, Victor Poleo, Douglas Bravo, Francisco Prada, Antonio González, Tito Núñez et Esgardo Lander.

D'un autre côté, les partis d'opposition de droite ont tiré leur puissance d'une base économique qui est maintenant affaiblie par la mondialisation. Ils n'ont aucune ressource intellectuelle, ils ont perdu toute capacité de se rénover. Ils appartiennent à un passé qui ne reviendra pas, quelqu'en soit le désir de leurs porte-parole.

C'est pourquoi la fausse alternative Chávez-opposition de droite montre des signes d'essoufflement. Si l'on ajoute la diminution des ressources utilisées pour maintenir à coup de subsides le vaste réseau de clientèle alimenté par le gouvernement, on voit se réunir les éléments d'une crise du modèle démocratique actuel, instauré en 1958, de réactions populaires impossibles à prédire et d'un nouveau cycle de mouvements anti-système.

La crise de la gauche

On peut penser que la gauche internationale ne comprendra ni le malaise, ni la combativité de la base, car elle fait preuve d'une foi religieuse dans le processus bolivarien. Là encore, Debord et sa *Société du spectacle* nous en donnent une explication : « *Chaque écroulement d'une figure du pouvoir totalitaire révèle la communauté illusoire qui l'approuvait unanimement, et qui n'était qu'un agglomérat de solitudes sans illusions.* »³⁶⁹

Les intellectuels de gauche qui, dans le monde entier, ont pris leurs désirs pour des réalités, myopes qu'ils sont, ne peuvent pas déchiffrer les témoignages comme celui de Migdalia Figueredo, une habitante ordinaire de Nueva Tacagua, à Caracas. Nueva Tacagua, c'est une cité de logements sociaux construite à la fin des années 1970. Après que des centaines d'appartements aient été vendus à crédit à des familles, on découvrit en 1993 que des défauts du terrain provoquaient l'affaissement des bâtiments, mettant en danger leurs occupants. Le gouvernement décida donc de faire reloger les 3 000 familles qui y vivaient, mais cette décision ne fut pas suivie

369. *Op. cit.*, paragraphe 70.

d'effet. En 1999, après son élection, le président Chávez déclara que tous ses habitants seraient relogés dans les douze mois. Dix ans plus tard, 800 familles vivent encore à Nueva Tacagua, pratiquement dans des ruines. Comme elle l'a confié à Lexys Rendón au cours d'un entretien pour ce livre, Migdalia Figueredo tente depuis 20 ans de faire reconnaître son droit à un logement décent : « Depuis l'âge de 12 ans, j'ai travaillé à ce processus avec le MAS, avec José Vicente Rangel, que j'ai rencontré place Bolívar et que j'ai pris dans mes bras et embrassé. Une fois, je lui ai même apporté à manger, que je lui ai donné quand j'ai pu, avenue Bolívar, à Catia. Et ce chien, une fois devenu vice-président de la République, il ne s'est même pas souvenu de nous, pour qu'au moins on ait un ascenseur dans l'immeuble. Nous nous sommes battus pour le MAS, qui a été fondé pour aider le peuple, et qui a ainsi participé à la construction des mouvements révolutionnaires, parce que les gens se sont mis à comprendre qu'il faudrait bien un processus un jour, un processus de changement positif, un processus pour aider les pauvres, les gens dans le besoin. Mais le résultat de ce processus, ça a été d'écraser les pauvres et les nécessiteux et d'aider ceux qui avaient le plus, de mélanger la IV^e République et une V^e République déguisée en rouge. Ce qu'on appelle maintenant conseils communaux, c'étaient les OVC (associations civiques pour le logement) sous la IV^e république ; la mission Robinson, c'était, à cette époque, l'ACUDE (l'association culturelle pour le développement) ; les centres de diagnostic intégraux d'aujourd'hui, c'étaient les dispensaires ; l'aide scolaire d'aujourd'hui, ça existait à l'époque, avec les chaussures noires fournies par Carlos Andrés [Carlos Andrés Pérez, l'ancien président] qui m'ont certainement abîmé les pieds (elle rit) ; non, c'est vrai, des chaussures noires et un sac bleu horrible que je n'aimais pas emmener à l'école. Aujourd'hui, c'est le même sac, mais rouge, sauf qu'ils ne donnent plus de chaussures, juste un uniforme et un sac qu'ils donnent bien chichement : plus de crayons de couleur, plus de pochette de règles, plus de taille-crayon, un crayon et deux cahiers. Mais ce sont les mêmes pratiques, je ne vois pas de processus de changement. Si je suis déçue par cette révolution ? Oui, je suis déçue. J'ai été au MAS, puis j'ai été au MBR-200. Quand Chávez est passé dans le quartier Propatria-Catia, je suis allée le soutenir. Nous avons caché Freddy Bernal à Nueva Tacagua au moment de la première tentative de coup d'État. Et qu'est ce qu'ils nous ont proposé ? Et certains de ceux qui les ont aidés étaient de Nueva Tacagua. Je me souviens que quand j'étais petite, les gens plus âgés du Mouvement nous ont entraînés, nous, les jeunes. Et je les ai

soutenus, en pensant que nous aurions une vie meilleure. J'étais très heureuse parce que je me disais "Et merde ! Il y aura un gouvernement révolutionnaire." Et beaucoup d'autres sont tombés dans le même piège. Aujourd'hui, c'est un désastre complet. Tu vas dans les ministères, les gens sont mécontents. Tu vas à la police de Caracas, ils sont mécontents. Tu vas dans les quartiers, dans les conseils communaux, la plupart se sont laissés embarquer par les premiers imbéciles qui se sont présentés, ils leur ont donné un chèque en blanc, certains les ont volés, et maintenant ils sont mécontents. Et où est le progrès, dans ce pays ? Le progrès, ça commence avec la main-d'œuvre qualifiée ; tous les pays en ont ; nous aussi ; on a un tel potentiel qu'on pourrait être une puissance mondiale. Et ce qui est triste, c'est que dès que se présente un leader pour le pays, nous avons encore le culot de l'applaudir et de lui remettre un drapeau. C'est contre ça que je me bats, contre ce véritable empire sous couvert de cette révolution, un véritable empire sous les couleurs rouge [PSUV], blanche [AD] et verte [COPEI]. C'est un empire capitaliste qui existe ici et il a détruit tout ce qui nous intéressait : qu'on vive mieux, qu'on accouche dans de meilleures conditions, qu'une femme vénézuélienne ne soit pas obligée de faire le tour de cinq maternités pour faire naître un Vénézuélien ; que ton enfant puisse aller au collège, et avoir son bac. Ça, aujourd'hui, c'est impossible... Dans une mission, c'est impossible, parce que l'enseignement y est mauvais. Si on parle d'égalité et d'équité, on doit parler d'une égalité et d'une équité de droits... Je ne peux plus avoir confiance dans quelqu'un comme ça – le président Chávez, avec ses colères, son intolérance – simplement parce qu'il parlerait comme moi. Le suivre aveuglement seulement parce qu'il parle comme les gens ordinaires ? Il faut que ça cesse. Il faut un changement... Où est l'équité ? Où est l'égalité ? Où est mon égalité comme être humain ? Où sont mes droits comme personne ? Où est tout ça ? Le socialisme parle de social, d'humanisme, de ce dont tu as besoin, de ce dont j'ai besoin, c'est un pacte avec le peuple. Où est tout ça ? Ce qu'on me donne, c'est des casquettes rouges, un marché Mercal... Mais tout ça c'est moi qui le paie avec mon travail, car la nourriture on ne m'en fait pas cadeau. Si je ne vais pas travailler dans une usine ou une institution je n'ai pas de quoi manger... Mais ce fanatisme va changer, à un moment beaucoup de choses vont changer dans le pays. Il y a beaucoup de nouveaux mouvements qui vont amener ce changement. Nous avons confiance, nous devons aussi nous méfier. C'est le peuple lui-même qui commence à lui tourner le dos à Zulia, dans l'État de Miranda, dans la capitale, à Valencia, dans la Nueva Esparta. Ces États sont importants, parce que ce sont les bases

politiques du gouvernement. Et là, il est affaibli. Et tu vas me dire qu'il ne va pas continuer à s'affaiblir si chaque jour les choses empirent ? C'est de pire en pire. Il est affaibli par son manque de réponse, par son manque de conscience, par son incapacité à tenir ses engagements politiques. Le président Chávez a pu avoir de bonnes intentions les trois premières années, et les tenir, mais ces sept dernières années, où en sont ses engagements ? Des engagements pour Cuba, des engagements pour le Nicaragua, mais ceux pour ici, pour le Venezuela ? »

Les défis pour les anarchistes au Venezuela

Après plus de dix ans de gouvernement bolivarien, les anarchistes vénézuéliens doivent s'attaquer à trois chantiers : participer à la reconstruction de l'autonomie dans les mouvements sociaux combatifs, qui est la première condition pour que les idéaux anti-autoritaires progressent dans le pays ; résister au regain d'influence que pourraient connaître les héritiers des partis politiques traditionnels (entre autres AD, le COPEI, le PSUV, Primero Justicia) ; prendre part à l'implosion imminente de la matrice politico-culturelle dont Hugo Chávez est un héritier en promouvant des valeurs nouvelles dans la construction collective d'une société différente fondée sur la liberté et la justice sociale.

Si l'on conçoit le gouvernement bolivarien comme la réponse à une crise, on peut alors considérer cette situation comme une opportunité. Sans oublier ni l'Histoire, ni les leçons des mouvements d'émancipation du passé, nous pouvons entreprendre la tâche urgente de recréer une théorie et une pratique révolutionnaires dans le contexte du capitalisme mondialisé. Dans ce travail collectif, il est nécessaire de tourner en ridicule l'empereur qui est nu, même si la gauche momifiée continue à répéter encore et encore qu'il est habillé. Dans le cas du Venezuela, il faut s'attaquer à la notion de « processus », qui masque l'institutionnalisation d'une « révolution », mot vidé du sens qu'il avait il y a encore quelques années, celui de destruction de l'ordre établi.

On ne peut nier que certaines mesures gouvernementales représentent des progrès concrets pour la population ; même si elles ne signifient pas la fin de l'État et du capitalisme, elles sont bénéfiques. Au Venezuela, en Colombie, en Espagne ou aux États-Unis, la construction d'une école dans

un quartier pauvre est positive, un progrès pour ceux qui y recevront un enseignement. Ça va de soi. L'anarchisme n'est pas dépourvu de bon sens. Nous affirmons cependant que le changement social ne se mesure pas à la différence des niveaux de vie entre les pays, par exemple entre Haïti et le Venezuela. Une amélioration relative de ce genre ne témoigne pas d'une transformation révolutionnaire. À ceux qui considèrent qu'Hugo Chávez vaut mieux que George Bush, sans analyser les conditions qui sont à l'origine de leurs gouvernements, et fondent leurs convictions progressistes sur une réaction émotionnelle, nous souhaitons bonne chance. La logique de la pensée et de l'action anarchistes est différente et, comme l'a dit Daniel Barret, *« l'anarchisme n'est pas une théorie de l'avantage concurrentiel, c'est, entre autres, une éthique de la liberté »*.

Comme cet anarchiste uruguayen maintenant disparu, nous pensons que l'anarchisme et ses pratiques ne constituent pas une succession de changements historiques préprogrammés. Une création sociale anarchiste ne peut être conçue comme le résultat d'un processus historique nébuleux, ni comme le dessein d'un chef, ni comme la mise en œuvre technique d'une planification centralisée, ni comme un coup de chance, ni comme un avènement magique. Une société libre ne peut naître que de décisions fondamentales, autonomes, et d'une succession interminable de luttes et d'actions qui prennent forme dans la conscience collective. Nous sommes tout à la fois anticapitalistes, anti-étatiques et anti-autoritaires, et, laissant derrière nous les objectifs intermédiaires, nous sommes prêts à affronter l'impérialisme, le néolibéralisme, le fascisme et la mondialisation. En résumé : l'anarchiste sait que dans le vertige du mouvement, l'important n'est pas d'arriver, mais d'avancer.

Postface

Noam Chomsky s'adressant au président Hugo Chávez lors de son unique visite au Venezuela, le 24 août 2009 : *« Parler de paix et critiquer ceux qui s'y opposent est relativement facile, il est plus difficile de créer un monde nouveau, un monde différent. C'est émouvant de voir comment au Venezuela on construit ce nouveau monde possible et de rencontrer un des hommes qui a inspiré cette situation. »*³⁷⁰

Hugo Chávez, le 10 février 2010, accueillant Ali Moshiri (le directeur de Chevron pour les activités d'exploration et de production en Afrique et en Amérique latine) lors de l'annonce de la création d'une entreprise mixte pour exploiter des gisements de pétrole dans le bassin de l'Orénoque : *« Dieu fasse que vous nous aidiez à améliorer la situation avec le gouvernement des États-Unis... Nous vous tendons la main, à vous et au peuple des États-Unis, reprenant espoir ; que Dieu fasse que nous retrouvions le niveau des relations que nous avons durant le gouvernement de Bill Clinton. Nous voulons reprendre cette route, que Dieu fasse que cela nous soit possible. »*³⁷¹

Bien des choses se sont passées entre l'écriture de ce livre et sa publication en français. Tous ces événements n'ont fait que confirmer ce qui y était avancé. En premier lieu, le rôle du Venezuela comme exportateur de ressources énergétiques s'est accru. Le 15 octobre 2009, le président Chávez a inauguré le plus grand puits de gaz du pays, situé dans la péninsule de Paraganá, dans l'État de Falcón, avec des réserves d'au moins 200 milliards de mètre cubes (le président Chávez a annoncé le 15 novembre 2010 qu'elles dépassaient 400 milliards de mètres cubes). C'est une entreprise mixte associant PDVSA et les multinationales Repsol-YPF et ENI qui l'exploitera.

Lors de cette inauguration, baptisée « jaillissement du pays », Nemesio Fernández, le vice-président de Repsol confia qu'il était fier que sa société « puisse participer à cette exploration » du gisement Perla I et « contribuer ainsi au développement de l'industrie gazière au Venezuela ». À la même occasion, se

370. Laynel Fumero, *Noam Chomsky donne une conférence à Caracas sur « La politique impériale des États-Unis »*, Alterinfos América latina, 28 août 2009.

371. Voir Aporrea.

livrant à l'un de ses exercices de gymnastique verbale habituels, le président Chávez déclara que « nous sommes en train de développer de grands projets gaziers, et nous reprendrons le contrôle de nos ressources naturelles... Il est indispensable que le Venezuela devienne non seulement une puissance du gaz naturel, mais aussi une puissance morale, politique et sociale de ce siècle ». ³⁷² Le *Proyecto Socialista Orinoco* (projet socialiste de l'Orénoque), devant accroître la production de pétrole de 1,2 million de barils par jour dans la « ceinture » de l'Orénoque, annonça le 10 février 2010 que les contrats pour l'exploration des blocs Carabobo I et Central Nord étaient attribués à Repsol, à la compagnie nationale malaysienne Petronias et aux compagnies indiennes ONGC, Oil Indian Limited et Indian Oil Corporation. Le bloc 2 de la réserve du sud de Carabobo, celui de Carabobo nord et le bloc 5 de Carabobo étaient confiés à Chevron et à Inpex, une multinationale japonaise ³⁷³. Ali Moshiri ne paraissait pas mécontent : « Nous sommes heureux de cette nouvelle et de la perspective de pouvoir négocier éventuellement un élargissement du champ de notre association avec PDVSA et l'ensemble du secteur pétrolier vénézuélien. » ³⁷⁴

La dévaluation du 8 janvier 2010 a nécessairement compliqué la situation. Deux taux ont été en effet introduits. Pour les importations de biens « essentiels », le dollar est passé de 2,15 à 2,6 bolivars et pour les autres échanges, à 4,3 bolivars. Ali Rodríguez Araque, le ministre du Pouvoir populaire pour l'Économie et les Finances, a expliqué que les sommes qui seront dégagées par ces manipulations aideront les exportations et le développement des productions de substitution aux importations ³⁷⁵. Ceci est quelque peu contradictoire : d'un côté la dévaluation favoriserait le développement des exportations, mais de l'autre elle suppose l'existence de productions locales qui réduiraient la nécessité des importations. Comme

372. Telesur, *Chávez inaugura el mayor pozo de gas del país y uno de los más grandes del mundo*.

373. Agencia Bolivariana de Noticias, *Gobierno adjudica Bloque Carabobo en la Faja Petrolifera del Orinoco*.

374. Communiqué de presse de Chevron du 10 février 2010 : *Chevron Awarded Rights to Develop New Venezuelan Energy Project*.

375. Agencia Bolivariana de Noticias, *Excedentes del nuevo esquema cambiarlo se destinarán al fortalecimiento de exportaciones*.

l'ont fait remarquer des groupes de la gauche radicale, cette dévaluation du bolivar a pour conséquence une réduction des salaires des travailleurs vénézuéliens. Cette dévaluation néolibérale n'a pour but que d'augmenter le nombre de bolivars tirés des exportations de pétrole. L'inflation au pays de la révolution bolivarienne continue à être la plus élevée du continent – 30,9 % en 2009 selon les chiffres officiels, contre 13,7 % au Nicaragua, le deuxième pays le plus mal placé de ce point de vue. En 2010, au bout de six mois, la hausse des prix était déjà de 16,3 %³⁷⁶.

La violence n'a pas diminué ; les chiffres officiels font état de 10 360 homicides de janvier à septembre 2009, et l'estimation pour tout 2009 est de 14 467. Si les assassinats en prison semblent avoir baissé, il y en a encore eu 366 en 2009³⁷⁷. Toujours en 2009, 46 syndicalistes sont morts dans les conflits sociaux et quatre paysans sont morts dans des conflits sur l'utilisation des terres, ce qui porte à 215 le nombre de paysans assassinés depuis le passage de la loi sur la terre de 2001.

Les attaques contre les organisations sociales autonomes n'ont pas cessé. Le 26 novembre 2009, par exemple, Mijail Martínez, un vidéaste de 24 ans qui est membre du Comité des victimes contre l'impunité de l'État de Lara a été tué devant chez lui par un homme de main. Il semble que le but de cet assassinat ait été de réduire au silence son père, Victor Martínez, l'un des fondateurs du MBR-200 de Chávez et ancien député à l'Assemblée nationale. Celui-ci, en effet, s'était élevé contre les meurtres et les délits de toutes sortes commis par la police à Barquisimeto. Le 3 juillet 2010, alors que Victor Martínez y distribuait des tracts dénonçant l'assassinat de son fils, un général de la Garde nationale et un groupe de ses hommes le passèrent à tabac. Que la publication de ce livre en dehors du Venezuela serve au moins à faire savoir que tous les actes de violence qui pourraient être commis à nouveau contre la famille de Mijail Martínez ou contre le Comité sont imputables aux dirigeants du Lara, qu'ils soient civils, policiers ou militaires.

376. Inter Press Service, *Tasas de Inflación en América Latina*.

377. Observatorio Venezolano de Prisiones, *Situación Carcelaria de Venezuela*, rapport pour 2009.

Après plus de dix ans de processus bolivarien, les espoirs nés du renouvellement, en 1999, de la bureaucratie, semblent se dissiper. On en trouve la preuve dans l'augmentation significative des actions revendicatives. Le rapport sur les conflits sociaux en 2009 publié par PROVEA et Espacio Público (la seule association à recenser ces conflits au jour le jour dans tout le pays) fait état de 3 297 manifestations au cours de l'année, soit en moyenne neuf par jour. Sept manifestants ont été tués, quatre par les forces de sécurité, comme on l'a vu dans la troisième partie du livre, et trois par d'autres personnes. Le gouvernement prétend que la majorité des manifestations sont attribuables à l'opposition de droite, qui proteste en particulier contre la résiliation des licences des stations de radio et de télévision qui lui sont favorables. Mais les enquêtes réalisées par les associations de défense des droits de l'homme indépendantes indiquent que 67,3 % de ces manifestations ont des objectifs sociaux, économiques ou culturels ; près de la moitié, soit 30 % du nombre total des manifestations, sont liées à des conflits du travail. Viennent ensuite les revendications concernant le logement et les problèmes de violence et d'insécurité. Cette tendance ne devrait pas s'inverser : les coupures d'eau et d'électricité, dues à l'imprévoyance gouvernementale et au sous-investissement, ont provoqué au premier trimestre dans tout le pays des manifestations bloquant la circulation.

Ces manifestations sont de plus en plus traitées par le gouvernement bolivarien comme des délits ; mais les principales victimes de cette criminalisation ne sont autres que les militants de base de Chávez qui cherchent à traduire dans la réalité le discours officiel sur la justice sociale. Ces militants se voient traîner en « justice » pour de longs procès et même parfois emprisonner, comme c'est le cas de Rubén González. En août 2009, González, un responsable du PSUV, appela à la grève à l'usine Ferrominera Orinoco de Ciudad Piar, dans la municipalité d'Angostura de l'État de Bolívar. González a été mis en prison le mois même où le PSUV a appelé à la grève, et reste depuis lors entre les mains de la police de l'État, la justice ayant refusé sa mise en liberté provisoire. Il est accusé de complot, d'incitation à la délinquance et de violation d'une zone de sécurité. S'il est condamné, il pourrait passer de cinq à dix ans en prison. L'auteur de ce livre a eu l'honneur de lui rendre visite en prison en mars 2010, et les anarchistes

vénézuéliens mènent une campagne de solidarité en sa faveur. Son cas est représentatif de celui de dizaines d'autres travailleurs et de représentants syndicaux qui font l'objet de poursuites et dont les procès traînent pendant des années. Même libres, il leur est difficile de continuer à lutter efficacement, et la solidarité en leur faveur s'affaiblit. C'est le cas de 11 ouvriers et de 3 responsables syndicaux de SIDOR, la plus grande usine sidérurgique du Venezuela. Ils sont poursuivis depuis septembre 2006 à la suite de manifestations, et ils risquent de trois à six ans de prison. À ce jour, après quatre reports du procès, ils n'ont toujours pas été jugés.

Cette « criminalisation » de l'action revendicative serait difficilement possible sans la complicité des médias gouvernementaux et des médias locaux et « alternatifs » subventionnés par le gouvernement. C'est ce qu'explique Radio Ecos (93.9 FM) dans sa lettre de démission de l'ANMCLA, l'une des associations regroupant ces médias : *« Il est significatif que les organes de communication qui se prétendent "alternatifs" ne se fassent pas l'écho des revendications et des propositions des différents acteurs qui sont maintenant touchés par les changements soudains [de politique] d'un gouvernement qui se prétend révolutionnaire et socialiste... Nous condamnons le silence de l'ANMCLA... car ce silence la rend complice, par exemple, de l'application de mesures économiques néolibérales qui vont à l'encontre des intérêts du peuple dont nous faisons partie et que nous aidons ; nous condamnons son silence au sujet de l'emprisonnement du responsable syndical Rubén González par un gouvernement qui se lie chaque jour plus étroitement aux intérêts des exploiters capitalistes³⁷⁸. »* Aporrea, le « panneau d'affichage du processus révolutionnaire », ne parlait pas davantage de l'affaire González.

La campagne pour les élections à l'Assemblée nationale du 26 septembre 2010 fut l'occasion pour les directions des partis de faire resurgir la polarisation électorale et de remobiliser les citoyens. Du côté du gouvernement, on ressort à l'attention de ses partisans les fantasmes de l'agression impérialiste et des menaces contre la vie du Président ; l'opposition de droite, elle, a dépoussiéré l'épouvantail d'un communisme à la Castro et a appelé à des

378. Radio Ecos 93.9 FM, *Renunciamos al silencio que mantiene la Asociación Nacional de Medios Comunitarios Libres y Alternativos (ANMCLA)*.

manifestations pour la « liberté d'expression » contre les mesures dont les organes de communication qui lui sont favorables sont l'objet. Pour que leurs électeurs se déplacent le jour des élections, les deux camps se présentent en victimes et caricaturent leurs adversaires à l'excès. Le mécontentement qui se traduit dans les conflits sociaux n'en demeure pas moins ; des études ont d'ailleurs montré que ceux-ci n'étaient pas systématiquement rapportés par les médias de l'opposition et qu'ils ne lui apportaient pas d'adhérents. Un sondage d'octobre 2009 indiquait que la popularité du mouvement de Chávez et celle de l'opposition de droite avaient décliné et que 60 % de l'électorat se déclarait « ni/ni »³⁷⁹.

Comprendre le présent pour changer le futur

L'une des hypothèses exposées dans ce livre est que le soutien aveugle dont peut bénéficier un personnage comme Hugo Chávez témoigne d'une crise mondiale de la pensée révolutionnaire, une débâcle aussi bien théorique que pratique. Mais toutes les crises présentent des opportunités. En Amérique latine, des gens bien différents ont commencé à comprendre quel était le rôle des « gouvernements de gauche » dans la perpétuation du capitalisme mondial. C'est pourquoi, pour conclure, nous voulons citer deux textes dont les auteurs sont très éloignés du mouvement libertaire. D'abord *De silencios y complicidad: la izquierda latinoamericana en tiempos posneoliberales* (Silence et complicité : la gauche latino-américaine à l'époque post-néolibérale), de Pablo Dávalos, un économiste et universitaire équatorien³⁸⁰. Après un examen rapide de la situation de la région, il conclut que celle-ci entre dans « une nouvelle époque caractérisée par la récupération de sa souveraineté dans un contexte de démocratie, de participation citoyenne et de renouveau politique dans lequel les gouvernements progressistes et de gauche tentent de récupérer leur souveraineté... ». Un bon résumé de la position ordinaire de la gauche pro-Chávez qui est propagée dans le monde entier. L'auteur nous rejoint cependant en remarquant que le pouvoir gouvernemental est plus acceptable quand il a un visage progressiste : « *Sous tous les*

379. Datanálisis, *Baja la popularidad de Chávez en las clases populares*.

380. Pablo Dávalos, *De silencios y complicidad: la izquierda latinoamericana en tiempos posneoliberales*, Agencia Latinoamericana de Información, 1^{er} décembre 2009.

gouvernements progressistes, on trouve une sorte de méthodologie en cours d'élaboration qui soutient et encourage dans le discours les pratiques de résistance et de mobilisation sociale pour les manipuler et les intégrer au fonctionnement du nouveau pouvoir.» Comme nous l'avons fait, Dávalos décrit l'attitude surprenante des gouvernements progressistes à l'égard d'accords comme le plan Puebla-Panama ou l'IIRSA, à l'égard des monocultures à base d'OGM, de la production de biocarburants et des projets d'intégration économique portant des titres politiquement corrects comme l'UNASUR (l'union des nations d'Amérique du Sud). Pour Dávalos, «*il est aussi étrange que les manifestations de la résistance et des luttes sociales deviennent invisibles, puis criminalisées et persécutées et que ni les gouvernements progressistes, ni la gauche qui les porte aux nues ne leur manifestent de solidarité*». La fin de son texte rejoint certains des points de vue que nous avons exposés : «*Je voudrais souligner qu'on pourrait considérer les changements constitutionnels qui ont eu lieu dans la région comme l'aboutissement d'un processus historique qui consolide et sanctionne le libéralisme politique et économique et écartent les objectifs libérateurs des peuples. Mais il est alarmant [de constater] comment se closent le débat, la discussion et les critiques dans la gauche du continent. La critique de gauche, radicale, iconoclaste, des discours du pouvoir a désormais baissé ses étendards et tente de justifier l'impossible. La gauche qui soutient, qui avalise et qui fait siens les projets politiques de ces soi-disants gouvernements progressistes s'est transformée en dispositif stratégique du pouvoir pour barrer les horizons de la possibilité historique et permettre la transition au néolibéralisme... Pendant ce temps, nous observons... un silence qui s'apparente à une complicité [tandis que] le continent se tourne tout entier vers le néolibéralisme, une transition qui aurait été traumatisante si elle avait été l'œuvre de gouvernements ouvertement néolibéraux, mais qui peut être imposée sans tensions majeures grâce aux gouvernements post-néolibéraux. Une entrée dans le post-néolibéralisme dans laquelle la bourgeoisie de la région va accentuer les politiques d'extraction [des ressources] et productivistes, la privatisation des terres, la criminalisation sociale et va la mettre au diapason des dérives et des exigences de la mondialisation, tout ça au rythme du "socialisme du XXI^e siècle". »*

Autre voix qui nous rejoint, celle du journaliste uruguayen Raúl Zibechi, dans son livre *Territorios en resistencia* (Territoires en résistance)³⁸¹.

381. Raúl Zibechi, *Territorios en resistencia. Cartografía política de las periferias urbanas latinoamericanas*, La Vaca Ediciones, Buenos Aires, 2008.

Cherchant à faire la synthèse de différentes études, Zibechi décrit ce qu'il appelle de nouvelles formes de contrôle dans la région : « *Nous allons vers de nouvelles formes de domination. Il importe peu que ceux qui arrivent au pouvoir se disent de gauche, car le nouvel art de gouverner dépasse et intègre [de telles catégories].* » Zibechi reconnaît que son bagage marxiste traditionnel est un handicap lorsqu'il s'agit de comprendre pleinement les situations nouvelles : « *Souvent, en fixant des limites à la capacité créatrice, nous nous condamnons à reproduire ce qui est déjà connu et ce qui a déjà échoué.* » Il n'est pas étonnant que ces nouvelles formes de domination soient apparues dans des sociétés – en Bolivie, en Équateur, en Argentine, au Venezuela par exemple – capables de résistance, de grande mobilisation populaire contre les dégâts des politiques néolibérales. Pour Zibechi, ces pays ont montré : 1. que les mouvements populaires ne pouvaient être vaincus par la répression – qui donnerait naissance à de nouvelles formes de résistance – sauf à envisager des massacres ; 2. qu'ils peuvent être vaincus par l'action commune, à gauche, des partis politiques et des associations qui modèreraient et fragmenteraient ces mouvements ; 3. que le pouvoir a besoin ou bien de se gagner, ou bien de briser les individus ou les collectifs qui sont à la pointe de ces mouvements.

L'auteur décrit un processus permanent de construction et de reconstruction qui n'est pas simplement une réponse à ces mouvements : « *Au point de rencontre des mouvements et de l'État, et dès cette "rencontre", cette collision, naîtront de nouveaux modes de gestion des États et des peuples.* » Il néglige cependant, dans cette hypothèse, qu'au moins dans la majorité des pays de la région, les vieilles formes du pouvoir sont entrées en crise.

Les approches de Zibechi contribuent à la compréhension de ce qui est en mouvement aujourd'hui en Amérique Latine. Ses réflexions sont parfois en contradiction avec son travail sur le terrain, mais elles s'ouvrent sur l'univers de défis et de dilemmes que nous avons à affronter sur le terrain de la lutte contre l'oppression dans cette région du monde. Comme cet Uruguayen, nous espérons avoir aidé à enrichir le débat et à susciter plus de questions que de réponses définitives. Ces dernières, comme on le sait, conduisent trop souvent à des sentiers battus. Lisons-le encore : « *Pour cela [pour faciliter la mondialisation économique], les gouvernements progressistes [sont les plus adaptés], car ils sont plus capables, dans la situation nouvelle, de*

désamorcer le caractère anti-système des mouvements, d'intervenir au plus profond de leur territoire et au moment où la révolte couve... Mais ce n'est qu'une première étape. La deuxième, c'est quand la gauche endosse les politiques de la droite, c'est-à-dire quand la gauche prend en charge l'administration de certaines parties de l'appareil d'État et, ce faisant, bascule à droite, privant les mouvements sociaux de repères, étant arrivée à ce niveau par la promesse de satisfaire les revendications populaires. Le désarmement idéologique et politique qui en résulte provoque une crise organisationnelle, car ceux qui sont chargés d'appliquer les politiques de la droite dans les institutions, au nom de la gauche, sont justement les dirigeants de ces mouvements, mandatés par leur base. Les luttes populaires sont décapitées par ce triple démembrement (idéologique, politique et organisationnel), et la base subit l'intégration de ce qui reste de ses mouvements. Autrement dit, les politiques des partis de gauche atteignent des objectifs hors de portée de la répression : une défaite historique, sans répression massive mais avec une puissance destructrice très semblable à celle, en d'autres temps, des actions autoritaires de l'État. »

Heureusement, si les chemins de la libération sont sinueux, ceux de l'abjection et de la soumission le sont aussi. Nous pouvons être sûrs d'une chose, aussi longtemps que les hommes resteront des hommes et les femmes resteront des femmes : où il y a injustice, il y aura révolte. C'est le chemin que nous suivons en Amérique latine.

Bibliographie sélective

Parmi les documents cités par Rafael Uzcátegui, certains peuvent être considérés comme des textes de référence :

Arenas, Nelly et Calcaño, Luis Gómez, *Populismo Autoritario : Venezuela 1999-2005*, CENDES-UCV, Caracas, 2006.

Dávalos, Pablo, *De silencios y complicidad : la izquierda latinoamericana en tiempos posneoliberales*, Agencia Latinoamericana de Información, 1^{er} décembre 2009.

Collectif, *Sembrando el petróleo : 100 años de historia*, Fundación Venezuela Positiva, Caracas, 2001.

García Guadilla, María P, *Ecosocialismo del Siglo XXI y modelo de desarrollo bolivariano : Los mitos de la sustentabilidad ambiental y de la democracia participativa en Venezuela*, in *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 15, n° 1, janvier-avril 2009.

Gonzalez, Lisette, et Lacruz, Tito, *Política social en Venezuela*, Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales, UCAB, Caracas, 2008.

Maza Zavala, Domingo, *Diagnóstico crítico de la economía venezolana en el periodo 1982-2007*. *Nueva Economía*, Academia Nacional de Ciencias Económicas, XVI^e année, n° 28, Caracas, 2008.

Sanjuan, Ana María, *La revolución bolivariana en riesgo, la democratización social en cuestión. La violencia social y la criminalidad en Venezuela entre 1998-2008*, in *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 14, n° 3, septembre-décembre 2008.

Vallenilla Lanz, Laureano, *El cesarismo democrático*, Libros de El Nacional, Caracas, 1999.

Zibechi, Raúl, *Territorios en resistencia. Cartografía política de las periferias urbanas latinoamericanas*, La Vaca Ediciones, Buenos Aires, 2008.

Zibechi, Raúl, *La mirada horizontal. Movimientos sociales y emancipación*, Editorial Nordan, Montevideo, 1999.

Les Amis de Spartacus

L'association « Les Amis de Spartacus » a été constituée en 1979 pour assurer la continuité des éditions des *Cahiers Spartacus* fondées en 1936 par René Lefevre, leur principal animateur jusqu'à sa mort survenue en 1988. Elle rassemble des individus, bénévoles, unis dans le projet d'offrir au lecteur un certain nombre de textes oubliés, méconnus ou apportant un éclairage nouveau, pour contribuer, sur des bases non sectaires, au débat nécessaire entre tous ceux qui ne se résignent pas à accepter le monde tel qu'il est et n'ont pas perdu l'espoir d'un changement social radical.

Au sein de l'association fonctionne un « collectif de travail » qui prend en charge les tâches matérielles, la gestion du fonds d'édition, lequel comprend plus de 100 titres. Ce « collectif » fonctionne aussi comme « comité de lecture » responsable du choix des textes à éditer.

Spartacus publie quelques ouvrages par an et assure une diffusion multiple : abonnés, librairies, ventes directes.

L'association est ouverte à tous les individus de bonne volonté, en accord avec son projet, et la rejoindre est encore le meilleur moyen d'assurer l'avenir des éditions Spartacus, des éditions pas comme les autres.

Liste des ouvrages disponibles classés par époques

Les titres suivis d'un astérisque sont en quantité limitée.

I. Jusqu'à la révolution française

B161	<i>Spartacus, la liberté ou la mort!</i> Marcel Ollivier	9,91 €
B37	<i>Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime.</i> Jean-Jacques	7,00 €
B149	<i>Enragés et curés rouges en 1793.</i> Maurice Dommanget	13,00 €
B175	<i>Babeuf et la conjuration des Égaux.</i> Maurice Dommanget	9,00 €

II. Naissance des doctrines et organisations socialistes

B84	<i>Textes philosophiques de jeunesse,</i> Karl Marx	7,00 €
A36	<i>La confession de Karl Marx.</i> Riazanov, Engels, Luxemburg	3,00 €
B159	<i>Les trois sources de la pensée de Marx.</i> Karl Kautsky	6,10 €
B98	<i>Capital et Gemeinwesen. Le 6^e chapitre inédit du Capital.</i> Jacques Camatte ..	11,00 €
B145	<i>Le droit à la paresse.</i> Paul Lafargue	6,00 €
A8	<i>Idéalisme et matérialisme.</i> Jean Jaurès, Paul Lafargue	3,00 €
B13	<i>Collectivisme et révolution.</i> Jules Guesde	7,00 €
B153	<i>Réforme sociale ou révolution?</i> Rosa Luxemburg	14,00 €
B56	<i>Marxisme contre dictature.</i> Rosa Luxemburg	4,00 €
B169	<i>Églises et socialisme.</i> Rosa Luxemburg, Jean Jaurès	6,00 €
C33	<i>Autonomie et force collective.</i> Alexandre Skirda	16,00 €
B132	<i>Anarchisme et organisation.</i> Rudolf Rocker	5,00 €

III. Du XIX^e siècle jusqu'à 1917

B146	<i>La révolution de 1830.</i> Laurent Louessard	18,00 €
B177	<i>La révolte des canuts.</i> Jacques Perdu	8,00 €
B155	<i>Juin 1848.</i> Victor Marouck	12,00 €
B173	<i>La Commune de 1871.</i> C. Talès	12,00 €
B170	<i>Haymarket, pour l'exemple.</i> Albert Parsons, August Spies	9,00 €
B166	<i>I. W. W., le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis.</i> Larry Portis	12,00 €
B167	<i>La révolution mexicaine de Ricardo Flores Magón.</i> A. A. E. L.	12,00 €
B72	<i>Jaurès et ses détracteurs. Envie et calomnie. L'assassinat.</i> Alexandre Croix ..	11,00 €
B150	<i>La crise de la social-démocratie.</i> Rosa Luxemburg	13,00 €
A38	<i>Lettre ouverte à Boris Souvarine.</i> Lénine	3,00 €

B28	<i>Souvenirs sur Rosa Luxemburg.</i> Louise Kautsky	6,00 €
B80	<i>Rosa Luxemburg et sa doctrine.</i> Collectif Spartacus	10,00 €
B118	<i>Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire.</i> Daniel Guérin	8,00 €
B32	<i>Le luxemburgisme aujourd'hui.</i> Alain Guillermin	5,00 €

IV. La révolution russe et ses suites

A50	<i>Les racines d'Octobre 17. La gauche polonaise.</i> P. I. C.	5,00 €
B77	<i>Brest-Litovsk, stop à la révolution.</i> Guy Sabatier	6,00 €
B122	<i>Les socialistes-révolutionnaires de gauche dans la révolution russe.</i> Isaac Steinberg	8,00 €
B168	<i>L'épreuve du pouvoir, Russie 1917.</i> Jean Michel Kay	12,00 €
B109	<i>Réponse à Lénine, la maladie infantile du communisme.</i> Hermann Gorter	7,00 €
B180	<i>La makhnovchtchina, l'insurrection révolutionnaire en Ukraine 1918 - 1921.</i> Archinov	15,00 €
B87	<i>La Commune de Cronstadt.</i> Ida Mett	6,00 €
B154	<i>Les soviets trahis par les bolcheviks.</i> Rudolf Rocker	10,00 €
B50	<i>Le nouvel impérialisme russe. L'URSS est-elle socialiste ?</i> Victor Serge	7,00 €
B91	<i>Lénine, Staline et le pouvoir.</i> Boris Souvarine, Kostas Papaioannou	6,00 €
B113	<i>Trotski, Staline manqué.</i> Willy Hühn	8,00 €
B14*	<i>L'U.R.S.S. concentrationnaire.</i> Guy Vinatrel	7,00 €
B40	<i>Un pot-pourri de Kroutchev.</i> Boris Souvarine	4,00 €
B134	<i>Rapports de production après la révolution soviétique.</i> Amedeo Bordiga	15,00 €
C30	<i>Communisme et question russe.</i> Jean Barrot	9,00 €
B62	<i>Parti-État, stalinisme, révolution.</i> Georges Munis	7,00 €
E1*	<i>La tragédie des écrivains soviétiques.</i> Victor Serge	1,00 €

V. Depuis 1917

B83	<i>Spartacus et la commune de Berlin.</i> André et Dori Pruhommeaux	7,00 €
B158	<i>La république des conseils de Bavière. La société libérée de l'État.</i> Erich Mühsam	14,94 €
B141	<i>Un rebelle dans la révolution. Allemagne 1918-1921.</i> Max Hölz	13,00 €
B178	<i>Les conseils ouvriers (T. I).</i> Anton Pannekoek	15,00 €
B119	<i>Les conseils ouvriers (T. II)</i> Anton Pannekoek	10,00 €
B162	<i>Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances.</i> Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin	15,00 €
B124	<i>Pacifisme et anti-militarisme dans l'entre-deux-guerres.</i> Nicolas Faucier	13,00 €
B165	<i>1933 : la tragédie du prolétariat allemand.</i> Juan Rustico	9,00 €
B152	<i>La peste brune.</i> Daniel Guérin	10,00 €
B163	<i>Le nazisme, son ombre sur le siècle.</i> Jean-Louis Roche	20,00 €
B171	<i>Révolutionnaires en Catalogne, 1936-1937.</i> Groupe DAS, Marcel Ollivier ...	9,00 €
B176	<i>Barricades à Barcelone 1936-1937.</i> Agustín Guillaumon	15,00 €
B85	<i>Guerre de classes en Espagne.</i> Camillo Berneri	6,00 €

B110	<i>Chronique de la révolution espagnole.</i> Henri Chazé	7,00 €
A18	<i>Qui succèdera au capitalisme ?</i> Tomori-Balazs	3,00 €
E3	<i>Révolution socialiste ou révolution directoriale ?</i> Léon Blum	1,00 €
B6*	<i>L'ère de l'impérialisme.</i> Robert Louzon	7,00 €
B8*	<i>Déchéance de l'Europe.</i> Lucien Laurat	7,00 €
B46	<i>Le marxisme en question.</i> Dwight MacDonald	7,00 €
A3	<i>Socialisme et bolchevisme en France.</i> Charles Alligier	6,00 €
B45	<i>La classe ouvrière est en expansion permanente.</i> Simon Rubak	7,00 €
B106	<i>Classes laborieuses et révolution.</i> Simon Rubak	8,00 €
B125	<i>Ouvriers et robots.</i> Michel Kamps	7,00 €
B130	<i>Anthologie 1956-1970.</i> Noir et Rouge	13,00 €
B172	<i>La grève généralisée en France, Mai-juin 68.</i> I. C. O.	10,00 €
B157	<i>L'anarchisme aujourd'hui.</i> Jean Barrué	9,15 €
B48	<i>Le tigre de papier. Sur le développement du capitalisme en Chine.</i> Charles Reeve	7,00 €
B60	<i>Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971).</i> I. C. O.	10,00 €
A52	<i>Le 25 juin 1976 en Pologne.</i> Henri Simon	5,00 €
B112	<i>Pologne 1980-1981, Solidarité enchaînée.</i> Charles Reeve	4,00 €
B117	<i>Pologne : lutte de classes et crise du capital (1980-1982).</i> Henri Simon	7,00 €
B144	<i>Chroniques d'une société clandestine.</i> Solidarité combattante	15,00 €
A55	<i>Lordstown 72.</i> Pomerol et Médoc	3,00 €
B88	<i>Le nouveau mouvement ouvrier américain.</i> Root and Branch	8,00 €
B68	<i>L'expérience portugaise : la conception putschiste de la révolution.</i> Charles Reeve	4,00 €
B179	<i>D'Alger à Mai 68, mes années de révolution.</i> François Cerutti	13,00 €
A45	<i>Moyen-Orient, un abcès de fixation.</i> P. I. C.	4,00 €
B138	<i>La farce tranquille. Normalisation à la française.</i> Alain Bihr	13,00 €
B147	<i>Les dissidents du monde occidental.</i> Louis Janover	13,00 €
B57	<i>Capitalisme, syndicalisme même combat.</i> CORALE	6,00 €
A53	<i>La communauté.</i> Raoul Brémond	4,00 €
B75	<i>Pour l'abolition du salariat, l'associationnisme.</i> Claude Berger	4,00 €
A54	<i>Perspectives sur les conseils.</i> Pierre Nashua	3,00 €
B116	<i>Au-delà du parti, évolution du concept de parti depuis Marx.</i> Collectif Junius	8,00 €
B123	<i>Le marxisme hier, aujourd'hui et demain.</i> Paul Mattick	10,00 €
B129	<i>De l'usage de Marx en temps de crise.</i> Collectif	8,00 €
B142	<i>Le capitalisme high-tech.</i> Jean-Pierre Garnier	9,00 €
B151	<i>Le communisme n'a pas encore commencé.</i> Claude Bitot	20,00 €
B148	<i>Les socialismes : l'Histoire sans fin.</i> André Fontaine	15,00 €
B99	<i>L'effort libertaire : le principe d'autonomie.</i> André Prudhommeaux	7,00 €
B164	<i>Pour le communisme libertaire.</i> Daniel Guérin	10,00 €
B174	<i>De la conscience en politique.</i> Wilhelm Reich. Maurice Brinton	13,00 €
B181	<i>Venezuela : révolution ou spectacle ?</i> Rafael Uzcátegui	14,00 €

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement aux éditions Spartacus est de 50 €.

Ces 50 € donnent droit à 70 € de nouvelles publications au prix public, et l'abonnement reste donc valable pour une période plus ou moins longue selon le rythme et le prix des nouvelles parutions.

L'abonné bénéficie en outre d'une remise de 30 % sur ses commandes de titres anciens d'un total de moins de 152 €, et d'une remise de 50 % sur ses commandes de titres anciens de 152 € et plus (frais de port en supplément dans ce cas).

La demande d'abonnement comportant nom et adresse est à envoyer à l'association des Amis de Spartacus, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

Le règlement peut en être effectué d'une des façons suivantes :

- par chèque bancaire à l'ordre des Amis de Spartacus
- par virement à la Banque postale, compte n° 14 386 11 N Paris, à l'ordre des Amis de Spartacus
- par mandat postal à l'ordre des Amis de Spartacus

De l'étranger, si le règlement n'est pas effectué par virement ou par émission d'un chèque bancaire payable par une agence située en France, ajouter 10 € pour les frais d'encaissement.

L'abonnement peut partir d'un numéro déjà paru choisi dans la série B. En ce cas, bien l'indiquer. La livraison comprendra les éventuelles nouveautés des autres séries. Par défaut, l'abonnement commence à la prochaine parution.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

Règlement par virement, chèque bancaire ou mandat à l'ordre des « Amis de Spartacus »

La Banque postale, compte 14 386 11 N Paris. De l'étranger, réglez de préférence par virement à notre compte (BIC : PSSTFRPPPAR. IBAN : FR15 2004 1000 0114 3861 1N02 033), par mandat, ou tenez compte des frais d'encaissement de votre chèque (environ 10 €)

Les Amis de Spartacus

8, impasse Crozatier,

75012 Paris

Achevé d'imprimer en février 2011
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.A.S.
Z.I. des Ondes – 12100 Millau
N° d'imprimeur : B11/45975V
Dépôt légal : février 2011

Imprimé en France

SPARTACUS

CAHIERS ÉDITÉS PAR LES AMIS DE SPARTACUS De Nederlandse

FONDATEUR : RENÉ-JOSEPH LEFEUVRE

8, IMPASSE CROZATIER 75012 PARIS

Malgré les déconvenues qu'il a causées depuis un siècle, et malgré les crimes qui ont été commis en son nom, le socialisme continue à susciter l'espoir d'une vie meilleure, dans une société libre et égalitaire. Aussi, quand dans un pays riche en pétrole comme l'est le Venezuela, un gouvernement, fort de victoires électorales successives, annonce qu'il s'engage sur le chemin du socialisme, d'un socialisme nouveau, il s'attire à travers le monde le soutien enthousiaste d'une partie de la gauche.

Mais un discours véhément contre l'Empire états-unien, la haine que lui témoignent certains de ses adversaires, des ventes de pétrole à bon marché à des régimes amis, des expropriations d'entreprises locales ou étrangères suffisent-ils pour justifier cet enthousiasme ?

Rafael Uzcátegui, militant libertaire vénézuélien, contributeur de longue date à *El Libertario*, le périodique anarchiste de Caracas, et responsable du service d'enquête de PROVEA, une organisation vénézuélienne de défense des droits de l'homme, ne le pense pas. Au sujet de ce que ses dirigeants appellent le « processus bolivarien », il nous dit : *« Deux interprétations grossières de ce processus se font concurrence sur la scène mondiale : d'un côté, on affirme que le gouvernement de Caracas a engagé une série de transformations radicales qui déboucheront sur le "socialisme du XXI^e siècle", une trajectoire qui s'oppose aux politiques et aux valeurs de l'impérialisme capitaliste ; de l'autre, au contraire, on assure que le président Chávez est un dictateur qui instaure par la force le communisme au Venezuela.*

Toutes deux, comme nous essaierons de le démontrer, sont fausses. »

Dans ce livre, sous une forme ramassée, on trouvera bien des éléments – sur la vie quotidienne, sur les relations entre le gouvernement et les organisations et mouvements sociaux – permettant de replacer les politiques menées par le régime vénézuélien dans leur double contexte, celui de l'histoire du Venezuela et celui de la mondialisation économique contemporaine. On y trouvera aussi à coup sûr des éclairages sur les conditions d'une transformation sociale radicale dans notre propre pays.

Préface d'Octavio Alberola



SÉRIE B n° 181
DIFFUSION : DIF'POP'
81, RUE ROMAIN ROLLAND 93260 LES LILAS
FÉVRIER 2011

ISBN 978-2-902963-63-8 PRIX : 14 €